



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 029
Le jeudi 25 septembre 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 25 septembre 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

● (1000)

[Français]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Mona Fortier (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, en vertu de l'article 32(2) du Règlement et en conformité avec la politique sur le dépôt des traités devant le Parlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, les traités intitulés « Accord portant création de l'Institut international des vaccins », fait à New York le 28 octobre 1996, dans sa version amendée le 16 novembre 2022, « Accord de coopération entre le Canada et la République de Pologne concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire », fait à Varsovie le 28 janvier 2025, et « Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Japon sur la sécurité des informations », fait à Tokyo le 8 juillet 2025.

* * *

LOI SUR LE COMMISSAIRE À LA MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS MODERNES

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-10, Loi concernant le commissaire à la mise en œuvre des traités modernes.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

[Traduction]

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, les rapports suivants du Groupe canadien de l'Union interparlementaire sur sa participation aux événements suivants: l'audition parlementaire annuelle aux Nations unies, intitulée « Mettre un terme aux conflits: comment construire un avenir pacifique », aux Nations unies, à New York, dans l'État de New York, aux États-Unis d'Amérique, du 8 au 9 février 2024; la 148^e assemblée de l'Union interparlementaire et ses réunions connexes, à Genève, en Suisse, du 23 au 27 mars 2024; le forum parlementaire à l'occasion du Forum poli-

tique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable, à New York, dans l'État de New York, aux États-Unis, le 16 juillet 2024; la 10^e Conférence mondiale UIP des jeunes parlementaires, à Erevan, en Arménie, du 12 au 14 septembre 2024; la 149^e assemblée de l'Union interparlementaire et ses réunions connexes, à Genève, en Suisse, du 13 au 17 octobre 2024; la consultation d'experts sur « l'engagement parlementaire dans la politique numérique », à Genève, en Suisse, le 18 octobre 2024; la deuxième réunion du comité préparatoire de la sixième Conférence mondiale des Présidents du Parlement, à Genève, en Suisse, le 18 octobre 2024; l'audition parlementaire annuelle aux Nations unies sur le thème « Intensifier l'action en faveur des objectifs de développement durable: le financement, les institutions et la politique », à New York, dans l'État de New York, aux États-Unis d'Amérique, du 13 au 14 février 2025; la réunion parlementaire à l'occasion de la 69^e session de la Commission de la condition de la femme, à New York, dans l'État de New York, aux États-Unis d'Amérique, le 11 mars 2025; la première Conférence mondiale des femmes parlementaires, à Mexico, au Mexique, du 14 au 16 mars 2025; et enfin, la 150^e assemblée de l'Union interparlementaire et ses réunions connexes, à Tachkent, en Ouzbékistan. C'est une association très occupée.

* * *

● (1005)

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LA TAXATION DES ALIMENTS

John Barlow (Foothills, PCC) propose:

Que, étant donné que le premier ministre a déclaré qu'on le jugerait au coût du panier d'épicerie, et que,

(i) l'inflation du prix des aliments dépasse de 70 % les prévisions de la Banque du Canada,

(ii) le prix des aliments a augmenté de 40 % depuis que les libéraux sont arrivés au pouvoir,

(iii) les banques alimentaires Daily Bread s'attendent à un achalandage de 4 millions de personnes en 2025,

Travaux des subsides

(iv) le recours aux banques alimentaires a augmenté de 142 % depuis 2015, la Chambre demande au premier ministre libéral de mettre fin à la taxation des denrées alimentaires en éliminant :

- a) la tarification du carbone qui est imposée au secteur industriel sur les engrais et l'équipement agricole;
- b) la taxe inflationniste (l'impression de billets pour financer les déficits);
- c) la deuxième taxe sur le carbone (la fameuse norme sur les carburants propres);
- d) la taxe sur l'emballage (interdiction du plastique et normes d'emballage).

— Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Middlesex—London.

Il est important que nous ayons l'occasion de prendre la parole aujourd'hui au sujet d'une question très importante dont nous parlent souvent nos concitoyens: l'abordabilité et la crise de l'abordabilité, qui est particulièrement aiguë dans le domaine alimentaire. Au lendemain des élections, le premier ministre a déclaré aux Canadiens qu'ils allaient pouvoir le juger en fonction du prix des aliments sur les tablettes des épiceries. Ce sont là ses paroles, sa promesse. Par conséquent, c'est son échec.

Ce sont les mêmes vieux libéraux. En fait, son prédécesseur, Justin Trudeau, a également fait une déclaration très semblable en octobre 2023. Il a dit qu'il stabiliserait le prix des aliments avant l'Action de grâce. D'ailleurs, l'actuel ministre des Finances a dit exactement la même chose. Il a affirmé qu'il avait convaincu les cinq principales chaînes d'épicerie de s'engager dans un premier temps à prendre des mesures concrètes pour stabiliser le prix des aliments au Canada et que cela se ferait d'ici l'Action de grâce.

Rien de tout cela ne s'est produit. En réalité, depuis cette déclaration et celle du nouveau premier ministre, le prix des aliments a augmenté de plus de 6 %. En août, l'inflation alimentaire surpassait l'inflation globale de 84 %. Depuis août, le prix des aliments a augmenté de 3,5 %. Ce sont les mêmes vieux libéraux, les mêmes vieilles promesses, les mêmes vieilles promesses non tenues. Il s'agit d'une autre tactique de diversion de la part des libéraux.

Les Canadiens ont obtenu exactement ce pour quoi ils ont voté. Aujourd'hui, ils sont confrontés à une crise qui les frappe là où cela leur fait le plus mal: leur capacité à nourrir leur famille. Aux quatre coins du pays, les familles sont saignées à blanc par le prix des aliments ainsi que par celui de l'immobilier ou des loyers, lorsqu'elles tentent de se loger et de se chauffer.

À l'instar du gouvernement libéral précédent, les libéraux d'aujourd'hui passent leur temps à donner des excuses. Ils rejettent la faute sur une récession mondiale, nous disent qu'ils ne peuvent rien y faire, que la situation est la même partout ailleurs dans le monde. Ce n'est tout simplement pas vrai. Il y a à peine deux ans, quand l'ancien premier ministre libéral a fait la même promesse, l'inflation alimentaire au Canada était déjà 37 % plus élevée qu'aux États-Unis. Les choses n'ont fait qu'empirer. Depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau premier ministre, l'inflation alimentaire au Canada dépasse de 50 % celle observée aux États-Unis.

Le premier ministre a baissé les bras. Il ne peut donc pas se rabattre sur l'imposition de mesures de rétorsion tarifaires pour expliquer la hausse du prix des fruits et légumes et du reste des aliments au pays. Il a discrètement retiré ces mesures de rétorsion pendant la campagne électorale, puis il en a retiré d'autres plus tôt cet été. En un clin d'œil, l'homme d'affaires cosmopolite qui devait jouer du coude et se battre pour les Canadiens a silencieusement baissé les bras, et ce sont les Canadiens qui continuent d'en faire les frais.

Les chiffres dont nous parlons ont des conséquences bien réelles pour les Canadiens. On parle d'inflation alimentaire et de hausse des coûts, mais, ce dont il est vraiment question, c'est d'un sentiment d'insécurité alimentaire qui touche 61 % de la population canadienne. C'est plus de la moitié des familles canadiennes qui ne savent pas si elles pourront manger demain. Elles ne savent pas comment elles mettront du pain sur la table. À cause de cela, elles doivent faire des choix déchirants, non seulement à l'épicerie, mais dans leurs dépenses courantes. Les ménages ont un budget, ce dont le gouvernement libéral continue de se passer. Après plus de 18 mois, nous attendons toujours qu'il se dote d'un budget.

L'hon. Kevin Lamoureux: Encore un peu de patience.

John Barlow: Monsieur le Président, le budget sera bientôt déposé. Le député dit cela comme s'il en était fier.

Les libéraux auront peut-être un déficit de 100 milliards de dollars, soit jusqu'à trois fois plus que celui du dernier gouvernement libéral. C'était à ce moment que l'ancienne ministre des Finances a fait une scène et a démissionné parce qu'elle ne pouvait pas gérer un tel déficit. Ironiquement, elle démissionne de nouveau. Peut-être que le déficit est encore pire, et, une fois de plus, elle ne peut pas le défendre.

Parmi les ménages dont le revenu est inférieur à 50 000 \$, 73 % disent s'inquiéter de ne pas pouvoir payer leur épicerie si les prix des aliments continuent d'augmenter.

● (1010)

Le prix des aliments ne cesse d'augmenter. De mars à juin, le prix du bœuf a grimpé de 33 %, celui de la soupe en conserve, de 26 %, celui du thon en conserve, de 19 %, celui des pommes de terre, de 16 %, celui des oranges, de 12 %, et celui des poulets entiers, de 11 %. Ce sont là les conséquences bien réelles des mauvaises politiques et des promesses rompues des libéraux. Quand on taxe toujours plus les producteurs d'aliments, les entreprises qui assurent le transport par camion de ces aliments ainsi que celles qui transforment, fabriquent et vendent les aliments, que se passe-t-il? Les Canadiens sont ceux qui finissent par payer plus cher, et c'est exactement ce qui se produit. Les aliments coûtent presque 40 % plus cher que lorsque le gouvernement libéral a été élu il y a 10 ans. Voilà le bilan que le premier ministre doit assumer.

Le nouveau rapport sur les prix alimentaires sera publié dans un mois ou deux, et nous aurons le poulx de la situation, mais déjà, le « Rapport sur les prix alimentaires 2025 » prévoyait une hausse du prix des aliments de l'ordre de 5 % cette année, et cette projection est en voie de se réaliser. Résultat, les Canadiens ont dépensé cette année 800 \$ de plus que l'an dernier à l'épicerie, et cette somme risque d'augmenter encore l'an prochain. Je le répète, cette mauvaise gestion et cette incompétence financière ont des conséquences bien réelles.

Travaux des subsides

Selon un nouveau rapport publié au début de l'été par Banques alimentaires Canada, plus du quart des Canadiens souffrent maintenant d'insécurité alimentaire. Cet organisme a donné la note F au gouvernement libéral. Ceux qui gagnent 75 000 \$ ou moins consacrent maintenant 57 % de leur revenu aux produits de première nécessité comme l'épicerie, les services publics et le transport. Selon le rapport de la banque alimentaire, 25 % des ménages ont du mal à acheter de la nourriture, comparativement à 18 % en 2023. Le taux de pauvreté a augmenté pour la troisième année consécutive, et le taux de pauvreté officiel était de 10 %, ce qui représente une augmentation de 38 % depuis 2023. Environ 40 % des Canadiens estiment que leur situation est pire cette année qu'elle ne l'était l'année précédente.

Neil Hetherington, président-directeur général de l'une des plus grandes banques alimentaires du Canada, a déclaré qu'en 2025, 4 millions de personnes auront recours à la Daily Bread Food Bank, qui est située à Toronto, soit deux fois plus qu'il y a deux ans. Pensons-y un instant. En raison de la crise de l'abordabilité provoquée par la mauvaise gestion financière des libéraux, 4 millions de Canadiens ont recours aux banques alimentaires, et il ne s'agit que des succursales de la Daily Bread Food Bank situées dans la région de Toronto. Ces chiffres ne comprennent pas les banques alimentaires de tout le pays. Les banques alimentaires de la Colombie-Britannique ont signalé que plus de 225 000 personnes auront recours à elles chaque mois, ce qui représente une hausse de 15 % par rapport à 2023. Environ le tiers des utilisateurs des banques alimentaires de la Colombie-Britannique sont des enfants, ce qui représente plus de 70 000 personnes.

Aujourd'hui, les Canadiens n'ont tout simplement pas les moyens de se nourrir et en sont réduits à enfreindre la loi. Dans un reportage de CTV News diffusé hier, un agriculteur de la région de Waterloo a sonné l'alarme au sujet de l'augmentation incroyable des vols dans son verger de pommes. Il a dit qu'on lui avait volé 500 livres de pommes et qu'il avait lui-même récupéré à plusieurs reprises l'équivalent de 250 livres de marchandise volée, alors que des familles venaient au verger simplement pour se nourrir.

Je suis sûr qu'aujourd'hui, nous entendrons un certain nombre d'excuses de la part des libéraux, qui tenteront d'expliquer pourquoi ce n'est pas leur faute, malgré les politiques qu'ils ont mises en œuvre, comme un droit de douane sur les engrais qui a une incidence sur les agriculteurs canadiens, une taxe sur le carbone pour les industries, ainsi que des taxes sur la fabrication et la production alimentaire. Toutes ces mesures ont des répercussions. En effet, le revenu net des agriculteurs a chuté de 3,3 milliards de dollars en 2024, ce qui représente la plus forte baisse nette du revenu des agriculteurs canadiens depuis 2018.

Hier, la ministre de l'Emploi et des Familles a dit que le passé est garant de l'avenir, et c'est exactement ce que nous voyons. Le premier ministre a promis aux Canadiens qu'il serait jugé en fonction des prix à l'épicerie. Le jugement est tombé. Ce sont là ses paroles, sa promesse. C'est donc son échec à l'égard de ses engagements envers les Canadiens.

• (1015)

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face a beaucoup parlé de mauvaise gestion financière. Je me demande s'il pourrait dire à la Chambre, s'il le sait, quel est le ratio de la dette nette par rapport au PIB du Canada.

John Barlow: Monsieur le Président, j'aime bien quand les libéraux cherchent à se défendre en donnant des chiffres qu'ils peuvent manipuler à leur guise. Ils essaient de faire la leçon aux Canadiens en leur disant qu'ils n'ont jamais eu la vie aussi belle et qu'ils sont en excellente position financière. Je demanderais au député libéral de se rendre dans les épiceries de sa circonscription pour voir quelle réponse il recevrait s'il disait aux Canadiens et à ses concitoyens qu'ils n'ont jamais eu la vie aussi belle et qu'ils ne devraient pas s'inquiéter du fait que le prix du bœuf a bondi de 33 %, que celui des pommes a grimpé de 24 % ou que le prix du café a augmenté de 22 %.

[Français]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je remercie le député de Foothills de son intervention de ce matin. Je respecte énormément mon collègue et j'ai beaucoup de plaisir à travailler avec lui. C'est un gars intelligent et éloquent avec qui on peut discuter et travailler de façon constructive en comité.

Par contre, je suis un peu déçu de la motion qui est présentée ce matin. Encore une fois, on a relevé un vrai problème. Le discours de mon collègue était bon à 95 %, mais en bout de piste, on finit encore avec des slogans sur la taxe sur le carbone. Je pensais qu'on était rendu ailleurs.

Je me souviens très bien de journées d'opposition auxquelles j'ai participé avec mon collègue, que j'apprécie, comme je l'ai dit. Je disais à mon collègue que la taxe sur le carbone n'avait pas d'impact sur les prix à l'épicerie, qu'elle était responsable d'une augmentation des prix de 0,01 %. Il se levait et il me répondait que, non, c'était à cause de la taxe sur le carbone.

Maintenant que la taxe sur le carbone n'est plus en place dans le Canada anglais, mon collègue peut-il m'expliquer pourquoi le prix des aliments n'a pas baissé dans le Canada anglais? C'est là qu'on voit que c'est juste des slogans.

[Traduction]

John Barlow: Monsieur le Président, évidemment, le respect est réciproque envers mon collègue du Bloc et sa passion pour l'agriculture canadienne.

Si le prix des aliments demeure élevé, c'est parce que les libéraux n'ont pas éliminé toutes les taxes qu'ils imposent sur la production alimentaire. Oui, ils ont éliminé la taxe sur le carbone pour les consommateurs, mais c'est parce que nous avons travaillé fort pour les forcer à le faire. D'ailleurs, les Canadiens nous sont très reconnaissants à cet effet. Le gouvernement libéral n'aurait jamais éliminé cette taxe sans la pression exercée par les conservateurs.

Je dirais ceci à mon collègue du Bloc: les libéraux n'ont pas éliminé la taxe sur le carbone pour les industries. Ils vont de l'avant avec l'interdiction des plastiques visés par l'avis P2 et l'étiquetage frontal. Ils ont maintenu les droits de douane sur les engrais importés au Canada. Toutes ces mesures ont une incidence sur le prix des aliments, de la ferme à l'épicerie.

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue, qui a fait un travail incroyablement dans ce dossier.

Travaux des subsides

Dans son intervention, il a débité des chiffres sur les Canadiens qui sont désespérés et qui n'ont plus les moyens de se nourrir. Pendant ce temps, les libéraux chahutaient et riaient de la situation. En fait, comme il l'a mentionné, l'insécurité alimentaire a augmenté de 128 %. Le Conseil canadien du commerce de détail a rapporté que les détaillants ont perdu 9,1 milliards de dollars en 2024 seulement parce que les Canadiens n'avaient pas les moyens de mettre de la nourriture sur la table et qu'ils ont été réduits à voler pour tenter de nourrir leur famille.

J'aimerais demander à mon collègue pourquoi les libéraux croient encore qu'ils ont toujours raison et qu'ils ont une réaction insensible alors que sous le gouvernement actuel, les Canadiens souffrent beaucoup.

• (1020)

John Barlow: Monsieur le Président, c'est une excellente question. L'attitude de type « qu'ils mangent de la brioche » des libéraux est ce qui contrarie les Canadiens. Les libéraux disent que le ratio dette-PIB est de 47 % et que les Canadiens devraient s'en réjouir. Le fait est que 60 % des Canadiens sont en situation d'insécurité alimentaire. Soixante pour cent des familles canadiennes ne savent pas d'où viendra leur prochain repas. Rien que dans le Grand Toronto, 4 millions de Canadiens ont recours aux banques alimentaires. Ils sont obligés d'aller à la banque alimentaire pour nourrir leur famille.

Voilà les faits. Voilà ce sur quoi les conservateurs mettent l'accent, contrairement aux libéraux, qui dépensent sans compter pour enrichir leurs amis en creusant un déficit massif.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur d'être ici pour représenter les bonnes gens de Middlesex—London.

Comme c'est mon premier discours depuis mon retour pour un troisième mandat à titre de députée, je prends un moment pour exprimer ma gratitude à ceux qui m'ont aidée lors de la dernière campagne électorale. Tout d'abord, je remercie les habitants de Middlesex—London de m'avoir fait confiance pour les représenter ici. Ils ont envoyé un message clair à Ottawa, à savoir que nos diverses collectivités rurales et urbaines veulent que le gouvernement rende des comptes et apporte des changements. Je ne les décevrai pas et je serai la voix de la raison et du gros bon sens en travaillant avec diligence pour les représenter.

Je tiens à remercier mon incroyable équipe de campagne, qui a travaillé sans relâche, jour après jour, pour que tout se passe bien: Jordon Wood, Dalton Holloway, Tony Circelli, Evan Dunnigan, Tayler Fipke, Anna Rood, Yvonne Hundey et Kim Heathcote. Je remercie également toutes les personnes qui se sont portées volontaires d'une manière ou d'une autre pour ma campagne. Elles sont trop nombreuses pour être citées, car j'ai pu compter sur des centaines de bénévoles. Leur soutien compte énormément pour moi.

J'aimerais prendre un instant pour remercier mes parents, Theo et Diane Rood, ainsi que mon frère, Jeremy, et ma nièce, Anna. Je leur suis très reconnaissante de leur amour, de leur soutien inlassables et de leur dévouement lors de ma campagne. Je tiens tout particulièrement à remercier mon père d'avoir pris le temps de faire en sorte que des affiches soient placées sur l'ensemble des 3 000 kilomètres carrés de la circonscription. Tout le monde a adoré les plats maison de ma mère et sa présence au bureau de campagne. Je remercie également Anna d'avoir bravé la pluie, la neige et le soleil pour frapper à de nombreuses portes pendant toutes ces semaines.

Je remercie également Jeremy d'avoir toujours été là pour me soutenir moralement et me garder dans le droit chemin, et ce, pendant qu'il combattait les incendies de forêt en Saskatchewan. Je le remercie de son soutien.

Et maintenant, puisque les bonnes gens de Middlesex—London m'ont élue pour tenir le gouvernement libéral responsable, parlons de son bilan désastreux en matière d'accessibilité alimentaire au Canada. Cette question touche de nombreuses familles de la circonscription de Middlesex—London, qui en ressentent les effets chaque fois qu'elles franchissent les portes automatiques de l'épicerie, sous le poids implacable de l'inflation alimentaire et de la crise du coût de la vie que le gouvernement libéral refuse toujours d'aborder honnêtement.

En mai dernier, lorsqu'on lui a demandé comment les Canadiens pourraient lui demander des comptes, le premier ministre a répondu: « Les Canadiens nous demanderont des comptes en fonction de ce qu'ils constateront à l'épicerie ». Il regrette peut-être ces paroles aujourd'hui. À en juger par ce critère, il échoue lamentablement.

L'inflation alimentaire dépasse en effet de 70 % l'objectif fixé par la Banque du Canada. Le prix des denrées alimentaires a augmenté de 40 % depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux. Le recours aux banques alimentaires au Canada a augmenté de 142 % depuis 2015; la Daily Bread Food Bank prévoit 4 millions de visites dans ses banques alimentaires en 2025. Les chiffres de l'inflation alimentaire publiés mardi matin font état d'une inflation globale de 1,9 % en août par rapport à l'année précédente, mais le prix des denrées alimentaires a augmenté de 3,5 %. Le prix de la viande a augmenté de 7,2 % et celui du bœuf de 12,7 % par rapport à août 2024. Il ne s'agit pas d'une erreur d'arrondi, mais d'une véritable crise alimentaire.

Les familles n'arrivent plus, de peine et de misère, à joindre les deux bouts ou à acheter simplement des produits moins chers; maintenant, elles sautent carrément des repas. Les choses vont de mal en pis. Des années d'inflation alimentaire élevée signifient que nous payons tous aujourd'hui des prix plus élevés, en plus des augmentations de l'année dernière. Il n'est donc pas étonnant que les Canadiens aient l'impression que le sol se dérobe sous leurs pieds dans le rayon des céréales.

Regardons un peu l'ampleur de leur détresse. Dans le Sud-Ouest de l'Ontario, les banques alimentaires locales ne cessent de répéter qu'il leur est difficile de garder des étagères bien garnies toute l'année alors que la demande augmente. Dans Middlesex—London, une famille sur quatre souffre d'insécurité alimentaire; autrement dit, elle ne sait pas d'où viendra son prochain repas. Cela ne devrait pas devenir la norme dans un pays aussi privilégié que le Canada. Si le gouvernement doit intervenir pour aider les gens et leurs familles à se nourrir, c'est que sa politique échoue. Les Canadiens constatent bien cette incohérence.

Voyons comment nous en sommes arrivés là. Premièrement, il y a eu des erreurs de politique. Ce printemps, le gouvernement a imposé des contre-mesures tarifaires sur les importations américaines. Il est allé bien au-delà de l'acier et des automobiles; il a frappé une longue liste de produits d'épicerie. Les économistes de l'alimentation l'ont prévenu que cela ferait augmenter le prix des denrées que les Canadiens peinent déjà à s'acheter, comme le café, le thé, les pâtes alimentaires, les épices, les noix et les agrumes. En fait, ces pressions se sont accrues en juillet et en août.

Puis, le 7 mai, après la campagne électorale du printemps dernier, le gouvernement a discrètement suspendu plusieurs de ces contre-mesures tarifaires. Il l'a fait sans l'annoncer ni même rendre des comptes, mais au fond, il avouait tacitement que sa politique avait aggravé le problème.

Deuxièmement, il y a eu les mesures superficielles. La suspension de la TPS sur les produits d'épicerie a créé le chaos dans les systèmes de tarification, des maux de tête et des distorsions entre les catégories. Depuis janvier, l'inflation alimentaire a bondi de -0,6 % à 3,8 %. Les libéraux prétendent que c'était inévitable, mais l'ingérence fédérale n'a pas stabilisé le navire, elle l'a fait chavirer.

Troisièmement, considérons les coûts structurels que les libéraux ne cessent d'accroître. Demandons aux producteurs, aux camionneurs, aux petits transformateurs et aux épiciers indépendants quelles sont leurs principales sources de préoccupation. Ils nous répondront qu'il s'agit du coût de l'essence, des taxes sur le carbone imposées à la chaîne d'approvisionnement, des tracasseries administratives, de la lenteur des approbations et d'un paysage concurrentiel ravagé qui concentre le pouvoir entre les mains de quelques détaillants dominants. En prétendant que ces intrants n'ont pas d'importance, Ottawa sous-entend qu'ils ne figureront pas sur les reçus d'épicerie des familles. Alors, voyons un peu les chiffres auxquels les Canadiens font face.

• (1025)

Voici ce que les gens de Middlesex—London constatent à la caisse: le prix de la surlonge de bœuf a augmenté de 33 %, la soupe en conserve, de 26 %, les raisins, de 24 %, le café, de 22 %, le sucre, de 20 %, le thon en conserve, de 19 %, les pommes, de 14 %, l'huile végétale, de 13 %, et le poulet, de 11 %. Ce ne sont pas des produits de luxe, ce sont des produits de base. On prévoit qu'une famille moyenne de quatre personnes dépensera près de 17 000 \$ en nourriture cette année. C'est plus de 800 \$ de plus que l'année dernière. Soixante et un pour cent des Canadiens craignent de ne plus pouvoir payer l'épicerie dans six mois, et cette crainte est encore plus forte chez les jeunes adultes et les familles à revenu modeste. Ce ne sont pas des chiffres abstraits. Ils dépeignent la famille de la minifourgonnette stationnée juste à côté de nous.

Dans la circonscription de Middlesex—London, les manchettes locales ont fait état de l'engorgement des banques alimentaires, des comptoirs alimentaires qui fonctionnent au maximum de leur capacité et de la rareté des bénévoles de première ligne. J'ai rencontré de nombreux coordonnateurs de ces organismes qui disent que la demande monte en flèche quand le loyer est dû ou que la facture d'électricité arrive, parce que les gens n'ont tout simplement plus d'argent. Quand une mère me dit qu'elle a commencé à rationner les fruits que ses enfants mangent, c'est une chose qu'on n'oublie pas, et c'est la même chose partout au Canada.

En tant que conservatrice, j'aborderai la question de l'offre, et pas seulement les symptômes. J'ai grandi dans une ferme familiale et je gère maintenant une exploitation agricole. Je répète ce que j'ai dit à maintes reprises: sans fermes, il n'y a pas de nourriture. Si nous n'aidons pas les agriculteurs canadiens, nous aurons moins de nourriture et tout coûtera plus cher, un point c'est tout. Les politiques malavisées des libéraux en matière de taxe sur le carbone, de droits de douane sur les engrais, de deuxième taxe sur le carbone, de normes sur les carburants propres, d'interdiction des emballages en plastique et de bureaucratie pénalisent les familles d'agriculteurs, dont les marges sont déjà très faibles. Les libéraux ont imposé des coûts supplémentaires aux producteurs, aux transporteurs et aux

Travaux des subsides

transformateurs, puis ont feint de s'étonner lorsque les prix ont augmenté à la caisse. Ce n'est pas de l'économie, c'est du déni.

Je me permets également de démystifier une idée fausse, très répandue à Ottawa, voulant que l'interdiction des emballages alimentaires modernes et des plastiques rende la vie plus abordable et plus verte. Eh bien, c'est faux. Dans les salles de réunion et les usines de l'Ontario, j'ai pu constater à quel point les emballages modernes et sûrs permettent d'éviter le gaspillage, de prolonger la durée de conservation et de maintenir des prix bas pour les consommateurs. Nous importons plus de 80 % des fruits et légumes frais que nous consommons. Des emballages fiables sont nécessaires pour préserver la qualité et la salubrité des aliments dans les chaînes d'approvisionnement sur de longues distances. Lorsque des militants imposent des interdictions précipitées ou qualifient de toxiques des matériaux essentiels, ils ne font pas diminuer le prix des aliments, au contraire, et ils les rendent plus susceptibles de se détériorer. Ce n'est pas une théorie, c'est l'avertissement que l'industrie nous a lancé, et c'est ce que nous dicte le bon sens.

Je serais ravie d'offrir à tous les libéraux qui ne sont pas d'accord le livre d'un expert de renom dans ce domaine, Chris DeArmitt. Il a passé en revue plus de 4 000 études scientifiques évaluées par des pairs sur le plastique, et je suis d'accord avec lui pour dire que « de toute évidence, le problème ne vient pas du plastique en soi, mais du comportement [...] de certains humains qui [polluent] ».

En réalité, les films et les barquettes en plastique permettent de prolonger la durée de conservation, de réduire le gaspillage et d'assurer la salubrité des aliments pendant leur transport et leur stockage. C'est essentiel au Canada. Comme le dit M. DeArmitt, les emballages intelligents ne sont pas mauvais. En fait, c'est grâce à eux que la laitue n'est pas devenue de la soupe le mardi. En interdisant les plastiques ou en les remplaçant par des emballages plus lourds et moins étanches, nous ne devenons pas plus écologiques; nous produisons davantage de déchets et d'émissions. Considérer les plastiques comme toxiques ajouterait 50 % de déchets supplémentaires dans le commerce de détail et jusqu'à 150 % dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, et provoquerait 22,1 millions de tonnes supplémentaires d'émissions de gaz à effet de serre liées au gaspillage alimentaire, soit plus de 8 % des émissions à l'échelle nationale. La conclusion est simple: interdire les plastiques ne résoudrait pas le problème, cela en créerait d'autres.

Les libéraux du gouvernement actuel perpétuent l'héritage de M. Trudeau en affichant un bilan désastreux qui appauvrit les Canadiens et rend la nourriture plus chère. Les dépenses et les déficits actuels ne font qu'empirer. Les Canadiens méritent mieux, et c'est ce que nous leur offrirons. Une politique efficace mettra l'accent sur une meilleure conception, sur le recyclage et sur l'utilisation responsable, plutôt que sur le remplacement de matériaux par des produits qui entraîneront une détérioration plus rapide des aliments, qui se brisent pendant le transport ou qui feront grimper les émissions liées au transport pour chaque kilogramme de produit livré.

Travaux des subsides

Si nous nous soucions du climat et de l'abordabilité, les emballages en plastique intelligents font partie de la solution et ne devraient pas servir de bouc émissaire. Les conservateurs demandent au premier ministre de cesser de taxer les aliments en éliminant la taxe sur le carbone que l'industrie doit payer sur les engrais et le matériel agricole. Ils lui demandent aussi de cesser d'alimenter l'inflation en imprimant de l'argent pour financer les déficits, la deuxième taxe sur le carbone, la prétendue norme sur les carburants propres, l'interdiction des plastiques dans les emballages alimentaires, les exigences en matière d'emballage et le registre sur les plastiques, qui feront grimper les coûts et le gaspillage.

• (1030)

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, la députée et moi avons le privilège de représenter les bonnes gens de London-Ouest. J'ai parlé à de nombreux habitants de London qui ont vu, pendant la suspension de la TPS, plus de gens fréquenter leur restaurant et des familles faire des achats. Des familles de London m'ont dit qu'elles avaient bénéficié du programme de soins dentaires. Seulement dans London-Ouest, qui ne représente qu'une partie de la région de London, plus de 1 290 enfants ont reçu des soins dentaires. Ajoutons aussi que la Prestation fiscale pour enfants a permis à de nombreuses familles de London de sortir de la pauvreté.

Pourquoi la députée a-t-elle voté contre toutes ces mesures qui aident les gens de London? Elle parle aujourd'hui d'aide et de soutien. Pourquoi vote-t-elle contre ces mesures?

Lianne Rood: Monsieur le Président, la réalité, c'est qu'un congé de TPS pendant une courte période ne règle pas vraiment un problème à long terme que les libéraux ont créé en matière d'abordabilité au Canada après 10 années au pouvoir.

Les conservateurs croient que le gouvernement ne devrait pas avoir à payer pour nourrir les enfants — les parents devraient être en mesure de subvenir à leurs besoins —, mais ce sont les politiques gouvernementales qui obligent les gens à recourir aux banques alimentaires, car elles augmentent les taxes. Les libéraux continuent de punir les agriculteurs en leur imposant une taxe sur le carbone pour le secteur industriel qui fait augmenter le coût du carburant et de tous les intrants liés à la production alimentaire.

Si la députée voulait vraiment aider les gens de Middlesex—London à se nourrir, les libéraux examineraient peut-être certaines de leurs politiques et prendraient des mesures qui feraient baisser le coût de la vie pour les Canadiens.

[Français]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, la députée est une collègue que j'apprécie et qui me manque au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Je l'ai mentionné l'autre jour.

Ma question ressemble à la première que j'ai posée et à laquelle je n'ai pas eu de réponse. J'ai demandé qu'on m'explique pourquoi la disparition de la fameuse taxe sur le carbone, méchante et machiavélique, n'a pas fait baisser les prix à l'épicerie.

Je vais donc formuler ma question différemment. Plutôt que lancer des slogans et désigner des choses comme étant des taxes qui n'en sont pas, comme essayer de contrôler les plastiques — on sait qu'on peut faire ça de façon raisonnable —, pourquoi ne présente-t-on pas de propositions concrètes?

Il me semble que ma collègue et moi nous entendons d'habitude lorsque nous parlons de choses concrètes, par exemple un processus d'examen de la fixation des prix dans les épiceries. Nous avons beaucoup travaillé ensemble sur ce sujet.

[Traduction]

Lianne Rood: Monsieur le Président, je regrette de ne plus travailler avec le député au comité de l'agriculture, où je trouvais très agréable de travailler avec lui. Il soulève des questions très importantes.

Quand le gouvernement maintient une taxe sur le carbone commerciale sur le carburant des camions qui transportent nos aliments, que ce soit depuis les champs jusqu'à la ferme ou pour qu'ils soient lavés, triés, classés, emballés et expédiés au moyen d'un autre camion vers un centre de distribution alimentaire, qui les achemine ensuite vers l'épicerie dans encore un autre camion, toutes les dépenses supplémentaires attribuables au carburant se répercutent sur le prix des aliments eux-mêmes. Il n'est donc pas étonnant que, quand les aliments arrivent à l'épicerie, les détaillants doivent augmenter les prix, car les coûts ont augmenté tout au long de la chaîne de valeur et de la chaîne d'approvisionnement, avant même que les produits ne parviennent au consommateur à l'épicerie.

Si on veut parler de l'interdiction des plastiques P2, qui élimine les emballages en plastique, je répondrai que la livraison d'emballages en papier nécessite plus de camions et génère plus de gaz à effet de serre que...

• (1035)

Le vice-président: Nous passons aux questions et aux observations.

La députée de Lethbridge a la parole.

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, le directeur parlementaire du budget a déclaré que dans le prochain budget, prévu le 4 novembre, il faut s'attendre à des déficits records. Cela est très préoccupant pour une multitude de raisons, mais, aujourd'hui, nous discutons de l'augmentation du coût des denrées alimentaires, de la hausse du coût de la vie et des difficultés que vivent les Canadiens.

Le gouvernement persiste à dépenser plus d'argent qu'il n'y en a. Quelles en seront les conséquences pour les familles canadiennes?

Lianne Rood: Monsieur le Président, les gens de Middlesex—London m'en parlent justement. Voici un exemple:

[...] il apparaît évident que la réponse du gouvernement n'est pas à la hauteur de la gravité des difficultés que vit la population. Soyons clairs: il n'y a rien de normal dans ce qui se passe au Canada, et les problèmes doivent être abordés avec l'urgence qui s'impose.

Les familles, les aînés, les étudiants et les Néo-Canadiens sont contraints de faire un choix impossible entre se nourrir et couvrir d'autres dépenses nécessaires.

Le gouvernement doit donc consacrer moins d'argent au déficit et cesser de faire tourner la planche à billets pour plutôt proposer aux Canadiens des politiques qui feront...

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir la possibilité de prendre la parole au sujet de la motion. Je suis sensible aux préoccupations qui l'ont inspirée.

Lorsque la Chambre siège, comme beaucoup de députés des deux côtés de la Chambre, j'ai tendance à faire l'épicerie avec ou pour ma famille les fins de semaine. Samedi soir dernier, en faisant l'épicerie au No Frills de Bloor West Village, à l'intersection de la rue Bloor et du chemin Runnymede, j'ai rencontré des gens de ma circonscription qui faisaient eux aussi leur épicerie. Notre famille fait aussi beaucoup d'achats ailleurs, comme au Maple Produce, pour les fruits et légumes, ou à la boulangerie Hot Oven, sur l'avenue Roncesvalles.

Avant d'entrer dans le vif du débat, je pense qu'il importe d'exprimer nos remerciements à tous ceux et celles qui, dans nos collectivités et notre pays, y compris la députée de Middlesex—London, travaillent dans le secteur alimentaire, que ce soit les petits et grands détaillants, les personnes qui apportent leurs produits aux marchés fermiers, celles qui cultivent la terre et fournissent les aliments, ou encore celles qui emballent la nourriture, qu'elles soient syndiquées ou non. Il s'agit d'un énorme écosystème et de quelque chose dont les Canadiens sont fiers, et à bon droit. C'est aussi un marché d'exportation pour nous.

Je suis reconnaissant du travail accompli à la Chambre tant par l'actuel gouvernement que par nos prédécesseurs siégeant au comité de l'industrie, dont je fais partie, pour commencer vraiment à examiner la question et s'y attaquer. Certaines des mesures ont déjà été mentionnées. Ma collègue la leader adjointe du gouvernement à la Chambre a évoqué le congé de TPS. Le comité de l'industrie a grandement travaillé sur le dossier de la concurrence dans le secteur de l'alimentation lors de la législature précédente. Grâce à son travail et à celui de l'ancien ministre de l'Industrie, nous avons maintenant un code de conduite pour les magasins d'alimentation, et d'autres mesures viendront pour aider à régler certaines des questions abordées dans la motion.

Il importe de comprendre ce qui a été fait, y compris les toutes premières mesures prises par le gouvernement. D'emblée, le gouvernement a annulé la taxe sur le carbone pour les consommateurs, et je situe la question dans le contexte plus large de l'abordabilité au Canada. La motion évoque les prix des aliments, bien qu'il semble y avoir une certaine confusion, en ce sens que, et je devance ici une partie de mes propos à venir, la réponse donnée dans la motion semble dire qu'il faudrait renoncer à nos engagements en faveur du climat, ce qui n'est pas souhaitable, à mon avis. J'estime que nous pouvons faire les deux.

Situons cela dans le contexte plus large de l'abordabilité. Dès le début, la taxe sur le carbone pour les consommateurs a été abolie. Ce fut une mesure importante qui a touché la population de chacune de nos circonscriptions et qui a été avantageuse pour elles. Chose certaine, dans Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park, l'effet a été immédiat et a profité aux gens.

Il y a eu la réduction de l'impôt sur le revenu. Je suis heureux de constater que plusieurs de mes collègues d'en face l'ont appuyée. Elle a eu un effet immédiat le 1^{er} juillet. Nous avons agi très rapidement. Nous avons différentes façons de la concevoir. Nous aurions pu signer un chèque et l'envoyer directement aux gens. Ce processus aurait été très coûteux, alors nous avons choisi la façon la plus efficace possible en réduisant les taux d'imposition des contribuables qui se situent dans la tranche d'imposition la plus basse. Ces personnes économiseront jusqu'à 840 \$ par année d'ici à l'an prochain. Cette réduction fera un bien fou aux portefeuilles de nos concitoyens.

Travaux des subsides

J'ai aussi l'avantage d'être assis à côté de mon collègue le député de Marc-Aurèle-Fortin, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, qui nous présentera des faits intéressants tout à l'heure. En raison de la baisse de l'inflation dans certaines situations, de la conjoncture économique générale entourant l'indice des prix à la consommation et d'une variété d'autres circonstances, la Banque du Canada a été en mesure de réduire les taux d'intérêt tout récemment.

Voilà pour le contexte général. Nous nous entendons probablement sur certains des enjeux que je viens de mentionner. Cependant, il s'est passé beaucoup plus de choses depuis l'annulation de la taxe sur le carbone pour les consommateurs et la réduction de l'impôt sur le revenu. Je vais passer en revue quelques-unes de ces mesures, car toutes ensemble, elles fournissent beaucoup de soutien aux Canadiens.

Il y a les nouvelles mesures de soutien à l'assurance-emploi. Compte tenu de la guerre commerciale avec les États-Unis, nous devons soutenir nos travailleurs de façon plus diligente, surtout dans les secteurs touchés. Nous avons donc de nouvelles mesures de soutien à l'assurance-emploi. Nous avons aussi le soutien continu et accru de l'Allocation canadienne pour enfants, une des initiatives phares du gouvernement précédent. J'aimerais que mes collègues d'en face nous appuient davantage à cet égard, car ils n'ont toujours rien dit au sujet des prestations de l'Allocation canadienne pour enfants. Cependant, dans ma circonscription, j'entends constamment les gens souligner les avantages de ce programme.

● (1040)

Le programme canadien de garderies et les avantages qui en découlent pour les familles et l'amélioration importante et réelle du coût de la vie qui en résulte ont transformé la vie des familles. Ce week-end, j'ai fait du porte-à-porte dans le quartier Bloor West Village, dans Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park. J'ai parlé à des gens sur l'avenue Armadale. Quand je rencontre des familles qui ont des enfants de moins de 12 ans dans ma circonscription, elles affirment toutes que cette initiative a transformé des vies. Cette initiative a changé des vies. Je tiens à rendre hommage au regretté Ken Dryden et à notre collègue Chrystia Freeland...

Le vice-président: Je rappelle au député qu'il ne peut pas désigner les autres députés par leur nom ou leur prénom. Il doit utiliser leur titre.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

Karim Bardeesy: Excusez-moi, monsieur le Président. J'aimerais rendre hommage à feu Ken Dryden et à la députée de University—Rosedale pour leur travail sur des politiques sociales transformatrices qui ont nécessité des décennies d'efforts et qui produisent maintenant leurs effets. Ces politiques contribuent à améliorer la vie des familles.

Le Régime canadien de soins dentaires est un autre exemple d'initiative qui contribue à rendre la vie plus abordable. Le gouvernement continue en fait d'élargir ce programme et il est maintenant accessible à des Canadiens qui ne sont ni des personnes âgées ni des jeunes. Dans ma circonscription, sur les rues Bloor Ouest et Dundas Ouest, des dentistes annoncent devant leur clinique qu'ils accueillent les personnes inscrites au Régime canadien de soins dentaires. Cela démontre que cette initiative donne du travail à des travailleurs de la santé et incite des gens à obtenir des soins de santé qu'ils devaient auparavant payer de leur poche.

Travaux des subsides

Le régime d'assurance-médicaments est un autre exemple. J'ai vu la ministre de la Santé à la Chambre ici, et je sais qu'elle est déterminée à poursuivre le travail avec les provinces pour conclure des ententes visant à offrir ces prestations aux Canadiens qui ont besoin d'aide pour couvrir leurs dépenses en médicaments.

La Prestation canadienne pour les personnes handicapées vient d'entrer en vigueur. On a parlé de Neil Hetherington et de la Daily Bread Food Bank. Je tiens à remercier Neil du travail qu'il a fait avec une grande coalition d'intervenants et de militants en matière de politiques sociales de tout le pays pour soutenir cette initiative. La prestation est maintenant en place et elle commence à aider les Canadiens ayant besoin de ce soutien supplémentaire pour faire face au coût de la vie.

Enfin, il y a le Programme national d'alimentation scolaire du Canada. Cette initiative très intéressante transforme concrètement des vies, encore une fois, aussi bien dans ma collectivité que partout ailleurs au pays, y compris dans les circonscriptions des députés d'en face. Je veux revenir sur le porte-à-porte que j'ai fait la fin de semaine dernière avec nos bénévoles dans le quartier Bloor West Village — plus précisément sur la dernière porte à laquelle j'ai frappé juste avant de prendre une pause, sur le chemin Grassmere: c'était celle où habite Don Walker.

Don Walker est sorti et m'a dit qu'il souhaitait seulement faire passer un message au sujet du Programme national d'alimentation scolaire. Il est bénévole au sein d'un organisme, l'Angel Foundation for Learning. Il tient tellement à ce programme qu'il voulait en parler aux citoyens de Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park et à la ministre de l'Emploi et des Familles, et je vais en plus transmettre son message au reste de la Chambre. Voici ce qu'il dit à propos du Programme national d'alimentation scolaire: « Il change la donne. D'ici l'an prochain, d'ici la fin de 2026, nous pensons que toutes nos écoles primaires et secondaires auront mis en place le programme. »

Don Walker et l'Angel Foundation for Learning sont très impliqués dans la prestation du programme au sein du conseil scolaire du district catholique de Toronto, mais M. Walker a mentionné qu'il participe aussi un peu au programme au sein du conseil scolaire du district de Toronto. Il a également ajouté: « Tous les enfants auront une collation dans la journée. Il s'agira peut-être d'un simple fruit et d'un morceau de fromage, mais dans certains foyers, c'est l'équivalent d'un déjeuner. Ce programme est formidable; il change vraiment la donne. Je suis très reconnaissant de ce que fait le gouvernement avec cette initiative. »

Le Programme national d'alimentation scolaire du Canada, le Régime canadien de soins dentaires, le régime d'assurance-médicaments et les services de garderie sont des initiatives concrètes qui ont un réel impact et qui améliorent la vie des Canadiens. Je suis nouveau en ce lieu. Je suis député depuis bientôt cinq mois. J'ose espérer qu'il est possible de dépasser les clivages politiques pour parler de la manière dont ces initiatives aident les Canadiens. Les députés d'en face ne me semblent pas de cet avis. En fait, il semble qu'ils ont plutôt formulé une série de propositions. Nous aimons toujours savoir quelles solutions sont proposées aux défis à relever.

Dans cette motion de l'opposition, les députés d'en face nous demandent de prendre quatre mesures. D'après ce que je vois, ils veulent que nous abandonnions nos initiatives et nos ambitions pour lutter contre les changements climatiques. Depuis près de cinq mois que je suis ici, je n'ai pas entendu parler d'une seule mesure de lutte contre les changements climatiques qui plaise au parti d'en

face. Est-ce que je me trompe? Je ne sais pas, mais je n'ai rien vu. Je n'ai encore entendu parler d'aucune mesure significative de réduction des émissions de gaz à effet de serre que le parti d'en face soutiendrait.

Le parti d'en face veut que nous affaiblissions davantage les mesures existantes au profit de mesures d'abordabilité. Je sais que les habitants de ma circonscription, Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park, pensent que nous pouvons nous occuper à la fois de l'abordabilité et de la lutte aux changements climatiques, et c'est aussi l'avis de Canadiens représentés par bon nombre de députés de ce côté-ci comme de l'autre côté de la Chambre. Il est aussi possible de concilier l'abordabilité avec la lutte contre l'agression russe, par exemple.

• (1045)

Nous avons récemment frappé de certaines interdictions l'importation d'engrais russes. Je pense que les Canadiens appuient cette mesure. Il serait erroné de laisser entendre que nous serions prêts à reprendre l'importation des engrais russes pour atteindre les objectifs de la motion.

Mon ami, le député de Marc-Aurèle-Fortin, mon collègue secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, nous rappelle qu'il a été ministre des Finances du Québec et économiste en chef. Cela m'a rappelé que certains des chiffres présentés aujourd'hui doivent être mis à jour. Par exemple, l'indice des prix à la consommation en alimentation pour juillet et août est de zéro. Nous savons que ces chiffres fluctuent, mais il est important de préciser que l'indice des prix à la consommation en alimentation, l'inflation alimentaire, a augmenté de 0,0 % entre juillet et août.

Je m'opposerai à cette motion. Nous pouvons faire beaucoup en matière d'abordabilité, et nous avons déjà commencé à agir. Cette question fait l'objet d'une grande attention. Il n'y a personne de ce côté-ci de la Chambre qui ne soit confronté à cette situation dans sa région, à travers ses expériences personnelles et celles qu'il acquiert en travaillant auprès de la population. Nous avons mis en place un certain nombre de programmes pour venir directement en aide aux gens que nous représentons et qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts, en particulier les Canadiens à faible revenu. Ce sont de bonnes initiatives; j'aimerais que le parti d'en face les examine de nouveau et envisage de les appuyer cette fois-ci.

Pour ces raisons, je voterai contre cette motion.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, la promesse des libéraux était de réduire ou de contrôler les prix à l'épicerie. C'était la promesse.

Le gouvernement alimente l'inflation en faisant tourner la planche à billets ou en créant des déficits qu'il couvre en empruntant de l'argent. Le député convient-il que l'augmentation du déficit public et de la dette publique fera monter le coût de la vie, y compris le coût du panier d'épicerie, que les libéraux ont promis de contrôler?

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, mon collègue de Marc-Aurèle-Fortin ronge son frein. Son bagage en économie ressort clairement, et j'ai hâte de l'entendre dans ce débat.

Entretemps, je dirai que le Programme national d'alimentation scolaire du Canada fournit des fonds pour les enfants du conseil scolaire de district catholique de Toronto, dont Don Walker s'occupe tous les jours. Don est bénévole. Il ne s'agit pas d'un programme lourd et bureaucratique. Don est un bénévole qui travaille avec le conseil scolaire catholique du district de Toronto pour nourrir tous les jours des enfants qui ont faim.

• (1050)

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, les conservateurs ont souvent le don de présenter des problèmes sérieux à la discussion, mais de présenter des solutions un peu simplistes ou des raccourcis intellectuels, ou même populistes parfois. La question qui est abordée aujourd'hui, elle est sérieuse. Le prix de la nourriture, le prix de l'épicerie, c'est quelque chose de sérieux. Quand on est à un point où même des familles aisées doivent faire des choix et doivent faire attention au moment de faire l'épicerie, on s'imagine que les familles moins nanties, plus pauvres, doivent vivre un calvaire.

Durant la précédente législature, l'actuel ministre des Finances, qui était alors ministre de l'Industrie, avait rencontré les propriétaires des grandes chaînes d'épicerie et, selon lui, ça allait tout régler. Il allait réussir à réduire les prix de l'épicerie. Aujourd'hui, la taxe sur le carbone a été abolie dans le reste du Canada, mais les prix de l'épicerie sont restés les mêmes.

Qu'est-ce qui s'est passé exactement depuis ces rencontres? À part les programmes qui sont mis en place, qu'est-ce que le gouvernement fait pour essayer de contrôler un peu la hausse du prix du panier d'épicerie?

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, comme mon collègue l'a dit, il y a du travail qui a été fait. C'était un travail qui a été fait avec la collaboration de plusieurs partis à la Chambre. Nous avons maintenant en place les structures et les processus nécessaires pour faire en sorte que cette conversation se règle. Les grandes entreprises du secteur de l'épicerie ont maintenant une relation avec le ministère et avec le Bureau de la concurrence.

J'espère que, grâce au travail qui a été fait, la situation va s'améliorer.

[Traduction]

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une question pour mon collègue, qui est aussi le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie. Je me demande s'il veut confirmer que la hausse du prix des aliments est un phénomène mondial qui découle de nombreux facteurs comme les droits de douane, la chaîne d'approvisionnement et, plus particulièrement, les changements climatiques.

N'est-ce pas insensé de supprimer la réglementation environnementale qui vise à atténuer les changements climatiques qui sont l'un des facteurs de la hausse du prix des aliments?

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, la députée de Guelph milite ardemment en faveur de l'action climatique, des mesures d'abordabilité, ainsi que du dynamisme des secteurs manufacturier et agricole.

En cette période de bouleversements sans précédent à l'échelle planétaire où les marchés commerciaux et les voies commerciales sont perturbés d'une façon que nous n'avons pas vue depuis des décennies, la réponse est « oui, mais il y a plus » parce que nous pou-

Travaux des subsides

vons nous attaquer aux deux problèmes en même temps. Je suis d'accord avec elle pour dire que nous devons le faire.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, le député d'en face a confirmé ce que nous disons. Sa solution à la crise alimentaire est un programme d'alimentation en milieu scolaire. Pourquoi avons-nous besoin de ce programme? C'est parce que les gens n'ont pas les moyens de faire l'épicerie.

Le député ne convient-il pas avec moi qu'il vient essentiellement de souscrire à la prémisse de notre argumentation?

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, la motion du parti d'en face ne demande pas l'abolition du programme d'alimentation en milieu scolaire, même si ses députés n'ont pas voté en faveur de ce programme. Non seulement ils n'aiment pas le programme d'alimentation en milieu scolaire, mais ils veulent aussi qu'on aggrave la situation en abandonnant nos cibles climatiques. Si l'argent sert à nourrir les enfants, alors je pense que c'est un bon programme.

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, le député a parlé des liens entre l'augmentation du prix des aliments et la crise climatique. Pourtant, le gouvernement libéral n'atteindra pas ses cibles climatiques d'ici 2030. Nous savons maintenant que le gouvernement n'a pas de plan de lutte contre les changements climatiques, ce qui a suscité des critiques de la part du public.

Si les libéraux veulent vraiment s'attaquer à la crise alimentaire, pourquoi le gouvernement dont fait partie le député ne veut-il pas sérieusement mettre en place un plan de lutte contre les changements climatiques qui permette d'atteindre les cibles fixées?

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, à l'instar d'un certain nombre de nouveaux députés, si j'ai décidé de me ranger du côté de notre parti et du premier ministre lors des dernières élections, c'est notamment pour lutter contre les changements climatiques. Je suis convaincu que nous aurons un plan et des mises à jour des plans déjà présentés, y compris des mesures pour le méthane, tout en veillant à ce que nous puissions relever les défis en matière d'abordabilité.

• (1055)

Ben Carr (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, j'ai passé 10 ans dans le système scolaire en tant qu'enseignant et directeur d'école. J'ai entendu les conservateurs affirmer à maintes reprises que le Programme national d'alimentation scolaire est une structure bureaucratique et qu'aucun repas n'a été servi. J'invite tous les députés à se rendre dans ma circonscription pour observer les enfants qui bénéficient de ce programme en train de manger.

Nous souhaitons évidemment que les gens puissent subvenir au mieux aux besoins de leur famille, mais y a-t-il déjà eu, dans l'histoire de notre pays, même au cours des 10 années où Stephen Harper était premier ministre, une situation où toutes les familles du pays ont pu fournir 100 % de la quantité de nourriture nécessaire? La réponse est évidemment non.

Je pense que le secrétaire parlementaire soulève un point important, et ma question à son intention est la suivante: Malgré tous nos efforts pour aider les familles à subvenir à leurs besoins, un programme d'alimentation scolaire n'a-t-il pas un rôle à jouer dans notre pays?

Travaux des subsides

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, je remercie le député de Winnipeg-Centre-Sud, qui est également président du comité de l'industrie. Il a tout à fait raison: nous nous efforçons de créer un avenir dans lequel nous n'aurons plus besoin de ce genre de programmes. À l'heure actuelle, ce programme est essentiel et profite directement aux enfants. Je suis très content de savoir que le député a travaillé dans ce système. Il a des anecdotes à raconter dans sa circonscription, et j'invite les députés de l'autre bord à réfléchir aux paroles de Don Walker. Ce programme a un impact immédiat et profite aux enfants dès maintenant.

Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les propos qui ont été tenus ce matin. Nous savons que c'est un problème qui touche tout le Canada, mais j'aimerais mentionner plus particulièrement quelques statistiques concernant Barrie. Actuellement, plus de 500 ménages recourent quotidiennement à la Banque alimentaire de Barrie, dont 38 % sont des enfants. Ces chiffres sont bouleversants.

Le député d'en face appuiera-t-il aujourd'hui notre motion conservatrice pleine de bon sens visant à réduire le prix des produits alimentaires?

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, dans mon dernier discours, j'ai dit, et cela figure dans le compte rendu, que je m'opposerais à cette motion, car nous avons déjà mis en place des mesures d'abordabilité. Malheureusement, le parti d'en face a rejeté un certain nombre des mesures les plus récentes. Je ne pense pas qu'un seul Canadien, y compris les résidents de Taiaiko'n—Parkdale—High Park, souhaite sacrifier les objectifs climatiques. Je pense qu'ils estiment que nous pouvons à la fois améliorer l'abordabilité et progresser dans la lutte contre les changements climatiques.

[Français]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je remercie le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie de son discours.

Je pense qu'il a beaucoup de travail à faire dans le domaine qu'il occupe. Je sais qu'il est un nouveau député. Son gouvernement pourra compter sur notre collaboration s'il veut passer à l'action.

Mon collègue de Drummond a mentionné tantôt les travaux qui ont été faits avec les directeurs et les grandes chaînes d'épicerie. On sait qu'il y a une grosse concentration dans le secteur d'épicerie et ça n'aide certainement pas à améliorer les coûts. Les petits fournisseurs, entre autres, ont suggéré à plusieurs reprises d'instaurer une espèce de surveillance de fixation des prix, parce qu'il y a beaucoup d'opacité dans ce secteur.

J'aimerais savoir si mon collègue est au courant de ce dossier et s'il est prêt à travailler là-dessus avec son ministre.

Karim Bardeesy: Monsieur le Président, j'apprécie la question de mon collègue.

Nous travaillons en comité avec le porte-parole du Bloc québécois pour relever ce défi. Le Bureau de la concurrence a maintenant plus de ressources pour faire ce travail, et j'ai hâte de collaborer avec lui et avec le ministère.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, d'entrée de jeu, j'annonce que je vais partager mon temps avec notre whip en chef, qui est d'abord et avant tout le député de Berthier—Maskinongé. Je pense que lui-même dirait que son rôle de député est le plus important. En effet, au Bloc québécois, nous sommes d'abord des gens qui représentent les gens de chez nous.

C'est dans le contexte un peu particulier de cette rentrée parlementaire, où on entend une chose et son contraire, que je prononce aujourd'hui mon discours dans le cadre de la journée de l'opposition des conservateurs. Je ne lirai pas leur motion au complet. Je vais plutôt m'attarder à certains constats que nous pouvons partager avec les conservateurs. Ce sont des choses que nous avons observées lors de nos tournées de nos circonscriptions respectives cet été.

Dans la première partie de la motion, on parle de « l'inflation du prix des aliments ». On dit que le prix des aliments a augmenté, que les banques alimentaires s'attendent à un achalandage assez important et que le recours aux banques alimentaires a augmenté. Ce sont des choses que nous constatons nous aussi.

Je ne veux pas aborder la deuxième partie, parce que, fidèles à eux-mêmes, les conservateurs arrivent avec de fausses solutions à de vrais problèmes.

J'ai observé des choses dans ma circonscription, Shefford. Mon rôle principal est de représenter les gens de chez nous, mais je suis aussi porte-parole du Bloc québécois en matière de condition féminine et d'ainés. Je vais donc accentuer mon discours par des choses que j'observe concernant l'appauvrissement des femmes et des aînés.

Les coûts dans le domaine de l'agriculture ont explosé. On le voit, et cela a un impact. Il y a eu la hausse du prix des intrants, dont nous parlent les producteurs. Plusieurs fermes québécoises sont déjà étouffées par l'endettement. Selon l'Union des producteurs agricoles, la dette agricole a franchi le cap des 20 milliards de dollars au Québec en 2022.

Si je commence par faire l'état des lieux, c'est qu'on parle beaucoup dans la motion de la hausse du prix des aliments et de la hausse des demandes aux banques alimentaires. Pour la classe agricole, c'est sûr que la hausse du coût des intrants et les niveaux de dette ont un impact au bout de la chaîne sur le prix des aliments.

Il y a aussi l'inflation. La classe moyenne s'appauvrit. En effet, l'inflation cumulative du logement, de la nourriture et du transport fait qu'une partie de la classe moyenne bascule vers la pauvreté. Les dépenses contraignantes, soit le logement, l'alimentation et le transport représentent près de deux tiers du revenu des ménages modestes. Il ne reste plus grand-chose ensuite pour boucler la fin de mois.

Oui, les gens ont faim. On m'en parle. Dans ma circonscription, il y a SOS Dépannage. Cet organisme exceptionnel me sensibilise au fait que les banques alimentaires reçoivent beaucoup plus de demandes qu'avant. Il y aurait maintenant plus de 2 millions de visites par mois. Les banques alimentaires disent qu'elles sont débordées. Ce n'est pas normal.

On a aussi vu des statistiques qui montrent que ce ne sont pas seulement les sans-emplois qui souffrent, mais aussi beaucoup de travailleurs, donc des gens qui ont un emploi, qui se retrouvent à devoir recourir aux banques alimentaires. C'est particulier. C'est une nouvelle réalité pour les banques alimentaires. Encore une fois, SOS Dépannage m'a sensibilisée au fait que de plus en plus de gens, même s'ils ont un emploi, doivent faire une demande d'aide alimentaire. Il y a aussi une hausse du nombre d'ainés et de mères de famille monoparentale qui font une telle demande. C'est une nouvelle réalité.

Travaux des subsides

La pauvreté des aînés ne va pas en s'améliorant. Les aînés perdent leur logement. Étant donné l'augmentation des loyers et du coût des aliments, il y a de plus en plus de personnes âgées qui doivent choisir entre se nourrir, se chauffer et payer leur loyer. Fait intéressant, les 65 ans et plus représenteront près du quart de la population québécoise d'ici 2031. On sait que beaucoup d'aînés dépendent uniquement des régimes publics. Ils vivent donc avec, en moyenne, 24 500 \$ par an. C'est loin d'être assez pour couvrir le logement, l'alimentation et les soins, selon l'Observatoire québécois des inégalités, avec lequel j'ai d'ailleurs eu l'occasion de faire un colloque sur la situation financière des aînés.

Les aînés doivent retourner travailler après leur retraite. Ils n'ont pas le choix, s'ils veulent pouvoir payer leur épicerie. À 70 ans, certains sont réduits à prendre des quarts de travail pour ne pas avoir faim. Cela ne devrait pas avoir lieu. On devrait continuer de travailler par choix, parce qu'on a le goût de le faire, parce qu'on veut continuer à contribuer à la vie active d'une société.

● (1100)

Parlons des femmes et de la pauvreté. Les femmes restent dans des situations de violence parce qu'elles ont peur de se retrouver à la rue. Cet été, du financement pour les maisons d'hébergement a été bloqué. Résultat: des femmes et des enfants ont été forcés de retourner vivre avec leur agresseur. Des députés du Bloc québécois m'ont sensibilisée à cette situation qui survenait dans leur région cet été. C'est inacceptable. Selon une étude récente, la violence contre les femmes est la cause la plus fréquente de leur itinérance. Non seulement on observe une hausse de la clientèle aînée, mais également une augmentation de femmes qui se retrouvent à la rue. Aussi, celles qui essaient de trouver un refuge ont de la difficulté; 84 % des femmes dans ces refuges étaient là pour fuir la violence intime et 70 % y vivaient encore avec leur agresseur avant de partir. Évidemment, pour certaines, le fait de ne pas être sûres de pouvoir trouver une place dans un refuge ou de pouvoir trouver un logement les force à rester dans cette situation de violence. On est dans un cycle qui est difficile à briser.

Le logement abordable est paralysé. Des projets qui avaient déjà obtenu des sommes promises ont été bloqués par Ottawa, comme en ce qui concerne les maisons d'hébergement. Pendant ce temps, des familles dorment dans leur voiture. À Granby, dans la circonscription de Shefford, il y a 1 275 ménages, donc 4 % de tous les ménages, qui souffrent de besoins impérieux en logement, c'est-à-dire que ces gens ne sont pas dans des situations acceptables. La ville fait un travail exceptionnel, elle fait ce qu'elle peut, mais elle va avoir besoin d'aide d'autres paliers de gouvernement. Pour les aînés, il y a 11 % des ménages de 65 ans et plus à Granby qui sont dans une situation extrême de logement. Pour ce qui est du parc locatif, près de la moitié des ménages de Granby sont locataires et beaucoup dépendent d'un marché locatif qui est déjà sous tension. Parmi les propriétaires, 8,2 % consacrent 30 % ou plus de leur revenu au logement. Même posséder une maison ne garantit pas l'accessibilité à long terme ni la sécurité.

Il y a aussi les jeunes et la pauvreté. Cet été, on en a entendu parler: le taux de pauvreté des jeunes de 18 à 24 ans est de 14,3 %, l'un des plus élevés de tous les groupes d'âge. Beaucoup occupent un emploi précaire, à temps partiel ou avec des contrats courts, et ne se qualifient pas pour l'assurance-emploi, ce qui affecte beaucoup leur santé mentale. On pourrait également parler des communautés marginalisées, des personnes autochtones, des gens issus de l'immigration, qui sont surreprésentés dans les statistiques de pauvreté et

d'itinérance. Granby étant une terre d'accueil, c'est une autre réalité à laquelle on m'a sensibilisée cet été.

Je vais faire ici un lien avec les demandes de Bloc québécois. Le Bloc québécois demande une réforme complète de l'assurance-emploi parce qu'un filet social troué, ce sont des familles entières laissées à elles-mêmes. Je reviendrai aussi à la charge avec le point suivant cet automne parce que nous en avons parlé en campagne électorale et que je m'en fais parler sur le terrain par des groupes d'aînés. J'ai d'ailleurs des rencontres prévues prochainement. On nous demande de revenir à la charge avec le projet de loi pour une hausse de la pension de la Sécurité de la vieillesse dès l'âge de 65 ans, parce qu'il n'y a pas deux catégories d'aînés, ceux qui mangent à leur faim dès l'âge de 75 ans et ceux qui ont faim à 74 ans. La retraite est établie à 65 ans. On se vante d'avoir abaissé l'âge de la retraite à 65 ans quand il était établi à 67 ans, mais, finalement, que veut dire cet âge de la retraite pour le gouvernement libéral?

Nous demandons aussi qu'on débloque les fonds pour les logements sociaux et abordables. Les annonces creuses et les chèques qui sont bloqués, cela ne met personne à l'abri du froid qui s'en vient. Nous sommes à quelques semaines de constater que ces gens qui se retrouvent à la rue vont avoir des risques d'engelures, de se retrouver gelés. Ce ne sont pas des situations acceptables. Nous demandons également un soutien immédiat aux maisons d'hébergement. Une femme ne devrait pas avoir à choisir entre la violence et l'itinérance. Les gens ne demandent pas le luxe. Ils demandent juste de pouvoir manger trois fois par jour et de pouvoir vivre et vieillir dans la dignité. Ce qu'on constate, c'est que ce gouvernement a échoué à garantir même cela. Les libéraux se vantaient d'être les champions de l'économie. En campagne électorale, ils disaient qu'ils seraient là pour régler la question de la crise, la question du coût de la vie.

Finalement, cet été, au mois de juillet, je me suis servie de la tournée d'emploi pour aller à la rencontre de représentants d'organismes qui profitent de ce programme d'une façon positive. C'est un programme qui est apprécié. Les représentants des organismes continuaient quand même de me sensibiliser à la hausse des violences envers les femmes, à la hausse de l'itinérance chez les aînés. Au mois d'août, le discours était plus économique. Les représentants des entreprises et les producteurs agricoles nous disaient que les changements climatiques les affectent et que cela a une incidence sur le prix de l'épicerie. On nous a aussi parlé des travailleurs étrangers temporaires. On parle de main-d'œuvre. Cela aussi a un impact sur le coût de l'épicerie et sur l'économie en général. Bref, il faut agir, mais pas proposer de fausses solutions à de vrais problèmes.

● (1105)

[Traduction]

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, j'ai aimé siéger au comité de la condition féminine avec la députée.

En tant que porte-parole dans le dossier des aînés, il y a un problème que j'aimerais porter à l'attention de la Chambre.

Travaux des subsides

Selon Statistique Canada, le pays comptait 6,8 millions de personnes âgées en 2021, soit 18,5 % de la population. Ce pourcentage atteindra 25 % d'ici 2036. Dans ma circonscription, des personnes âgées sont contraintes de chercher un emploi, faute de moyens suffisants pour subvenir à leurs besoins essentiels. Certaines doivent choisir entre se nourrir et se chauffer. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est qu'avec un taux de chômage aussi élevé, j'ai peur que ces personnes âgées ne réussissent pas à trouver un emploi et à se maintenir à flot.

Comment pouvons-nous régler le problème si le gouvernement actuel continue à gaspiller de l'argent et à faire grimper l'inflation?

• (1110)

[Français]

Andréanne Larouche: Monsieur le Président, j'ai eu la chance de travailler avec ma collègue sur des questions sensibles comme les femmes victimes de violence et la nécessité de redonner du pouvoir économique aux femmes pour qu'elles puissent se sortir du cycle de la pauvreté.

Elle est comme moi responsable du dossier des aînés. Je me rappelle que je suis allée dans son bureau pour lui parler de l'importance d'augmenter le revenu des aînés afin de régler leur situation financière. C'est crucial. On a augmenté de 10 % le revenu des aînés de 75 ans et plus, mais ce n'est pas vrai que tous les aînés de 65 ans à 74 ans peuvent travailler, et ce n'est pas vrai que la pauvreté et la maladie attendent 75 ans. On peut être malade et pauvre avant 75 ans. Ces gens ont besoin d'avoir la même augmentation de 10 %.

Nous ne demandons pas la lune. Nous demandons juste un minimum pour que les aînés puissent vieillir dans la dignité. J'espère que ma collègue continuera de nous soutenir lorsque nous présenterons de nouveau un projet de loi.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis et j'ai toujours été très sensible aux questions d'abordabilité chez les aînés. Pendant les élections de 2011, on a cité de nombreux exemples d'aînés se retrouvant dans de tristes circonstances à cause du gouvernement Harper. Quand le gouvernement Trudeau a pris le relais, il a radicalement augmenté le revenu garanti des aînés. La Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti augmentent tous les ans, sans oublier les programmes spéciaux et les investissements supplémentaires dans le cadre du programme Nouveaux Horizons pour les aînés.

Comment peut-on assurer un revenu disponible aux aînés? Voyons un peu ce que fait le premier ministre actuel. Qu'il s'agisse d'un allègement fiscal pour 22 millions de Canadiens ou de l'élimination de la taxe sur le carbone, il prend des mesures pour assurer l'abordabilité.

Je me demande si la députée peut donner son point de vue et ses idées sur la façon dont le gouvernement peut poursuivre sur sa lancée.

[Français]

Andréanne Larouche: Monsieur le Président, la baisse d'impôt était une mesure électorale et c'était temporaire. La baisse de la taxe sur le carbone était une mesure électorale. Ce que veulent les aînés, c'est une hausse de revenus à long terme. Si mon collègue d'en face était à l'écoute des groupes d'aînés, il saurait qu'ils ont be-

soin d'une aide à long terme. Il faut augmenter la pension de 10 % pour les aînés de 65 ans à 74 ans, qui n'ont pas été touchés.

On me dit aussi qu'il faudra revoir le Supplément de revenu garanti. La méthode de calcul de l'indexation, notamment, sera importante et cruciale. En bref, il faut avoir une vision à long terme plutôt que de se contenter de poser des gestes dans le but d'être élu. C'est ce que les aînés demandent.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son excellent discours.

J'aimerais qu'elle nous parle davantage de la façon dont on peut soutenir le monde agricole. On parle des modifications du climat, des changements climatiques. Il faut qu'on s'y adapte, mais il faut aussi qu'on soutienne le milieu agricole. Je préconise toujours la solution suivante: toute somme qui est prélevée devrait être retournée au milieu agricole pour permettre des innovations et une adaptation aux changements climatiques.

J'aimerais que ma collègue m'en parle.

Andréanne Larouche: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Berthier—Maskinongé, que j'ai nommé mon super whip, et qui est aussi porte-parole en matière d'agriculture, d'agroalimentaire et de gestion de l'offre.

Bien sûr, c'est ce que le milieu agricole nous demande en ce moment. Je dois dire bravo à mes collègues pour le projet de loi du Bloc québécois, car on m'a remerciée cet été d'avoir fait adopter ce projet de loi. Il faut continuer à défendre cette loi et revoir les programmes Agri pour qu'ils soient mieux adaptés à la situation actuelle. C'est quelque chose qui a été mentionné.

Oui, les producteurs demandent à être accompagnés dans leur transition. Ils demandent à ce qu'on tienne compte du fait qu'ils doivent s'adapter aux changements climatiques. Ils ont besoin d'être accompagnés là-dedans. Il faut aussi faire plus de recherche-développement. Ce sont toutes des choses que le milieu agricole m'a demandées cet été.

J'ai bien hâte de présenter à mon collègue le petit questionnaire que j'ai réussi à remplir grâce à la rencontre avec les producteurs agricoles de Shefford, que je remercie énormément de leur travail.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole aujourd'hui. Je souhaite ouvrir mon discours en soulignant l'anniversaire du drapeau franco-ontarien. Nous saluons nos voisins qui partagent notre langue.

Je vais maintenant parler du contenu à l'ordre du jour. Comme je l'ai mentionné dans mes questions, je demeure profondément déçu. Certains de mes collègues du Parti conservateur sont super intelligents et j'ai beaucoup de plaisir à travailler avec eux en comité. Nous sommes tous passionnés d'agriculture et nous sommes capables en comité de parler de solutions durables. Toutefois, lorsqu'on présente des motions comme celle d'aujourd'hui, où on parle encore de tarification du carbone, il faut reconnaître que ce débat a déjà été gagné: la taxe sur le carbone a été retirée.

Bien sûr, les conservateurs parlent aujourd'hui de la tarification du carbone industriel. Toutefois, il ne faut pas arrêter de faire quelque chose pour les changements climatiques. Ces derniers ont des répercussions à long terme sur le coût de l'alimentation. Il suffit de parler avec nos producteurs agricoles, en particulier les maraîchers, pour constater la dure réalité qu'ils vivent. Cette situation nous oblige à faire preuve d'ingéniosité et à travailler ensemble pour améliorer les systèmes de gestion des risques pour les entreprises, parce que ce qui est en place ne fonctionne plus du tout.

Certains producteurs agricoles se voient contraints d'assurer les nuages. S'ils ont le malheur de faire une réclamation, les prestations des assurances collectives sont parfois doublées ou triplées l'année suivante, rendant le système invivable. De plus en plus de producteurs choisissent de ne pas s'assurer, non pas par manque de volonté, mais parce que ce n'est tout simplement plus rentable. Ils évaluent la probabilité que l'assurance soit rentable en cas de malheur. S'ils doivent faire une réclamation et que, l'année suivante, leurs primes sont multipliées par quatre, ils n'ont rien gagné. Il faudra tôt ou tard que nous « allumions » collectivement. Je parle ici des élus de la Chambre des communes. Il faudra soutenir adéquatement notre monde agricole.

Je reviens à la motion présentée aujourd'hui. Le débat sur la taxe sur le carbone, les conservateurs l'ont gagné. Pourtant, les prix à l'épicerie n'ont pas diminué. La taxe sur le carbone a été enlevée dans le Canada anglais, pas au Québec, et pourtant, les prix au Québec ne sont pas plus élevés que dans le reste du pays. Dans le reste du Canada, les prix n'ont pas baissé. Il faudrait peut-être arrêter de faire des raccourcis faciles et populistes de ce genre.

On parle ici d'une taxe dite inflationniste, mais, le déficit n'est pas une taxe. Sur ce point, je suis d'accord avec mes collègues: le déficit est insensé, il est même atroce. À moyen et à long terme, c'est sûr que cela a des effets négatifs. Plus on est endetté, plus on doit consacrer une part importante de ses revenus au paiement des intérêts pour rembourser une dette. C'est vrai pour un individu, c'est aussi vrai pour le gouvernement.

Ce qui m'inquiète le plus dans tout ça, malgré les beaux discours libéraux que nous allons entendre toute la journée affirmant qu'ils sont là pour soutenir les gens, ce sont les augmentations de dépenses du gouvernement. Les transferts aux individus et aux provinces, comme l'a souligné ma collègue en parlant des pensions de vieillesse, ne suffisent pas. Prenons l'exemple de l'assurance-emploi: c'est un système complètement désuet qui ne fonctionne pas. Près d'un travailleur sur deux n'a pas accès aux prestations, malgré sa contribution. Ça n'a pas de bon sens et ça ne fonctionne pas. Les dépenses dans ce secteur n'ont augmenté que de 2,6 %.

Pendant ce temps, les contrats octroyés à des firmes privées pour réaliser des études ou prendre des décisions à la place du gouvernement ont augmenté de 26 %, alors que nous avons les ressources au sein du gouvernement. Quant aux achats de matériel gouvernemental, ils ont augmenté de 300 %, sans même inclure les dépenses militaires. On peut faire le calcul; ça ne va pas bien. Les conservateurs ont raison de dire que le déficit n'est pas bon, mais ce n'est pas une taxe. Faire des raccourcis ne fait rien avancer.

On parle de la deuxième taxe sur le carbone, celle liée aux carburants propres, dont l'impact sur les prix à l'épicerie est si minime qu'il est pratiquement impossible à mesurer. Il faudra à un moment donné arrêter de faire des cadeaux aux compagnies pétrolières qui continuent de polluer notre air et notre eau, tout en réalisant des profits. Cette réalité m'épuise, et je le dis en toute amitié à mes col-

lègues conservateurs: nous en avons assez. Ne pourrions-nous pas travailler sur des propositions concrètes? J'en ai nommé quelques-unes.

On parle de « taxe sur l'emballage ». Ce n'est pas une question de taxe sur l'emballage quand on veut réduire les plastiques. Si les conservateurs souhaitent mieux comprendre l'enjeu, je serais heureux de leur recommander quelques reportages ou documentaires sur l'état des océans. Il n'y a qu'une seule planète et nous sommes tous interreliés. Si nous pouvons commencer à utiliser moins de plastiques, ce sera une avancée positive, mais il faut le faire intelligemment. C'est là que nous pourrions réellement nous distinguer.

• (1115)

Effectivement, il y a certains plastiques dont on a encore besoin dans le monde agricole, entre autres pour préserver la qualité des aliments comme les légumes. On diviserait la durée de vie d'un légume par quatre ou cinq si on enlevait le plastique demain matin. Comme État, ne soyons pas assez bêtes pour bannir tout ça du jour au lendemain. Il faut faire de la recherche-développement et de la recherche universitaire. Il faut trouver des solutions et les valider avant d'éliminer des choses. Cela dit, de façon générale, l'intention de limiter les plastiques n'est pas mauvaise, bien au contraire.

Cette obsession qui pousse les conservateurs à répéter les mots « taxe » et « taxe sur le carbone », je ne sais pas si c'est de la persévérance ou un manque d'imagination, mais il serait temps qu'on passe à autre chose. Moi, je vais passer à autre chose et je vais parler de ce qui se passe vraiment en ce qui concerne le prix des aliments.

D'abord, c'est un phénomène mondial qui est très difficile à contrôler pour un gouvernement. Je ne veux surtout pas excuser le gouvernement libéral, je veux simplement dire qu'il n'y a pas de magie là-dedans. Cependant, il y a des choses qu'on pourrait faire.

Je vais donner un exemple bien simple dont plus personne ne parle. Je rappelle qu'on est en guerre. Il y a une guerre en Ukraine. Les Russes ont agressé l'Ukraine de façon injustifiée. Or, l'Ukraine est le grenier à grains d'une grosse portion du monde. La guerre a donc eu un effet inflationniste. C'est un facteur qu'on ne peut pas contrôler, mais il y a des choses qu'on peut contrôler.

Par exemple, le gouvernement a décidé d'imposer une surtaxe sur les engrais russes. C'est une mesure que je saluais au départ. Je trouvais que c'était une bonne idée. En effet, il faut imposer des conséquences à un agresseur. Cependant, quand on se rend compte que le Canada est le seul pays du G7 qui fait ça et que ça n'a aucun impact en fin de compte, on peut abolir la mesure et prendre d'autres moyens coercitifs pour faire plier les Russes.

Toutefois, le gouvernement canadien n'a pas eu cette intelligence. Il a simplement fini par dire qu'il allait rembourser les producteurs agricoles. Quand est venu le temps de rembourser ces montants aux producteurs agricoles, il n'a même pas été en mesure de le faire. On ne sait pas qui a payé quoi et il y a des coopératives de vente de grains. Finalement, le gouvernement a versé cet argent dans un programme. Les producteurs agricoles, qui ont besoin de soutien, se retrouvent présentement — parce que c'est encore en vigueur — à financer un programme. Ils doivent payer. Cela ne fonctionne pas. Quand je dis qu'il faut être sérieux, c'en est un exemple.

Travaux des subsides

Ensuite, il y a aussi la rareté de la main-d'œuvre. En ce qui concerne les travailleurs étrangers temporaires, il faut être intelligent. En ce moment, on est en train de changer les seuils. C'est correct et je ne dis pas qu'il ne faut pas les revoir, mais il faut faire ça graduellement, en ce qui a trait entre autres à la réduction de 20 % à 10 % dans tous les autres secteurs. En effet, même si on parle seulement de l'alimentation, les secteurs sont interreliés dans une économie. Nous avons demandé un moratoire et une période de transition pour permettre aux entreprises de s'adapter à ça.

Certains me diront que le secteur de l'agriculture est exempté. Ils ont raison, mais j'aimerais parler de l'agroalimentaire. Ce qu'on produit, il faut le transformer, et la transformation, ça implique des coûts. Dans le domaine agroalimentaire, il y a eu un projet pilote avec un seuil de 30 % de main-d'œuvre étrangère et on l'a redescendu à 20 %. On a parlé de le redescendre à 10 %, mais on a heureusement eu la présence d'esprit de le laisser à 20 %. C'est un minimum et on pourrait le remettre à 30 %. J'invite mes collègues à visiter des usines de transformation alimentaire. Cela leur permettra de comprendre. Ces facteurs ont tous indirectement une incidence sur les coûts en épicerie.

Il y a aussi la réciprocité des normes. On ne peut pas continuer d'exiger des normes extrêmement sévères à nos producteurs et de laisser entrer au pays des produits de piètre qualité en provenance de l'étranger. À un moment donné, il va falloir qu'on arrête de niaiser. Nous essayons de poser des questions au sujet de la réciprocité des normes, mais ce sont trois agences différentes qui s'en occupent. C'est comme essayer de parler à un ministre: on se fait toujours dire qu'il faut s'adresser à un autre ministre. Est-ce qu'on peut avoir quelqu'un de responsable et de redevable? Est-ce qu'on peut commencer par régler des choses?

Ce sont des mesures concrètes et rapides que le gouvernement peut prendre pour offrir un soutien à la population. Est-ce qu'on peut arrêter de niaiser et accorder l'augmentation des pensions de la Sécurité de vieillesse à partir de 65 ans? Tous les députés à la Chambre, si on leur parle en privé, vont dire que cela aurait de l'allure, particulièrement dans le contexte actuel. Alors, faisons-le. Cependant, il y a des positions politiques et il y a la nécessité de marquer des points. Est-ce que nous pouvons travailler ensemble pour le bien commun?

Par ailleurs, au sein de nos organismes d'État qui réglementent les aliments, comme l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, ou ARLA, il y a une grande inefficacité. Nous allons recevoir les représentants de ces organismes cet après-midi au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. J'ai hâte de leur parler, mais les exemples que les gens du milieu agricole me donnent n'ont aucun sens. Dans certains cas, les scientifiques du gouvernement du Québec et des scientifiques indépendants avaient une position, mais les gens de l'ARLA n'ont pas voulu pas l'entendre parce que cela venait des provinces. Nous avons parlé cette semaine de la suprématie fédérale. C'est vrai dans tous les domaines, dans cette fédération.

• (1120)

Soyons sérieux et travaillons pour le monde. Arrêtons de faire des slogans populistes et travaillons sur des solutions pour baisser les coûts de l'épicerie.

[Traduction]

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, les libéraux n'ont cessé de répéter qu'ils sont la solution à

leurs propres problèmes et qu'ils sont les héros de leur propre histoire. Quand nous leur faisons remarquer que le prix des aliments est trop élevé pour la famille canadienne moyenne, ils répondent: « Ne vous inquiétez pas. Nous avons un programme d'alimentation en milieu scolaire. »

Je me demande si le député a quelque chose à dire à ce sujet.

[Français]

Yves Perron: Monsieur le Président, un de nos collègues libéraux a mentionné tantôt qu'il avait été dans le milieu scolaire pendant 10 ans. Moi, j'y ai été pendant 25 ans. Je trouve correct que l'État aide les banques alimentaires, mais je trouve qu'aucun gouvernement ne devrait jamais se vanter d'être obligé de donner de l'argent pour qu'on nourrisse les enfants à l'école alors que leurs parents ne sont pas capables de le faire à la maison. Cela me dérange vraiment. Il faut arrêter de dire qu'on est bon et travailler sur des solutions concrètes pour aider le monde.

• (1125)

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de ses salutations pour le 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien. Je suis une très fière Franco-Ontarienne et je peux dire à mes collègues que nous fêtons aujourd'hui à Guelph, et partout en Ontario. La langue et la culture me tiennent beaucoup à cœur.

Comme on le sait, Guelph est aussi un grand centre agricole. On y retrouve des solutions pour l'emballage bio à l'Université de Guelph, que j'inviterais mes collègues à venir visiter. Notre ville croit fermement aux changements climatiques et aux enjeux de l'environnement.

Puisque trois des quatre solutions proposées pour réduire les coûts de l'épicerie dans cette motion s'attaquent à l'environnement et que les changements climatiques contribuent au coût de l'épicerie, c'est certain que je ne pourrai pas appuyer la motion. Je remercie mon collègue de ses suggestions.

Yves Perron: Monsieur le Président, je salue ma collègue de Guelph et je souhaite une bonne fête à nos voisins.

Effectivement, la recherche et le développement à l'université, ça m'intéresse. On a un secteur qui fait ça à l'Université du Québec à Trois-Rivières et un peu partout au Québec, et c'est fondamental.

C'est un autre endroit où le gouvernement fédéral est absent. Dans la prévisibilité, dans la vision à long terme, on est actuellement en pénurie de vétérinaires pour les gros animaux. Je prends cet exemple parce que c'est celui qui me vient en tête. Ça n'a l'air de rien, mais ça va finir par avoir des conséquences. Il faut former de futurs vétérinaires et les accueillir, mais on n'est pas capable de s'ajuster à cela.

Soyons efficaces.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours qui, je trouve, a bien complété le mien. C'est vraiment un sujet vaste dont nous parlons aujourd'hui. On voit les conséquences de l'inflation, de la hausse des prix. Je le remercie d'ailleurs d'avoir souligné que, créer de fausses taxes ou essayer d'envoyer des coups de baguette magique pour trouver des solutions, ça ne fonctionne pas. Ça prend des moyens concrets.

En ce moment, les agriculteurs sont les premiers à constater dans leurs champs, année après année, les conséquences des changements climatiques. Au lieu de les accuser d'en être responsables, ils devraient plutôt faire partie de la solution et être rétribués pour leurs bonnes pratiques. J'aimerais que mon collègue nous en dise davantage à ce sujet et sur les avancées que le monde agricole veut faire en matière d'environnement.

Yves Perron: Monsieur le Président, c'est une super question. Je vais donner un exemple très concret. On travaille actuellement, dans ma région, à la préservation de la biosphère du lac Saint-Pierre avec des producteurs agricoles pour améliorer la protection des berges, pour les élargir. Il y a même des projets qui vont permettre de reméandrer certains cours d'eau, parce que ça a des répercussions importantes. On ne fait pas juste dire aux producteurs agricoles que, avec la parcelle de terre qu'ils cultivent, ils vont perdre de l'argent chaque année, tout en leur souhaitant bonne chance. Cela ne fonctionne pas. Ce sont des choix collectifs qu'on fait. Les agriculteurs sont donc rétribués pour ça et, à long terme, ce sont des programmes qui peuvent être renouvelés. Ce sont de belles pistes de solution. Au Bloc québécois, nous avons aussi des positions concrètes à ce sujet. J'invite mes collègues à consulter notre plateforme.

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Prince Albert.

Je suis vraiment très heureux de prendre la parole aujourd'hui à la Chambre avec une santé rétablie. Je profite de l'occasion aussi pour remercier les citoyens de Lévis—Lotbinière de leur confiance encore renouvelée pour cette 45^e législature. Ce fut une élection vraiment très spéciale pour moi. Chaque élection est spéciale, mais, celle-ci, je vais m'en souvenir étant donné que j'avais des traitements de radiothérapie tous les jours de cette campagne.

Cela étant dit, je dois remercier sincèrement toute ma famille, mon épouse, Chantal, mes enfants et mes petits-enfants qui ont su me soutenir moralement pendant cette épreuve. Je remercie également tous les professionnels du centre de cancérologie de Lévis de m'avoir prodigué de façon assidue les très bons soins pour ma situation. Je remercie enfin toute mon équipe, qui a pris le relai durant mes absences liées à mes traitements.

Sans toutes ces personnes, j'aurais pu être tenté de me décourager, mais, dans la vie comme en agriculture, on récolte ce qu'on sème. J'ai toujours porté une attention particulière à soutenir les gens, mais, cette fois-ci, ce sont les gens qui m'ont soutenu. Je leur en serai toujours reconnaissant.

J'aurais pu être tenté de prendre ma retraite, mais ma mission ici, à la Chambre, n'était pas encore terminée. Ma mission est d'aider les gens de ma circonscription du mieux que je le peux afin d'améliorer la vie de mes concitoyens. Cela a toujours été le sens et le but de mon implication en politique et je tenais à la poursuivre.

Je prends la parole aujourd'hui pour parler de la motion de l'honorable député de Foothills concernant les échecs du premier ministre.

En effet, le premier ministre libéral a déclaré qu'on le jugerait au coût du panier d'épicerie. S'il souhaite toujours être jugé par les mêmes standards, le verdict est clair: il a échoué.

Ce n'est pas étonnant vu que, lors de la dernière course au leadership du Parti libéral pour remplacer in extremis Justin Trudeau, il

Travaux des subsides

était le seul à ne pas pouvoir dire quel était le coût d'un panier d'épicerie pour une famille canadienne moyenne.

En même temps, on peut dire qu'il est un des seuls Canadiens à être peu touché par la hausse généralisée des coûts. L'ancien chef de banque n'est pas obligé d'aller chercher ses repas dans une banque alimentaire, comme c'est de plus en plus le cas pour de nombreux Canadiens.

En effet, les banques alimentaires Daily Bread s'attendent à un achalandage de 4 millions de personnes en 2025, soit deux fois plus que les niveaux prépandémiques.

Cela représente une augmentation de 142 % de l'usage des banques alimentaires par rapport à l'année 2015, alors qu'un gouvernement conservateur, dont j'ai eu l'honneur de faire partie, avait laissé un Canada fort, fier, libre et prospère aux libéraux. C'est triste de voir ce qu'ils en ont fait.

Je disais cette semaine, à la Chambre, que la lune de miel du premier ministre est terminée. Je pense que tous les indicateurs montrent que c'est le cas.

Ce gouvernement libéral ne sera pas différent de ceux qui l'ont précédé. L'inflation des aliments dépasse de 70 % les prévisions de la Banque du Canada. Les prix des aliments ont augmenté de 40 % depuis que les libéraux sont arrivés au pouvoir.

Maintenant, parlons des solutions. Elles sont prêtes et elles sont sur la table. Nous invitons les libéraux à avoir l'audace de les copier, comme d'habitude.

Voici ce que nous voulons:

Que [...] la Chambre demande au premier ministre libéral de mettre fin à la taxation des denrées alimentaires en éliminant: a) la tarification du carbone qui est imposée au secteur industriel sur les engrais et l'équipement agricole; b) la taxe inflationniste (l'impression de billets pour financer les déficits); c) la deuxième taxe sur le carbone (soit la fameuse norme sur les carburants propres); d) la taxe sur l'emballage (interdiction du plastique et normes d'emballage).

Étant moi-même agriculteur, je sais comment les producteurs veulent nourrir le monde. Cependant, les bâtons dans les roues et les taxes surabondantes empêchent d'offrir des produits de bonne qualité à faible coût. C'est le consommateur qui en paie la note.

Se nourrir ne devrait jamais être un luxe. Je discutais avec d'autres producteurs qui m'ont expliqué que l'un des problèmes auxquels ils faisaient face était ce qu'on appelle en bon français « la paperasse ». On parle de la réglementation inutile qui sert des règles arbitraires ou des normes formelles qui sont considérées comme excessives, rigides et redondantes. C'est ce à quoi le gouvernement libéral nous a habitués depuis 10 ans. C'est ce qui fait parfois dire aux producteurs que, loin d'être la solution, le gouvernement est parfois le problème.

● (1130)

Il y a 100 ans, sept personnes sur dix étaient agriculteurs. Aujourd'hui, il n'y a que 1 % de la population qui est en agriculture, et ce pourcentage ne cesse de diminuer. Ce sont ces agriculteurs qui contribuent à la sécurité alimentaire au Canada. Si nous voulons encourager la relève agricole, il est important de laisser toute la marge de manœuvre nécessaire à ce 1 % pour qu'il puisse produire notre nourriture.

Travaux des subsides

Le premier ministre libéral a joué un tour de passe-passe en faisant croire qu'il avait supprimé la taxe sur le carbone, alors qu'il en existe encore une qui est cachée. C'est la taxe sur le carbone pour les industries, qui s'applique directement à la machinerie agricole et aux engrais utilisés dans les champs. Tout comme l'ancienne taxe sur le carbone, cela affecte directement le prix des aliments en punissant le travail à sa source. En effet, peu d'agriculteurs peuvent se passer d'engrais pour fertiliser leurs terres. Pourtant, le gouvernement taxe toujours cette denrée essentielle, ce qui se reflète directement sur le panier d'épicerie.

À cela s'ajoute la croisade verte que mènent les libéraux contre les plastiques de toutes sortes. Loin d'aider concrètement l'environnement, cela ne fait que rendre la vie plus compliquée pour les épiciers, qui doivent se casser la tête avec les emballages. Toutes ces lois se reflètent directement dans le prix des aliments.

Voici quelques exemples d'augmentation flagrante:

L'inflation alimentaire a augmenté de 3,24 % au Canada par rapport à l'année précédente. Le taux d'inflation alimentaire est aujourd'hui 70 % supérieur à l'objectif fixé. Le prix des viandes a augmenté de 7,62 %, après une augmentation de 4,7 % au mois de juillet seulement. Le bœuf frais et congelé a augmenté de 12,7 %, et la viande transformée de 5,3 %. Le café a augmenté de 27,9 %, et les préparations pour nourrissons de 6,6 %.

Les Canadiens en arrachent. Leurs chèques de paie sont grugés par cette augmentation des prix. Or la logique libérale continue de prévaloir en essayant de tout centraliser, de tout réglementer et de tout taxer, au lieu de laisser le plein pouvoir aux gens les plus proches de la production.

J'aimerais maintenant prendre quelques instants pour parler d'une très grande préoccupation concernant l'agriculture au Canada. J'ai travaillé durant toute ma vie en agriculture, depuis ma tendre jeunesse. Un très fort pourcentage de la population était alors passionné par l'agriculture et avait aussi la possibilité d'y travailler. Au fil des années, ce pourcentage s'est réduit de façon considérable, au point où seulement 1 % de la population canadienne est aujourd'hui propriétaire des fermes au Canada.

Il s'agit d'un pourcentage minime, compte tenu de la très grande responsabilité pour ces personnes. Ces gens sont passionnés par leur travail, mais toute la charge mentale et financière liée au fait de posséder notre patrimoine agricole au Canada revient à seulement 1 % de la population. Cela dit, ces gens font un travail exceptionnel. Ils ont innové, ils ont investi dans des technologies de machinerie à haut potentiel, mais ils doivent quand même travailler d'innombrables heures pour réussir à subvenir aux besoins de leur entreprise. On calcule entre 75 et 95 heures par semaine durant les pics de production de culture. Ces gens n'ont souvent que peu de repos et doivent sacrifier du temps précieux, y compris du temps avec leur famille, pour pouvoir subvenir aux besoins de leur entreprise et nourrir la population canadienne.

Nous leur devons toute notre gratitude, et j'ai espoir que les Canadiens rendront aux agriculteurs le respect qu'ils méritent. Si on a un producteur agricole dans son coin de pays qui possède un kiosque fermier, on doit aller l'encourager en achetant des denrées agricoles directement à la ferme. Ce geste valorise énormément les agriculteurs et leur donne un revenu d'appoint qui permet souvent d'améliorer leur situation durant les mois plus difficiles financièrement.

En terminant, j'offre à tout le grand secteur agricole et à tous ses intervenants, femmes et hommes qui travaillent à la sueur de leur front, tous mes remerciements. Je souhaite qu'ils puissent continuer à faire leur travail en toute quiétude. Le Parti conservateur du Canada sera toujours le parti des agriculteurs, et nous verrons à la mesure des moyens de notre pays pour que les agriculteurs puissent poursuivre leur métier, et surtout leur passion, au cours des prochaines générations.

● (1135)

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours. C'est avec grand plaisir que je peux voir qu'il est en forme. Tant mieux, car nous avons besoin de lui ici.

J'ai une question très simple. En tant qu'agriculteur qui connaît très bien le secteur agroalimentaire du Québec et du Canada, est-ce que le député pense que la politique du Parti conservateur de mettre fin immédiatement, et sans aucune autre mesure, au Programme des travailleurs étrangers temporaires est une bonne idée?

Ne pense-t-il pas que cela pourrait mener à une hausse des coûts de production et donc à une hausse des prix à la consommation des produits alimentaires?

● (1140)

Jacques Gourde: Monsieur le Président, c'est quand même intéressant d'entendre les propos d'un libéral, qui a permis à pratiquement toute la planète de venir au Canada au cours des 10 dernières années, qui a amené beaucoup de réfugiés ici. Nous avons vraiment dépassé notre capacité d'accueil de tous ces gens et nous devons certainement nous occuper d'eux aussi.

Le Programme des travailleurs étrangers temporaires est un programme qui va sans doute durer dans le temps. Il va sans doute être modifié et il pourrait être remplacé. Toutefois, nous allons nous assurer que nos agriculteurs peuvent avoir les travailleurs dont ils ont besoin, compte tenu du fait qu'ils représentent seulement 1 % de la population.

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, on sait que l'inflation fait des ravages sur le coût des aliments. On pourrait adopter une loi afin de fixer un plafond sur le prix des aliments. On pourrait augmenter les transferts aux provinces et au Québec. On pourrait faire un bon nombre de choses pour financer les banques alimentaires.

Cependant, en ce moment, les océans se réchauffent, les icebergs fondent et les forêts brûlent. De plus en plus, il y a du smog partout. On étouffe sur la planète et les conservateurs nous proposent d'abolir la taxe sur l'essence pour aider à diminuer le prix des aliments.

Je regrette, mais je ne vois pas où on s'en va. On aggrave le problème, on ne le règle pas. Mon collègue n'est-il pas d'accord pour dire que ça n'a pas de bon sens d'abolir les taxes sur l'essence alors que, ce dont on a besoin, c'est plafonner les prix à l'épicerie?

Jacques Gourde: Monsieur le Président, je vais parler de ma très grande expérience dans le domaine de l'agriculture. J'ai commencé à aider mon père quand j'avais seulement 4 ans. Je dirais que, de la terre à la table, il y a énormément de transport, qu'il s'agisse des intrants ou de la nourriture qui se rend au consommateur. Le transport est l'un des coûts principaux associés au coût des denrées. Dans le transport, le prix de l'essence est un coût important. Plus on augmente le coût de l'essence, plus cela a un effet multiplicateur, et le coût peut être multiplié par 25 ou 30, selon les différentes étapes. Réduire le coût du transport va véritablement réduire le coût des denrées.

[Traduction]

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, j'ai bien aimé le discours de mon collègue. Il a parlé du fait qu'il y a moins d'agriculteurs et que de plus en plus de Canadiens ne comprennent pas du tout l'incroyable travail que font nos agriculteurs, qui sont si innovateurs et soucieux de l'environnement étant donné que c'est ainsi qu'ils gagnent leur vie et qu'ils nourrissent les Canadiens.

Que pense le député du fait que, au milieu de l'année dernière, le gouvernement fédéral a annulé tout le financement accordé au programme Agriculture en classe ainsi qu'aux 4-H, des programmes pourtant essentiels pour cette génération de jeunes qui ne comprennent pas d'où provient leur nourriture? Le député a-t-il des commentaires à ce sujet?

[Français]

Jacques Gourde: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question, qui est vraiment très intéressante.

Malheureusement, aujourd'hui, quand on demande à un enfant de la ville d'où vient le lait, il répond qu'il vient du dépanneur. C'est un exemple qui est relativement simpliste, mais c'est la réalité. Il faut vraiment sensibiliser l'ensemble des Canadiens parce que, malheureusement, ce n'est que 1 % des Canadiens qui nourrit l'ensemble des Canadiens. Ce sera un défi énorme pour la prochaine génération de continuer à vouloir faire ce travail dans la dignité. On devrait s'en préoccuper dès aujourd'hui si on ne veut pas frapper un mur dans les 15 prochaines années.

[Traduction]

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, je suis reconnaissant de pouvoir prendre la parole à la Chambre en cette période de l'année pour parler de la récolte, de la sécurité alimentaire, de la salubrité des aliments et du coût de la vie.

Je suis originaire de Prince Albert. Ma circonscription est une région agricole. Cette région de la Saskatchewan est très viable et elle produit une grande partie des aliments qui nourrissent les populations au Canada et ailleurs dans le monde. La situation économique actuelle et les mauvaises politiques du gouvernement créent de réelles difficultés pour les gens. En ce qui concerne le coût de la nourriture en ce moment, le prix des denrées et de l'entreposage augmentent de 3,5 % d'une année à l'autre au Canada, mais de seulement 1,9 % aux États-Unis. Les prix au Canada sont deux fois plus élevés qu'aux États-Unis et l'augmentation a été 48 % plus rapide dans notre pays. L'inflation alimentaire se situe à 1,5 %, soit le double de l'augmentation de 0,8 % estimée selon l'Indice des prix à la consommation. Les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts.

Je ne souhaite pas donner l'impression que les agriculteurs accumulent des profits ou dégagent des bénéfices importants parce que

Travaux des subsides

les prix des denrées alimentaires augmentent. Rien n'est plus loin de la vérité. Lorsqu'ils ont pris leurs décisions au printemps dernier, les agriculteurs devaient alors payer une taxe sur le carbone, un coût que les autres producteurs du monde entier n'avaient pas à supporter. Maintenant que la taxe sur le carbone a été supprimée, l'inflation a considérablement diminué. Ce n'est pas grâce à une bonne politique du gouvernement, mais parce que celui-ci a repris la politique des conservateurs et l'a appliquée, ce qui a permis de réduire l'inflation. Nous, le Parti conservateur, acceptons les remerciements avec fierté, car c'est ce que nous prédisions depuis 10 ans, mais les libéraux n'ont pas écouté jusqu'à ce que les électeurs décident de les renvoyer s'ils ne le faisaient pas.

La Saskatchewan est une province grande productrice de canola. Le canola a d'ailleurs été développé en Saskatchewan et est cultivé en Alberta, au Manitoba et dans certaines régions de l'Ontario. Les producteurs de canola traversent une saison très difficile cette année. Lorsque nous avons imposé des droits de douane de 100 % sur les véhicules électriques il y a environ un an et demi, nous savions, tout comme les industries du canola et de la pêche, qu'il y aurait des conséquences.

Le gouvernement ne s'est pas préparé à ces conséquences. Il a eu six mois avant que les droits de douane ne commencent à toucher les industries du canola et des produits de la mer pour élaborer de manière proactive un plan d'action visant à atténuer les dommages et se rendre en Chine pour dire: « Nous allons trouver une solution pour nos industries du canola et des produits de la mer. » Mais les libéraux n'ont rien fait. Ils auraient pu élaborer un plan d'atténuation avec les producteurs de canola, les usines de trituration et les installations, et leur dire: « Voici un plan d'action pour vous aider à vous adapter au nouvel environnement auquel nous pourrions être confrontés », mais ils n'ont rien fait. Ce qu'ils ont proposé, ce sont davantage de prêts et de dettes, mais cela ne résout pas le problème.

Lorsque les producteurs voient le prix d'une moissonneuse-batteuse grimper à 1,5 million de dollars et celui d'un semoir pneumatique dépasser le million de dollars, ils ressentent vraiment la pression des coûts. Lorsque mon père a commencé à cultiver la terre, s'il avait une mauvaise année, il pouvait travailler pendant l'hiver et rattraper son retard. Aujourd'hui, si ces agriculteurs connaissent une mauvaise année, ils sont perdus. Ils doivent investir beaucoup de capital au printemps et, s'ils ont une mauvaise récolte ou s'ils sont confrontés à des droits de douane, à de mauvaises conditions de marché ou à des conditions météorologiques défavorables, ils ne peuvent pas récupérer ce capital à l'automne. Il se passe tellement de choses que les agriculteurs doivent vraiment avoir des nerfs d'acier. C'est une évidence.

Au moins le premier ministre de la Saskatchewan a voulu se rendre en Chine pour parler du canola, et je félicite le secrétaire parlementaire d'y être allé avec lui, mais j'ajouterais que, quand nous avons eu ces problèmes sous le gouvernement Harper, il s'est écoulé à peine une journée et demie avant que le ministre Ritz prenne l'avion à destination de la Chine pour régler le problème. Un plan d'action préventif a été élaboré de concert avec les producteurs et les cultivateurs de canola, tout comme il y a eu des discussions avec différents associés pour cerner les moyens à prendre afin d'atténuer les effets et de faire avancer les choses: « Pouvons-nous triturer plus de canola? Pouvons-nous faire plus? Pouvons-nous nous tourner vers les Émirats arabes unis ou Dubaï? De quels moyens disposons-nous pour éviter de subir les effets négatifs des tarifs chinois? »

Travaux des subsides

Le gouvernement n'a rien fait. Le coût, pour l'économie canadienne, sera considérable à cause de cela; les Prairies en souffriront aussi et, à cause de l'effet de domino, il en sera de même en Ontario et dans le reste du Canada.

Je me suis entretenu avec des constructeurs de machines des Prairies, et ils suivent eux aussi de très près l'évolution des choses. Leurs ventes ont beaucoup diminué, à cause de la hausse des coûts. La taxe sur le carbone pour les émetteurs industriels, dont celle pour l'acier, par exemple, constitue un coût qu'ils doivent absorber, contrairement à leurs concurrents d'ailleurs dans le monde. Quand ils exportent du matériel au Kazakhstan, en Chine et ailleurs dans le monde, ils sont d'emblée désavantagés en raison des coûts qu'ils supportent ici au Canada par suite des mauvaises politiques du gouvernement libéral.

● (1145)

C'est ce que je reproche au gouvernement libéral. Il a introduit des politiques trop vite et à l'aveuglette, sans écouter l'industrie, ce qui a ajouté des coûts au système. Il a rendu le système si coûteux qu'il doit maintenant subventionner les gens juste pour qu'ils puissent subsister.

Des députés ont parlé du programme d'alimentation en milieu scolaire. Je crois que le prix visé est de 4,50 \$ l'assiette. Personne ne veut voir un enfant manquer de nourriture. Les données scientifiques le disent. Si les enfants sont rassasiés, ils apprendront mieux et grandiront, mais je rappellerai aux députés d'en face que les enfants ne vont à l'école que cinq jours par semaine. Ils n'y sont pas non plus les jours fériés et pendant les vacances d'été. Si leurs parents ne peuvent se permettre de nourrir leurs enfants à l'école, que sont-ils censés faire quand ceux-ci ne sont pas à l'école?

Ne serait-il pas mieux de chercher des moyens de réduire les coûts au lieu de créer un autre programme pour aider les gens? Cela ne vaudrait-il pas mieux? Ne serait-il pas préférable d'analyser en quoi consistent les vrais problèmes et ce qui fait monter le coût de la nourriture? Les conservateurs ont proposé des solutions. Ce sont là les mesures sur lesquelles le gouvernement doit se concentrer, au lieu de se demander comment il va dépenser les deniers publics pour réparer les pots cassés d'une situation à l'autre.

Je vais prendre l'exemple du programme sur les plastiques. Quand ce programme a été proposé, les gens de l'industrie nous ont demandé très rapidement si nous en comprenions les conséquences. Ils ont expliqué très clairement qu'une grande partie des fruits et légumes emballés dans du plastique sont expédiés de partout dans le monde dans ce type de matière. Ils ont indiqué très clairement qu'ils n'allaient pas modifier l'emballage dans lequel ils expédient des aliments au Canada pour répondre aux besoins des Canadiens sans que quelqu'un paie le coût pour un emballage différent. Ils ont également dit que le gaspillage alimentaire augmenterait considérablement en raison de la pourriture et de l'absence d'emballages adéquats et qu'il n'y avait pas de solutions de rechange à l'heure actuelle, mais des recherches sont en cours.

Que veut faire le gouvernement? Il veut foncer tête baissée et mettre en place ce type de politique, une politique qui va faire augmenter le gaspillage alimentaire, ce qui va faire grimper les coûts. Cette politique entraînera une hausse du coût des aliments, car les emballages coûteront plus cher. Elle n'apportera rien de bon pour l'environnement.

Je comprends que l'on veuille protéger les océans et ainsi de suite. Je suis tout à fait d'accord. Je pense que nous devrions faire

tout notre possible pour agir dans ce sens lorsqu'il est logique de le faire et lorsque nous disposons des connaissances scientifiques, des technologies et des matériaux nécessaires pour y arriver. En attendant, nous pouvons prendre des mesures pour atténuer le problème. Il y a un monsieur à Prince Albert qui recycle le plastique. Il a un local pour tout stocker. Il cherche des façons de recycler le plastique.

Je tiens à souligner, à l'intention des libéraux, le coût des mauvaises politiques. Ils affirment vouloir maintenir leur mauvaise politique, mais qu'ils l'amélioreront en subventionnant, avec un petit avantage fiscal, un programme alimentaire, un programme dentaire ou autre chose. Il fut un temps où les Canadiens n'avaient pas besoin de ce genre de programmes. Il fut un temps où je pouvais remplir mon chariot à l'épicerie pour 100 \$. Aujourd'hui, quand je mets deux articles dans mon chariot à l'épicerie, j'en ai pour 250 \$. Il y a 10 ans, cela me coûtait 100 \$. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus.

Je plaisantais en bavardant avec un homme à l'épicerie. Nous faisions la queue, et il m'a dit que nous n'avions plus besoin de ces grands chariots, car il n'avait plus les moyens d'en remplir un. Il a raison. Le prix du bacon est passé de 17 \$ à 23 \$. J'avais l'habitude d'acheter des hot-dogs pour 12 \$; ils coûtent maintenant près de 18 \$. Une livre de café qui coûtait 18 \$ en coûte maintenant 32. C'est le résultat de mauvaises politiques.

Les agriculteurs ne s'enrichissent pas. Cet argent ne va pas dans leurs poches. Si les agriculteurs ne le reçoivent pas, et je ne pense pas que la chaîne d'approvisionnement le reçoive non plus; qui donc le reçoit? Il s'agit des impôts payés, directement et indirectement, au gouvernement fédéral, qui les redistribue ensuite sous la forme d'un programme de subventions. C'est complètement absurde.

Lorsque le premier ministre a été élu, il a fait toutes sortes de promesses. Je vais rappeler aux députés les promesses qu'il a faites pendant la campagne électorale. Je n'invente rien. Les conservateurs répètent mot pour mot ce qu'il a dit aux Canadiens. Tout ce que je veux, c'est qu'il tienne parole.

Le premier ministre a déclaré qu'il allait réduire le coût des denrées alimentaires, mais il ne l'a pas fait. Il a dit qu'il allait améliorer les choses et agir avec patriotisme face aux États-Unis. Pour être honnête, je ne suis pas sûr que c'était la bonne politique, mais il a dit que c'était la bonne et l'a vendue aux Canadiens. Où est-il aujourd'hui? Il a peur de venir à la Chambre. Nous ne le voyons pas pendant la période des questions ni à aucun autre moment de la journée.

Il est indéniable que les coûts ont augmenté. L'adoption de mauvaises politiques a fait grimper les coûts. Malheureusement, le gouvernement fait tellement preuve d'aveuglement et de sectarisme dans sa gestion du dossier de l'environnement et de tant d'autres dossiers qu'il refuse de prendre des décisions qui rendraient les choses...

● (1150)

Le vice-président: Nous poursuivons les questions et observations. Le whip en chef du gouvernement a la parole.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, si j'ai bien entendu le député, pendant son discours, il a dit que l'inflation se faisait moins sentir dans le secteur des aliments parce que la taxe sur le carbone a été abolie. Or, ce n'est pas ce qui s'est passé. Lorsque la taxe sur le carbone a été abolie, en avril, l'inflation était en baisse depuis déjà un an. D'ailleurs, elle avait été ramenée au taux visé par la Banque du Canada en août 2024.

Comment le député peut-il affirmer que l'inflation a soudainement baissé en avril dernier alors que les données ne corroborent en aucune façon cette affirmation?

Randy Hoback: Monsieur le Président, premièrement, le député ne m'a pas bien compris. Je n'ai pas parlé des aliments, mais de l'inflation en général.

Deuxièmement, quand le gouvernement a éliminé la taxe sur le carbone, quel était le prix du carburant à la pompe? Il est passé de 2 \$ le litre à 1,29 \$, je crois, à Prince Albert. De quelle façon a-t-on allégé les pressions inflationnistes pour les consommateurs canadiens? En réalisant des économies sur l'essence, les gens ont pu se payer d'autres choses.

C'est ce qui ressort de vos chiffres sur l'inflation. Aucune autre mesure que vous avez prise n'a fait baisser les coûts. Les faits sont têtus. Rendez-vous dans une station-service et regardez le prix du carburant, puis comparez-le à son prix au moment où vous imposez la taxe sur le carbone.

• (1155)

Le vice-président: Avant de donner la parole au prochain député, je souligne qu'il ne revient pas au Président de répondre aux questions.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Drummond a la parole.

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, dans la région de Drummond, il y a aussi plusieurs producteurs agricoles. Je comprends que le problème est complexe; les enjeux sont complexes pour les producteurs agricoles. Mon collègue de Lévis—Lotbinière en a fait état tantôt et c'est un homme qui parle d'expérience.

J'ai néanmoins l'impression que les conservateurs réduisent cela à une solution très simpliste, même populiste, et refusent de voir le problème comme un ensemble complexe.

Ce matin, on apprenait que l'eau des océans a atteint un taux d'acidité qui est presque irréversible, ce qui va avoir des conséquences énormes sur l'écosystème. L'ensemble de l'écosystème environnemental est à risque, et les conséquences pour les générations futures vont être catastrophiques. Je ne comprends pas pourquoi mes collègues qui défendent le secteur de l'agriculture refusent de voir la consommation massive de produits pétroliers comme un enjeu majeur pour les générations futures et voient cette taxe comme une panacée et la solution à tous les problèmes.

J'aimerais que mon collègue nous parle de ce phénomène.

[Traduction]

Randy Hoback: Monsieur le Président, je reviens à ce qu'a dit mon collègue auquel le député fait référence. Nous devons apporter des changements lorsque c'est logique de le faire. Mon collègue a pris l'exemple des droits de douane sur les engrais. Si nous imposons des droits de douane sur les engrais et que personne d'autre ne

Travaux des subsides

le fait, quelles seront les conséquences? Si nous mettons en place des règlements que personne d'autre dans le monde n'applique, tout ce que nous faisons, c'est d'imposer aux consommateurs d'ici des coûts supplémentaires que personne d'autre n'a à assumer.

Penchons-nous sur cette question. Le député a raison. C'est un dossier complexe, mais faisons preuve de gros bon sens, comme l'a dit le député avant lui, tout au long du processus. Ne désavantageons pas les agriculteurs et les fabricants d'ici simplement parce que nous pensons avoir raison alors que personne d'autre ne suit cette voie dans ce domaine.

[Français]

Martin Champoux: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

C'est un député conservateur qui donne une réponse à ma question et je voudrais l'entendre. Or, son propre collègue conservateur fait du bruit. J'aurais aimé entendre la réponse de mon collègue.

Je ne sais pas s'il pourrait la reformuler pour que je puisse comprendre comme il le faut.

Non? C'est bien dommage.

Le vice-président: Je veux rappeler aux députés que s'ils veulent avoir des discussions, je les invite à le faire à l'extérieur de la Chambre. Parfois, il y a beaucoup de bruit quand les députés se parlent après qu'un député a été reconnu. Je leur demande de ne pas le faire dans la Chambre.

La députée de Yorkton—Melville a la parole.

[Traduction]

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, je comprends ce que dit le député. Le débat d'aujourd'hui porte sur le prix des aliments et la promesse du premier ministre de le réduire.

Les problèmes qui sont constamment soulevés se résument tous à l'inaccessibilité financière. Évidemment, nous en avons beaucoup à dire à ce sujet, mais la réalité actuelle est que le prix des aliments n'est pas à la baisse, et les familles canadiennes n'ont plus les moyens de se nourrir. Instaurer un programme d'alimentation n'est pas la solution. Pour satisfaire les besoins des Canadiens, il faut faire baisser le prix des aliments.

Randy Hoback: Monsieur le Président, voilà une autre personne de la Saskatchewan qui est pleine de gros bon sens. Il est merveilleux d'entendre cela à la Chambre.

La députée a tout à fait raison. Nous devons nous attaquer aux causes premières de la hausse du prix des aliments. Les hausses de taxes, l'augmentation des coûts indirects et l'imposition au secteur d'une réglementation plus lourde au Canada que n'importe où ailleurs dans le monde sans que cela améliore la salubrité et la qualité des aliments sont des coûts que les producteurs canadiens ne devraient ni avoir à assumer ni avoir à refiler aux consommateurs.

Faisons appel au gros bon sens. Prenons un peu de recul et gardons à l'esprit que se nourrir est un besoin essentiel. Les gens doivent avoir les moyens de payer l'épicerie. C'est prioritaire. Si le gouvernement continue d'instaurer de mauvaises politiques comme il le fait depuis 10 ans, la situation ne fera qu'empirer.

Travaux des subsides

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec ma collègue de Toronto—St. Paul's.

J'aimerais revenir sur la façon dont la désinformation se répand à la Chambre des communes. Je vais vous en donner un bon exemple. Mon collègue d'en face a parlé du programme d'alimentation. Il semble croire qu'il s'agit d'un gros gaspillage, que le gouvernement du Canada n'aurait jamais dû lancer le programme d'alimentation en milieu scolaire. Ce collègue n'est pas le seul à le dire, car je l'ai aussi entendu d'autres députés. En fait, ils ont voté contre cette initiative. Ils ne voulaient pas que le gouvernement la lance.

J'ai été élu pour la première fois en 1988. Devinez quand j'ai commencé à entendre parler de la nécessité d'un programme d'alimentation en milieu scolaire? Quand j'ai été élu pour la première fois, les gens en parlaient déjà. Je me souviens que Sharon Carsairs, qui était cheffe du Parti libéral provincial en 1988, disait que les enfants n'apprennent rien quand ils ont l'estomac vide. C'était une bonne politique à l'époque, et il a fallu des décennies pour qu'un gouvernement fédéral la concrétise. Il est vrai qu'un programme national d'alimentation nutritive est bon pour les enfants du Canada. C'est une bonne politique.

Évidemment, les conservateurs ont voté contre, et ils continuent aujourd'hui à le critiquer. Dois-je supposer qu'un gouvernement conservateur éliminerait le programme national d'alimentation en milieu scolaire? Cela semble presque évident. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Canadiens n'ont pas voté pour que le chef actuel des conservateurs devienne premier ministre. Ils se sont rangés du côté du premier ministre actuel. Pourquoi? Parce que les Canadiens ne sont pas dupes. Ils ont examiné ce que le premier ministre leur offrait en le comparant aux propositions du chef de l'opposition officielle.

Qu'est-il arrivé? Nous avons aujourd'hui un premier ministre qui a été gouverneur de la Banque du Canada. Il a été gouverneur de la Banque d'Angleterre. C'est un économiste. Il comprend l'économie à laquelle nous accordons la priorité.

Comparons ces compétences à celles du chef du Parti conservateur. Qu'a-t-il fait dans le secteur privé? Je pense que la réponse n'est pas très longue, mais je vais laisser l'un des conservateurs en parler.

Une voix: C'est de nature personnelle.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, on me dit que c'est de nature personnelle, mais voyons les attaques auxquelles les conservateurs se livrent chaque jour. Songeons au débat qui a eu lieu hier soir et aux propos diffamatoires tenus à la Chambre des communes. Voilà la réalité! Je partage les faits avec les conservateurs. Au moyen de scrutins et des propos qu'ils tiennent à la Chambre, ils proposent de supprimer une politique nationale bonne et solide qui est bénéfique aux enfants.

Voyons ce que notre nouveau premier ministre a fait il y a à peine quelques mois en prenant de solides mesures stratégiques. Une des premières qu'il a adoptées a consisté à éliminer la taxe sur le carbone. En soi, cela a eu des effets positifs. Une des décisions que les Canadiens ont particulièrement bien accueillies a concerné la réduction d'impôt qu'il a accordée à la classe moyenne du Canada. Vingt-deux millions de Canadiens ont eu plus d'argent, un

revenu disponible accru, parce que le premier ministre voulait, entre autres, améliorer l'abordabilité de la vie.

Nous parlons du logement. Nous en entendons beaucoup parler. Nous nous rappelons tous que, quand l'actuel chef du Parti conservateur était le ministre chargé du logement, il a construit le nombre impressionnant de six maisons dans tout le Canada. Nous nous sommes engagés à en construire des milliers. Je dis cela parce qu'une de nos premières initiatives a consisté à réduire l'impôt des acheteurs d'une première maison, ce qui a rendu le logement plus abordable. Ils n'ont pas à payer la TPS; cette mesure a rendu les maisons plus abordables pour un bon pourcentage de notre population, tout en accroissant les possibilités dans la foulée des annonces que le premier ministre a faites.

• (1200)

Les conservateurs disent qu'il faut mesurer le travail du premier ministre au prix du panier d'épicerie. Je me demande toutefois s'ils sont même au courant du taux d'inflation en juillet dernier, selon l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada. Y a-t-il un député conservateur qui connaît ce chiffre? Je vais leur donner la réponse, car il semble que ce ne soit pas le cas. C'est 0 %. L'inflation alimentaire n'a pas du tout augmenté en juillet.

Les conservateurs ne parlent pas des données de référence. Ils présentent toutes sortes de statistiques. Qui sait où ils les prennent? Ils choisissent ce qui leur convient. Lorsqu'ils parlent d'abordabilité, ils choisissent les chiffres qui font le plus peur. Oui, l'abordabilité est un problème grave. Tous les députés libéraux en sont conscients, et nous nous efforçons de rendre la vie plus abordable, mais il y a aussi la réalité.

J'avais fait une simple requête sur le salaire minimum partout au Canada, par exemple. Voici ce qu'on m'a fourni. En 2015, le salaire minimum en Colombie-Britannique était de 10,25 \$, et il est passé à 17,85 \$ en 2025. C'est une augmentation de 74 %. Au Manitoba, il était de 10,70 \$ en 2015 et est de 15,80 \$ en 2025. C'est une augmentation de 47,76 %. En Nouvelle-Écosse, le salaire minimum était de 10,60 \$ en 2015 et sera de 15,70 \$ en 2025. C'est une augmentation de 48,11 %.

L'inflation est une réalité que nous avons vécue non seulement au cours de la dernière décennie, mais également sous les gouvernements de Stephen Harper et de tous les premiers ministres conservateurs précédents. L'inflation fait partie de la vie, tout comme l'augmentation des salaires. En fin de compte, plusieurs facteurs doivent être pris en considération, mais cela ne signifie pas qu'il faut renoncer à faire preuve de compassion. Le gouvernement, grâce à l'engagement du premier ministre, se doit de faire tout ce qui est en son pouvoir pour contenir l'inflation, surtout pour les produits alimentaires.

Le gouverneur actuel de la Banque du Canada nous a donné une bonne indication à cet égard. Le taux d'intérêt vient d'être réduit une fois de plus, et cela n'a rien de politique. Ce n'est pas un parti politique qui a pris cette décision, mais un économiste chargé de fixer les taux d'intérêt de la Banque du Canada. Pourquoi le taux a-t-il été réduit? Parce que nous sommes toujours dans la cible, à 2 % ou moins. Nous n'avons pas besoin d'alimenter la peur et d'essayer de donner une fausse impression. Oui, les chiffres dans certains domaines sont préoccupants. Cela ne fait aucun doute. Cependant, si les conservateurs croyaient sincèrement à la question de l'abordabilité financière et au soutien des Canadiens, je les mettrais au défi de revenir sur certains de leurs votes.

Rappelons le régime d'assurance médicaments. Je suis un fervent défenseur de ce régime. Je pense qu'il s'agit d'un programme positif et que nous devrions chercher à l'étendre pour offrir aux Canadiens des soins de santé de qualité d'un océan à l'autre. Il permet aux Canadiens d'économiser. Dans les provinces avec lesquelles nous avons conclu une entente, les diabétiques économisent beaucoup d'argent. Prenons l'exemple des personnes âgées ou à revenu fixe qui souffrent de diabète. C'est une mesure tangible. Les conservateurs ont voté contre.

Que dire du programme de soins dentaires? Ce programme permet aux gens qui en ont le plus besoin d'économiser de toutes sortes de manières. Tous les députés ont des concitoyens qui ont directement profité de ce programme. Pourtant, ils l'ont fait dans le cas du régime d'assurance médicaments et du programme d'alimentation en milieu scolaire, les conservateurs ont voté contre.

Collectivement, ces programmes font une énorme différence. Sans parler du programme des services de garde, de l'Allocation canadienne pour enfants, des augmentations de plus de 10 % de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus ou des augmentations du Supplément de revenu garanti pour sortir davantage de personnes âgées de la pauvreté.

La différence, c'est que ce gouvernement se soucie vraiment de la question de l'abordabilité et que nous travaillons à bâtir une économie plus forte et plus saine qui soutiendra les programmes sociaux que nous avons. Le premier ministre et tous les députés libéraux l'ont souligné à la Chambre aujourd'hui.

• (1205)

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, notre collègue ne rate jamais une occasion de prendre part au débat. Il prend la parole tous les jours. Il y a beaucoup de nouveaux députés de l'autre côté de la Chambre qui attendent probablement leur...

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Est-il approprié qu'un député parle du temps de parole d'un collègue? Chaque député a le droit d'intervenir à la Chambre autant de fois que la présidence lui accorde la parole. Je ne pense pas qu'il soit approprié de critiquer le nombre d'interventions, puisque tous les députés ont ce droit.

• (1210)

Le vice-président: Il s'agit d'une question de débat. Les députés sont libres d'en débattre.

Le député de Cariboo-Prince George a la parole.

Todd Doherty: Monsieur le Président, je suppose que mes paroles l'ont froissé.

J'allais simplement dire que le député reprend chaque jour les réponses toutes faites des libéraux. Il fait un excellent travail pour son équipe. Beaucoup d'autres députés d'en face attendent probablement de prononcer leur premier discours.

L'insécurité alimentaire a augmenté de 128 % depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux. Un Canadien sur quatre n'a pas les moyens d'acheter des produits de première nécessité. Un nombre record de personnes ont recours aux banques alimentaires. On estime que le nombre de bénéficiaires est comparable à ce que l'on a vu durant la Grande Dépression.

Tout ce que nous disons, c'est que le premier ministre lui-même a déclaré qu'on pourrait le juger en fonction du prix du panier d'épi-

cerie et qu'il allait le faire baisser. Or, les prix ne cessent d'augmenter depuis son arrivée au pouvoir.

Je tiens à dire à notre collègue...

Le vice-président: Je dois interrompre le député pour permettre au secrétaire parlementaire de répondre.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je tiens à présenter mes excuses au député, qui se sent mal à l'aise quand je prends la parole, compte tenu de ce qui s'est réellement passé et de toutes les faussetés que les conservateurs continuent de répandre pour tenter de tromper les gens et d'enflammer le débat afin de justifier leurs campagnes de financement. C'est aussi simple que cela. Les conservateurs se soucient davantage de remplir leurs coffres que de défendre les intérêts des Canadiens.

Pour le prouver, je rappelle que le député était là lorsque j'ai dit que le taux d'inflation était de 0 % au mois de juillet. Qu'est-ce que le député a à dire à ce sujet? De toute évidence, il évite...

Laila Goodridge: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Bien que j'apprécie le député d'en face, il passe beaucoup de temps à la Chambre et parle beaucoup. Il connaît très bien les règles, du moins il devrait les connaître. Il n'a pas le droit de mentionner la présence ou l'absence d'un député à la Chambre.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'interviens au sujet du même recours au Règlement.

Lorsque j'ai parlé du député, j'ai dit qu'il avait écouté ce que j'avais dit. Cela n'avait rien à voir avec l'endroit où il se trouvait pendant qu'il écoutait, que ce soit à la Chambre ou dans l'antichambre des députés.

Je dirais qu'il ne s'agit certainement pas d'un recours au Règlement.

Le vice-président: En ce qui concerne ce recours au Règlement, au cas où quelqu'un d'autre souhaiterait participer, nous devons faire attention de ne pas parler de la présence ou de l'absence d'un député à la Chambre, car c'est interdit. Il est néanmoins permis de dire si un député écoute le débat ou s'il circule à la Chambre.

Je vais laisser le secrétaire parlementaire terminer son intervention.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le premier ministre et le caucus libéral travaillent jour après jour pour veiller à ce que nous nous attaquions aux questions qui sont importantes pour les Canadiens. Le coût de la vie est l'une de ces questions, tout comme l'édification d'un Canada plus fort et plus sain.

Wade Chang (Burnaby Central, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de son travail acharné.

Mon collègue peut-il dire à la Chambre comment les programmes fédéraux de lutte contre les changements climatiques aident les agriculteurs à renforcer leur résilience face aux changements climatiques et, par ricochet, à stabiliser le prix des aliments pour les familles canadiennes?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le ministre de l'Agriculture est très progressiste et il a rencontré des agriculteurs, les a consultés et a travaillé avec eux. C'est un aspect très important à souligner dans ce débat. Nous devons beaucoup à nos agriculteurs. Je viens des Prairies. J'ai vécu dans les trois provinces des Prairies. Je suis reconnaissant des nombreuses contributions de nos collectivités agricoles et de nos agriculteurs à notre pays. Je les en remercie.

Travaux des subsides

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Monsieur le Président, si le député se préoccupe autant de l'abordabilité qu'il l'a laissé entendre dans son discours, alors j'aimerais peut-être lui donner l'occasion de nous expliquer pourquoi le gouvernement a doublé la dette nationale, a accumulé un déficit de 40 milliards de dollars et dépense plus pour le service de la dette que pour les soins de santé.

Pendant combien de temps encore le gouvernement continuera-t-il de manquer à ses obligations envers les Canadiens?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, premièrement, j'aimerais souligner ceci: parmi les pays les plus puissants, les pays du G7, le Canada est l'un des deux seuls à avoir une cote de crédit AAA.

Deuxièmement, je dirais qu'il suffit d'examiner le ratio de la dette nette par rapport au PIB du Canada et de le comparer à celui des autres pays du G7 pour constater que le Canada fait un travail exceptionnel. Il est peut-être même en tête dans ce domaine.

Au bout du compte, il faut parfois dépenser de l'argent dans le logement et les infrastructures, par exemple, afin de générer une richesse potentielle pour l'avenir. C'est l'une des raisons pour lesquelles le premier ministre a proposé cinq grands projets. Le budget sera présenté le 4 novembre, et cinq autres projets seront annoncés avant le match de la Coupe Grey. Nous souhaitons développer ces grands projets nationaux, qui créent des emplois et des opportunités. Les cinq projets représentent un investissement de 60 milliards de dollars. Il s'agit d'investir dans les Canadiens, ce à quoi nous nous sommes engagés, car nous savons que c'est ce qu'il faut pour bâtir un pays plus fort qui se porte mieux et qui pourra ainsi soutenir davantage les programmes sociaux.

• (1215)

Leslie Church (secrétaire parlementaire des secrétaires d'État pour le Travail, pour l'Enfance et la Jeunesse, et pour les Aînés, et de la ministre de l'Emploi et des Familles (Personnes en situation de handicap), Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole au sujet de la motion des conservateurs pour discuter des mesures que prend le gouvernement pour faire baisser le prix de l'alimentation.

Le coût de la vie demeure un enjeu crucial, puisque de nombreux Canadiens peinent à joindre les deux bouts. L'inflation alimentaire est passée d'un sommet de 11,4 % en janvier 2023 à 3,5 % en août 2025. La situation s'améliore.

Le gouvernement a pris et continuera de prendre des mesures concrètes pour faire en sorte que les Canadiens paient des prix raisonnables pour l'épicerie. Nous sommes profondément résolus à améliorer l'abordabilité pour la population du pays, et cela commence par les prix à l'épicerie.

C'est pourquoi nous avons déposé à la Chambre le projet de loi C-4, intitulé Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Cette loi réduirait les impôts et permettrait à la famille moyenne de faire des économies de plus de 800 \$ par année. Vingt-deux millions de Canadiens devraient profiter de cette réduction.

C'est aussi pourquoi le gouvernement a investi dans le Programme national d'alimentation scolaire qui procure des repas nutritifs à plus de 400 000 enfants chaque année. Même sans l'appui de l'opposition, ce programme fait réaliser aux familles canadiennes des économies d'épicerie de 800 \$ par année, ce qui atténue la pression s'exerçant sur les parents dans tout le pays. Combinée à l'Allo-

cation canadienne pour enfants, cette mesure empêchera près de 600 000 enfants de sombrer dans la pauvreté, et c'est pourquoi le taux de pauvreté chez les enfants est passé de 16,3 à 10,7 % depuis l'époque où le chef de l'opposition était ministre de l'Emploi et du Développement social.

Le gouvernement prend des mesures concrètes pour faire baisser le prix des aliments, mais, pour de nombreux Canadiens, surtout dans les grandes villes comme Toronto, le coût du logement demeure un des éléments principaux du problème du coût de la vie. Dans ma magnifique circonscription, Toronto—St. Paul's, près des deux tiers des ménages affectent plus de 30 % de leur revenu au logement. C'est pourquoi le gouvernement lance le programme Maisons Canada pour construire des logements abordables à une cadence et à une échelle jamais vues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Avec un investissement initial de 13 milliards de dollars, nous construirons des dizaines de milliers de maisons neuves en appliquant des méthodes de construction canadiennes rentables. Ainsi, nous ferons croître l'offre de logements abordables et ferons baisser les prix pour tous les Canadiens.

Nous reconnaissons également que, pour lutter contre la hausse du coût des produits essentiels, notamment des produits alimentaires, il faut établir un cadre solide de défense des consommateurs et mener des études de recherche indépendantes opportunes sur les enjeux liés à la consommation. Voilà pourquoi le gouvernement a lancé son Initiative canadienne de protection des consommateurs. Ce programme appuie la recherche indépendante et renforce les organismes qui représentent les intérêts des consommateurs. Dans son dernier appel de propositions, cette initiative souligne les obstacles à la concurrence dans le secteur de l'alimentation et la protection contre les frais cachés et les prix abusifs, ajoutant qu'il est crucial d'aborder ces enjeux pour réduire les prix que paient les consommateurs canadiens. Pour tenir compte de ces priorités, nous avons soutenu un mouvement national de consommateurs qui s'étend dans tout le Canada. Nous offrons à ces consommateurs des outils pratiques qui les aident à décoder les stratégies de fixation des prix des produits alimentaires. Ils peuvent ainsi faire des choix éclairés à la caisse.

Le gouvernement a affirmé qu'il continuerait à fournir aux Canadiens les outils et les données qu'il leur faut pour faire des choix éclairés sur le marché. Nous avons maintenu le centre de données sur les prix des aliments afin de fournir aux Canadiens des renseignements à jour et détaillés sur les prix des aliments et les aider à bien choisir ce qu'ils achètent. De plus, la page Web du gouvernement Épicerie à prix abordable renforce la transparence de l'affichage des prix afin de favoriser la concurrence et d'accroître la confiance des consommateurs dans les acteurs du marché. Pour faire baisser les prix des aliments de façon sérieuse et concrète, nous devons offrir un plus grand choix aux consommateurs, investir dans les chaînes d'approvisionnement et accroître la concurrence dans le secteur alimentaire.

Ces dernières années, le gouvernement du Canada a modernisé la Loi sur la concurrence en y apportant des modifications qui aideront le Bureau de la concurrence à enquêter sur les comportements anticoncurrentiels et sur les pratiques commerciales trompeuses. Par exemple, cette loi exige dorénavant que les fournisseurs affichent une publicité plus transparente. C'est une reconnaissance qu'il est trompeur d'afficher des prix sans montrer tous les frais obligatoires. Cette indication de prix partiels empêche les consommateurs de comparer les coûts pour trouver le meilleur rapport qualité-prix. Elle nuit aussi aux fournisseurs qui affichent avec transparence le coût total de leurs produits.

• (1220)

De plus, les modifications apportées à la Loi sur la concurrence par le projet de loi C-56, qui vise à rendre le logement et l'épicerie plus abordables, auraient une incidence sur la manière dont le Bureau de la concurrence pourrait examiner les ententes susceptibles d'entraver la concurrence, comme les contrôles sur l'utilisation des biens immobiliers commerciaux. L'usage généralisé de ces contrôles de propriété peut rendre plus difficile l'entrée sur de nouveaux marchés ou l'expansion d'entreprises, comme de nouvelles épiceries, et réduire les choix offerts aux consommateurs canadiens.

Depuis l'adoption des modifications, les grandes chaînes d'épicerie ont fait plusieurs concessions, notamment la suppression volontaire de certaines des mesures de contrôle qu'elles avaient mises en place et l'aide à l'ouverture des marchés. C'est là une bonne nouvelle pour les consommateurs et les familles du Canada. Cependant, la stabilisation du prix des aliments nécessite également l'engagement total de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

Notre engagement auprès de l'industrie vise à améliorer en continu l'abordabilité des aliments. Après de nombreuses années de collaboration avec les ministres provinciaux et territoriaux de l'Agriculture et une large participation de l'industrie, nous avons eu le plaisir d'annoncer que tous les grands détaillants alimentaires se sont engagés à respecter le code de conduite du secteur. Ce code vise à unir les partenaires de la chaîne d'approvisionnement autour d'un ensemble de règles de base et à apporter plus d'équité, de transparence et de prévisibilité à la chaîne d'approvisionnement alimentaire canadienne pour les consommateurs.

Enfin, nous reconnaissons que les pressions mondiales et externes, telles que les droits de douane imposés par les États-Unis, contribuent à l'augmentation des coûts qui pèsent sur les consommateurs, les travailleurs et les entreprises au Canada. Ces pressions font ressortir la nécessité d'une approche coordonnée à long terme en matière d'accessibilité des denrées alimentaires et de résilience économique.

Le gouvernement du Canada travaille d'arrache-pied et continuera de le faire pour résoudre les problèmes liés à l'abordabilité et prendre des mesures afin d'améliorer l'abordabilité pour tous les Canadiens. Nous continuerons de travailler à la mise en place d'une solide culture de défense des consommateurs et de veiller à ce que les Canadiens disposent des outils nécessaires pour comprendre le prix des aliments et prendre des décisions d'achat éclairées. Nous resterons également déterminés à enquêter sur les pratiques préjudiciables qui touchent les Canadiens, à assurer une collaboration continue avec les provinces et les territoires dans les domaines de compétence conjointe en matière de protection des consommateurs, et à renforcer la concurrence dans le secteur alimentaire au Canada.

Travaux des subsides

En fin de compte, notre objectif est de veiller à ce que le prix des aliments soit abordable pour tous les Canadiens et toutes les familles canadiennes.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, l'un des plus grands problèmes, cependant, est que le gouvernement ne reconnaît pas que lorsqu'il double le déficit, il augmente l'inflation, et que lorsqu'il augmente l'inflation, il crée des problèmes qui empêchent les familles de faire des choix.

Les libéraux ont mis en place des solutions de fortune, comme le programme d'alimentation dans les écoles parce que les parents n'ont pas les moyens de nourrir leur propre famille. Bien entendu, les enfants ont besoin d'une alimentation saine et nutritive pour apprendre; je ne pense pas que quiconque dans cette enceinte affirmerait le contraire. Cependant, les libéraux appauvrissent les familles et les obligent à dépendre d'un gouvernement interventionniste. Ils refusent d'admettre que ce sont les déficits qui sont à l'origine du problème.

Les libéraux admettront-ils que leurs déficits constituent le problème et le résoudront-ils?

Leslie Church: Monsieur le Président, je m'offusque que la députée d'en face dise que des mesures comme le programme d'alimentation dans les écoles sont des solutions de fortune et que personne n'affirmerait le contraire, alors qu'en fait, c'est le parti de la députée qui a voté contre ce programme.

Le fait est que nous avons été le dernier pays du G7 à adopter un programme national d'alimentation dans les écoles et que les familles de tout le pays en bénéficient à hauteur de 800 \$ par an. Grâce à ce programme, les familles canadiennes ont désormais accès à des repas sains offerts dans les écoles. Il s'agit d'un programme important que nous maintenons. Je pense qu'à l'avenir il aidera les enfants de tout le pays. La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants le soutient également.

• (1225)

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, il ne s'agit pas d'un problème qui peut être réglé par une seule solution. Il n'y a pas une seule clé pour débarrer cette porte-là. Je pense que les efforts du gouvernement pour conscientiser les géants de l'alimentation n'ont pas porté fruit.

Ma collègue parlait justement d'un code de conduite que les grandes chaînes d'alimentation se sont engagées à respecter. J'aimerais savoir quels sont les résultats concrets présentement, parce qu'on ne le voit pas du tout quand on arrive à la caisse. J'aimerais savoir ce qui se passe précisément et concrètement en ce qui concerne les discussions que le gouvernement a avec les grandes chaînes d'alimentation concernant la hausse des prix du panier d'épicerie.

[Traduction]

Leslie Church: Monsieur le Président, je pense que nous avons apporté des changements concrets à des choses comme la Loi sur la concurrence, par exemple, où nous avons réduit les contrôles de propriété qui existaient dans ce secteur. Nous permettons ainsi à un plus grand nombre d'épiciers d'entrer sur un marché plus dynamique pour les consommateurs canadiens. Un plus grand choix se traduit par de meilleurs prix et par une plus forte pression à la baisse sur les prix. Je pense que c'est certainement l'une des mesures concrètes que nous voyons.

Travaux des subsides

Cependant, je tiens à rappeler au député d'en face que nous sommes également dans une situation où l'inflation alimentaire a diminué. Une partie de l'inflation était causée par des facteurs externes comme la guerre tarifaire avec les États-Unis ou une pandémie mondiale ainsi que ses répercussions que personne n'avait vues venir ni n'avait prévues sur nos chaînes d'approvisionnement. Au sortir de cette période, nous nous engageons à continuer d'apporter ces changements pour faire baisser le prix du panier d'épicerie.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je crois que l'échange avec la députée conservatrice en a dit long sur la position du Parti conservateur en ce qui concerne des mesures comme celle de donner aux enfants la chance de bien apprendre en classe en étant bien nourris à l'école. Les conservateurs en parlent comme s'il s'agissait d'une solution de fortune.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, ils crient « oui, c'est le cas ». Ils parlent aussi de ce que faisaient les provinces. Je peux dire que l'Ontario n'avait pratiquement rien en place. Tout se faisait en grande partie grâce aux bénévoles et aux dons. Il y a désormais un véritable programme d'alimentation scolaire en place. Soit dit en passant, nous sommes le dernier pays du G7 à en adopter un. Des gens comme Andy Mills, qui dirige le Food Sharing Project à Kingston, font ce genre de choses depuis les années 1980, mais les conservateurs veulent faire croire aux gens qu'il s'agit d'un nouveau problème.

La secrétaire d'État peut-elle nous expliquer à quel point un programme d'alimentation scolaire est utile, surtout dans le contexte où le Canada est l'un des pays les plus riches du monde?

Leslie Church: Monsieur le Président, les données montrent qu'un déjeuner ou un dîner sain à l'école est essentiel pour aider les enfants à bien apprendre. Il est plus que temps qu'un tel programme voie le jour. Nous sommes fiers de soutenir l'initiative des libéraux visant à mettre en place un programme national d'alimentation scolaire. Tous les autres pays du G7 en ont déjà un. Ce programme, attendu depuis longtemps, bénéficiera à près d'un demi-million d'enfants partout au pays. Aucun investissement n'est plus judicieux que celui qui vise à offrir aux enfants des conditions d'apprentissage optimales et à favoriser leur réussite scolaire.

[Français]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je vais parler des objectifs que nous avons en tant qu'opposition officielle et en tant que futur gouvernement.

[Traduction]

Nos objectifs sont très clairs: augmenter le salaire net des Canadiens et faire en sorte que les prix des aliments et des logements soient abordables, rendre les rues plus sûres en mettant sous verrou les criminels que les libéraux ont remis en liberté, protéger les frontières en réparant le système d'immigration libéral défaillant et rendre le Canada autonome en libérant le potentiel de nos ressources, de notre industrie et de nos entrepreneurs. Cependant, notre priorité absolue est de pouvoir nourrir notre population.

Les conservateurs estiment que tout le monde, y compris les familles, les aînés et les travailleurs, mérite d'avoir sur sa table des aliments nutritifs, délicieux et abordables: de la viande et des pommes de terre tous les soirs, et pas seulement de temps en temps. Les Canadiens ne devraient pas se sentir stressés et angoissés lorsqu'ils parcourent les rayons des épiceries. En fait, ils devraient pou-

voir regarder les produits qu'ils ont hâte de rapporter chez eux pour en faire un délicieux repas familial, plutôt que de regarder les prix en se demandant s'ils peuvent se les permettre. Ils devraient avoir un réfrigérateur plein, un estomac bien rempli et un compte bancaire bien garni, tout cela en même temps. C'était autrefois une évidence au Canada.

Après 10 ans d'inflation libérale, les produits alimentaires ont augmenté de plus de 40 %. En fait, depuis que l'actuel premier ministre a pris ses fonctions, en promettant qu'il pourrait être jugé selon le coût du panier d'épicerie, l'augmentation des prix des aliments est 50 % plus rapide au Canada qu'aux États-Unis. Selon la Daily Bread Food Bank, cette année, Toronto comptera à elle seule 4 millions de visites à la banque alimentaire. C'est deux fois plus qu'il y a deux ans, ce qui signifie que la situation est pire qu'elle ne l'était sous Justin Trudeau.

Une famille moyenne de quatre personnes devrait dépenser près de 17 000 \$ en nourriture cette année. C'est plus de 800 \$ de plus que l'année précédente, et cela arrive alors que les salaires stagnent et que le chômage grimpe en flèche. Cent mille personnes de plus ont perdu leur emploi cet été à cause de la politique de taxes élevées et de faible croissance du premier ministre, à laquelle le Canada doit la plus forte contraction économique du G7. Pendant ce temps, les chômeurs parcourent les rayons des épiceries et voient que le prix du bœuf a augmenté de 33 %, celui des soupes en conserve, de 26 %, celui du raisin, de 24 %, celui du café torréfié et moulu, de 22 %, et celui des morceaux de bœuf à mijoter, de 22 %.

Le prix des aliments devrait baisser dans ce pays, car la quantité d'engrais, de carburant, d'eau et de main-d'œuvre nécessaire à la production alimentaire a baissé considérablement. Une vache laitière moyenne peut produire quatre fois plus de lait qu'il y a 50 ans, et un acre moyen peut produire quatre fois plus de maïs.

Tous les coûts liés à la production d'aliments sont en baisse, mais le prix d'achat des aliments augmente. Comment expliquer cette dichotomie? Pour une partie de la réponse, nous devons attendre l'intervention de mon collègue très estimé, le député de Chatham-Kent—Leamington, avec lequel je partagerai mon temps de parole. Je peux vous garantir qu'il nous dira que c'est dû en partie au coût du gouvernement, qui, une fois de plus, est le facteur qui contribue le plus aux coûts et qui a augmenté sous le gouvernement libéral.

Le premier ministre a instauré trois taxes principales sur les produits alimentaires, qu'il n'a cessé d'augmenter. Il y a d'abord la taxe industrielle sur le carbone qui s'applique aux engrais et au matériel agricole. Cette taxe fait augmenter les coûts tout au long de la chaîne alimentaire; c'est une taxe que le premier ministre a l'intention de plus que tripler si, Dieu nous en préserve, il reste au pouvoir jusqu'en 2030. Ensuite, il y a la taxe liée à la norme sur les carburants propres, une taxe de 17 ¢ le litre que le gouvernement impose et qui s'appliquerait au diesel et à l'essence, en remplacement de la taxe sur le carbone qui était en vigueur jusqu'à ce que je force le gouvernement à la supprimer il y a quelques mois.

J'avais bien dit que le gouvernement libéral instaurerait simplement une nouvelle taxe sur le carbone s'il en avait l'occasion, et c'est exactement ce qu'il fait. Cela entraînera bien sûr une augmentation des coûts. Cette taxe est toutefois pire que la précédente, car, contrairement à la précédente redevance sur les combustibles, qui exonérait les tracteurs, les moissonneuses-batteuses et autres équipements agricoles, la nouvelle taxe s'appliquera au carburant utilisé directement dans les moissonneuses-batteuses, les semoirs, les planteuses et les tracteurs de ferme. Elle aura donc un impact encore plus négatif sur le prix des aliments que la taxe précédente.

● (1230)

Il y a ensuite la taxe de l'inflation elle-même, la taxe la plus immorale, la plus destructrice et la plus surnoise de toutes. Elle est prélevée lorsque le gouvernement imprime de l'argent pour payer ses factures, ce qui finit par faire grimper le coût de tout ce que les Canadiens achètent. Si nous avons une économie dans laquelle 10 pains coûtent 10 \$, chaque pain coûte un dollar; si nous doublons le nombre de dollars pour passer à 20, mais que nous n'avons toujours que 10 pains, alors le prix de chaque pain augmente de 100 %. Son prix double, et c'est ce que nous appelons la taxe de l'inflation.

Le premier ministre connaît bien ce phénomène. Il a provoqué l'inflation et la crise du logement en Grande-Bretagne, où il a été un gouverneur désastreux et aujourd'hui totalement méprisé de la Banque d'Angleterre. On espère qu'il présentera ses excuses au peuple britannique pour l'enfer économique qu'il a laissé derrière lui dans cette fonction, mais au lieu de cela, il importe cet enfer ici, au Canada.

Aujourd'hui, nous avons appris que le premier ministre nous coûte encore plus cher que Justin Trudeau. Qui l'eût cru? Selon le directeur parlementaire du budget, le déficit que nous a laissé Justin Trudeau sera amplifié des deux tiers cette année. Au cours des 5 années à venir, les déficits totaliseront 314 milliards de dollars, c'est-à-dire plus du double de ce qu'avait prévu le gouvernement Trudeau pour la même période. Autrement dit, le premier ministre emprunte deux fois plus que Justin Trudeau, ce qui nous coûtera plus cher. Évidemment, une grande partie de cet argent sortira de la presse à billets.

La Banque du Canada a déjà indiqué qu'elle allait une fois de plus dévier de sa mission fondamentale, qui consiste à lutter contre l'inflation. Elle a retiré l'énoncé à cet effet de son site Web, où on pouvait auparavant lire qu'elle veille à ce que l'inflation reste basse et stable. Maintenant, elle préfère proclamer haut et fort qu'elle n'est pas une banque comme les autres, mais bien la « banque centrale du pays ». Au fond, ce que la Banque du Canada nous dit, c'est qu'elle va ressortir sa presse à billets pour financer un premier ministre qui n'arrive pas à se contrôler.

Chaque dollar dépensé par le premier ministre libéral sort de la poche des contribuables sous forme de ponctions fiscales ou de prélèvements inflationnistes.

Une voix: Je ne savais même pas qu'elle avait un site Web.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, le député d'en face, qui est le whip, dit qu'il ne savait pas que la Banque du Canada avait un site Web. Voilà un autre exemple d'un libéral qui aurait dû faire un peu plus de recherches avant d'ouvrir la bouche. Il y a beaucoup de choses que les libéraux ne savent pas ou qu'ils ne veulent pas que les Canadiens sachent.

Travaux des subsides

On sait en revanche que l'inflation est très bonne pour Brookfield parce que le PDG de cette société l'a dit. Il a dit que sa société profite de l'inflation, ce qui signifie qu'en appauvrissant les Canadiens et en les affamant avec sa taxe inflationniste, le premier ministre s'enrichira.

De ce côté-ci de la Chambre, notre objectif est exactement le contraire.

● (1235)

[Français]

C'est la raison pour laquelle nous proposons d'éliminer les taxes sur les produits d'épicerie. Nous croyons qu'il est possible de réduire le coût des aliments à l'épicerie en éliminant la taxe sur le carbone industriel, qui augmente le prix des engrais et des équipements pour les fermiers. Nous voulons éliminer la taxe sur le carbone appliquée au diesel et à l'essence pour permettre de produire et de transporter la nourriture plus efficacement. Nous voulons éliminer la « taxe d'inflation » en réduisant les déficits inflationnistes.

Il faut réduire la bureaucratie, les contrats de consultants, les lobbystes du secteur privé, l'aide internationale, ainsi que les fonds destinés aux faux réfugiés. Il faut réduire le déficit et, par conséquent, le coût de la vie. Nous ne voulons ni déficit financier ni déficit nutritionnel pour les Canadiens.

Nous voulons un pays où chaque Canadien qui travaille fort peut avoir de la nourriture délicieuse et abordable, rassembler sa famille et profiter d'une qualité de vie exceptionnelle. C'est tout à fait possible dans notre pays, qui bénéficie d'atouts géographiques, démographiques et économiques extraordinaires. Nous avons un bel avenir si nous prenons les bonnes décisions. Commençons par éliminer les taxes sur les produits d'épicerie.

[Traduction]

Aujourd'hui, nous demandons au gouvernement de cesser de taxer les aliments, de laisser les Canadiens consommer de délicieux aliments nutritifs et de faire du Canada un pays où quiconque travaille fort peut manger de la viande et des pommes de terre à sa guise dans une belle maison qui lui appartient, située dans une rue sûre et arborant un magnifique drapeau canadien sur le perron.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, la conseillère politique principale du chef de l'opposition, Jenni Byrne, travaille-t-elle toujours pour Loblaw's?

L'hon. Pierre Poilievre: Bien sûr que non, monsieur le Président. Au fond, la réponse à cette question, c'est que le premier ministre du Canada est le lobbyiste d'entreprise par excellence. Il fait du lobbying en faveur de l'évasion fiscale. Ses investissements sont cachés dans des comptes bancaires dans les Caraïbes, où il n'est pas nécessaire de payer des impôts comme au Canada. Il veut obliger les Canadiens à subventionner le système de production de voitures électriques qui profite à Brookfield. Il veut que les Canadiens paient des prix plus élevés à cause de l'inflation, ce qui, selon le PDG de Brookfield, serait profitable pour son entreprise. Le premier ministre est un lobbyiste d'entreprise, et c'est pourquoi un petit groupe de gens s'enrichit en appauvrissant le reste de la population.

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, j'aurais aimé entendre le chef de l'opposition continuer de parler des intérêts du premier ministre dans à peu près toutes les décisions qu'il va prendre, les intérêts financiers qui lui bénéficient.

Travaux des subsides

Revenons cependant au sujet du jour, soit le coût de l'épicerie. Je vois que les conservateurs proposent d'abolir beaucoup de taxes, notamment toutes les taxes sur le carbone, la taxe sur l'emballage — en fait, c'est l'interdiction du plastique.

J'aimerais que le chef de l'opposition nous parle du plan des conservateurs pour combattre la crise des changements climatiques. Qu'on le veuille ou non, elle existe, elle est là et elle a des conséquences aussi sur le secteur de l'agriculture. Il va falloir y faire face, au-delà de toutes ces coupes de taxes et de toutes ces coupes dans la tarification du carbone.

• (1240)

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, nous proposons d'exporter notre énergie propre, à savoir le nucléaire, l'hydroélectricité et le gaz naturel, pour déplacer des modes de production beaucoup plus sales et polluants. Telle est l'approche conservatrice.

J'ai oublié de mentionner une autre taxe: la taxe sur le plastique que les libéraux veulent imposer. C'est une taxe sur la nourriture. En bannissant le plastique, la nourriture va se gâter plus rapidement. Cela va augmenter le coût de l'épicerie rapidement. Nous voulons donc éliminer cette taxe pour préserver la nourriture plus longtemps et pour augmenter le nombre d'emplois dans le secteur chimique au Canada. C'est une grande industrie d'un bout à l'autre du pays.

Éliminons toutes les taxes sur l'épicerie pour qu'il puisse y avoir plus d'emplois et pour que les Canadiens puissent manger mieux, de manière plus abordable.

[Traduction]

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, la mise à jour économique présentée aujourd'hui par le directeur parlementaire du budget est une véritable histoire d'horreur. Elle montre que, dans cinq ans, nous paierons plus de 80 milliards de dollars en intérêts sur la dette libérale. C'est beaucoup plus que ce que nous coûtent les transferts en santé au pays. Je me demande si mon collègue peut nous dire ce qu'il pense du fait que le gouvernement consacre plus d'argent aux intérêts qu'à la santé.

[Français]

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, c'est davantage d'argent pour les banquiers et moins pour les infirmières.

Je sais que le premier ministre aime faire profiter les banquiers et les gens qui travaillent pour les banques, au lieu des contribuables. C'est pour cela qu'il n'a aucun problème à doubler le déficit prévu pour les cinq prochaines années, par rapport à celui que nous a laissé Justin Trudeau. C'est incroyable que nous ayons maintenant un premier ministre qui est en effet plus cher que Justin Trudeau. C'est inimaginable.

J'ajouterais que les déficits prévus par le directeur parlementaire du budget n'incluent même pas les augmentations pour les forces armées que le premier ministre promet ni la plupart des promesses électorales que les libéraux ont mises dans leur plateforme.

Les déficits sont hors de contrôle. Chaque dollar que ce premier ministre dépense provient des poches des Canadiens, qui n'en ont pas. Il faut éliminer les déficits et la taxe inflationniste de ce premier ministre.

[Traduction]

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège pour moi de me faire le

porte-parole des habitants de Chatham-Kent—Leamington dans cette enceinte.

En ce qui concerne l'alimentation et la sécurité alimentaire, les gouvernements du monde entier veulent que leurs citoyens aient les moyens de se nourrir; ils en ont d'ailleurs le devoir. Qu'est-ce qui joue sur le prix des aliments? Évidemment, les facteurs sont nombreux: la météo, le coût des intrants, les guerres commerciales, les politiques gouvernementales, et cetera. Je suis un conservateur; à ce titre, je crois que le mécanisme du marché est le moyen le plus efficace de transférer la valeur des biens et des services entre acheteurs et vendeurs, c'est-à-dire entre les parties, et de tenir compte de tous les facteurs que j'ai mentionnés. C'est le cas dans tous les secteurs de notre économie, y compris l'agriculture et l'industrie agroalimentaire.

Cependant, les marchés ne peuvent fonctionner de manière durable qu'en présence d'un équilibre des pouvoirs entre acheteurs et vendeurs. Au fil du temps, des structures et des règlements, si l'on peut les appeler ainsi, ont été mis en place pour assurer cet équilibre des pouvoirs. Moins il y en a, mieux c'est, évidemment, mais avec le temps, quatre éléments, à mon avis, s'appliquent particulièrement à l'agriculture et, à divers degrés, à différents produits alimentaires.

Le premier facteur est le caractère périssable des denrées alimentaires. Je vous donne un exemple. Si nous devons négocier le prix d'un verre de lait, d'une tomate ou d'un boisseau de blé, et que nous ne parvenions pas à nous mettre d'accord aujourd'hui et souhaitions reprendre la discussion deux semaines plus tard, la valeur de ces trois produits n'aura certainement pas diminué à la même vitesse. Il existe donc différents mécanismes qui permettent de réagir rapidement au caractère périssable des denrées et de déterminer leur prix.

Le deuxième facteur est le rapport entre acheteurs et vendeurs. Nous savons ce que sont les oligopoles et les monopoles. Nous avons débattu dans cette enceinte — et au sein du comité de l'agriculture — du secteur de la distribution alimentaire et de l'élaboration d'un code de conduite pour les épiceries, afin de répondre aux préoccupations concernant le transfert de valeur entre nos transformateurs et producteurs alimentaires et le secteur de la vente au détail. Cela s'applique évidemment aussi aux secteurs des télécommunications, des compagnies aériennes et des banques.

Le troisième facteur est la complexité de la biologie, ou l'ampleur de l'investissement. La situation est quelque peu différente selon que l'on souhaite constituer un troupeau laitier, un vignoble ou un verger. On dit même qu'on plante des poiriers pour ses héritiers. Il faut en effet sept ans pour obtenir une récolte complète de poires, contrairement aux cultures annuelles auxquelles je suis habitué, que je peux recommencer l'année suivante.

Le dernier facteur et le plus important est le commerce international. Parfois, surtout dans le contexte actuel, tout — des mesures frontalières aux droits de douane, en passant par les barrières commerciales non douanières — a une incidence sur la commercialisation des denrées alimentaires.

Pourquoi dis-je cela? Où est-ce que je veux en venir? Les politiques gouvernementales peuvent avoir un impact positif sur le coût des denrées alimentaires pour les citoyens en créant un climat équilibrant le pouvoir entre acheteurs et vendeurs, grâce à une concurrence saine, qui stimule l'innovation et fait baisser les coûts pour le consommateur ultime. Tous les gouvernements dans le monde interviennent à des degrés divers dans l'agriculture et les marchés agricoles afin de garantir la sécurité alimentaire.

Je devrais mentionner rapidement un autre aspect, celui de l'assurance production ou de l'assurance récolte. Aucune compagnie d'assurance privée n'assume les risques énormes que prennent nos agriculteurs sans une forme d'intervention gouvernementale pour aider à couvrir ce coût. Le secteur privé ne le ferait tout simplement pas à lui seul. Les agriculteurs doivent survivre jusqu'à la saison suivante en dépit de pertes catastrophiques.

Les politiques du gouvernement ont également un impact négatif sur le coût des aliments, et c'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui. Lors de la prestation de serment de son cabinet le 13 mai, le premier ministre a déclaré que les Canadiens jugeraient le gouvernement en fonction de leur expérience à l'épicerie. Le bulletin vient de tomber. Banques alimentaires Canada a attribué au Canada la note D en matière d'insécurité alimentaire et de pauvreté, ces deux indicateurs ayant augmenté de près de 40 % au cours des deux dernières années. Le taux de pauvreté au Canada a augmenté pendant trois années consécutives, et l'un des principaux facteurs de cette hausse est l'augmentation de 40 % du prix des aliments depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux.

Nous avons entendu les chiffres aujourd'hui. Pour le seul mois d'août, l'inflation alimentaire s'est élevée à 3,4 %, bien au-dessus des objectifs de la Banque du Canada. Selon le rapport de Banques alimentaires Canada, 25,5 % des ménages ont du mal à se nourrir, contre 18,4 % en 2023. La banque alimentaire Daily Bread prévoit quatre millions de visites dans ses succursales en 2025, soit le double du nombre de visites enregistrées il y a deux ans. Le recours aux banques alimentaires a augmenté de 142 % depuis 2015.

Du champ à l'assiette, les coûts et, par conséquent, les prix augmentent. On dit souvent que les agriculteurs sont le premier maillon de la chaîne alimentaire, ce qui n'est en réalité pas tout à fait exact. Les agriculteurs ont de nombreux fournisseurs d'intrants, mais qu'il s'agisse de la flambée des coûts des intrants, de la hausse des taux d'intérêt ou de la lourdeur de la réglementation, ils sont soumis à une pression de plus en plus forte chaque année. Une autre expression dit que les agriculteurs achètent au détail, vendent en gros et paient le transport dans les deux sens. J'y reviendrai dans un instant.

• (1245)

C'est la raison pour laquelle les conservateurs demandent au premier ministre de cesser de taxer les aliments en supprimant les quatre éléments suivants.

Tout d'abord, il y a la taxe industrielle sur le carbone applicable aux engrais et au matériel agricole. Selon Statistique Canada, le revenu agricole net réalisé a chuté de 26 % en 2024, soit la plus forte baisse en 10 ans. Parallèlement, la hausse des coûts du carburant, des engrais et des aliments pour animaux continue de rendre l'agriculture moins viable sur le plan économique. Si la taxe sur le carbone pour les consommateurs a été supprimée, la taxe sur le carbone pour les industries, moins visible, reste en vigueur et ses coûts se répercutent sur plusieurs intrants de la production alimentaire, notamment le matériel agricole et la production d'engrais. Le

Travaux des subsides

Canada reste également le seul pays du G7 à maintenir des droits de douane sur les engrais russes, ce qui augmente effectivement le coût des engrais achetés dans tout le pays. Les États-Unis n'ont jamais appliqué ces droits de douane et, l'année dernière, leurs importations d'engrais russes ont augmenté pour atteindre un niveau supérieur à celui des deux années précédentes.

Deuxièmement, il y a la taxe de l'inflation et l'impression de billets pour financer les déficits. Le gouvernement libéral précédent a augmenté la masse monétaire de 40 % afin de remédier à d'énormes déficits, alors que le PIB n'a augmenté que de 4 %. Le résultat, l'inflation, était évidemment prévisible. Les recettes provenant de la TPS servent maintenant presque exclusivement à payer les intérêts sur la dette, et ce, avant même la présentation du prochain budget. Étant donné que le dépôt du budget a été reporté — au 35 octobre je crois —, nous ne connaissons le budget qu'une fois que les deux tiers de l'exercice financier seront déjà derrière nous. Encore une fois, le rapport du directeur parlementaire du budget publié ce matin estime ces déficits. Les Canadiens méritent un gouvernement qui réduira les dépenses inutiles afin qu'ils aient les moyens de mettre du pain sur la table. Ces politiques ont des conséquences humaines: plus de ventres vides. Le premier ministre a promis des aliments abordables, mais les banques alimentaires de Toronto s'attendent maintenant à recevoir les 4 millions de visites dont j'ai parlé précédemment. De plus, 86 000 emplois ont été perdus alors qu'il avait promis plus d'emplois.

La troisième mesure à supprimer serait la norme sur les combustibles propres, plus connue sous le nom de « deuxième taxe sur le carbone », qui ajoute aussi 16 ou 17¢ au prix du litre de diesel. Le carburant n'est pas une option pour les agriculteurs. Il alimente les tracteurs. La taxe sur le carbone pour les consommateurs a été supprimée, mais pas ce coût, qui est caché. Cette taxe n'est pas transparente et elle est répercutée sur les consommateurs. J'ai déjà mentionné que les agriculteurs paient les frais de transport dans les deux sens. Le transport intervient à presque toutes les étapes de la chaîne de valeur alimentaire, et pas seulement dans les exploitations agricoles. Le coût du carburant est dissimulé à chaque étape du processus.

Enfin, il y a la taxe sur les emballages alimentaires, la taxe sur les plastiques. Les solutions de remplacement au plastique ont aussi un coût environnemental. Selon la propre analyse du gouvernement, l'interdiction des plastiques à usage unique augmenterait la production de déchets au lieu de la réduire. L'interdiction ferait aussi considérablement augmenter le coût du gaspillage alimentaire qui est réintégré dans le système. La solution n'est pas d'interdire les plastiques à usage unique, mais d'augmenter le recyclage.

Nous sommes la loyale opposition. Nous nous opposerons aux mauvaises politiques, mais nous proposerons aussi des solutions. À propos de mesures positives et concrètes, voici ce que le Canada doit faire. Nous devons créer une marque agroalimentaire nationale et faire en sorte que le Canada soit synonyme d'aliments sûrs, novateurs et de qualité supérieure. Nous devons faire de la sécurité alimentaire une priorité nationale. Nous devons moderniser l'Agence canadienne d'inspection des aliments et l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire. Les autorisations doivent prendre des mois, pas des années. Nous devons soutenir les entrepreneurs, réduire les coûts dans notre secteur des transports et dans d'autres domaines, et investir dans la transformation.

Travaux des subsides

Nous nous opposerons, nous proposerons, mais nous dénonçons également. Nous demandons au gouvernement de nommer Jason Jacques, le directeur parlementaire du budget, pour un mandat complet de sept ans; d'être honnête avec les Canadiens « sur la façon dont les déficits liés à l'impression de monnaie entraîneront à nouveau une inflation galopante des prix des paniers d'épicerie, du logement et d'autres produits, à un moment où les Canadiens manquent [cruellement] d'argent »; et d'expliquer aux Canadiens « l'ampleur du gâchis financier que [le premier ministre a] causé, avec une hausse prévue de 100 % du déficit sous [son] mandat ».

D'après le rapport publié ce matin par le directeur parlementaire du budget, en l'absence des résultats financiers définitifs de l'année écoulée, nous prévoyons un déficit budgétaire de 51,7 milliards de dollars en 2024-2025, puis de 68,5 milliards de dollars pour l'année à venir, et ainsi de suite.

En conclusion, les politiques gouvernementales peuvent avoir une incidence positive ou négative sur le prix des aliments. Le bilan des 10 dernières années parle de lui-même. Le nouveau premier ministre a déclaré qu'il devrait être jugé en fonction des prix à l'épicerie. Qu'en est-il?

• (1250)

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une brève question à poser au député d'en face. Je voudrais lui demander s'il est d'accord avec son chef, qui vient de dire que la Banque du Canada a supprimé de son site Web toute référence à son objectif de maîtriser l'inflation.

Or, j'ai consulté le site Web de la Banque du Canada. Dès la première page, on y parle toujours de maintenir l'inflation « à un niveau bas, stable et prévisible », qui s'établit à 1,9 %, soit le taux le plus bas de l'OCDE. Que se passe-t-il donc?

Dave Epp: Monsieur le Président, ce qui se passe, c'est que l'inflation alimentaire en août dernier était de 3,4 %.

Ce dont nous parlons aujourd'hui, c'est du prix des aliments et de l'accès des Canadiens à des aliments sains et abordables. Ce dont nous parlons, c'est de l'inflation. C'est ce qui préoccupe les Canadiens, et non pas ce qui figure ou non sur un site Web. Les Canadiens ne s'en soucient pas au quotidien. En revanche, ils vont à l'épicerie et ils essaient de remplir leur réfrigérateur.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, je disais tantôt, en posant une question à notre collègue conservateur, que je trouvais aberrant de demander de supprimer la taxe sur l'essence prétendument dans le but de faire baisser le prix des aliments.

J'aimerais que mon collègue me dise ce que le Parti libéral compte faire au sujet du prix des aliments. Envisage-t-on d'établir un prix plafond qu'on imposerait par une loi, ou d'augmenter les transferts au Québec et aux provinces pour améliorer le financement des organismes de soupe populaire? Que va-t-on concrètement faire, mis à part enlever la taxe sur l'essence?

[Traduction]

Dave Epp: Monsieur le Président, je vais dire d'emblée que je ne sais pas ce que le gouvernement va faire. Je peux voir ce qu'il a fait jusqu'à présent, et il est évident que cela ne fonctionne pas.

Comme je l'ai dit plus tôt, le gouvernement se doit de créer un climat propice au fonctionnement du marché, de stimuler l'innovation, de favoriser la concurrence et de faire baisser les prix tout en maintenant la rentabilité dans l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire. Il n'y a rien de mal à réaliser des profits, mais lorsqu'il y a une réglementation, des chevauchements et des tracasseries administratives inutiles qui y font obstacle, cela ajoute des coûts superflus et réduit la rentabilité dans toute la chaîne alimentaire.

• (1255)

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, à l'instar du député, je crois que la meilleure protection pour le consommateur est un marché libre et sans entraves.

Dans son discours, le député a dit que la réglementation défavorise le consommateur. Je me demande s'il pourrait prendre un peu plus de temps pour préciser à quels règlements il fait allusion et parler de leur influence sur le coût des aliments.

Dave Epp: Monsieur le Président, le mot « réglementation » n'est pas un terme dont il faut avoir peur. La réglementation est nécessaire. Le problème, c'est qu'il nous faut une réglementation efficace. Il faut appliquer la logique économique aux structures réglementaires afin de trouver un équilibre entre la sécurité alimentaire et une réponse appropriée qui permet aux marchés de fonctionner.

Plus précisément, au sein du comité de l'agroalimentaire, nous nous penchons présentement sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Nous nous penchons aussi sur l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire. Il est ridicule qu'il faille 11 ans pour examiner un projet. De telles situations imposent des coûts et des retards à l'industrie.

Le fardeau de la réglementation est une question qui revient sans cesse. Une réglementation bien faite est nécessaire. Ce que vit actuellement l'industrie est inconcevable.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je pense que le député devrait réfléchir aux propos tenus par le chef du Parti conservateur, qui s'est exprimé juste avant lui. Dans son discours, il a indiqué que certaines informations ne figuraient tout simplement pas sur le site Web de la Banque du Canada. Puis, le député s'est fait poser une question qui remettait en cause l'intégrité de son chef, et il a choisi de ne pas le défendre.

Le député pense-t-il que la Banque du Canada a raison, ou pense-t-il que son chef — je ne dirais pas « à raison » — cherche à nous induire en erreur?

Dave Epp: Monsieur le Président, ce que je crois, c'est que dans la dernière année, les Canadiens ont vu leurs dépenses en nourriture augmenter de 3,4 %. L'inflation augmente, c'est ce dont il est question, et c'est à cause des politiques du gouvernement. C'est ce sur quoi porte la motion de l'opposition, ce pour quoi nous demandons des comptes au gouvernement. De plus, nous proposons des solutions à l'inflation, et nous demandons à ce que les dépenses inutiles et déficitaires soient mises au jour par le directeur parlementaire du budget.

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Kingston et les Îles. Je suis ravi de pouvoir participer au débat d'aujourd'hui.

Travaux des subsides

Le gouvernement s'engage à faire tout son possible pour rendre la vie plus abordable pour tous les habitants, de la Colombie-Britannique au Nunavut en passant par l'Île-du-Prince-Édouard. Aujourd'hui, j'aimerais souligner les mesures que nous prenons pour bâtir l'économie la plus forte du G7 tout en réduisant le coût de la vie. Les difficultés financières qui touchent depuis longtemps les Canadiens à faible revenu ont désormais de graves répercussions sur les ménages de la classe moyenne. Les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard et de la région de l'Atlantique, en particulier, le savent mieux que quiconque, qu'il s'agisse de payer leurs courses, de chauffer leur maison pendant les longs hivers glaciaux ou de trouver un logement abordable.

Depuis les élections, le gouvernement s'est attaché à mettre en œuvre un plan visant à relever les défis liés au coût de la vie qui ont affecté la qualité de vie des Canadiens. Nous permettons aux Canadiens de conserver une plus grande partie de leur salaire durement gagné en accordant une réduction d'impôt à la classe moyenne et en supprimant la tarification du carbone pour les consommateurs. La réduction d'impôt pour la classe moyenne réduit le fardeau fiscal de près de 22 millions de Canadiens et devrait leur permettre d'économiser plus de 27 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Il est important de noter que cet allègement fiscal cible ceux qui en ont le plus besoin, puisque près de la moitié de ce montant va aux Canadiens se trouvant dans la tranche d'imposition la plus basse.

En plus de cet allègement fiscal, nous protégeons et élargissons les programmes qui permettent déjà aux familles d'économiser des milliers de dollars par année. Le Régime canadien de soins dentaires couvre désormais environ huit millions de Canadiens et entraîne des économies moyennes de plus de 800 \$ par année. Pour les familles de l'Île-du-Prince-Édouard et de toute la région atlantique du Canada, cela représente une différence considérable dans leur budget familial.

Les défis liés à l'abordabilité s'étendent également au coût du chauffage domestique dans un contexte de changements climatiques. En réduisant à la fois les factures d'énergie et la pollution nocive, les avantages de l'installation d'une thermopompe sont évidents, et le gouvernement du Canada fait profiter les Canadiens de ces avantages grâce au Programme pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe. Ce programme aide les ménages de l'Île-du-Prince-Édouard et du Canada atlantique à passer du chauffage au mazout, une ressource dispendieuse, à des thermopompes efficaces et propres. Ainsi, les familles économisent des centaines de dollars chaque année sur leur facture d'énergie tout en réduisant leurs émissions et en contribuant à un avenir plus durable.

Nous prenons également des mesures pour rendre l'alimentation plus abordable en nous appuyant sur le code de conduite des épiceriers. Nous défendons l'équité dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Cette mesure renforcera la responsabilité des plus grands épiciers du Canada, contribuera à freiner les augmentations injustifiées des prix de détail et protégera les petits fournisseurs. Elle fera en sorte que, dans tout le pays, les familles paient des prix plus équitables à la caisse. Nous savons que les chaînes d'épiceries s'opposent au code de conduite depuis des années. Au fil des ans, j'ai participé aux travaux de nombreux comités, où je représentais le secteur agricole, afin de lutter pour l'adoption d'un code de conduite, et je suis heureux que nous soyons en train de le créer.

La question de l'abordabilité concerne également le logement. Les loyers et le prix des maisons ne sont pas à la portée de nom-

breux Canadiens, non seulement dans les grands centres urbains, mais aussi dans les petites villes et les communautés rurales comme Cardigan, la circonscription que je représente. C'est pourquoi le ministre des Finances et du Revenu national a proposé d'éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison qui achètent une maison neuve d'une valeur inférieure à 1 million de dollars et de réduire la TPS pour les maisons coûtant entre 1 million et 1,5 million de dollars. Ceux qui achètent leur première maison économiseront ainsi jusqu'à 50 000 \$, ce qui facilitera l'accès à la propriété et stimulera la construction dans tout le pays.

Nous avons également lancé « Maisons Canada », un nouvel organisme de service spécial chargé de doubler le rythme de la construction d'habitations au cours de la prochaine décennie. Cet organisme construira des logements abordables à grande échelle, luttera contre l'itinérance et établira des partenariats avec les provinces, les territoires, les municipalités, les communautés autochtones et le secteur privé. En se concentrant sur le logement social et sur les technologies de construction novatrices, « Maisons Canada » nous permettra d'augmenter l'offre, de favoriser les travailleurs et les matériaux canadiens et de rétablir l'abordabilité.

Les gens de l'Île-du-Prince-Édouard et du reste de la région de l'Atlantique souhaitent voir des solutions concrètes. Ils veulent des prix équitables à l'épicerie, une baisse des factures de chauffage et un accès réaliste à la propriété. C'est exactement ce que nous leur offrons.

● (1300)

Le gouvernement continue de se concentrer sur ce qui importe le plus, à savoir la création d'emplois de qualité bien rémunérés, la croissance économique et le renforcement des liens commerciaux avec des partenaires de confiance, afin de renforcer notre résilience et notre sécurité. Nous pressons le pas avec détermination pour rendre la vie plus abordable et pour attaquer de front la crise du logement.

Les Canadiens peuvent compter sur le gouvernement pour continuer de présenter des solutions sérieuses qui améliorent réellement leur sort et qui garantissent aux familles un meilleur niveau de vie. Nous bâtissons l'économie la plus forte du G7.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu des élections fédérales il y a quelques mois. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a pris une série d'engagements visant à bâtir une économie canadienne forte et unifiée. En relativement peu de temps, le premier ministre, le Cabinet et le caucus libéral ont pris un certain nombre de mesures. Par exemple, il y a eu l'allègement fiscal pour 22 millions de Canadiens, pour la classe moyenne. Un autre exemple est la suppression de la taxe sur le carbone.

Le député convient-il que les initiatives stratégiques de ce genre, que le premier ministre a non seulement prises en considération, mais qu'il a mises en œuvre, changent réellement la donne en matière de coût de la vie pour les Canadiens?

Travaux des subsides

Kent MacDonald: Monsieur le Président, nous avons déjà annoncé de nombreux programmes qui ont eu un impact considérable sur les Canadiens, en particulier à l'Île-du-Prince-Édouard et dans ma circonscription, Cardigan. Par exemple, nous avons réduit le coût du traversier de 50 % et nous avons fixé le péage du pont à 20 \$. Cela augmente l'activité économique à l'Île-du-Prince-Édouard. Le transport routier coûte moins cher. Il en résultera une baisse du coût du panier d'épicerie. De nombreux Prince-Édouardiens se rendent compte que les interventions du gouvernement visant à réduire le coût de la vie donnent de bons résultats.

• (1305)

Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député d'avoir lu le discours numéro trois du Cabinet du premier ministre.

Le vrai problème en ce moment au Canada, c'est le prix des aliments. Le chef du député a promis qu'il allait s'en occuper. Les libéraux parlent de tous les programmes qu'ils mettent en place, mais il y a dix ans, les gens n'avaient pas besoin de tout cela. Ils pouvaient aller à l'épicerie et acheter ce dont ils avaient besoin. En fait, plusieurs personnes sur les réseaux sociaux ont refait les mêmes commandes qu'elles faisaient chez Walmart ou ailleurs, et quand elles ont comparé les prix d'il y a dix ans à ceux d'aujourd'hui, la différence était stupéfiante.

Le député pense-t-il que le premier ministre doit être tenu responsable de ses paroles? Il avait promis de faire baisser le prix des aliments, mais il a lamentablement échoué.

Kent MacDonald: Monsieur le Président, je dois informer le député qu'avant de consacrer mon temps à représenter mes concitoyens à la Chambre, j'ai produit des aliments pendant plus de 40 ans. Je n'ai aucune leçon à recevoir de lui.

Le député ne convient-il pas que la sécurité alimentaire est très importante pour les Canadiens et qu'il est préférable d'investir dans les serres, les installations hydroponiques, la culture de légumes dans des environnements contrôlés, afin de ne pas dépendre de l'importation? Il est également préférable de soutenir la gestion de l'offre afin de garantir la sécurité alimentaire des Canadiens dans différents secteurs partout au pays.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, nous étudions aujourd'hui une motion qui vise à abolir des taxes sur le pétrole. Cependant, le gouvernement, dans le projet de loi C-4, a déjà décidé d'abolir la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre.

À part ces mesures, qui visent à produire davantage de pétrole, est-ce que le gouvernement libéral de notre collègue a des mesures concrètes à proposer pour lutter contre l'augmentation des prix à la consommation? Je pense par exemple à un plafonnement des prix à l'épicerie ou à des transferts vers les provinces pour qu'elles puissent mieux financer les banques alimentaires.

Selon mon collègue, qu'est-ce que son gouvernement pourrait faire?

[Traduction]

Kent MacDonald: Monsieur le Président, il y a beaucoup de choses qui bougent. Je viens de parler d'investir dans la culture hydroponique et en serre pour favoriser la production d'aliments et ainsi accroître notre sécurité alimentaire. De plus, notre programme

Chantier Canada prévoit la création d'un corridor énergétique vert, quelque chose qu'au Canada atlantique, nous attendons avec impatience, car nous sommes à l'affût des solutions énergétiques propres, comme les éoliennes et l'hydroélectricité.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir m'exprimer sur cette motion de l'opposition, mais je ne peux m'empêcher de penser que les conservateurs n'ont pas changé depuis des années dans cette enceinte. Je suis d'ailleurs assez surpris qu'ils n'aient pas compris que les manœuvres et la désinformation qu'ils ont utilisées au cours des quatre dernières années pour tenter de prendre le pouvoir n'ont pas porté leurs fruits. Cela n'a pas fonctionné, mais ils reprennent exactement les mêmes tactiques, convaincus que les Canadiens vont avaler leurs propos extrêmement malhonnêtes.

Tous les conservateurs essaient d'une manière ou d'une autre d'attribuer la responsabilité de la hausse des prix des aliments au gouvernement et au travail qu'il fait, mais la plupart des Canadiens comprennent que, dans un contexte de mondialisation, les prix sont influencés par la situation et les événements dans le monde. Je vais vous en donner un exemple parfait. En 2021, l'Ukraine exportait environ 87 millions de tonnes de blé. Aujourd'hui, elle n'en exporte plus que 21 millions, soit environ le quart de ce qu'elle exportait auparavant.

Si l'on considère que l'Ukraine était reconnue comme le grenier du monde et un important fournisseur de blé qui exportait du blé dans le monde entier, quel effet les députés pensaient-ils que cela aurait sur le prix du blé dans le monde? Ne pensaient-ils pas que cela aurait un effet sur l'inflation? Les conservateurs souhaitent nous faire croire que cela n'a rien à voir, que c'est uniquement dû aux choix du gouvernement.

Ce qui me consterne encore davantage, c'est que j'ai été témoin de ce comportement pendant plusieurs années avant les dernières élections. Les conservateurs ont constamment fait la même chose. Ils ont utilisé les mêmes tactiques et les mêmes arguments fallacieux, puis ils ont perdu les élections. Ils avaient promis que l'inflation baisserait si nous supprimions la taxe sur le carbone. J'ai également entendu un député affirmer tout à l'heure que l'inflation avait baissé lorsque la taxe sur le carbone a été supprimée, en avril. C'est faux.

Au cours des 18 derniers mois, l'inflation est restée inférieure ou proche du taux de référence de la Banque du Canada pendant 8 à 10 mois avant la suppression de la taxe sur le carbone. Le raisonnement erroné sur lequel les conservateurs tentent de s'appuyer aujourd'hui à la Chambre est extrêmement trompeur et faux, mais ils continuent de le faire.

Je suis très préoccupé par certaines des choses que j'ai entendues à la Chambre aujourd'hui. J'ai entendu les conservateurs poser des questions sur le programme national d'alimentation dans les écoles, puis chahuter pendant la réponse. J'ai entendu un des chahuteurs qualifier le programme de solution de fortune.

Une voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je crois bien que cette personne chahute en ce moment même. Il ne s'agit pas d'une solution de fortune. Depuis des décennies, il y a des programmes nationaux d'alimentation dans les écoles dans tous les pays du G7, sauf au Canada.

Rien qu'à Kingston, Andy Mills, qui dirige le Food Sharing Project, facilite depuis les années 1980 une forme de partage d'aliments dans les écoles grâce à des dons et à des bénévoles.

Les gouvernements réclament un tel programme national depuis des années, car la réalité, c'est que les enfants n'ont pas tous les mêmes circonstances socioéconomiques, et cela ne devrait pas les empêcher d'avoir accès à des aliments nutritifs le matin pour amorcer du bon pied leur journée d'apprentissage à l'école. Qualifier un programme aussi important pour tant d'enfants au Canada de solution de fortune à l'inflation relève à tout le moins de la mauvaise foi, pour ne pas dire que c'est carrément trompeur.

Je suis aussi préoccupé par certaines des remarques du chef de l'opposition. Il a précédemment évoqué la Banque du Canada, et je trouve ses observations particulièrement intéressantes, car à la Chambre, nous devons veiller à ne pas induire les gens en erreur. Nous devons fournir des renseignements factuels dans la mesure du possible. Parfois, ces renseignements peuvent être basés sur des opinions, et parfois, ils peuvent provenir d'une source contestée par quelqu'un d'autre.

• (1310)

Il y a quelques instants, le chef de l'opposition a fait la déclaration suivante. Comme je tiens à le citer, j'ai consulté sa chaîne YouTube pour voir la vidéo de son intervention, qui était diffusée en direct. Il a déclaré : « La Banque du Canada a déjà indiqué qu'elle allait une fois de plus dévier de sa mission fondamentale, qui consiste à lutter contre l'inflation. Elle a retiré l'énoncé à cet effet de son site Web, où on pouvait auparavant lire qu'elle veille à ce que l'inflation reste basse et stable. Maintenant, elle préfère proclamer haut et fort qu'elle n'est pas une banque comme les autres, mais bien la "banque centrale du pays" ». Les députés se souviendront qu'il a utilisé certaines formulations qui lui ont valu des applaudissements nourris des conservateurs assis derrière lui, directement dans le cadre de la caméra. Ils ont tous applaudi.

Cependant, si nous consultons le site Web de la Banque du Canada, nous pouvons voir, bien en évidence sur sa page d'accueil, un message infographique. Donc, ce n'est pas une liste à puces ou une information enfouie dans un document stratégique. Le message dit ceci : « Que fait la Banque du Canada? Notre responsabilité première est de préserver la valeur de votre argent en maintenant l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible. » Le leader de l'opposition est venu ici, et il a déclaré quelque chose qui est tout à fait faux.

J'ai fait une petite plaisanterie pendant cet échange en disant : « Je ne savais même pas qu'elle avait un site Web. » Il a ri et il a invité ses collègues à rire avec lui en disant : « [L]e whip [...] ne savait pas que la Banque du Canada avait un site Web », puis il m'a invité à faire un peu mieux mes recherches. Rien n'est pire que de ne pas savoir que la Banque du Canada a un site Web, sauf de le savoir et de ne pas être capable de le citer correctement. C'est exactement ce qu'il a fait.

Je lui ai posé une question. Je voulais simplement savoir si sa conseillère politique principale, Jenni Byrne, continuait d'exercer des activités de lobbying rémunérées pour Loblaw's. C'était une question simple. Le leader de l'opposition s'est levé et a déclaré : « Bien sûr que non », comme s'il était impossible que j' imagine une chose pareille et que je lui pose la question. Or, elle était encore inscrite comme lobbyiste au registre des lobbyistes de l'Ontario au début de l'année 2024.

Travaux des subsides

Quand le chef de l'opposition soulève à la Chambre la question du coût des denrées alimentaires, de l'inflation et des difficultés rencontrées par les Canadiens pour faire leurs courses, il est tout à fait légitime que je demande si sa directrice de campagne et conseillère politique principale fait toujours du lobbying pour Loblaw's afin d'amener le gouvernement à réduire la réglementation et ainsi à accroître les profits. Il se pointe à la Chambre comme s'il était investi du pouvoir sacré de représenter les Canadiens et de parler en leur nom alors que sa directrice de campagne est lobbyiste pour Loblaw's.

Je reviens au début de mon intervention : les conservateurs continuent d'employer les mêmes tactiques depuis mon arrivée en 2015. On pourrait penser qu'après avoir vu défiler plusieurs chefs, les conservateurs finiraient par comprendre qu'ils devraient peut-être essayer quelque chose de nouveau. J'ai même pensé qu'après avoir perdu la circonscription de Carleton et avoir dû trouver la circonscription conservatrice la plus sûre au pays pour se présenter et tenter de revenir à la Chambre, le chef de l'opposition aurait peut-être appris quelque chose en cours de route et adopté une approche différente.

Il n'en est rien. C'est exactement la même chose. La seule différence, c'est qu'il est maintenant député de Battle River—Crowfoot plutôt que de Carleton, mais c'est le même chef de l'opposition qui utilise les mêmes stratagèmes et qui, malheureusement, diffuse de la désinformation à la Chambre.

• (1315)

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC) : Monsieur le Président, je sais que les députés d'en face pensent que s'ils crient et qu'ils manifestent leur colère sur un paquet de choses, ils vont arriver à nous intimider ou à nous empêcher de présenter les faits.

En réalité, l'insécurité alimentaire monte en flèche, et 25 % des familles ont du mal à joindre les deux bouts. Ces familles ne savent pas comment elles se procureront leur prochain repas. L'insécurité alimentaire a augmenté de 128 % en 10 ans sous la houlette des libéraux. Les familles ont donc de la difficulté à mettre du pain sur la table. Le gouvernement choisit d'alourdir la bureaucratie au lieu de faire baisser le prix de la nourriture, ce qui prive les familles de l'autonomie dont elles ont besoin pour se procurer des aliments sains et nutritifs.

Je n'arrive pas à comprendre comment les députés libéraux peuvent croire qu'il est préférable qu'Ottawa nourrisse les familles au lieu de donner aux familles la capacité de se nourrir elles-mêmes.

L'hon. Mark Gerretsen : Monsieur le Président, je suis passionné, assurément. C'est pour cette raison que nous nous adressons à la présidence. Je n'essaie aucunement d'intimider qui que ce soit. Je m'exprime avec animation parce que cette enceinte et ce sujet en particulier me tiennent à cœur.

La députée dit que j'induis la Chambre en erreur, mais c'est complètement faux. Ce sont les conservateurs et elle-même qui induisent la Chambre en erreur en disant que le problème est uniquement la responsabilité du gouvernement. Ce n'est pas le cas. En passant, les Canadiens sont de cet avis. Ils sont conscients que des facteurs externes entrent en jeu. C'est pourquoi, malgré tout les efforts de ce genre que la députée a déployés pendant la législature précédente, ce sont encore les libéraux qui sont assis de ce côté-ci de la Chambre, et pas son parti.

Travaux des subsides

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire parle des solutions à une crise. La motion d'aujourd'hui parle de la hausse du coût du panier d'épicerie.

Je le disais tantôt, il n'y a pas qu'une seule solution à un problème aussi complexe, certainement pas une seule solution facile comme celle proposée par les conservateurs. Les libéraux, tantôt, disaient qu'il y avait déjà un code de conduite auquel les épiciers et les grandes chaînes d'alimentation avaient accepté de se conformer, mais il n'y a quand même pas de différence sur le prix du panier d'épicerie pour les citoyens.

Or, il y a peut-être moyen de regarder un peu le pouvoir d'achat des gens qui souffrent de ce problème d'inflation. On n'a pas encore augmenté la pension de Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans. L'augmentation de la pension est limitée aux 75 ans et plus. On pourrait aussi penser à augmenter le crédit de TPS de façon exceptionnelle quand l'inflation monte dans un trimestre donné.

Est-ce que ce sont des solutions que le gouvernement envisage, soit d'augmenter le pouvoir d'achat des citoyens en essayant en même temps de contrôler le prix du panier d'épicerie?

• (1320)

[Traduction]

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier le député d'avoir proposé quelques solutions. Il a parlé de réduire la TPS dans certaines circonstances. Je ne suis pas tout à fait contre cette idée. J'aimerais qu'il nous en dise plus à ce sujet.

Je sais que l'un des points qui irritent le Bloc québécois depuis des années est le fait que la prestation de la Sécurité de la vieillesse a été augmentée pour les aînés de plus de 75 ans, mais pas pour ceux qui ont de 65 à 75 ans. Notre parti se fonde sur des données. Nous examinons les données, et nous prenons des décisions. Dans ce cas, les données montraient que la situation financière des aînés de plus de 75 ans était plus précaire et qu'ils avaient donc besoin d'un soutien accru. Il était plus logique de veiller à ce que les aînés de plus de 75 ans reçoivent plus, car les données montrent que, dans l'ensemble, ils ont plus de mal à joindre les deux bouts que les aînés de 65 à 75 ans. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes dans tous les groupes démographiques et à tous les âges.

Je remercie le député de proposer des idées. J'aimerais entendre plus d'idées au lieu de simples slogans.

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, le député de Kingston et les Îles a souligné les facteurs externes qui, selon lui, contribuent au coût élevé des aliments au Canada. Le député peut-il préciser quels sont les facteurs canadiens qui ont contribué à la hausse du coût des aliments au Canada? Le gouvernement du Canada a-t-il une part de responsabilité dans cette situation?

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, j'aime beaucoup la façon dont le député a formulé son préambule. Il a dit que j'avais mentionné l'existence de facteurs externes. Ce n'est pas moi qui dis qu'il y a des facteurs externes, ce sont les économistes du monde entier — pas seulement les économistes canadiens.

Je répète au député ce que j'ai dit plus tôt. Quand l'Ukraine produisait le quart du blé qu'elle produisait avant la guerre, comment peut-il penser que cela n'a pas d'incidence sur l'inflation associée au blé et à tous les produits dérivés du blé?

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, CPC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole.

C'est un honneur de prendre de nouveau la parole à la Chambre des communes, pour parler de l'importante motion de l'opposition que nous avons présentée aujourd'hui. Il est évident que le Canada traverse une crise. De nombreux Canadiens peinent à se nourrir, et le coût de la vie augmente rapidement. Beaucoup ont de plus en plus de mal à payer leurs factures et à répondre à leurs besoins quotidiens, alors faire des plans pour l'avenir, il ne faut même pas y penser. Les jeunes perdent espoir de devenir un jour propriétaire, et bon nombre ont même du mal à payer leur loyer.

En outre, nous sommes confrontés à une flambée continue du prix des produits alimentaires qui touche tous les ménages canadiens, quel que soit leur âge. Dans ma région, la tranche d'âge ne fait aucune différence. Nous constatons une augmentation considérable des dépenses et une pression sur le budget des aînés. Il leur est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts avec leurs revenus fixes, alors que le coût du chauffage et des produits alimentaires, entre autres, ne cesse d'augmenter. En ce qui concerne des produits alimentaires précis, le prix des raisins a augmenté de 24 %. Le prix des soupes en conserve a augmenté de 26 %. Le prix du sucre a augmenté de 20 %. Le prix des pommes de terre a augmenté de 16 %. Je ne sais pas ce qu'en pensent les autres députés, mais le café est un produit passablement essentiel chez moi, et son prix a augmenté de 22 %. Je pense que cela constitue une crise en soi pour les consommateurs de café.

Poussons la réflexion un peu plus loin. D'autres facteurs doivent être pris en compte dans l'inflation alimentaire. Il faut savoir que l'inflation alimentaire est supérieure de 70 % à l'objectif de la Banque du Canada. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 40 %. Le recours aux banques alimentaires a également augmenté de 142 % dans tout le pays. Nous sommes confrontés à des données et à des réalités dévastatrices liées à l'inflation alimentaire dans le pays.

Le gouvernement doit agir, et il doit le faire rapidement. Nous avons eu de nombreuses discussions optimistes, de nombreuses réunions, de nombreuses séances de photos et de nombreuses occasions de discuter et de réfléchir à cette question. Nous avons étudié et examiné le sujet en profondeur, puis nous en avons fait rapport au comité principal, qui rend compte au comité suprême, qui rend compte à la Chambre, qui rend compte au ministre, qui finalement nous rend des comptes à nous. Un jour, peut-être, ils envisageront de prendre des mesures pour organiser une autre séance de photos et discuter de ce dont ils parlent depuis des mois.

Les Canadiens exigent des mesures concrètes et des résultats tangibles. Ils veulent un gouvernement qui tient parole. C'est le premier ministre lui-même qui a dit que les Canadiens le jugeraient en fonction du prix de leur épicerie. Ils pourront se faire une opinion à ce sujet.

Si on s'attarde aux prix à l'épicerie depuis que le premier ministre est entré en fonction, il y a six mois, ils ne font que monter et monter encore. La population canadienne dans son ensemble en arrache maintenant, puisque 61 % des Canadiens ne sont pas certains qu'ils auront les moyens de se payer de la nourriture dans 6 mois. C'est un pourcentage ahurissant, et c'est sans compter que de 70 à 80 % des jeunes canadiens craignent couramment de ne pas pouvoir se payer l'essentiel. Selon Banques alimentaires Canada, 40 % des gens se sentent financièrement moins bien que l'an dernier. Ce sont des constats dévastateurs, fournis par des sources fiables. Il est temps que le gouvernement bouge afin de remédier à la situation.

Il y a un fil conducteur à cette crise. Il est là depuis plus de 10 ans maintenant. Ce fil qui se déroule depuis une décennie, c'est le gouvernement actuel et sa mouture précédente.

Le premier ministre a déclaré que les Canadiens le jugeraient en fonction du prix du panier d'épicerie, et nous savons que c'est exactement ce qu'ils font. Ils continuent de suivre les prix et ils constatent que le premier ministre, malgré ses grandes promesses, ne bouge pas. Pour quelles raisons demandons-nous au premier ministre d'agir dès maintenant? Qu'est-ce qui doit entre autres être fait pour vraiment remédier à ces problèmes?

• (1325)

Commençons par quelques incontournables. Allons à la source: ceux qui cultivent nos aliments. Que demandent les agriculteurs de tout le pays au gouvernement? Que faut-il faire pour résoudre le problème, selon ceux qui cultivent nos aliments? Ils aimeraient que la taxe sur le carbone pour les industries ne s'applique plus aux engrais et au matériel agricole. Voilà qui leur donnerait un sérieux coup de pouce. Ils veulent que le gouvernement maîtrise l'inflation, car, comme le sait quiconque la suit, l'inflation revient à une forme de taxation, la plus néfaste de toutes. Elle gruge de plus en plus les salaires et les revenus des gens, plus que toute autre mesure fiscale à l'heure actuelle si l'on considère ses effets globaux, en particulier en ce qui concerne les produits alimentaires.

Les agriculteurs veulent que nous nous penchions sur la norme sur les carburants propres, cette ponction fiscale qui s'ajoute aux autres. Il s'agit essentiellement d'une deuxième version de la taxe sur le carbone, que les libéraux avaient promis de supprimer. Ils ont supprimé la taxe sur le carbone, en théorie, mais celle-ci est revenue sous la forme d'une taxe sur les carburants propres qui a pour seul effet de faire augmenter le prix de tout ce qui est transporté par camion, par bateau ou par rail et de tout ce qui est exporté.

Puis, il y a la taxe sur l'emballage des aliments, qui constitue une offensive contre le plastique. Cette taxe s'applique à tout ce qui est emballé et à tout ce qui est placé dans un sac pour l'expédition. Elle a une incidence sur le prix des marchandises et elle place les agriculteurs et les producteurs canadiens dans une situation de net désavantage concurrentiel par rapport à ceux des États voisins et d'ailleurs dans le monde. Alors que le coût de leurs intrants augmente continuellement, ces agriculteurs, ces cultivateurs, ont du mal à suivre le reste du monde développé et à soutenir financièrement la concurrence.

Les producteurs demandent constamment — c'est quelque chose que j'entends certainement dans ma région — quand le gouvernement va cesser de s'en prendre à eux et de leur mettre des bâtons dans les roues pour plutôt les laisser faire ce qu'ils peuvent afin d'aider le Canada et les Canadiens à surmonter les difficultés actuelles. Ce n'est pas facile pour eux d'aider les autres alors que leur

Travaux des subsides

fardeau fiscal et réglementaire augmente sans arrêt. Déjà qu'ils doivent surmonter tous ces obstacles, il faut en plus qu'ils affrontent la concurrence dans les marchés internationaux. Il est temps d'alléger leur fardeau.

Depuis mars 2025, l'inflation alimentaire a augmenté de 1,5 %. Le prix de l'alimentation a augmenté 48 % plus vite ici qu'aux États-Unis. Les Canadiens font plus de 2 millions de visites par mois aux banques alimentaires, ce qui représente une augmentation de 90 % par rapport à 2019. Voilà des statistiques stupéfiantes. Pourtant, on siffle, on chantonne, on fait de belles photos et on parle avec candeur du fait que nous allons avoir l'économie la plus vigoureuse des pays du G7. Le Canadien moyen se croirait dans un conte de fées. C'est pourtant loin de la réalité des ménages canadiens, qui essaient simplement de déterminer s'ils peuvent se permettre d'acheter tel ou tel produit d'épicerie cette semaine ou s'ils devront annuler un abonnement pour être en mesure de continuer à se payer l'essentiel.

Nous avons de grands défis à relever, et je voulais parler brièvement, avant de conclure, des répercussions sur le Canada rural. Je viens d'une région rurale. Je vis dans une région rurale du Nouveau-Brunswick, et je représente une circonscription rurale remplie de petites villes et de collectivités rurales. L'approche du gouvernement en matière de réglementation, de fiscalité et de politiques a eu un effet discriminatoire sur les Canadiens des régions rurales, qu'il s'agisse des exigences relatives aux véhicules électriques qui les empêchent, eux et leur famille, de choisir le véhicule qu'ils veulent conduire et qui convient le mieux à leurs besoins et à leur budget, des mesures législatives sur le contrôle des armes à feu que les libéraux continuent de présenter année après année et qui s'en prennent à leur mode de vie et à leurs traditions, ou même de l'attaque contre les agriculteurs et les travailleurs du secteur des ressources naturelles, qui voient le coût de leurs intrants continuer d'augmenter chaque année à cause des taxes.

Pourquoi le gouvernement ne se range-t-il pas de notre côté, n'appuie-t-il pas notre motion de l'opposition, n'accorde-t-il pas un peu de répit à ce secteur, qui en a désespérément besoin, et ne contribue-t-il pas à faire baisser le prix des aliments partout au pays?

• (1330)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que le député nous donne son avis sur deux points. Le gouvernement comprend ce qui se passe en ce qui concerne l'abordabilité. J'ai fait de nombreuses observations à ce sujet, et nous prenons des mesures pour soutenir les Canadiens et leur permettre de conserver une plus grande partie de leur revenu disponible.

Cela dit, je me demande si le député voudrait reconnaître qu'au mois de juillet, l'inflation alimentaire était de 0 %. Pas plus tard que la semaine dernière, la Banque du Canada a réduit le taux d'intérêt, ce qui envoie un signal assez positif aux Canadiens, car cela signifie que nous atteignons nos cibles d'inflation.

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il pense de ces deux aspects?

Travaux des subsides

Richard Bragdon: Monsieur le Président, j'ai du respect pour mon collègue, mais je tiens à dire que, une fois de plus, ses propos induisent la Chambre en erreur. Il est impossible pour un gouvernement de doubler ses déficits, de continuer à dépenser autant qu'il le fait actuellement et de s'attendre à ce que l'inflation diminue. L'inflation continue d'augmenter, surtout par rapport à des pays concurrents et comparables.

Nous parlons du coût de la vie aux gens de chez nous, au Nouveau-Brunswick, et aux gens de partout au Canada, en particulier dans les régions rurales. Ils n'ont pas du tout l'impression que le coût de la vie a soudainement diminué depuis les élections. Ils ressentent plus que jamais les effets de l'inflation, et il est temps de nous attaquer au problème.

Le vice-président: Avant de donner la parole au député, j'aimerais rappeler qu'il faut utiliser les expressions comme « induire en erreur » avec circonspection à la Chambre. Je mets le député en garde, car les termes qui ont été employés pourraient le mettre dans le pétrin.

[Français]

Le député de Drummond a la parole.

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue conservateur pour son discours et pour sa passion. On sent qu'il est très engagé. C'est quelque chose qui le touche et qui le rend engagé, c'est le cas de le dire.

Je ne pense pas que la solution au problème majeur du coût de l'épicerie soit aussi simple que ce que proposent les conservateurs. C'est beaucoup plus large.

Est-ce que mon collègue est d'accord pour dire qu'on doit en faire davantage pour encourager le secteur agricole et pour alléger le fardeau du secteur agricole, bien au-delà des slogans et de l'abolition des taxes? Ces dernières ont, selon les experts, un impact assez mineur sur le coût réel du panier d'épicerie.

[Traduction]

Richard Bragdon: Monsieur le Président, une chose est très claire: dans toutes les considérations du gouvernement actuel, le Canada rural est laissé pour compte. Les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles ne sont pas au premier plan des préoccupations. Il faut redéfinir les priorités afin que le point de vue des personnes qui font le plus les frais des politiques gouvernementales, notamment les producteurs agricoles, les pêcheurs et les travailleurs du secteur de l'énergie et des ressources naturelles, soit entendu et pris en compte à la Chambre.

Le Canada rural a joué un rôle clé dans l'édification du pays, et ce sont les Canadiens des régions rurales qui seront essentiels à sa relance. Il est donc important de tenir compte de leur point de vue. Plus on en tiendra compte, mieux nous nous porterons tous et plus ils seront prospères. Il est temps que le Canada rural se fasse entendre.

• (1335)

Kevin Waugh (Saskatoon-Sud, PCC): Monsieur le Président, j'ai appuyé la motion d'aujourd'hui. Tout ce que nous disons, c'est que, lorsque le premier ministre est arrivé au pouvoir, il a dit qu'il fallait le juger en fonction du coût des aliments. Voilà pourquoi la motion est ainsi.

Au cours de l'été, j'ai eu l'occasion de me rendre dans diverses épiceries de ma ville, Saskatoon. Il suffit de se tenir à proximité du

congélateur de viande. Les gens arrivent et ont une mauvaise surprise en voyant les prix. Les familles n'ont pas les moyens de se nourrir et, à l'épicerie, elles doivent faire des choix, et pas les bons. Je peux en parler parce que j'ai passé du temps dans les épiceries de ma ville. J'aimerais que le député du Nouveau-Brunswick nous en parle. Les coûts élevés à l'épicerie poussent certains à prendre des décisions radicales qui ne sont pas nécessairement saines pour toute la famille.

Richard Bragdon: Monsieur le Président, c'est tout à fait vrai: les Canadiens sont confrontés à des choix très difficiles. Ils font face à des scénarios incroyablement difficiles au sein de leur ménage lorsqu'ils prennent des décisions liées à leur budget, et cela inclut les aînés et les jeunes.

Dans ma région, à Woodstock, au Nouveau-Brunswick, je constate que le recours à la banque alimentaire locale a doublé depuis l'année dernière, et une travailleuse de cette banque a dit que cela touche toutes les tranches d'âge, des jeunes jusqu'aux aînés. Elle a dit: « Richard, la situation est critique. Il nous faut plus d'aide. »

Il est temps que nous accordions la priorité au sort des Canadiens ordinaires qui tirent le diable par la queue.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement, ou peut-être même une question de privilège.

Vous venez de mettre en garde contre l'utilisation de l'expression « induire en erreur » à la Chambre, et c'est ce dont je veux parler. C'est une question très grave, et en faisant une recherche très rapide, j'ai découvert que le Président avait abordé la question — je crois que c'était le 30 octobre 2013 — et qu'il parlait alors de renseignements trompeurs. Je suis en train de la passer en revue, alors il ne fait aucun doute qu'il doit y avoir plus d'information à examiner à ce sujet. Je vais lire la résolution de la décision du Président:

Faisant valoir que les exigences pour prouver qu'un député a induit la Chambre en erreur sont très élevées, le Président conclut qu'il n'y a pas de preuve que les déclarations du premier ministre [dans ce cas] étaient délibérément trompeuses, qu'il a sciemment fourni des renseignements inexacts, qu'il croyait ses déclarations trompeuses ou qu'il avait l'intention de tromper la Chambre. Par conséquent, il statue qu'il n'y a pas de prime abord matière à question de privilège.

Je soulève cette question en raison de mon profond respect pour la Banque du Canada. Nous devrions tous respecter son indépendance. Cependant, tout à l'heure, le chef du Parti conservateur a déclaré ceci: « La Banque du Canada a déjà indiqué qu'elle allait une fois de plus dévier de sa mission fondamentale, qui consiste à lutter contre l'inflation. Elle a retiré l'énoncé à cet effet de son site Web, où on pouvait auparavant lire qu'elle veille à ce que l'inflation reste basse et stable. » Le chef de l'opposition en rajoute. Encore une fois, il est question de la Banque du Canada et de son site Web.

Je demande le consentement unanime, ou je pourrais fournir, en anglais et en français, la lettre de mandat. Comme on peut le lire sur le site Web de la Banque du Canada, son mandat est le suivant: « Le cadre de politique monétaire de la Banque vise à maintenir l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible... »

Le vice-président: Le secrétaire parlementaire se lance maintenant dans un débat. Il a fait référence à une décision rendue il y a plusieurs années par un ancien Président. Y a-t-il un article du Règlement ou un usage habituel de la Chambre sur lequel le secrétaire parlementaire peut attirer mon attention?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je pourrais citer la page 112 du chapitre « Les privilèges et immunités » du Bosc et Gagnon...

Travaux des subsides

• (1340)

Le vice-président: Je vais interrompre le secrétaire parlementaire, car je crois qu'il s'agit de l'article utilisé pour soulever une question de privilège, ce dont il faut donner avis à la présidence, et je n'en ai pas encore reçu.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, pour...

Le vice-président: Je vais interrompre le secrétaire parlementaire. Il ne peut pas choisir d'invoquer le Règlement et de soulever une question de privilège en même temps et de les combiner. Il doit choisir ce qu'il fait au moment où il prend la parole.

Le secrétaire parlementaire s'est vu accorder la parole pour faire un rappel au Règlement, puis il a clairement dit qu'il s'agissait peut-être d'une question de privilège et a essayé d'expliquer en faisant référence à une ancienne décision de la présidence, ce qui est la raison pour laquelle j'ai laissé le secrétaire parlementaire poursuivre. Je n'ai pas encore entendu en quoi consiste le rappel au Règlement.

Cela dit, selon l'article 10 du Règlement, lorsque la présidence rend une décision, il n'y a pas d'autre débat sur la question. J'invite le secrétaire parlementaire à y jeter un coup d'œil. J'invite également le député, s'il le souhaite, à prendre la parole plus tard pour invoquer le Règlement ou soulever une question de privilège, et je lui laisse le soin d'en décider.

Nous reprenons le débat.

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président: À l'ordre.

Nous reprenons le débat. Le député de Côte-du-Sud—Rivière-du-Loup—Kataskomik—Témiscouata a la parole.

[Français]

Bernard Généreux (Côte-du-Sud-Rivière-du-Loup—Kataskomik—Témiscouata, PCC): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole depuis la rentrée à la Chambre cet automne. Malheureusement, au printemps, je n'avais pas eu l'occasion de remercier mes concitoyens qui m'ont réélu avec une très grande majorité le 28 avril dernier. Je suis extrêmement fier de les représenter et d'être ici, à la Chambre des communes, pour eux. Je les remercie donc de leur confiance.

L'inflation alimentaire est devenue l'une des réalités les plus douloureuses pour les familles canadiennes et québécoises. Les Canadiens disent eux-mêmes que ce n'est pas quand ils lisent les statistiques économiques qu'ils voient l'échec des libéraux, mais bien quand ils se rendent à l'épicerie. Le premier ministre libéral a lui-même affirmé que les Canadiens devraient juger son gouvernement en fonction des prix des aliments. Eh bien, les Canadiens ont jugé et ils jugent toujours. La note est claire, c'est un échec total.

En août dernier, l'inflation alimentaire a atteint 3,4 % par rapport à l'année précédente. Cela peut sembler anodin, mais c'est 70 % de plus que le taux d'inflation cible de la Banque du Canada et près de 80 % de plus que l'inflation globale. Quand on entre dans les détails, c'est encore plus choquant. Le prix du bœuf a grimpé de 12,7 %; le prix global de la viande, de 7,2 %. Heureusement que je ne bois pas de café, car le prix du café a grimpé de 27,8 %. Le prix des préparations pour nourrissons, chose que je ne prends pas non plus, a grimpé de 6,6 %. Même le prix de la soupe, un produit de base, a grimpé de 5,3 %.

Ce ne sont pas des produits de luxe, ce sont des aliments que les familles consomment tous les jours et chaque semaine. Résultat: près d'un quart des Canadiens et 5,5 % des ménages vivent aujourd'hui dans l'insécurité alimentaire. C'est le chiffre le plus élevé jamais enregistré. À Toronto, par exemple, la Daily Bread Food Bank accueille désormais plus de 4 millions de visiteurs par année, soit deux fois plus qu'il y a seulement deux ans. Imaginons: cela a doublé en deux ans. À l'échelle du pays, Banques alimentaires Canada a attribué au gouvernement libéral un bilan dévastateur en matière de pauvreté et d'insécurité alimentaire.

Je me permets d'apporter ce débat jusque dans ma circonscription, Côte-du-Sud-Rivière-du-Loup—Kataskomik—Témiscouata. Moisson Kamouraska est au cœur de la lutte contre l'insécurité alimentaire dans notre région. Elle sert des milliers de personnes dans les MRC environnantes, soit Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Rivière-du-loup, Témiscouata et Les Basques. La seule MRC qui n'est pas dans ma circonscription, c'est celle des Basques. Ma circonscription compte 5 MRC et 75 municipalités. Cela représente un grand nombre de personnes et de municipalités, et les chiffres sont alarmants.

En 2024 seulement, Moisson Kamouraska a répondu à 8 977 demandes d'aide alimentaire, touchant plus de 9 000 personnes. Parmi ces personnes, 27,8 % sont des enfants. Le nombre de repas et de collations servis a dépassé les 18 600. Je veux insister sur un fait troublant que la directrice m'a souligné: 34,2 % des personnes aidées par Moisson Kamouraska ont un emploi. Ce sont des gens qui travaillent parfois à temps plein, mais qui n'arrivent plus à payer leur panier d'épicerie. À titre de comparaison, seulement 30 % vivent de l'aide sociale. Cela veut dire que la classe moyenne est devenue la principale clientèle des banques alimentaires. Le gouvernement se pète les bretelles depuis des années en disant qu'il aide la classe moyenne. Pourtant, aujourd'hui, davantage de personnes issues de la classe moyenne fréquentent les banques alimentaires que celles qui reçoivent de l'aide sociale.

Je cite ce que m'a dit la directrice de Moisson Kamouraska: notre plus grande clientèle, présentement, ce ne sont pas les personnes assistées sociales, mais bien celles provenant de la classe moyenne: des travailleurs, des familles qui ne parviennent plus à boucler leurs fins de mois.

L'organisme me rappelait aussi ceci: l'aide alimentaire au Kamouraska est aux quatre semaines, et nous avons dû créer des solutions de rechange comme les frigos communautaires, les bacs maraîchers et la Boîte Fraîcheur, pour que les gens puissent combler leurs besoins essentiels entre deux distributions.

• (1345)

Cette créativité des organismes communautaires témoigne de leur dévouement, et on doit les remercier du fond du cœur de tout le travail qu'ils font. Toutefois, soyons clairs, ce n'est pas normal que des familles qui travaillent doivent attendre quatre semaines pour recevoir un panier alimentaire et qu'elles doivent se rabattre sur un frigo communautaire pour survivre.

Cet automne encore, à la rentrée scolaire, Moisson Kamouraska a constaté une hausse des demandes, tant du côté des étudiants que du côté des familles. Des parents qui étaient incapables d'assumer les coûts de la rentrée scolaire ont été obligés de recourir à l'aide alimentaire pour que leurs enfants puissent manger convenablement. C'est la réalité dans nos régions. Je pourrais aller plus loin.

Travaux des subsides

C'est une conséquence directe de l'inflation libérale. Les libéraux sont au pouvoir depuis bientôt 11 ans. Nous avons eu des déficits consécutifs pendant 11 ans au Canada. Cela a créé une inflation qui ne cesse d'augmenter, et, ce matin, le directeur parlementaire du budget nous a appris que le déficit serait d'au moins 65 milliards de dollars. C'est le double de ce qui avait été prévu par l'ancienne ministre des Finances, qui n'avait finalement pas voulu présenter son budget parce qu'il était trop déficitaire. Alors, ça va de mal en pire.

Je tiens à souligner le travail de la Maison la Frontière, à Montmagny et de la Bouffe Pop, à Rivière-du-Loup. Ce sont des organismes qui offrent de l'aide alimentaire sur le territoire que je représente. Il y en a aussi au Témiscouata. En réalité, ces organismes ne devraient même pas exister. Évidemment, ils sont là depuis longtemps, mais ils ne devraient pas avoir à exister, parce que les gens ne devraient pas avoir besoin d'avoir recours à ces organisations.

Selon Statistique Canada, 57 % des revenus des Canadiens qui gagnent moins de 75 000 \$ par année sont désormais consacrés uniquement aux besoins essentiels, soit la nourriture, le logement et le transport. De plus, 43 % des Canadiens doivent consacrer plus de 30 % de leur revenu uniquement pour se loger.

Quand on ajoute à cela les hausses d'impôts, les intérêts hypothécaires qui augmentent de 4,2 % et les loyers en hausse de 4,5 %, on comprend pourquoi tant de familles frappent aux portes des banques alimentaires.

En 2023, les libéraux avaient promis d'obtenir des engagements concrets auprès de cinq grands détaillants alimentaires pour stabiliser les prix. Le député de Saint-Maurice—Champlain, qui est aujourd'hui le ministre des Finances, se pétaït les bretelles à la Chambre devant nous. Il disait que les libéraux allaient faire baisser les prix de l'alimentation en travaillant avec les grandes chaînes. Le résultat, c'est que les prix ont augmenté de 6,4 % depuis ce temps.

Alors, je peux dire que le bilan des libéraux et de leurs promesses trompeuses, c'est une réalité qui ne fait que s'aggraver, alors que les dépenses inutiles s'accumulent. Des milliards de dollars ont été versés à des consultants privés et la bureaucratie grandit. Encore une fois, les libéraux nous promettent qu'ils vont réduire les dépenses à Ottawa de 15 %. C'est ce que le ministre des Finances a demandé à l'ensemble de ses ministres.

Hier, je participais à une réunion du Comité permanent du patrimoine canadien, à laquelle des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien comparaissaient. Le budget du ministère est de 2 milliards de dollars et je leur ai dit que, 15 % de 2 milliards de dollars, c'était 300 millions de dollars. Ils m'ont répondu oui. D'accord, mais où vont-ils faire des coupes pour économiser ce 15 % ? On a bien hâte de voir si ça va se concrétiser.

Les déficits ne cessent de creuser la dette nationale. C'est encore 65 milliards de dollars ou 100 milliards de dollars de dette qui vont s'accumuler cette année. Il ne faut pas oublier que ce sont des vases communicants. Le directeur parlementaire du budget nous disait ce matin qu'en 2030, soit dans quatre ans, nous allons possiblement payer jusqu'à 80 milliards de dollars en intérêt sur la dette nationale du pays. C'est plus que ce qu'on donne en transferts en santé partout au Canada. C'est incroyable.

Tout cela alimente l'inflation et appauvrit davantage les familles canadiennes. Les conservateurs proposent un autre chemin. Nous allons mettre fin aux dépenses incontrôlées. Nous allons réduire la bureaucratie. Nous allons abolir les contrats coûteux accordés aux

consultants. Nous allons alléger la pression fiscale et redonner du pouvoir aux familles canadiennes. Nous allons réduire les taxes et redonner aux Canadiens la capacité de se loger, de se déplacer et, surtout, de se nourrir dignement.

Quant à ma circonscription, plus du tiers des bénéficiaires de l'aide alimentaire sont des travailleurs de la classe moyenne. C'est inacceptable.

● (1350)

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, l'idée était bonne, mais la motion telle qu'elle est rédigée est fautive, malheureusement. Nous ne pouvons pas voter pour cela.

Une taxe, c'est un recouvrement fiscal opéré par un État afin de financer des services publics. Or les conservateurs ont décidé de qualifier de taxe tout ce qu'ils n'aiment pas. Un déficit n'est pas une taxe, surtout s'il est causé, entre autres, par des baisses d'impôts et de taxes. La diminution graduelle et le remplacement des plastiques à usage unique, ce n'est pas une taxe. Exiger que les carburants polluent moins, ce n'est pas une taxe.

Je suis d'accord pour voter pour de bonnes motions. On dirait que, tout ce que le Parti conservateur veut en présentant cette motion, c'est qu'elle soit rejetée et que les députés conservateurs puissent ensuite faire des clips sur les réseaux sociaux.

Bernard Généreux: Monsieur le Président, chaque parti politique fait ses choix quand vient le temps de décider de politiques qu'il veut mettre de l'avant. Celle du Parti conservateur est de s'assurer que les Canadiens peuvent avoir plus d'argent dans leurs poches en réduisant les taxes.

Que mon collègue ne soit pas d'accord sur cela, c'est son choix. Il pourra aller dire aux gens de sa circonscription pourquoi ils paient encore plus cher et toujours plus cher pour la nourriture qu'il y a dans leur assiette. Il va se le faire dire.

Des taxes, au Lac-Saint-Jean, il en paie comme tout le monde. Le Bloc québécois n'a pas défendu les politiques qui sont les meilleures politiques qu'on pourrait appliquer dans la période actuelle, soit de faire des réductions et de donner de l'argent aux gens, afin qu'ils en aient dans leurs poches.

[Traduction]

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, selon le Conseil canadien du commerce de détail, les vols à l'étalage ont atteint un niveau record en 2024, soit 9,1 milliards de dollars. Le produit le plus volé était la viande, car les Canadiens n'ont pas les moyens de se nourrir. Ils recourent au vol pour essayer de nourrir leur famille, mais les libéraux affirment que la vie n'a jamais été aussi belle pour les Canadiens.

S'agit-il d'aveuglement volontaire, d'ignorance honnête ou d'ignorance pure et simple ?

[Français]

Bernard Généreux: Monsieur le Président, il y a assurément un aveuglement volontaire de la part des libéraux de croire que tout va bien pour la population au Canada. De toute évidence, ce n'est pas le cas.

Les gens, en plus grand nombre, sont obligés de voler dans les épiceries. Le vol n'est pas une nouveauté; cela fait longtemps que cela existe, mais la pression exercée sur l'ensemble des citoyens canadiens fait en sorte que certaines familles sont rendues obligées de voler dans les épiceries pour arriver à manger. Ce n'est vraiment pas drôle.

Sincèrement, je ne comprends pas comment les libéraux font pour ne pas diminuer notre dette. Les intérêts qui s'accumulent sur celle-ci font augmenter l'inflation, de toute évidence.

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, j'écoute mon collègue dire que le Bloc québécois n'a pas fait le travail dans sa circonscription. Est-ce que vraiment, au Lac-Saint-Jean, face à l'augmentation des prix à l'épicerie, les gens demandent à leur député d'éliminer la taxe sur l'essence? Cela m'apparaît un peu bizarre.

Chez moi, les gens demandent s'il ne peut pas y avoir un prix plafond, si on peut enrayer l'inflation, si on peut subventionner les banques alimentaires, mais personne ne m'a jamais parlé d'éliminer la taxe sur l'essence.

J'aimerais que mon collègue me confirme si vraiment, au Lac-Saint-Jean, c'est ce qui fatigue le monde.

Bernard Généreux: Monsieur le Président, je suis allé à plusieurs reprises au Lac-Saint-Jean. Ce qu'on voit dans les cours des garages, ce sont des F-150 et des gros *trucks* GM et des gros *trucks* Dodge. C'est probablement l'endroit au Québec où il y a la plus grande concentration de camions.

Il y a des chasseurs et des pêcheurs. C'est une magnifique région où on peut exercer la chasse et la pêche. Oui, ces gens voudraient avoir une réduction sur les prix de l'essence, je peux le garantir. C'est juste qu'on ne leur a jamais parlé de cela. Si on avait la possibilité de leur offrir de baisser les taxes, c'est évident qu'ils ne diront jamais non. Tant mieux si on peut les baisser.

Comme plusieurs de mes collègues en ont parlé à la Chambre depuis le début du débat, le prix des aliments est intimement relié au prix des transports. Au Canada, le transport n'est pas électrique, du moins pas les camions. C'est de l'essence et du diesel qu'on met là-dedans. Inévitablement, cela fait augmenter le prix des denrées.

• (1355)

[Traduction]

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole.

Je suis reconnaissant de pouvoir m'exprimer aujourd'hui sur une question très importante pour les habitants de la circonscription de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan: les Canadiens ont été appelés à juger le premier ministre en fonction du coût du panier d'épicerie.

Avant de poursuivre, j'aimerais souligner que c'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole à la Chambre, et je tiens à remercier les habitants de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan de m'avoir fait confiance en m'envoyant à Ottawa pour les représenter. La circonscription de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan est cinq kilomètres carrés plus grande que la Suisse. Ce pays a peut-être un meilleur chocolat, mais nous avons de meilleures vaches, de meilleurs joueurs de hockey et un meilleur sirop d'érable.

Je tiens à remercier mon équipe de campagne, qui m'a aidé à couvrir ce vaste territoire: Scott Pettigrew, Kyle Lillie et Avery Boechler, qui a été présent tous les jours et qui a peut-être manqué

Travaux des subsides

quelques cours au secondaire — mais ne le dites pas à sa mère. Je remercie également Barb et Mick LeBoldus, Ken Schwalm, Karen Vishloff et les nombreuses autres personnes qui ont fait du porte-à-porte, qui ont posé des affiches et qui ont organisé des événements.

Je tiens en outre à remercier mes deux magnifiques filles, Saoirse et Eilidh, qui ont 13 et 10 ans et qui posent de bonnes questions sur la démocratie, le sacrifice, les raisons pour lesquelles papa fait ce qu'il fait et les raisons pour lesquelles il représente les gens de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan. Je sais qu'elles n'aiment plus que je dise « papa » à leur âge, alors je dois commencer à utiliser « père ».

Les libéraux ont empiré leur bilan désastreux en appauvrissant les Canadiens et en faisant grimper le prix des aliments. L'inflation de base au Canada en août a été 50 % plus élevée que la cible de la Banque du Canada, alors que le déficit gonfle le coût de la vie. Ce n'est pas tout. L'inflation alimentaire a atteint 3 % de plus cette année par rapport à l'année dernière, ce qui est 70 % de plus que la cible de la Banque du Canada. Résultat: les banques alimentaires ont donné la note D au Canada et au gouvernement libéral en matière de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les dépenses et le déficit actuels du premier ministre ne sont pas mauvais comme ceux de Justin Trudeau. Non, ils sont pires. Le rapport publié aujourd'hui par le directeur parlementaire du budget le montre très clairement. Toutes ses dépenses supplémentaires en administration bureaucratique et en consultants grassement payés entraînent pour les Canadiens une hausse des dettes, des taxes et de l'inflation.

J'ai parlé de la vaste superficie de ma circonscription. Nous sommes vraiment chanceux, car Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan est riche en potasse. Pour les personnes qui ne le savent pas, la potasse est un engrais. Nous avons également des lignes de chemin de fer pour acheminer les marchandises jusqu'aux marchés, de même qu'une base militaire de première classe qui forme la prochaine génération de pilotes et qui abrite un célèbre escadron de démonstration aérienne, les Snowbirds.

Cependant, ma circonscription recèle également des terres fertiles, qui sont considérées comme le grenier du Canada. Cependant, il n'y a pas de grenier sans agriculture. De difficultés en dépenses supplémentaires, le gouvernement libéral alourdit continuellement le fardeau des producteurs agricoles de chez nous, et ces dépenses sont par la suite refilées aux consommateurs.

J'aimerais dresser un portrait général des défis à surmonter dans le secteur agricole canadien.

*Déclarations de députés***DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

● (1400)

*[Traduction]***LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN**

Fares Al Soud (Mississauga-Centre, Lib.): Monsieur le Président, en tant que parlementaires, nous parlons au nom des collectivités que nous représentons, mais nous pouvons aussi exprimer nos convictions personnelles. Pour ma part, je suis Canadien d'origine palestinienne. Avant de devenir citoyens canadiens, mes parents n'ont jamais eu de pays qu'ils pouvaient vraiment considérer comme le leur. Quand j'étais jeune, ils me parlaient des souffrances profondes vécues par notre peuple, craignant que cette mémoire ne s'efface, mais ils me parlaient aussi avec une immense fierté de leur identité canadienne.

Il y a quelques jours à peine, mes parents ont ressenti à nouveau cette fierté. La reconnaissance de l'État palestinien par le Canada est un moment historique. Elle montre que notre pays agit en chef de file, non seulement par ses paroles, mais aussi par ses gestes.

[Français]

Si la reconnaissance n'est pas une fin en soi, le moment pour lequel des générations de Canadiens ont si ardemment œuvré est enfin arrivé.

[Traduction]

Un génocide est toujours en cours à Gaza. La reconnaissance, en soi, n'est pas une finalité, mais elle représente une affirmation puissante: tous les peuples ont le droit de vivre libres, dans la dignité, avec le pouvoir de disposer d'eux-mêmes et, surtout, avec de l'espoir. Voilà qui décrit bien le Canada.

* * *

LES JEUNES HOMMES AU CANADA

Jamil Jivani (Bowmanville—Oshawa-Nord, PCC): Monsieur le Président, je souhaite aujourd'hui lancer un message à tous les jeunes hommes au Canada, qui s'inquiètent pour leur avenir parce qu'ils travaillent fort sans parvenir à améliorer leur sort. À tous les jeunes hommes qui se demandent si leurs efforts en valent la peine, je tiens à leur dire qu'ils ne sont pas à blâmer pour leur situation actuelle.

Les jeunes hommes ne sont pas à la source des problèmes qui les affectent. En fait, ils font partie intégrante de la solution. Les jeunes hommes méritent un gouvernement qui exerce un meilleur leadership au Canada, et qui leur donne les moyens de réaliser leur plein potentiel. La vérité, c'est que tel n'est pas le cas en ce moment.

Nos jeunes hommes méritent mieux; ils méritent un avenir où ils sont valorisés et encouragés, un avenir où ils sont traités comme une priorité. Nous avons besoin qu'ils s'expriment avec clarté, qu'ils nous racontent leur vérité, qu'ils puissent s'organiser et faire une différence.

Nous avons besoin d'eux pour nous aider à remettre le Nord sur ses rails.

* * *

LE RETOUR DES ENFANTS UKRAINIENS

Ernie Klassen (Surrey-Sud—White Rock, Lib.): Monsieur le Président, mardi dernier, le premier ministre et le président de l'U-

kraine ont coprésidé la réunion de haut niveau de la coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens, tenue en marge de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Des milliers d'enfants ukrainiens sont victimes des crimes commis par la Russie, où l'on cible certaines des populations les plus vulnérables. La Russie a d'abord enlevé et déporté ces enfants, et elle cherche maintenant à effacer leur culture, leur identité et leur lien avec leur famille.

En tant que parent et grand-parent et en tant que fils de réfugiés ukrainiens, je n'arrive pas à imaginer l'horreur que vivent ces familles. Nous devons veiller à ce que ces enfants soient retournés chez eux le plus rapidement possible.

Le Canada intensifie ses efforts, de concert avec l'Ukraine, ses partenaires européens et les États-Unis, afin d'assurer le retour immédiat des enfants ukrainiens. Je remercie le premier ministre du leadership dont il fait preuve pour promouvoir la paix. Nous devons soutenir nos efforts tant que ces enfants ukrainiens ne seront pas revenus chez eux.

* * *

LA JOURNÉE NATIONALE DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION

Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes, PCC): Monsieur le Président, le 30 septembre est la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Également connue sous le nom de Journée du chandail orange, cette journée est l'occasion de nous souvenir que des enfants autochtones ont été retirés de leur famille par le système des pensionnats, et d'honorer leurs familles et leurs communautés qui continuent de ressentir le poids de cette perte.

La Journée du chandail orange a été lancée par Phyllis Webstad à Williams Lake, en Colombie-Britannique, qui est également la ville de mon voisin de pupitre. À l'âge de 6 ans seulement, Phyllis s'est vu confisquer son nouveau chandail orange lors de son premier jour au pensionnat. Ce chandail est devenu le symbole de ce qui lui a été volé et un rappel que chaque enfant compte.

La réconciliation ne peut se résumer à une seule journée. Il s'agit certes de porter la couleur orange, mais aussi d'écouter, d'apprendre et de s'engager à agir chaque jour pour faire en sorte qu'aucun enfant autochtone ne se sente plus jamais invisible, négligé ou indigne.

Souvenons-nous des enfants qui ne sont jamais rentrés chez eux, rendons hommage aux survivants qui portent ces histoires et employons-nous à créer un avenir où la justice, le respect et la dignité constituent les fondements d'une véritable réconciliation. Disons aujourd'hui, et chaque jour, « jamais plus ».

* * *

● (1405)

*[Français]***LE DRAPEAU FRANCO-ONTARIEN**

Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, il y a 50 ans, notre magnifique drapeau vert et blanc, symbole des Franco-Ontariens, était hissé pour la première fois à Sudbury.

Ce matin, en compagnie du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et de collègues de partout au Canada, nous l'avons fièrement levé sur la Colline du Parlement.

L'Ontario abrite la plus grande population francophone à l'extérieur du Québec. En tant que fière députée d'Orléans, une communauté francophone vibrante, riche de sa diversité linguistique et foyer du Mouvement d'implication francophone d'Orléans, je constate chaque jour la fierté des citoyens de vivre, travailler, apprendre et s'épanouir en français.

En ce jour historique, je me joins aux Franco-Ontariens de toute la province pour célébrer notre belle langue. Que notre drapeau continue de flotter fièrement pour les 50 années à venir.

* * *

LE DRAPEAU FRANCO-ONTARIEN

Gaétan Malette (Kapusking—Timmins—Mushkegowuk, PCC): Monsieur le Président, le 25 septembre marque une journée spéciale pour les Franco-Ontariens et les Franco-Ontariennes. Il y a 50 ans, nous avons révélé le tout premier drapeau franco-ontarien.

Je vais emprunter quelques paroles de Maurice Duplessis pour souligner notre drapeau:

Un drapeau, c'est un emblème; un drapeau, c'est un signe de ralliement; un drapeau, c'est une manifestation de [fierté]. C'est l'illustration du désir de vivre et de survivre. [...] Un drapeau, c'est dire que nous sommes quelqu'un, que nous descendons de quelqu'un, que nous voulons vivre notre vie et survivre dans le respect des droits de chacun, en exigeant le respect intégral de nos prérogatives, de nos droits et de nos libertés.

C'est ça, notre drapeau franco-ontarien.

* * *

[Traduction]

LA TUBERCULOSE

Jacques Ramsay (La Prairie—Atateken, Lib.): Monsieur le Président, des dizaines de militants pour la lutte contre la tuberculose et de survivants de la tuberculose sont à Ottawa aujourd'hui. Ils sont venus de partout au Canada et dans le monde pour sensibiliser les parlementaires à cette maladie infectieuse qui existe depuis longtemps et qui demeure la plus mortelle du monde. Leurs efforts inlassables ont poussé les gouvernements du monde entier à lutter contre la tuberculose. Malgré tout ce qui a été accompli, la tuberculose tue encore plus de 1,2 million de personnes chaque année. Ici, au Canada, la tuberculose touche de façon disproportionnée les communautés autochtones, comme nous l'avons vu lors des récentes éclosions au Nunavut.

Le Canada est un chef de file mondial dans la lutte contre la tuberculose. Nos investissements dans le fonds mondial ont permis de sauver d'innombrables vies, et les chercheurs canadiens ont contribué à transformer nos mesures de détection et de traitement de la tuberculose.

Alors que les États-Unis s'isolent du reste du monde, il est essentiel que le Canada continue d'exercer son leadership pour éradiquer cette maladie mortelle. J'invite les députés à se joindre à moi pour remercier les militants qui sont ici aujourd'hui et qui travaillent sans relâche pour que nous puissions vivre dans un monde sans tuberculose.

* * *

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY FÉMININ

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, ce samedi, le Canada se mesurera à l'Angleterre en fi-

Déclarations de députés

nale de la Coupe du monde de rugby féminin. Il s'agit du plus grand match de rugby de l'histoire du Canada et de l'équipe féminine.

Ces sportives ont fait preuve d'une grande ingéniosité. Elles ont eu recours au financement participatif pour se rendre à la Coupe du monde et elles ont participé à des compétitions avec un budget dérisoire par rapport à celui d'autres pays. Le Canada joue parfois de manière non conventionnelle et ouvre des possibilités et un espace avec une vitesse, une précision et une discipline que l'on n'avait encore jamais vues dans le monde. On m'a dit que, pendant la demi-finale historique que l'équipe a remportée contre les Black Ferns de la Nouvelle-Zélande, le Canada a joué avec la vitesse moyenne de libération du ballon après le ruck la plus rapide de tous les temps, toutes équipes confondues, féminines et masculines. Derrière cette équipe se trouve une équipe d'entraîneurs incroyables, dirigée par Kevin Rouet.

Quel que soit le résultat ce samedi, le Canada est fier. Nous les appuyons sans réserve. Elles sont devenues les cheffes de file dans le monde du rugby. Elles ont encouragé des garçons et des filles partout au Canada à prendre un ballon de rugby et à foncer.

Au nom du Parlement du Canada, je dis: « Allez, Canada! »

* * *

● (1410)

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES ÂÎNÉS

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, le 1^{er} octobre, Journée internationale des aînés, ayons une pensée pour celles et ceux qui ont construit le Québec. Cherchons des solutions aux enjeux qui les touchent plus directement, par exemple l'isolement ou la maltraitance. Plus encore, agissons pour les soutenir face à la hausse vertigineuse du coût de la vie.

Voilà pourquoi le Bloc québécois saisit cette occasion pour confirmer que nous redéposerons notre projet de loi pour bonifier la pension de Sécurité de vieillesse des 65 à 74 ans et mettre fin à la discrimination des aînés selon l'âge. C'était une promesse électorale et nous y tenons, car la précarité n'attend pas qu'on ait 75 ans, et l'inflation pénalise directement celles et ceux qui ont des revenus fixes.

Nous agissons également pour permettre, à celles et à ceux qui le souhaitent, de continuer de travailler sans être trop pénalisés. Rappelons que c'est notre devoir de protéger le filet social et de permettre aux aînés de vivre une retraite méritée et digne. C'est une question de respect.

C'est vrai tous les jours, mais le 1^{er} octobre est une occasion en or pour le rappeler.

* * *

LE DRAPEAU FRANCO-ONTARIEN

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Monsieur le Président,

Je te chante, mon beau drapeau
Des Francos de l'Ontario.
Je te lève, brandi bien haut,
Pour que vous voyiez bien.
Nous sommes Franco-Ontariens!

Déclarations de députés

Aujourd'hui, nous célébrons le 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien, un symbole fort de notre identité, de notre fierté et de notre contribution à la richesse culturelle de l'Ontario.

En tant que fière Franco-Ontarienne, je rends hommage à toutes les communautés et à tous les francophiles qui contribuent à enrichir notre culture et à faire rayonner notre identité.

Pour mettre les accents là où il le faut
Faut se lever, il faut célébrer
Notre place
Aujourd'hui et demain.

Vive la communauté franco-ontarienne, vive la francophonie, et bonne journée des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes.

* * *

[Traduction]

LE BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral a failli à sa tâche. Sans transparence ni communication avec les agriculteurs et les Canadiens, il a laissé l'Agence canadienne d'inspection des aliments ordonner l'abattage d'un troupeau d'autruches.

Dès le début de cette saga, j'ai rencontré les agriculteurs et j'ai parlé publiquement de leurs préoccupations, ce que de toute évidence l'Agence canadienne d'inspection des aliments n'a pas fait. Les propriétaires de cet élevage d'autruches aiment leurs animaux. Des universitaires chevronnés supplient le gouvernement de leur permettre de mener des recherches sur les maladies potentielles de ce troupeau. Les Canadiens de partout au pays sont scandalisés et ils se déplacent pour démontrer leur soutien. Le gouvernement a laissé ce fiasco des communications dégénérer en crise. Aujourd'hui, des dizaines de milliers de Canadiens se mobilisent pour défendre cette cause et ils exigent des réponses.

Pourquoi le ministre de l'Agriculture libéral n'oblige-t-il pas l'Agence canadienne d'inspection des aliments à soumettre ces 400 autruches à de nouveaux tests? Pourquoi la ministre de la Santé libérale ne veut-elle pas saisir la chance de mener de précieuses recherches médicales?

Les Canadiens nous regardent et ils exigent des réponses. Pourquoi refusez-vous de vous expliquer?

Le Président: Je rappelle au député qu'il doit s'adresser à la présidence. Je m'y connais bien peu en matière d'autruches.

* * *

LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, depuis le début de l'année, le Canada atlantique connaît une augmentation inquiétante de la violence contre les femmes. Les femmes et les filles de notre région continuent de subir des actes de violence, souvent de la part de leurs partenaires actuels ou anciens, avec des conséquences tragiques. Cette crise persistante met en évidence une dure réalité: lorsque les circonstances deviennent difficiles, ce sont souvent les femmes qui en souffrent.

Il est plus urgent que jamais de faire tomber les barrières qui empêchent les femmes de vivre en toute sécurité et librement. Garantir la sécurité et la justice est essentiel non seulement pour protéger des vies, mais aussi pour créer les conditions permettant aux femmes de participer pleinement à la société et d'y contribuer. Dans

le prolongement de ce que mes collègues ont soulevé plus tôt cette semaine, j'insiste sur le fait que nous devons reconnaître la force des survivantes et le dévouement de ceux qui travaillent sans relâche pour s'attaquer à cette question sur le terrain et leur accorder notre soutien.

Alors que la Semaine de l'égalité des sexes se poursuit, je souhaite un monde où mes nièces, et toutes les femmes et les filles, puissent vivre sans crainte et s'épanouir.

* * *

• (1415)

L'ÉCONOMIE

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, chaque dollar dépensé par le premier ministre libéral provient directement des poches des Canadiens. Le directeur parlementaire du budget a déclaré que le déficit de cette année serait d'au moins 26 milliards de dollars supérieur à ce qui avait été prévu il y a seulement six mois.

Ces déficits, financés par l'impression de billets, font grimper le coût de tout ce que nous achetons. C'est ce qu'on appelle la taxe inflationniste. C'est particulièrement évident à l'épicerie. En août, l'inflation des prix des aliments a dépassé de 84 % l'inflation générale. Les prix des aliments ont augmenté 48 % plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis.

Sous le gouvernement libéral, le prix de la surlonge de bœuf a augmenté de 33 %, celui de la soupe, de 26 %, et celui du sucre, de 20 %. La Daily Bread Food Bank prévient que le nombre de visites augmentera de plusieurs millions par rapport à l'année dernière et que des Canadiens doivent se priver de repas.

Le premier ministre a déclaré qu'il serait jugé en fonction du prix du panier d'épicerie. Le verdict est tombé. Il fait de belles promesses, mais n'en respecte aucune.

* * *

[Français]

LE JOUR DES FRANCO-ONTARIENS ET DES FRANCO-ONTARIENNES

Giovanna Mingarelli (Prescott—Russell—Cumberland, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous célébrons la journée des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens. Cette année est particulièrement spéciale, puisque nous marquons le 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien. Cela demeure un symbole vivant de fierté et d'unité pour la communauté francophone en Ontario.

Cette semaine, dans Prescott—Russell—Cumberland, les citoyennes et les citoyens ont rendu hommage à cette journée historique avec des levées du drapeau et des cérémonies de célébration à Casselman, à Clarence-Rockland, à Hawkesbury, à Saint-Albert, à Embrun, à Alfred. Bien sûr, de nombreuses autres célébrations ont eu lieu dans toutes les communautés de la région, chacune contribuant à faire rayonner la francophonie.

À cette magnifique communauté, je dis merci d'enrichir la région de la capitale nationale. À l'Ontario et à tout le reste du Canada, je dis bonne fête du drapeau franco-ontarien et bonne journée des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens.

Questions orales

[Traduction]

LE PREMIER MINISTRE DU CANADA

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre libéral a promis la croissance économique la plus rapide du G7. Au lieu de cela, le Canada a l'économie qui se contracte le plus rapidement, le deuxième taux de chômage en importance, le pire taux d'endettement des ménages et le logement qui coûte le plus cher. Il s'agit d'une autre promesse rompue des libéraux.

Le premier ministre a dit aux Canadiens de le juger en fonction des prix à l'épicerie. Or, ces prix augmentent plus rapidement aujourd'hui qu'à son entrée en fonction. Il s'agit d'une autre promesse rompue des libéraux.

Le premier ministre a promis de « bâtir, bâtir, bâtir » à raison de 500 000 nouvelles habitations par année. Or, l'organisme responsable du logement qu'il a lui-même créé dit que la construction de logements va en fait diminuer de 16 %. Il s'agit d'une autre promesse rompue des libéraux.

Le premier ministre a promis de concrétiser des projets d'édification nationale à une vitesse inimaginable. Six mois plus tard, tout ce qu'il a fait, c'est s'attribuer le mérite du travail des autres. Il s'agit d'une autre promesse rompue des libéraux.

Le premier ministre a promis de dépenser moins et d'investir plus. Or, les dépenses financées à même le Trésor public ont augmenté de 8 %, les déficits inflationnistes ont doublé, et 63 milliards de dollars d'investissements ont fui le pays, un exode record. Il s'agit d'une autre promesse rompue des libéraux.

Les Canadiens voient la tendance. Le premier ministre ne fait pas que rompre ses promesses; il fracture le Canada.

* * *

LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'IRLANDE

James Maloney (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage à l'une des plus anciennes amies et alliées de notre pays: l'Irlande. Les liens qui unissent nos deux pays sont nombreux; ils sont à la fois économiques, historiques, culturels et émotionnels.

En 1866, le premier câble transatlantique entre l'Europe et l'Amérique du Nord a relié le Canada et l'Irlande. Les Canadiens d'origine irlandaise ont contribué à bâtir notre pays. En période économique difficile, le Canada et l'Irlande ont uni leurs efforts pour assurer la prospérité de nos deux pays.

La résolution des problèmes en Irlande du Nord est le résultat d'un désir commun de paix et de travail acharné, et le Canada y a pris part, ce qui a mené à l'historique Accord du Vendredi saint, signé il y a près de 30 ans. Le général canadien John de Chastelain a aidé à piloter ce processus en étant responsable de faire sortir les armes à feu d'Irlande du Nord.

Aujourd'hui, nous accueillons à Ottawa le premier ministre irlandais, le taoiseach Micheál Martin, qui se joint au Canada dans nos efforts soutenus pour rendre le monde meilleur. La réunion d'aujourd'hui n'est pas seulement une rencontre entre deux grands pays, mais aussi entre deux grands amis. Nous remercions le taoiseach d'être venu au Canada, où il est toujours le bienvenu.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, avec un autre voyage inutile et coûteux, le premier ministre fuit les scandales, l'inflation, la criminalité et les problèmes liés au ministre de la Sécurité publique, ici, chez nous. Ce ministre a perdu la trace de 600 criminels de l'étranger qui sont ici, au Canada. Il a brisé la promesse libérale d'engager 1 000 agents frontaliers et il avoue que son programme pour harceler les fermiers et les chasseurs ne va pas protéger les Canadiens.

Quand le premier ministre va-t-il protéger la vie des Canadiens et congédier ce ministre?

● (1420)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le chef de l'opposition de sa question. Effectivement, le premier ministre voyage à travers le monde pour bâtir des ponts. Oui, le gouvernement va présenter un plan générationnel, un plan pour bâtir le Canada et pour faire grandir le Canada, un plan pour créer des emplois partout au Canada.

Au lieu de critiquer, le chef conservateur devrait se lever et féliciter le premier ministre, qui est en train de bâtir des relations et un Canada plus fort. De notre côté de la Chambre, nous allons bâtir un avenir pour les Canadiens.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre est en train de faire une nouvelle tournée de séances de photos coûteuses et inutiles pour échapper à l'inflation, à la criminalité, à la crise du prix des logements et, bien sûr, au scandale entourant son ministre de la Sécurité publique. C'est ce ministre qui a perdu la trace de 600 criminels étrangers dans nos rues, qui a rompu la promesse libérale d'embaucher 1 000 nouveaux agents frontaliers et qui a été enregistré en train d'admettre que le plan libéral visant à harceler les agriculteurs et les chasseurs de canards n'avait rien à voir avec le fait de sauver des vies, mais tout à voir avec la protection des intérêts politiques du premier ministre.

Le premier ministre fera-t-il passer la vie des Canadiens en premier et congédiera-t-il le ministre?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, c'est un nouveau jour, mais ce sont toujours les mêmes conservateurs. De ce côté-ci de la Chambre, nous voulons bâtir l'avenir. Nous allons présenter un budget qui permettra d'édifier le Canada. Ce sera un investissement générationnel dans notre avenir. Nous allons bâtir le pays. Nous allons créer des emplois. Nous allons créer des débouchés pour les jeunes Canadiens.

Nous allons bâtir l'économie la plus forte du G7, et nous espérons que les conservateurs voteront pour ce budget, car il contribuera à renforcer notre pays.

*Questions orales***L'ÉCONOMIE**

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, ma mère et des gens comme elle ont bâti notre pays. C'est aujourd'hui l'anniversaire de ma mère, et cela m'a rappelé que, même lorsque mes parents enseignants avaient du mal à joindre les deux bouts, nous avions toujours des repas délicieux et nutritifs. Nous avions de la viande et des pommes de terre dans notre assiette et nous devions manger tout notre brocoli. Lorsque je l'ai appelée aujourd'hui pour lui souhaiter un joyeux anniversaire, ma mère m'a dit que les prix à l'épicerie étaient épouvantables. Je n'ai pas eu le cœur de lui dire que c'était à cause d'une tactique de diversion du premier ministre.

Le premier ministre offrira-t-il à ma mère le meilleur cadeau d'anniversaire qui soit en mettant fin à toutes les taxes libérales sur l'épicerie?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite un joyeux anniversaire à la mère du député d'en face, mais je suis aussi très triste de lui dire que son fils a voté contre le programme d'alimentation scolaire. Je pense qu'elle serait vraiment déçue, car lorsque j'ai parlé à des enseignants et à des bénévoles et que j'ai rencontré des élèves, ils m'ont dit que cette pause nutritionnelle saine aidait les élèves à atteindre leur objectif de faire carrière en tant qu'architecte, enseignant, ingénieur ou ouvrier spécialisé.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, ma mère, en tant qu'enseignante suppléante, devait parfois enseigner les mathématiques. Elle ne serait pas très heureuse en voyant le rapport du directeur parlementaire du budget présenté aujourd'hui, qui révèle que le premier ministre est encore plus dépensier que son prédécesseur, Justin Trudeau. Selon le rapport du directeur parlementaire du budget, le déficit est maintenant deux tiers plus élevé que celui que M. Trudeau nous a laissé. Au cours des cinq prochaines années, le premier ministre ajoutera la somme incroyable de 300 milliards de dollars à la dette inflationniste, soit le double de ce que Trudeau aurait ajouté. Évidemment, tout cela va faire augmenter le coût de la vie pour les Canadiens.

Comment est-il possible qu'un premier ministre puisse se montrer encore plus dépensier que M. Trudeau?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord souhaiter un joyeux anniversaire à la mère du chef de l'opposition. Je suis certain qu'elle regarde la période des questions à la télévision aujourd'hui. J'ai de bonnes nouvelles pour elle: nous avons réduit son fardeau fiscal, comme nous l'avons fait pour 22 millions de Canadiens.

Je ne connais pas la mère du chef de l'opposition, mais je suis convaincu qu'au fond d'elle, elle doit être fière du gouvernement libéral. Nous réduisons les impôts, nous nous battons pour les familles et nous allons bâtir le Canada du XXI^e siècle. Il y a de quoi se réjouir.

• (1425)

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je confirme qu'il ne connaît pas du tout ma mère. Elle savait mieux que personne comment gérer un budget. Elle savait tirer le maximum de chaque sou. À vrai dire, je pense qu'elle ferait une excellente ministre des Finances. Nous aurions un budget équilibré dès le départ, et sûrement pas un rapport du directeur parle-

mentaire du budget annonçant une augmentation du déficit d'un tiers de billion de dollars.

Nous savons que chaque dollar que le premier ministre dépense provient des poches des travailleurs canadiens. Pourquoi les libéraux ne le savent-ils pas?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, puisque nous parlons des mères, il y a une chose dont je suis certaine: aucune mère n'accepte de voir des enfants avoir faim. J'ai été déçue de voir les députés d'en face, dont plusieurs sont des mères, voter contre le programme d'alimentation en milieu scolaire, qui garantit à tous les enfants, peu importe leur situation, une alimentation suffisante pour apprendre et grandir.

De ce côté-ci de la Chambre, nous défendrons toujours les familles canadiennes.

[Français]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, une autre chose que ma mère m'a toujours enseignée, c'est de respecter les promesses faites. Le premier ministre a promis de dépenser moins, mais le directeur parlementaire du budget a montré aujourd'hui que ce premier ministre va ajouter deux tiers de plus à son déficit inflationniste. Ce sont 300 autres milliards de dollars, soit le tiers de 1 billion de dollars de déficit, qu'il va ajouter. C'est deux fois plus élevé que sous Justin Trudeau. Cela a causé l'inflation et fait gonfler les prix.

Pourquoi les Canadiens qui ne peuvent même pas nourrir leur famille doivent-ils nourrir la dette de ce premier ministre irresponsable?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, si la mère du chef de l'opposition nous écoute, je ne voudrais pas lui dire que le chef de l'opposition a voté contre le programme des garderies, qu'il a voté contre le plan dentaire, qu'il a voté contre l'assurance-médicaments et qu'il a voté contre l'alimentation scolaire.

De ce côté-ci de la Chambre, nous allons toujours être là pour les Canadiens et les Canadiennes. Même la mère du chef de l'opposition le sait.

* * *

POSTES CANADA

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, la poste est un service essentiel, mais la réforme de Postes Canada que vient d'annoncer le gouvernement fédéral semble l'oublier complètement, oubliant du même coup des milliers de Québécois. Il y a des personnes âgées qui ont besoin de recevoir leur courrier à domicile, notamment hors des grands centres. Il y a des personnes en situation de handicap qui s'inquiètent aussi.

Est-ce que le gouvernement peut garantir à tous les Québécois qui se sentent abandonnés aujourd'hui qu'ils continueront à recevoir les services à domicile qu'ils méritent?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question. Je suis entièrement d'accord avec elle. Postes Canada est un service essentiel pour tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous mettons en avant des réformes qui sont nécessaires pour assurer une viabilité à long terme pour Postes Canada.

Quant à sa question, alors qu'on lève le moratoire sur l'imposition de boîtes postales communautaires, Postes Canada a un service en place, un programme d'adaptation, pour s'assurer que les Canadiens plus âgés ou avec des handicaps peuvent avoir accès à leur courrier. On veut s'assurer que tous les Canadiens auront accès à leur courrier et que Postes Canada aura un avenir viable.

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, les régions aussi sont abandonnées dans la réforme de Postes Canada par le fédéral. Ottawa annonce aujourd'hui qu'il met fin au moratoire sur la fermeture de bureaux de poste ruraux, un recul de 30 ans. Sauf qu'en région éloignée, la population dépend des services de Postes Canada, notamment pour la livraison de médicaments. On ne peut absolument pas réduire l'offre de service en milieu rural alors que c'est souvent le seul service qui existe.

Est-ce que le gouvernement va s'assurer que les Québécois des régions ne seront pas abandonnés?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, la réponse courte, c'est oui. On va s'assurer que tous les Québécois et tous les Canadiens en milieu rural, éloigné, dans les communautés autochtones, auront accès aux services de Postes Canada. C'est une priorité pour notre gouvernement.

Il faut savoir que le moratoire qu'on lève aujourd'hui a été créé dans les années 1990 et couvre 4 000 emplacements, des emplacements qui étaient ruraux à l'époque, mais qui sont maintenant devenus des banlieues, parfois même des villes. Ce sont ces endroits qui sont visés, pas les communautés rurales et éloignées. Je veux rassurer ma collègue.

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, moderniser Postes Canada ne devrait pas équivaloir à abandonner les Québécois des régions et les personnes à mobilité réduite. Le ministre n'a pas consulté adéquatement les Québécois. Il arrive aujourd'hui avec ce qui ressemble à une réforme fédérale uniforme qui ne tient pas compte des besoins particuliers sur le terrain.

Il doit s'assurer que les personnes à mobilité réduite continueront de recevoir aussi rapidement leur courrier chez elles. Il doit garantir qu'il n'y aura aucune diminution de service en région.

Est-ce qu'il prend l'engagement de le faire?

• (1430)

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, absolument.

Je veux rappeler à ma collègue qu'en ce moment, au Canada, 77 % des Canadiens reçoivent leur courrier dans des boîtes postales communautaires. Il reste 4 millions d'adresses que nous prévoyons convertir en boîtes postales communautaires. Comme Postes Canada l'a fait par le passé, nous allons nous assurer, tout au long

Questions orales

de cette transition, que les Canadiens à mobilité réduite ont accès à un service afin qu'ils puissent avoir accès à leur courrier même s'ils ne sont pas capables de se rendre à une boîte postale communautaire.

Je veux simplement rappeler que, depuis 2018, Postes Canada a perdu 5 milliards de dollars en déficit accumulé. Nous avons dû injecter 1 milliard de dollars. La société perd 10 millions de dollars par jour. Il est temps d'agir pour sauver Postes Canada.

* * *

[Traduction]

LES ARMES À FEU

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, comment appelle-t-on une personne qui dit une chose en public, mais qui affirme exactement le contraire en privé? La plupart des Canadiens ont un mot bien à eux pour désigner une telle personne, mais à la Chambre, on l'appelle tout simplement un libéral.

Le ministre de la Sécurité publique a admis que le programme de rachat d'armes de son gouvernement est une arnaque motivée par des considérations politiques et qu'il ne fonctionnera pas. C'est ce qu'il a dit. Il laisse des criminels reconnus se promener dans les rues et tirer dans les quartiers pour faire de la petite politique et prétendre qu'il agit pour régler le problème.

Même ses collègues se posent la question: quand sera-t-il congelé?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, ce sont les députés d'en face qui font de la petite politique. Leur parti recueille des fonds grâce à notre programme de rachat.

Cette semaine, j'ai pu lancer le programme sous forme de projet pilote au Cap-Breton. Nous avons hâte de l'étendre à tout le pays et que les Canadiens remettent les armes AR-15 qu'ils ont en leur possession, dont le nombre s'élève à plus de 80 000. Nous devons retirer les armes dangereuses des rues, et nous ferons tout en notre pouvoir pour aider les Canadiens dans leur démarche.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, le ministre cherche vraiment à épater la galerie, sauf que lorsqu'il pense que personne n'écoute, il dit tout à fait le contraire.

Le ministre s'est fait prendre dans un scandale dont il est lui-même responsable, et il est extrêmement pénible pour tout le monde ici de le voir faire comme si tout allait bien. Il va dépenser 750 millions de dollars pour un programme de confiscation qui, de son propre aveu, ne fonctionnera pas, puisque personne n'y participera, sauf que nous nous retrouverons avec moins de policiers dans les rues, moins de scanners dans les ports et moins d'argent à investir dans une frontière poreuse qui laisse entrer les armes.

J'aimerais savoir pourquoi le premier ministre garde ce type en poste.

Questions orales

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons un plan exhaustif pour régler le problème des armes à feu. Le programme de rachat que nous avons lancé cette semaine en est la première étape. On propose d'investir 1,3 milliard de dollars pour accroître la capacité d'inspection par scanner aux frontières et fournir de nouveaux outils aux forces de l'ordre. On propose également d'embaucher 1 000 agents supplémentaires à l'Agence des services frontaliers du Canada et à la GRC. Le projet de loi C-2, dont la Chambre est actuellement saisie, fait lui aussi partie du plan. Si le parti d'en face prend vraiment la question des armes à feu au sérieux, il devrait appuyer l'adoption du projet de loi C-2 pour le renvoyer au comité.

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Monsieur le Président, dans un enregistrement ayant fait l'objet d'une fuite cette semaine, le ministre de la Sécurité publique a dit la vérité et a admis que la saisie d'armes à feu des libéraux est un échec. Elle n'améliorera pas la sécurité publique, va coûter beaucoup d'argent et s'appuie sur des motivations politiques. Puis, à l'émission *Power Play* de CTV, il a réfuté ses propres paroles en affirmant qu'il « plaisantait ».

Saisir les biens des gens sans les consulter, ce n'est pas une plaisanterie. Gaspiller 750 millions de dollars pour faire de la petite politique, c'est tout sauf drôle, et diaboliser les Canadiens respectueux des lois qui ont fait l'objet d'un contrôle n'a rien d'amusant. La seule plaisanterie ici, c'est que le ministre est encore en poste.

Quand le premier ministre va-t-il le congédier?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, les citoyens respectueux des lois respectent la loi. Cette semaine, nous avons lancé un programme pour aider les Canadiens respectueux des lois à céder leurs AR-15 et différentes armes prohibées en échange d'une indemnisation. C'est une façon équitable de traiter les citoyens respectueux des lois. Il s'agit de veiller à ce que les rues soient plus sûres. Cela s'inscrit dans la lignée du travail que nous faisons à la frontière, avec des investissements de 1,3 milliard de dollars et le projet de loi C-2, dont la Chambre est saisie aujourd'hui, ainsi que l'ajout de 1 000 agents à l'Agence des services frontaliers du Canada et à la GRC.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, en 2022, de hauts fonctionnaires iraniens ont été interdits de territoire au Canada en raison de violations flagrantes des droits de la personne et de terrorisme parrainé par l'État. En juin, les services frontaliers avaient encore 66 dossiers ouverts concernant des fonctionnaires iraniens ici même, au Canada. Nous savons que le ministre de la Sécurité publique a perdu la trace de 600 ressortissants étrangers ayant un casier judiciaire et que plus de 400 des personnes qui ont esquivé le gouvernement ont été reconnues coupables de crimes graves ici même, au Canada.

Le ministre n'a qu'une seule responsabilité: assurer la sécurité des Canadiens. Quand le premier ministre congédiera-t-il ce ministre de la Sécurité publique incompetent?

• (1435)

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, l'année dernière, l'Agence des services frontaliers du Canada a expulsé plus de 18 000 personnes

qui n'étaient pas admissibles à rester au Canada. Cette année, nous sommes en voie d'expulser plus de 20 000 personnes.

Le travail de nos agents frontaliers de première ligne est incroyable. Je tiens à les remercier de leur travail. Nous allons engager 1 000 agents supplémentaires à l'Agence des services frontaliers du Canada pour rendre nos frontières encore plus sûres et plus sécuritaires que jamais.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, il n'a pas fallu longtemps aux Canadiens pour voir le ministre de la Sécurité publique échouer à plusieurs reprises dans l'exercice de ses fonctions. En seulement quatre mois, nous avons appris qu'il doit se récuser de certaines discussions sur la sécurité frontalière et qu'il se livre à des jeux politiques avec le programme de confiscation des armes à feu, qui, de son propre aveu, ne fonctionnera pas. Maintenant, il a perdu 600 ressortissants étrangers qui ont un casier judiciaire au Canada et qui ont fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion.

Le ministre de la Sécurité publique ne peut pas assurer la sécurité des Canadiens. Il en est déjà à la troisième prise. Comment se fait-il qu'il n'ait pas été retiré? Quand le premier ministre congédiera-t-il ce ministre raté?

[Français]

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous avons eu les tragédies de la mosquée de Québec, de Polytechnique, de Portapique.

[Traduction]

Il y a eu des fusillades de masse au Canada, et les Canadiens nous ont dit très clairement qu'ils veulent que l'accès aux armes d'assaut conçues pour la guerre soit restreint. La seule chose qui a distingué notre parti du parti d'en face au cours de toutes ces tragédies, c'est notre volonté de mettre en place des mesures pour limiter l'accès aux armes d'assaut et leur refus obstiné d'écouter les Canadiens et d'entendre raison sur cette question. Les conservateurs doivent écouter les Canadiens et prendre au sérieux la question des fusils d'assaut.

[Français]

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, Radio-Canada nous apprend que l'Agence des services frontaliers du Canada a intercepté plus de 1 500 véhicules volés l'an dernier au port de Montréal, signalant une hausse constante des vols liés au crime organisé international. Cette criminalité s'étend aussi au blanchiment d'argent issu de fraudes amoureuses qui ravagent la vie des Québécois.

Le premier ministre justifie le fait de garder le ministre de la Sécurité publique en poste alors qu'il ne comprend pas ce qui se passe au pays. Il sait que ces organisations criminelles sont soupçonnées par les services de renseignement de financer des activités terroristes et d'avoir des liens avec le Hezbollah.

Est-ce que le premier ministre a le courage de le mettre dehors aujourd'hui?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le ministre de la Sécurité publique vient d'informer la Chambre du nombre d'enlèvements au pays. Il est évidemment aux commandes pour assurer notre sécurité nationale.

Concernant les armes à feu de style arme d'assaut, les Canadiens ont été clairs. À la suite des tragédies de Polytechnique, de Portapique et de la mosquée de Québec, ils ne veulent pas voir ces fusils accessibles dans nos rues. Quand est-ce que les conservateurs vont écouter la raison et se joindre à nous pour limiter l'accès aux armes d'assaut au Canada?

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, à l'évidence, le leader du gouvernement à la Chambre n'a rien compris à ma question. Je ne parlais pas d'armes à feu. En passant, les armes qui ont été utilisées à Portapique venaient des États-Unis, elles étaient illégales. Cela n'a rien à voir avec ce qui se passe au pays.

Ma question portait sur le crime organisé international qui agit au port de Montréal et dans la région de Montréal avec des criminels qui financent le Hezbollah. Cela se passe sous les yeux du ministre de la Sécurité publique, qui ne fait absolument rien pour ça et qui ne comprend même pas ce qui se passe au pays.

Ma question est simple: est-ce que le premier ministre aura le courage de mettre le ministre de la Sécurité publique dehors maintenant?

[Traduction]

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, de toute évidence, le nombre de vols de voitures connaît une baisse considérable partout au Canada. Dans l'ensemble du pays, le nombre de vols de voitures a diminué de 19 % par rapport à l'année dernière.

Nous avons investi 1,3 milliard de dollars dans nos services frontaliers. Nous avons investi dans de nouveaux scanners. Nous avons investi dans de nouveaux équipements pour accroître les inspections des articles qui sortent du pays. Nous investissons dans l'embauche de 1 000 agents de la GRC supplémentaires. Nous faisons ce qu'il faut pour que notre frontière soit plus sûre que jamais.

* * *

[Français]

LA JUSTICE

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement du Québec a annoncé qu'il veut empêcher les Hells Angels d'afficher leurs couleurs. Québec n'aurait pas besoin d'agir si le fédéral faisait son travail en interdisant les « patches » dans le Code criminel, qui relève exclusivement du fédéral. Le Bloc québécois avait même déposé un projet de loi en ce sens en 2017, le projet de loi C-349. Tous les partis ont voté contre. Québec se retrouve donc encore obligé de faire le travail du fédéral parce qu'aucun parti ici n'a le courage d'en découdre avec le crime organisé.

Le gouvernement va-t-il enfin prendre ses responsabilités et interdire le port d'emblèmes d'organisations...

• (1440)

Le Président: L'honorable ministre de la Justice a la parole.

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, je veux commencer par remercier mon collègue de sa question.

Questions orales

Comme le député le sait très bien, nous présentons de nouveaux projets de loi pour protéger les communautés qui vivent de la haine de la part d'une autre communauté.

[Traduction]

Ce projet de loi prévoit ériger en acte criminel le fait de fomenter volontairement la haine au moyen de symboles haineux précis. Bien sûr, comme le député le sait, c'est la liste des entités terroristes prévue dans le Code criminel qui oriente les décisions concernant les groupes visés. Ces décisions reposent sur les conseils indépendants de notre appareil de sécurité nationale, comme il se doit.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, le projet de loi C-9 du gouvernement veut interdire le port de la croix gammée. Il veut aussi interdire le port de symboles liés aux groupes inscrits à la liste d'entités terroristes.

Cependant, il n'a pas le courage de faire exactement la même chose pour les groupes criminels, tels que les Hells Angels. Les patches des Hells représentent le crime organisé, le meurtre, la montée de la violence liée aux gangs qui inquiète les Québécois. Il nous semble que c'est assez haineux comme symbole pour que les libéraux l'interdisent.

Qu'attendent-ils pour agir?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, ce projet de loi inclut spécifiquement les symboles qui encouragent la promotion intentionnelle de la haine, incluant des symboles nazis de même que des symboles d'organisations terroristes.

[Traduction]

Il est essentiel que les décisions relatives à l'inscription des entités terroristes au Canada soient prises de façon indépendante par notre appareil de sécurité nationale. Si le député souhaite soumettre cette question aux parlementaires dans le cadre de l'étude en comité, je l'invite à voter en faveur de ce projet de loi, à le renvoyer au comité et à faire valoir son point de vue devant tous les députés.

* * *

L'ÉCONOMIE

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, le prix du panier d'épicerie a atteint des sommets sans précédent sous Justin Trudeau.

Le premier ministre s'est fait un défi personnel de le supplanter. En août, l'inflation du prix des aliments surpassait l'inflation générale de 84 %, et le directeur parlementaire du budget estime maintenant que le déficit pourrait atteindre 70 milliards de dollars. C'est le déficit libéral qui alimente la taxe inflationniste qui, elle, fait grimper le prix du panier d'épicerie.

Pourquoi le premier ministre souhaite-t-il à tout prix que le panier d'épicerie coûte encore plus cher que sous Justin Trudeau?

Questions orales

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, grâce au programme d'alimentation dans les écoles, les familles canadiennes économisent en moyenne 800 \$ par année sur le coût des aliments. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres des mesures que nous prenons pour garantir aux Canadiens une qualité de vie abordable. Le régime de soins dentaires mis en place dans ma circonscription change la vie des propriétaires de petites entreprises et des artistes qui, pendant de nombreuses années, n'ont pas eu accès à des soins dentaires et qui, pour la toute première fois, peuvent obtenir des soins dentaires abordables.

Voilà le genre de soutien auquel les familles s'attendent, et c'est ce qu'elles obtiennent avec un gouvernement libéral.

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, ce programme d'alimentation nourrit la bureaucratie et non les enfants.

Le ministre des Finances a fait tout un spectacle et déclaré qu'il allait convoquer tous les PDG des chaînes d'alimentation et leur dire: « Hé, les amis, vous feriez mieux de faire baisser les prix à l'épicerie, sinon... » Ensuite, il a doublé le déficit. Résultat: l'inflation a grimpé, le prix des aliments a monté en flèche et 2 millions de Canadiens ont été forcés de recourir aux banques alimentaires.

Pourquoi le ministre des Finances ne s'adresse-t-il pas au vrai coupable de l'inflation, ce pseudo-expert du budget assis à ses côtés, et ne lui dit-il pas d'arrêter de faire croître le déficit pour que le prix des aliments puisse réellement baisser?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, s'ils ne nous croient pas, ils croiront peut-être un enfant. Voici ce qu'a dit un élève de 7^e année: « C'est une bonne idée d'investir dans une alimentation scolaire saine, car plus les enfants sont en santé, plus la société est en santé. La nourriture dans les écoles est importante pour moi... »

Des voix: Oh, oh!

Le Président: S'il vous plaît, chers collègues, j'aimerais aussi entendre ce que cet élève de 12 ans avait à dire.

Reprenez du début, je vous prie.

L'hon. Patty Hajdu: Monsieur le Président, lorsqu'un élève de 7^e année...

Des voix: Oh, oh!

• (1445)

Le Président: Je n'entends rien.

Nous allons reprendre depuis le début.

L'hon. Patty Hajdu: Monsieur le Président, écoutons les propos d'un enfant qui défend les intérêts des autres enfants au Canada.

Voici ce qu'a dit un jeune Canadien de septième année: « C'est une bonne idée d'investir dans le programme d'alimentation scolaire, parce que plus les enfants sont en santé, plus la société est en santé. Le programme est important pour moi, parce que les enfants doivent être en santé. »

Je suis très fière de cet élève de septième année plein d'empathie et qui sait que les jeunes dans les écoles méritent d'avoir les meilleures chances de réussite. On ne peut pas en dire autant des

conservateurs, qui sont en train de rire de la compassion dont les enfants canadiens font preuve.

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, la ministre est complètement déconnectée de la réalité. Elle ne comprend pas que ces enfants ont quand même faim chaque soir, chaque fin de semaine et tout l'été. Leurs parents n'ont pas les moyens de nourrir leur famille, parce que les déficits inflationnistes du gouvernement libéral ont fait grimper le prix des aliments 48 % plus vite au Canada qu'aux États-Unis depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre.

Le premier ministre a voulu être jugé en fonction du coût du panier d'épicerie. Eh bien, le verdict est tombé depuis longtemps. Entre l'impression de billets pour financer les déficits, l'explosion du recours aux banques alimentaires et les Canadiens qui doivent sauter des repas, le gouvernement libéral mérite un gros zéro.

Les libéraux voteront-ils aujourd'hui en faveur de la motion conservatrice visant à réduire les taxes inflationnistes imposées aux Canadiens?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, ce que nous venons d'entendre à la Chambre est franchement choquant. Le porte-parole des conservateurs en matière de finances a osé dire que nous choisissons la bureaucratie au lieu de nourrir les enfants. J'aimerais l'inviter à l'école primaire où j'ai moi-même aidé à servir le petit-déjeuner à des enfants, pour lui montrer le yogourt, les tranches d'orange et les œufs qu'on leur offre chaque jour.

Je réponds au député que nous allons voter contre la motion. Nous allons plutôt travailler fort pour mettre en place des mesures de soutien pour les Canadiens, mesures auxquelles il s'opposera.

[Français]

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit que les Canadiens le jugeraient selon le coût de l'épicerie. Le directeur parlementaire du budget a révélé que le déficit allait être le double de ce qui a été promis il y a six mois.

Le premier ministre globe-trotter réalise-t-il que chaque dollar qu'il dépense vient de la poche des Canadiens et des Canadiennes? Le premier ministre se rend-il compte que la promesse rompue de doubler le déficit fait augmenter et exploser les prix de l'épicerie?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, puisqu'il est question aujourd'hui d'alimentation scolaire, j'invite mon collègue à appeler, ça ne prend pas de temps, le Club des petits déjeuners du Québec. C'est un excellent organisme qui va dans les écoles, fournit des oranges, des yogourts, des œufs et des gaufres. Des fois, il pourrait même inviter le député à aller voir l'effet sur le terrain et la capacité d'apprendre de nos jeunes au sein des écoles.

Ça, ce sont des appuis et de l'aide que souhaitent les Canadiens et non de la rhétorique conservatrice du libre marché.

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, je n'ai aucune leçon à recevoir du leader. Je viens de mettre sur pied une aide alimentaire pour les écoles, chez nous, avec des amis. Je pense que le leader peut repasser pour la leçon.

Le premier ministre a dit aux Canadiens qu'il allait être jugé selon le coût de l'épicerie. Malheureusement pour lui, c'est un échec total. Il y a 33 % d'augmentation sur le prix du bœuf, 26 % sur celui de la soupe et 22 % sur celui du café.

Le premier ministre a échoué, son équipe a échoué, la même équipe libérale. Le premier ministre peut-il faire un budget respectueux?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue le ministre des Finances va non seulement faire un budget respectueux, mais un budget générationnel, qui va donner des occasions d'emplois et de croissance économique pour bâtir ce grand et beau pays.

J'invite le député, s'il tient à l'alimentation scolaire dans les écoles, à se lever et à défier son whip, qu'il n'a probablement pas encore rencontré, qui va lui dire de voter contre l'aide à l'alimentation scolaire.

Je l'invite à se lever pour les jeunes, dans sa circonscription et dans la mienne, et à appuyer l'alimentation scolaire au Canada.

* * *

• (1450)

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens de partout au pays se préparent à souligner la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation le 30 septembre. C'est l'occasion pour nous tous de nous remémorer l'histoire et les séquelles des pensionnats autochtones et d'honorer les survivants et leurs familles.

La ministre des Relations Couronne-Autochtones peut-elle nous parler de l'importance de cette journée et de ce que les Canadiens peuvent faire pour contribuer à atténuer les séquelles laissées par le système des pensionnats et pour favoriser la réconciliation?

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question et pour l'excellent travail qu'il fait dans sa circonscription.

À l'occasion de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, nous rendons hommage aux enfants qui ne sont jamais rentrés chez eux et nous exprimons notre solidarité aux survivants, à leurs familles et aux communautés qui vivent avec les séquelles des pensionnats autochtones. En réponse à l'appel à l'action n° 80, cette journée est devenue un jour férié fédéral en 2021. Depuis, le gouvernement soutient des centaines d'activités communautaires tous les 30 septembre, dont 339 qui auront lieu un peu partout au pays mardi prochain.

J'encourage mes collègues et tous les Canadiens à participer aux cérémonies ou aux événements dans leur collectivité, à réfléchir, à se souvenir et à réaffirmer leur engagement envers le travail de réconciliation en cours.

* * *

L'ÉCONOMIE

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, chaque dollar dépensé par le premier ministre alourdit le déficit et fait grimper le prix des denrées alimentaires pour les fa-

milles canadiennes. En fait, le directeur parlementaire du budget a révélé que le déficit sera plus élevé que ce qui avait été promis il y a seulement six mois. Les déficits incontrôlés font grimper le prix de tout ce que nous achetons. C'est une taxe sur les familles de travailleurs.

Le premier ministre a dit que nous devrions le juger en fonction des prix à l'épicerie. Quand admettra-t-il enfin qu'il s'agit d'une autre promesse rompue?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, en tant que personne ayant réellement élaboré des budgets dans le secteur privé — contrairement au chef conservateur, qui ne l'a jamais fait —, je suis fier de soutenir un gouvernement qui, le 4 novembre, présentera un plan visant à réduire les dépenses de fonctionnement afin que nous puissions investir davantage dans le pays et faire de notre économie la plus forte du G7.

Le chef conservateur et son parti se sont opposés à toutes les mesures d'abordabilité que nous avons proposées. Ils devraient avoir honte.

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, peu importe la carrière qu'a eue le député, la dure réalité est que les familles de Terre-Neuve-et-Labrador ont du mal à se nourrir. Près de 40 % des enfants vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, et les familles monoparentales connaissent un taux d'insécurité alimentaire de 56 %. C'est le taux le plus élevé au pays. Des milliers d'enfants et de parents dépendent des banques alimentaires pour survivre.

Pendant ce temps, les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter. Le premier ministre comprend-il que ses promesses rompues et ses déficits galopants rendent les produits alimentaires inabordables pour toutes les familles?

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de l'opposition de Terre-Neuve-et-Labrador de me donner l'occasion de célébrer une pêche très fructueuse dans la province: celle de la morue du Nord, dont les quotas ont été augmentés. J'ai visité des collectivités, discuté avec des pêcheurs, visité des transformateurs et discuté avec des travailleurs d'usines. Il s'agit d'un coup de pouce économique pour les régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador.

J'invite mon collègue de Long Range Mountains à collaborer avec le gouvernement afin d'encourager les jeunes à envisager la pêche comme un choix de carrière viable. Il y a tant de raisons de se réjouir.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): « Nous n'avons pas les moyens de manger. » Voilà, monsieur le Président, le message que mes concitoyens me transmettent tous les jours par téléphone, par courriel ou par la poste. La banque alimentaire Daily Bread s'attend à servir 4 millions de personnes, ce qui représente beaucoup de Canadiens désespérés.

Aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a confirmé que le déficit du gouvernement actuel sera deux fois plus élevé que celui de Justin Trudeau. Ce sont les dépenses irresponsables qui font grimper l'inflation et le coût de tout ce que nous achetons. Le premier ministre lui-même a dit qu'il serait jugé en fonction des prix à l'épicerie. Eh bien, son échec est total et indéniable.

Quand le gouvernement libéral cessera-t-il de vider les poches des Canadiens pour payer ses échecs?

Questions orales

L'hon. Adam van Koeverden (secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, des études montrent que les programmes d'alimentation dans les écoles améliorent la santé physique et mentale des élèves. Ces programmes améliorent aussi les résultats d'apprentissage, et les élèves obtiennent de meilleures notes en sciences, en mathématiques et en lecture. Ces repas sains offerts dans les écoles peuvent également aider une famille à économiser jusqu'à 200 \$ par mois. Voilà une véritable solution pour rendre la vie plus abordable et améliorer la santé des Canadiens.

Pourquoi, au moment du vote sur la question, les conservateurs se sont-ils prononcés contre la saine alimentation dans les écoles? Pourquoi le député de Calgary-Est vient-il de dénigrer tous ces programmes qui aident des dizaines de milliers d'enfants en Alberta et des centaines de milliers d'enfants partout au Canada?

• (1455)

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans de règne libéral, les Canadiens n'ont plus les moyens de se nourrir. Le fait d'imprimer des billets a eu l'effet d'une taxe inflationniste qui fait augmenter le prix des aliments. La taxe sur le carbone pour les industries a fait augmenter le coût de l'exploitation agricole, ce qui a fait grimper le prix des aliments. La taxe sur les emballages des aliments mise en place par le gouvernement libéral a également fait grimper le coût des denrées alimentaires. Les familles sont en difficulté, et les enfants sont les plus durement touchés. À Lethbridge, le recours aux banques alimentaires par les enfants a augmenté de 150 % au cours des quatre dernières années seulement.

Assez, c'est assez. Les libéraux appuieront-ils la motion conservatrice visant à abolir la taxe sur les aliments?

L'hon. Anna Gainey (secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse), Lib.): Monsieur le Président, il est clair que le gouvernement a toujours soutenu les familles. Nous savons qu'elles ont besoin d'aide, car elles l'ont demandée. Le résultat des dernières élections montre que le plan que nous mettons en œuvre et notre engagement à soutenir les familles sont solides.

Nous avons un programme national d'alimentation dans les écoles. Nous avons un programme national de soins dentaires. Nous avons l'Allocation canadienne pour enfants. J'invite les députés à nous appuyer afin que le programme national d'alimentation dans les écoles devienne permanent.

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, la députée a déclaré que le gouvernement libéral « a toujours soutenu les familles », et je la cite textuellement.

J'aimerais qu'elle le dise à Scott, un habitant de ma circonscription. Scott a une conjointe et des enfants. Il travaille fort, mais il a beaucoup de difficulté à joindre les deux bouts. Il n'y a pas longtemps, nous nous sommes parlé au téléphone, et il m'a dit qu'il avait du mal à nourrir sa famille. En fait, lui et sa conjointe doivent se contenter d'un seul repas par jour pour payer leurs factures, et pour s'assurer de bien nourrir leurs enfants.

C'est une famille qui travaille fort et qui n'arrive pourtant pas à joindre les deux bouts. Ils en arrachent. Qu'est-ce que la députée voudrait que je réponde à Scott et à sa famille?

L'hon. Anna Gainey (secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse), Lib.): Monsieur le Président, nous avons un certain nombre de mesures de soutien pour les enfants et les familles, y compris un programme national d'alimentation en milieu scolaire, un programme

de soins dentaires et la prestation canadienne pour la garde d'enfants.

J'encourage la députée à voter en faveur de ces programmes et à les appuyer, car ils apportent une aide concrète aux familles, non seulement dans sa circonscription, mais aussi dans la mienne et dans toutes les nôtres, partout au pays.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, comment se fait-il que les libéraux ne comprennent pas que, s'ils cessaient de taxer les Canadiens à mort, nous n'aurions pas besoin des programmes?

Après 10 ans de dépenses inconsidérées de la part du gouvernement libéral, le prix du panier d'épicerie continue d'augmenter. Le premier ministre a dit qu'il serait jugé en fonction des coûts à l'épicerie. Eh bien, 35 % des enfants de la Saskatchewan vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

Quand les libéraux vont-ils éliminer leur taxe sur le carbone pour le secteur industriel, leur deuxième taxe sur le carbone et leur taxe sur l'emballage des aliments afin que les Canadiens aient les moyens de nourrir leurs propres enfants?

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je tiens à souligner qu'en ce qui concerne Saskatchewan, les gens sont ravis des centaines de milliers de logements que nous construisons pour les familles partout au pays. Nos efforts sont également salués en Saskatchewan.

Il y a aussi le programme de repas dans les écoles, comme on l'a mentionné, et une foule d'autres mesures pour aider les familles de notre grand pays. Encore une fois, en ce qui concerne le gouvernement fédéral, nous serons là pour aider les familles, y compris en Saskatchewan.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, ce député du Nord de la Saskatchewan a abandonné les habitants de sa circonscription plus rapidement que n'importe quel autre député que j'aie jamais vu.

Le député a voté en faveur d'un programme de rachat d'armes à feu, empêchant ainsi ses concitoyens de chasser sur leurs propres terres. D'une part, il a voté pour un programme de rachat d'armes à feu et il appuie ce programme. D'autre part, on constate une augmentation de 259 % de l'utilisation des banques alimentaires en Saskatchewan, car les gens n'ont pas les moyens de se nourrir.

Il veut s'attribuer le mérite des programmes libéraux. Il devrait soutenir les habitants de la Saskatchewan, et non ses larbins libéraux.

• (1500)

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, le député fait référence au programme d'indemnisation pour les armes à feu.

Ces armes à feu sont interdites depuis plusieurs années. Je tiens à remercier les propriétaires responsables qui ont conservé ces armes en lieu sûr et attendent désormais un plan. Dans le cadre de ce plan, ils seront indemnisés pour les armes à feu désormais interdites.

Je crois que ce plan permettra d'éliminer les armes à feu de style arme d'assaut de nos collectivités, ce qui est essentiel et important. Ce type d'armes n'a pas sa place au Canada.

Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC): Monsieur le Président, il y a une nouvelle-choc dans un rapport fracassant du surveillant des finances indépendant du Canada: les déficits du gouvernement libéral explosent.

Cela signifie une dette encore plus lourde pour les Canadiens ainsi qu'une hausse généralisée des prix. Le prix du panier d'épicerie est déjà jusqu'à 70 % supérieur à la cible, mais le plan des libéraux est de jeter encore de l'huile sur le feu. La dette explose, l'économie se contracte et les coffres du gouvernement sont vides.

Pourquoi le premier ministre impose-t-il son budget insensé qui doublera le déficit et enverra encore plus de Canadiens aux banques alimentaires?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas où étaient les conservateurs ces quatre derniers mois, mais nous nous concentrons sur la maîtrise du coût de la vie pour les Canadiens. Nous avons baissé les impôts de 22 millions de Canadiens. Nous avons réduit la TPS pour les acheteurs d'un premier logement. Les taux d'intérêt sont en baisse. Grâce à Maisons Canada, nous allons construire des logements à une échelle que l'on n'a plus vue depuis la Seconde Guerre mondiale.

Il est temps que les conservateurs arrêtent de dire n'importe quoi, se joignent à nous et nous emboîtent le pas.

Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC): Monsieur le Président, chaque dollar dépensé par le premier ministre libéral vient des poches des travailleurs canadiens. Jamais le gouvernement n'a dépensé autant pour accomplir si peu. Les libéraux ont flambé beaucoup d'argent, et quel a été le résultat? Une fréquentation record des banques alimentaires et une hausse de 40 % des prix à l'épicerie. Selon le gardien de la rigueur budgétaire, les déficits des libéraux seront maintenant deux fois plus élevés que sous le règne de Justin Trudeau.

Les libéraux changeront-ils de cap et voteront-ils pour la motion des conservateurs visant à mettre fin aux taxes libérales sur les aliments?

L'hon. Maninder Sidhu (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre bâtit des ponts avec d'autres pays, et j'ai de bonnes nouvelles pour les Canadiens. Nous venons de signer un accord commercial générationnel avec l'Indonésie, qui est au quatrième rang des pays les plus peuplés au monde, qui possède la classe moyenne à la croissance la plus rapide et compte plus de 275 millions de consommateurs potentiels désireux d'acheter des produits canadiens.

Voilà un autre exemple concret des nouvelles portes qui s'ouvrent pour les travailleurs et les entreprises des collectivités de l'ensemble du Canada, grâce à nos efforts sur la scène internationale.

[Français]

LA DÉFENSE NATIONALE

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur le Président, au Comité permanent de la défense nationale, j'ai entendu parler du travail remarquable accompli par les Forces armées canadiennes partout au Canada et en Europe. J'ai personnellement eu la chance de le voir en direct à Petawawa hier.

Alors que le Canada fait un investissement générationnel dans la défense nationale, est-ce que le ministre peut nous informer de la

manière dont nous allons renforcer notre présence militaire au Canada et partout dans le monde?

L'hon. David McGuinty (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que nos partenaires souhaitent voir le Canada jouer un rôle beaucoup plus important sur la scène internationale.

Hier, nous avons signé un nouvel accord avec l'Indonésie, visant à renforcer la participation des Forces armées canadiennes aux exercices militaires dans la région indo-pacifique. Cet accord profitera également à l'industrie canadienne et contribuera à la création d'emplois. Grâce à ce nouvel accord, on verra davantage les Forces armées canadiennes à leur meilleur dans la région indo-pacifique.

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre nous invite à le juger selon l'évolution des prix à l'épicerie. Eh bien, les données sont arrivées, et les choses augurent bien mal pour lui. Le directeur parlementaire du budget dit que les dépenses du premier ministre vont dépasser même les dépenses inflationnistes imprudentes de Trudeau, ce qui fera augmenter le coût de l'épicerie pour les aînés.

Myra, de Langley, dit: « J'ai travaillé et planifié ma retraite toute ma vie et maintenant, j'arrive à peine à subsister. » Comme beaucoup d'autres aînés, Myra veut savoir si le premier ministre va cesser de les appauvrir avec ce cycle interminable de dépenses inflationnistes et de déficits.

● (1505)

L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.): Monsieur le Président, les aînés qui ont contribué à bâtir ce pays ne devraient jamais avoir à choisir entre se nourrir ou chauffer leur logement. Je m'entretiens fréquemment avec des aînés de ma circonscription, Esquimalt—Saanich—Sooke, en Colombie-Britannique, et ils sont fiers de ce que fait le gouvernement. Ils sont fiers que nous prenions des mesures qui aident réellement les aînés canadiens à vieillir dans la dignité. Nous réduisons les tracasseries administratives. Nous accélérons la construction d'habitations. Nous offrons des soins dentaires aux aînés grâce à un programme auquel plus de 2 millions d'entre eux ont déjà adhéré.

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons un excellent bilan, alors que le bilan du parti d'en face a été d'augmenter l'âge de la retraite, de réduire les prestations et d'abandonner les aînés à leur sort. Les aînés peuvent faire confiance au gouvernement actuel.

Kelly DeRidder (Kitchener-Centre, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit que les Canadiens le jugeraient selon l'évolution du coût des aliments à l'épicerie. En raison des dépenses des libéraux, deux sacs d'épicerie moyens coûtent maintenant 150 \$. Auparavant, nous pouvions remplir deux chariots pour ce montant. Selon la banque alimentaire régionale de Waterloo, au cours de la première moitié de septembre seulement, plus de 15 000 personnes ont eu recours à ses services.

Quand le premier ministre fera-t-il preuve d'un peu de compréhension et d'empressement au lieu de se défilier constamment et de retarder sans cesse les choses tout en augmentant les déficits?

Questions orales

L'hon. Rebecca Chartrand (Ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je veux parler de nos réussites de ce côté-ci de la Chambre. Le nouveau gouvernement s'efforce de donner aux collectivités du Nord et de l'Arctique les moyens d'agir à l'aide de solutions dirigées par les Autochtones qui fonctionnent dans le Nord. Par exemple, une usine d'aliments traditionnels inuvialuits distribue du bœuf musqué, du renne, du poisson et des baies récoltées afin que les familles puissent compter sur des aliments traditionnels tout au long de l'année. De plus, le programme de soutien aux chasseurs-cueilleurs a permis à plus de 5 500 chasseurs-cueilleurs d'avoir accès à des congélateurs, à du carburant et à de l'équipement, ce qui a permis de maintenir l'approvisionnement et le partage des aliments locaux.

Ces histoires continueront de se multiplier parce que nous sommes...

[Français]

Le Président: L'honorable député de Montmorency—Charlevoix a la parole.

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, dans Montmorency—Charlevoix, le prix de l'épicerie explose.

Pour mieux comprendre le phénomène, j'ai appelé Simon Plante de Polyculture Plante, à l'Île d'Orléans, lauréat du concours Jeunes agriculteurs d'élite du Québec en 2024. C'est un gars qui connaît ça. Il me disait que la paperasserie est étouffante. Il y a de nouvelles réglementations d'année en année. Le coût de transport monte en flèche. La taxe sur le carbone alourdit la facture. Le résultat est que les producteurs et les familles en paient le prix.

Est-ce que les libéraux vont appuyer notre plan de couper dans les taxes et la bureaucratie pour permettre à la nourriture d'être abordable?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, j'ai eu l'occasion de visiter la raffinerie de Strathcona de la Compagnie Pétrolière Impériale, en Alberta. Je peux assurer aux députés qu'on y emploie des méthodes sans précédent pour transformer des graines de canola en biocarburant. L'Impériale est une entreprise canadienne qui s'efforce de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle utilise des graines de canola d'ici pour offrir au Canada et à ses citoyens des produits qui permettent vraiment de réduire les émissions de gaz à effet de serre au pays. Je dis bravo à la Compagnie Pétrolière Impériale.

* * *

LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

Alana Hirtle (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, cette semaine, nous soulignons la Semaine de l'égalité des sexes, une occasion de reconnaître les progrès que nous avons réalisés et le travail qu'il reste à faire.

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État aux Petites Entreprises et au Tourisme peut-elle nous dire ce que fait le nouveau gouvernement pour promouvoir l'égalité et bâtir un Canada équitable et sûr pour tous?

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, cette semaine nous donne l'occasion de réfléchir non seulement à nos réalisations, mais aussi aux progrès que nous n'avons pas encore réalisés. Le gouvernement a mis en œuvre des initiatives pour aider les entrepreneuses, le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe et une loi sur l'équité salariale afin d'uniformiser les règles du jeu pour les femmes.

Nous sommes conscients qu'il reste du travail à faire, et c'est pourquoi le gouvernement présentera cet automne un projet de loi qui assurera la sécurité des femmes afin qu'elles puissent participer de façon égale à la société.

De ce côté-ci de la Chambre, nous comprenons que nous ne pouvons pas bâtir l'économie la plus forte du G7 sans la participation pleine et égale des femmes.

* * *

● (1510)

L'ÉCONOMIE

Jagsharan Singh Mahal (Edmonton-Sud-Est, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit que les Canadiens le jugeraient en fonction du coût à l'épicerie. Après 10 ans du même gouvernement libéral, les Canadiens n'ont pas les moyens de se nourrir en raison des taxes sur la nourriture.

Le recours aux banques alimentaires d'Edmonton a doublé au cours des cinq dernières années. Le prix du sucre a augmenté de 20 %, celui du café, de 22 %, et celui des raisins, de 24 %. Ces hausses sont attribuables aux taxes libérales sur les emballages alimentaires et à la taxe sur le carbone appliquées aux engrais.

Les libéraux vont-ils adopter la motion des conservateurs et arrêter de taxer notre nourriture?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, le 4 novembre, nous déposerons un plan qui réduira les dépenses dans les activités gouvernementales afin de pouvoir investir dans notre pays. Nous allons investir dans des projets d'intérêt national et les construire. Nous allons créer et bâtir l'économie la plus forte du G7. Nous croyons en l'abordabilité, mais pas le parti d'en face. Je demande à ses députés de cesser de faire de grands discours et de se joindre à nous.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, ça n'allait déjà pas bien, mais, là, ça empire. En juillet, on a perdu 41 000 jobs. Au mois d'août, on a perdu 66 000 jobs. Chez les jeunes, le taux de chômage frôle les 15 %. Cet été, chez les étudiants, le taux de chômage était à 18 %. Avec la crise du logement et la crise climatique, on ne s'étonne pas que les jeunes aient perdu espoir en l'avenir.

Quand est-ce que les libéraux vont enfin investir dans les énergies renouvelables et quand est-ce que le gouvernement va se réveiller et créer des bons emplois verts et syndiqués?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a présenté une longue liste.

Pour le chômage chez les jeunes, nous allons déposer un budget générationnel. Le député aura l'occasion de soutenir ce budget qui va créer des opportunités et des occasions d'emplois et de l'abordabilité en logement, entre autres, pour nos jeunes.

Pour ce qui est du soutien aux énergies renouvelables et aux technologies, c'est évidemment ce qui caractérise ce gouvernement. Nous allons continuer d'y investir. Le Canada va mener le monde entier en investissant dans les énergies renouvelables.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, il n'y a pas un jeune qui va être rassuré par ces réponses-là.

Le programme de rénovation domiciliaire est super populaire, avec raison. Ça diminue les factures de chauffage pour les familles et c'est bon pour l'environnement. Les gens changent l'isolation, les portes et les fenêtres, installent des panneaux solaires, et ainsi de suite. Cependant, le 1^{er} octobre, la semaine prochaine, il n'y aura plus une cenne dans le programme.

Que font les libéraux? Ils ne feront rien. Ils ne mettront pas d'argent. C'est tant pis pour l'environnement et tant pis pour les familles qui voulaient faire des rénovations. Qu'elles s'arrangent.

Est-ce que les libéraux vont investir dans ce programme qui aide les familles?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, cela me donne l'occasion de parler du fait que nous travaillons bien avec les provinces pour donner des ressources aux Canadiens qui veulent rénover leur maison et réduire leur empreinte carbone. Il y a une ou deux semaines, j'étais au Manitoba, où nous travaillons pour aider les gens moins nantis à faire ces rénovations sans payer un sou. En Ontario, nous aidons les gens à faire ces rénovations avec la collaboration de la province. Nous allons travailler pour aider les Canadiens chaque jour.

* * *

[Traduction]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de Son Excellence Micheál Martin, le taoiseach, c'est-à-dire le premier ministre, de l'Irlande.

Des voix: Bravo!

Le Président: J'invite tous les députés à se joindre au taoiseach et à moi dans la pièce 233-S du salon du Président, immédiatement après la période des questions, pour une réception en son honneur.

* * *

● (1515)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, je sais que le leader du gouvernement à la Chambre des communes ne voudrait pas éluder la question du jeu-

Travaux des subsides

di. C'est probablement le point fort de sa semaine. Vers la fin de chaque semaine, le jeudi est le jour où l'opposition a l'occasion de demander au leader du gouvernement à la Chambre quels travaux sont prévus pour le reste de la semaine et la semaine prochaine.

J'espère que le ministre nous dira quand le gouvernement cessera de faire de l'obstruction et présentera enfin un projet de loi visant à mettre fin à la criminalité et au chaos qui sont causés par le système libéral de mise en liberté sous caution et qui terrorisent les Canadiens. Cela fait maintenant deux semaines que nous sommes revenus. On dirait presque que les libéraux n'ont rien fait cet été. Ils n'ont certainement pas écouté les associations de policiers qui exigent ces changements. Ils n'ont certes pas écouté non plus les députés de l'opposition qui ont présenté à cette fin des mesures législatives sensées.

Par souci d'impartialité, je me demande si le leader du gouvernement à la Chambre des communes peut nous dire s'il collaborera avec nous pour accélérer l'adoption des lois conservatrices. Si les libéraux ne présentent pas eux-mêmes de projets de loi à la Chambre, vont-ils au moins s'écarter du chemin afin que nous puissions faire adopter nos projets de loi pour assurer la sécurité des Canadiens?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à assurer à mon collègue que la question du jeudi et notre rendez-vous hebdomadaire me plaisent beaucoup. Je m'en réjouis.

Comme le député le sait bien, nous nous sommes fermement engagés à présenter, au cours de la présente session, un projet de loi visant à réformer le système de mise en liberté sous caution. Le député d'en face devrait faire attention à ce qu'il demande, car il aura l'occasion de voter en faveur d'un solide projet de loi libéral visant à lutter contre la criminalité. Nous solliciterons sans réserve et avec sincérité son appui et celui de ses collègues.

[Français]

Cet après-midi, nous poursuivrons le débat sur la motion de l'opposition du Parti conservateur.

Demain, nous entamerons le débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-8, une loi sur la protection des cybersystèmes essentiels.

[Traduction]

Comme tous les députés le savent, la Chambre demeurera ajournée lundi et mardi prochains pour souligner la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. À notre retour le mercredi, nous reprendrons le débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-9, Loi visant à lutter contre la haine. Enfin, j'informe la Chambre que jeudi prochain sera un jour désigné.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — TAXATION DES ALIMENTS

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de reprendre ce débat.

Travaux des subsides

Au moment où je me suis arrêté, je parlais de la taille de ma circonscription, Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, qui fait 5 kilomètres carrés de plus que la Suisse.

Ma circonscription a la grande chance de disposer d'une abondance de potasse, c'est-à-dire de l'engrais, de voies ferrées qui acheminent les marchandises vers les marchés et d'une base militaire de première classe qui entraîne la prochaine génération de pilotes. C'est aussi là que se trouve la patrouille de démonstration aérienne des Snowbirds, qui est connue dans le monde entier.

On y trouve également des terres fertiles qui sont considérées comme le grenier du Canada, qui n'existerait pas sans l'agriculture, très importante dans notre circonscription. Les défis et les coûts supplémentaires auxquels les producteurs agricoles sont confrontés ont été alourdis par le gouvernement libéral. Ces coûts sont ensuite reflués aux consommateurs.

J'aimerais donner un aperçu général de ce à quoi le secteur agricole canadien est confronté. Selon Statistique Canada, le revenu net des agriculteurs canadiens a chuté de 25,9 % en 2024. Il s'agit de la plus forte baisse du revenu net enregistrée depuis 2018. Les dépenses de fonctionnement totales des exploitations agricoles ont augmenté de 2,4 % en 2024. Pour la deuxième année de suite, les frais d'intérêt ont mené à la hausse des dépenses de fonctionnement agricoles totales, qui ont augmenté de 28,6 % en 2024 par rapport à l'année précédente.

Au milieu de l'année 2024, la Banque du Canada a commencé à réduire son taux directeur après plus de deux ans de hausses consécutives. C'est donc dire que l'endettement des producteurs s'est accru, ce qui a fait grimper les frais d'intérêt. L'endettement du secteur agricole a augmenté de 14,1 % en 2024, soit la plus forte augmentation annuelle depuis 1981. En Saskatchewan, le revenu agricole net total a diminué de plus de 36 %.

Je suis sûr que tout le monde ici est conscient de la crise qui frappe notre secteur du canola. Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan est l'une des plus grandes régions productrices de canola au Canada. Par conséquent, les députés peuvent comprendre ma frustration au cours de l'été dernier quand la Chine a annoncé des droits de douane massifs. Les droits de douane de plus de 75 % imposés par Pékin sur les graines de canola ne sont qu'une attaque injustifiée de plus contre nos agriculteurs. Ces récentes mesures prises par la Chine s'ajoutent aux droits de douane de 100 % sur le tourteau et l'huile de canola, les pois, le porc et les fruits de mer. Par conséquent, nos producteurs sont exclus du marché chinois. Ces mesures punitives perturberont les exportations de canola du Canada vers la Chine, qui s'élevaient à 5 milliards de dollars en 2024. Dans le contexte d'une autre année de faibles précipitations partout en Saskatchewan, cette crise fait très mal à nos agriculteurs.

Dave Marzolf, un habitant de ma circonscription, m'a dit qu'il doit quand même récolter son canola et son blé, et que ce ne sera pas une récolte exceptionnelle. Comme d'habitude, il ne peut pas contrôler la météo, pas plus que « l'incompétence politique ». Ce sont ses propres paroles au sujet du gouvernement libéral et il a été abondamment cité dans les médias.

Les producteurs à qui j'ai parlé ne sont pas satisfaits de la réponse du gouvernement. Les libéraux ont simplement offert plus de prêts.

Rob Stone, un autre producteur de ma circonscription, a dit : « La solution n'est pas à la hauteur. Les droits de douane, c'est un pro-

blème à long terme, et on essaie d'y remédier avec du soutien à court terme [...] D'accord, le programme fournit des liquidités à notre exploitation agricole, mais comment vais-je faire pour rembourser cette dette? » Tout ce que les producteurs de canola veulent, c'est pouvoir vendre leur produit.

J'ai également dit qu'en 2024, la Chine avait importé pour près de 5 milliards de dollars de graines, d'huile et de tourteau de canola. Le pays que le premier ministre visite si régulièrement pour signer de faux accords ne représente qu'une petite fraction de cette somme. Je ne dirai jamais que le Canada ne devrait pas signer d'accords commerciaux, surtout parce que le gouvernement Harper a fait le gros du travail en ce qui concerne ceux dont Justin Trudeau s'est attribué le mérite, mais aucun nouvel accord ne remplacera le marché chinois du canola du jour au lendemain.

J'ai mentionné que la Saskatchewan a connu un autre été avec de faibles précipitations. Hier, j'ai parlé à un éleveur de la région de Lloydminster. Il cultive du maïs comme ensilage pour nourrir son bétail. Après n'avoir reçu que quelques pouces de pluie cette année, il risque de ne produire qu'une fraction de ce qu'il produit habituellement.

• (1520)

Les agriculteurs sont confrontés à des droits de douane et à un gouvernement libéral injuste qui les taxe, fait augmenter leurs coûts et fait qu'il est plus difficile de produire. Ils sont confrontés à des difficultés de tous les côtés. Je suis heureux que le Canada ait décidé d'investir dans le port de Churchill. C'est une grande victoire pour le Nord du Canada. Cela dit, la quantité d'aliments agricoles que le Canada exporte vers l'Asie par le port de Vancouver est irremplaçable.

Je me suis récemment entretenu avec des producteurs de potasse, une autre industrie très importante dans ma circonscription, qui est un chef de file canadien dans ce domaine. Ils m'ont expliqué le travail important qui doit être fait dans le corridor ferroviaire qui mène au port de Vancouver. Trop souvent, les producteurs de tous genres qui tentent d'exporter leurs produits vers le marché asiatique se butent à des goulots d'étranglement et à d'autres problèmes qui retardent leurs envois. Si le Canada veut être perçu comme un partenaire commercial fiable, il doit investir massivement dans ses infrastructures ferroviaires et portuaires.

De plus, le gouvernement libéral doit prendre conscience que le Canada est le grenier du monde et que, pour qu'il puisse jouer ce rôle, il faut aider les agriculteurs et non leur nuire.

• (1525)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député et d'autres députés ont parlé des mesures concernant le canola. Elles ont été élaborées en collaboration avec l'Université du Manitoba et l'Université de la Saskatchewan. Ce sont des agriculteurs du Manitoba et de la Saskatchewan qui ont fini par les mettre en œuvre, avec l'aide d'un financement considérable du gouvernement fédéral. Je ne dirai pas quel parti politique était au pouvoir à ce moment-là, mais je me contenterai de dire qu'il est important de reconnaître que les agriculteurs apportent une contribution importante pour l'ensemble des Canadiens. C'est pour cela que le gouvernement poursuit ses efforts en offrant des investissements et du soutien pour les avancées technologiques, et en cherchant des moyens d'améliorer le sort des agriculteurs, en particulier dans les trois provinces des Prairies, la région où j'ai grandi.

Je me demande si le député peut nous donner son avis...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan a la parole.

Fraser Tolmie: Monsieur le Président, je n'ai pas vraiment entendu de question, seulement un bruit de fond. Pour les agriculteurs de ma région, le problème, c'est que les libéraux semblent tout simplement alimenter l'inflation qu'ils ont créée. Les agriculteurs en ont assez de l'absence de soutien et de reconnaissance de la part du gouvernement libéral.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. Il a parlé d'un milieu qui me tient particulièrement à cœur, puisque je viens de la circonscription de Shefford, qui compte de belles communautés rurales qui font vivre l'agriculture québécoise.

Les personnes qui œuvrent dans le milieu agricole nous ont parlé des causes réelles de la hausse des prix, que l'on a pu observer au fil des ans. Il y a hausse du prix des intrants, avec le prix des engrais qui a quadruplé à la suite du conflit avec l'Ukraine. Aussi, les vagues de chaleur et les sécheresses en Californie et au Québec ont fait grimper le prix de la laitue de 30 à 50 %. Tous les jours, les maraîchers québécois vivent les répercussions des changements climatiques dans leurs champs.

Les gens du milieu agricole et le Bloc québécois demandent que soient régulées les marges de profit des grandes chaînes d'alimentation. Voici une deuxième idée: protéger les producteurs agricoles en investissant dans la souveraineté alimentaire et en les récompensant pour leurs bonnes pratiques environnementales.

Je voudrais que mon collègue nous dise ce qu'il en pense.

[Traduction]

Fraser Tolmie: Monsieur le Président, je n'ai jamais rencontré d'agriculteur qui ne savait pas recycler. Je n'ai jamais rencontré d'agriculteur qui n'appliquait pas déjà les meilleures pratiques et qui ne prenait pas soin des terres qu'il cultive. Les agriculteurs dépendent des conditions météorologiques. Ils dépendent des bonnes récoltes qu'ils produisent. Ils sèment leurs graines au début de l'année, misant sur ce qu'ils vendront à la fin de l'année, et le gouvernement libéral leur a complètement coupé l'herbe sous le pied.

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, j'ai été intrigué par les propos tenus par le député de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan au sujet des chaînes d'approvisionnement et des infrastructures.

Je me demande si, depuis qu'il a été élu, et même avant cela, il a été témoin d'investissements importants dans les infrastructures ferroviaires, ou s'il a collaboré avec le secteur privé pour améliorer ces infrastructures. À l'heure où le Canada doit protéger ses chaînes d'approvisionnement, le gouvernement en fait-il vraiment assez pour acheminer nos marchandises vers les marchés, en particulier les marchés asiatiques, qui nous permettront de gagner de l'argent et de voir davantage de Canadiens prospérer?

Fraser Tolmie: Monsieur le Président, mon collègue sait que j'ai été conseiller municipal à Moose Jaw, mais aussi maire, et que Moose Jaw se targue d'être une ville ferroviaire et une plaque tournante du transport.

Le déséquilibre a compliqué le transport des produits jusqu'aux ports. Une des choses qui seraient le plus avantageuses pour notre réseau ferroviaire et qui aideraient le plus les agriculteurs à achemi-

Travaux des subsides

ner leurs produits jusqu'aux marchés, c'est un pipeline qui traverserait le Canada. Voilà donc une excellente question. La Saskatchewan produit des aliments, du carburant et des engrais, et le gouvernement libéral actuel nous met des bâtons dans les roues.

[Français]

L'hon. Adam van Koeverden (secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, d'abord, je souhaite à toute la communauté franco-ontarienne un bon Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes. Je veux aussi féliciter tous les francophones et les francophiles, comme moi, de cette province de l'Ontario pour le 50^e anniversaire de leur drapeau.

• (1530)

[Traduction]

Je tiens également à remercier mon ami et voisin le député de Mission—Matsqui—Abbotsford d'avoir félicité et encouragé les formidables joueuses canadiennes de rugby. Elles font un travail extraordinaire. Elles ont battu l'une des meilleures équipes au monde, soit les Black Ferns de la Nouvelle-Zélande, pour qui la défaite a été renversante. J'étais fier de nos joueuses, je les encourageais, bien sûr, et je savais qu'elles pouvaient gagner, mais elles ont surpris le monde entier. Notre équipe de rugby à 15 est extraordinaire. Les joueuses canadiennes de rugby à sept, dont beaucoup jouent dans les deux équipes, ont déjà remporté des médailles olympiques à quelques reprises. En fin de semaine, elles compétitionneront contre la meilleure équipe du monde en Angleterre, et je leur souhaite la meilleure des chances. Je demande à tous les députés de dire: « Allez, Canada, allez! » À trois: un, deux, trois.

Des voix: Allez, Canada, allez!

L'hon. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, c'était un bon spectacle de la part de tout le monde.

Nous sommes ici pour parler de la motion de l'opposition conservatrice. C'est difficile, car je ne souscris pas à la prémisse de la motion. Les conservateurs inventent encore une fois des mesures d'abordabilité. Les Canadiens sont confrontés à des problèmes d'abordabilité très réels, mais les conservateurs leur reprochent tout simplement la mauvaise chose. S'ils interrogent n'importe quel scientifique des produits alimentaires ou analyste de la réduction de la pauvreté, il leur dira que les changements climatiques sont l'un des principaux facteurs liés à l'inflation alimentaire ces jours-ci. Pourtant, le texte de la motion ne fait absolument aucune mention des changements climatiques et de l'incidence des phénomènes météorologiques extrêmes sur le prix des aliments et les rendements des agriculteurs du Canada et du monde entier.

En réalité, la motion ne fait qu'inventer un tas de prétendues taxes sur les aliments, des taxes qui n'existent pas. Les Canadiens vont à l'épicerie. Ils savent que leurs aliments et leurs fruits et légumes ne sont pas taxés à l'épicerie, alors il s'agit vraiment d'une fausse idée, d'un faux signal, et je suis heureux d'en parler parce que le gouvernement travaille très fort pour régler les problèmes d'abordabilité auxquels les Canadiens sont confrontés ces jours-ci en proposant des solutions concrètes, et non les fanfaronnades et les idées bidon que les conservateurs ont présentées.

Travaux des subsides

Les conservateurs ne se contentent pas d'inventer des faits: une fois de plus, ils travaillent sans vergogne au service des lobbys du pétrole, du gaz et du plastique. Il n'y a rien de mal à réduire la pollution par le plastique. Ayant passé beaucoup de temps sur l'eau, j'ai pu constater la grande quantité de déchets plastiques qui jonchent les cours d'eau. Des solutions existent, et nous nous devons d'agir. Je ne suis pas d'accord avec les motions que les conservateurs présentent sans cesse à la Chambre au nom des lobbys du plastique, du pétrole et du gaz pour que la pollution par le plastique redevienne gratuite.

Je m'oppose également à leurs tentatives de renverser les changements amorcés grâce aux agriculteurs et au secteur agricole, changements qui sont au cœur d'une agriculture canadienne concurrentielle, propre, écologique et durable. Les agriculteurs du pays sont aux premières lignes des changements climatiques. Ils savent pertinemment que les conditions climatiques changeantes et les phénomènes météorologiques extrêmes nuisent à leurs récoltes et font grimper le prix des aliments pour les Canadiens. C'est précisément ce dont il a été question aujourd'hui: les mesures concrètes que les Canadiens attendent pour régler les problèmes d'abordabilité du panier d'épicerie.

Je trouve très hypocrite de la part des conservateurs qu'environ 75 % des questions qu'ils ont posées aujourd'hui à la période des questions portaient sur le recours accru aux banques alimentaires au Canada, un phénomène très préoccupant. Banques alimentaires Canada ne fait pas que servir les Canadiens: elle fait aussi des recommandations au gouvernement du Canada et aux autres administrations du pays. Les conservateurs adorent dire que le recours aux banques alimentaires est en hausse, mais ils font fi de la première page du rapport, qui leur donnerait l'occasion de s'appuyer sur certaines des recommandations formulées par les experts en matière de réduction de la pauvreté.

Les experts veulent notamment que nous continuions à renforcer le filet de sécurité sociale. Ils veulent que les familles canadiennes aient plus facilement accès à des services comme les garderies, les services de garde à coût réduit, les soins dentaires à coût réduit et les services de garde à 10 \$ par jour. Ils savent que la baisse d'impôt que nous avons accordée plus tôt cette année aide les familles et rend le coût de la vie plus abordable. Ils savent aussi que lorsqu'on construit plus de logements abordables, on contribue directement à l'abordabilité pour les familles.

Mes collègues de ce côté-ci de la Chambre se concentrent sur les mesures de soutien et les engagements du gouvernement envers les hommes et les femmes qui travaillent très fort pour nourrir leur famille. Aux familles d'agriculteurs d'un bout à l'autre de notre grand pays, et en particulier à celles de Burlington-Nord—Milton-Ouest, je tiens à dire merci pour tout le travail qu'elles accomplissent et pour la détermination dont elles font preuve afin de produire les aliments que nous consommons. Les excellents et vaillants agriculteurs de tout le pays constituent le fondement du système alimentaire canadien. J'adore acheter des produits locaux. Je serai à la maison samedi, alors j'espère que je verrai des habitants de Milton au marché agricole de renommée mondiale de cette ville.

Les agriculteurs canadiens vont continuer de nourrir leurs concitoyens et le reste du monde. Notre partenariat avec eux doit se poursuivre dans la foulée des conditions météorologiques extrêmes des dernières années. Voilà pourquoi une grande partie des changements que nous effectuons dans le secteur agricole sont dirigés par les agriculteurs et s'appuient sur leurs connaissances. Il suffit de re-

garder les incendies de forêt qui ont ravagé l'Ouest canadien et l'ensemble du pays cet été pour comprendre à quel point nos terres sont vulnérables aux conditions météorologiques extrêmes.

On l'a déjà dit: les agriculteurs canadiens sont au front de la lutte contre les changements climatiques. Ils savent pertinemment quelle est l'incidence de ceux-ci sur la sécurité alimentaire au Canada. Il est également vrai que, ces dernières années, les catastrophes climatiques telles que les inondations, les sécheresses et les incendies de forêt ont dévasté des exploitations agricoles, et cette année ne fait pas exception. En effet, de graves sécheresses ont dévasté les récoltes dans d'importantes régions productrices du pays. Ce ne sont là que quelques exemples des difficultés qui nuisent à la production agricole canadienne.

Ma famille est néerlandaise d'origine. Elle s'est installée dans le Sud-Ouest de l'Ontario dans les années 1950. Dès son arrivée, toute la maisonnée s'est rendue dans les fermes pour travailler jusqu'à ce qu'elle puisse s'acheter son propre lopin de terre pour y cultiver la pomme. Le prix des pommes augmente, et quand le prix des pommes augmente à cette période-ci de l'année, c'est généralement parce qu'elles ne sont pas canadiennes. Donc, en ce qui concerne une bonne partie des mesures proposées par les conservateurs, comme le retour de la pollution plastique dans les emballages des aliments canadiens, je dirais qu'elles ne seraient pas efficaces. De telles mesures ne feraient qu'accroître la pollution plastique dans nos cours d'eau, sans avoir d'incidence sur le prix des pommes produites au Canada. Leur impact se limiterait à la quantité de pollution.

Les gouvernements provinciaux et d'autres pouvoirs publics ont modifié les règles et les règlements relatifs aux sacs d'épicerie. Tout le monde se souvient que, autrefois, nous avions tous des centaines de sacs sous notre évier. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et la pollution plastique a diminué, car il faut payer un petit montant pour obtenir des sacs en plastique dans les magasins, qui proposent des solutions de rechange comme des sacs réutilisables et des sacs en papier, ce qui est beaucoup plus durable. Nous pouvons faire la même chose avec les emballages alimentaires, mais malheureusement, les conservateurs défendent sans vergogne les intérêts de l'industrie du plastique en laissant entendre que le plastique est moins cher. Les emballages en plastique sont beaucoup moins durables, et la motion des conservateurs témoigne en fait d'une grande ignorance à cet égard.

Parlant d'ignorance, il est question de la faim et de la sécurité alimentaire. Selon les analystes de la réduction de la pauvreté partout au pays et ailleurs dans le monde, la meilleure façon de lutter contre l'insécurité alimentaire, en particulier dans les écoles, c'est d'avoir un programme national d'alimentation dans les écoles bien financé. Dans ma province, les excellents fournisseurs sont nombreux. Je sais qu'ils font un travail remarquable. Il m'arrive de visiter des écoles et de distribuer des collations, et les programmes d'alimentation dans les écoles ont une incidence très positive sur la santé et le bien-être des élèves. Ils ont certainement une incidence positive sur les résultats d'apprentissage. Les enseignants et les éducateurs d'un bout à l'autre du pays ont indiqué qu'ils ont une incidence positive sur les notes des élèves en lecture, en écriture, en mathématiques et en sciences. Les notes augmentent quand les enfants n'ont pas faim. Rien d'étonnant là-dedans.

En tant que secrétaire d'État aux sports, je suis également un fervent défenseur de l'activité physique à l'école. Quand j'étais enfant, si je ne faisais pas un peu d'activité physique pendant la récréation, par exemple parce qu'il pleuvait ou qu'il faisait mauvais temps, je devenais intenable en classe. Le fait de sortir, ne serait-ce que pour courir trois ou quatre kilomètres avec certains de mes amis qui se trouvent juste derrière moi, m'aide beaucoup dans mon travail. Je remercie mes compagnons de course de me soutenir aujourd'hui.

Que ce soit pour l'activité physique ou pour des repas sains dans les écoles, le gouvernement est là pour les jeunes, les éducateurs et les parents, et sa proposition est une vraie mesure d'allègement du coût de la vie. Il est possible d'économiser 200 \$ par mois grâce à la mise en œuvre de programmes nationaux d'alimentation dans les écoles. Ces programmes ont un effet positif direct sur les résultats scolaires et la santé des jeunes. Je ne peux tout simplement pas imaginer comment le chef du Parti conservateur a pu intervenir aujourd'hui et dire que ses parents étaient enseignants tout en demandant à l'ensemble de son caucus, à tout le Parti conservateur, de voter contre un programme national d'alimentation dans les écoles. C'est tout simplement stupéfiant.

Comment peut-on s'opposer à une saine alimentation pour les enfants? Si quelqu'un prend la parole à la Chambre tous les jours pour dire que les Canadiens ont du mal à payer l'épicerie, ce qui est peut-être vrai, qu'il cherche un moyen de les aider. Les conservateurs prennent la parole à la Chambre et citent divers passages du rapport de Banques alimentaires Canada, mais le rapport dit également qu'il faut réparer le filet de sécurité sociale, construire plus de logements abordables, se concentrer sur un programme de sécurité alimentaire dans le Nord et soutenir les Canadiens en leur offrant des choses comme des garderies à 10 \$ par jour, des soins dentaires et une baisse d'impôts.

Nous prenons ces mesures, et les conservateurs votent contre chacune d'entre elles, jour après jour. J'exhorte donc les conservateurs à cesser d'utiliser le rapport de Banques alimentaires Canada comme s'il était conforme à leurs politiques ou à leurs recommandations, car ce n'est pas le cas. Le rapport ne dit pas qu'il faut rétablir la pollution par le plastique. Il ne dit pas qu'il faut revenir sur certaines des mesures dirigées par le secteur agricole et les agriculteurs qui ont permis de réduire le gaspillage dans l'agriculture.

• (1535)

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, je n'arrive pas à croire que mon collègue d'en face ait dit qu'il est merveilleux que les familles puissent économiser 200 \$ sur leur panier d'épicerie parce que le gouvernement dépense l'argent des contribuables sur un programme national d'alimentation dans les écoles pour les enfants. Les parents devraient toucher un revenu suffisant pour nourrir leurs enfants comme ils l'entendent. Les problèmes qu'on observe actuellement dans les écoles sont attribuables à la mauvaise gestion des fonds publics par le gouvernement, qui empêche essentiellement les parents de disposer des ressources financières dont ils ont besoin.

Les propos du premier ministre nous posent problème. Il a échoué, et il ne tient pas ses promesses de rendre les denrées alimentaires abordables pour les familles partout au Canada.

• (1540)

L'hon. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, il est étonnant de voir les députés conservateurs se lever aujourd'hui et déclarer qu'ils s'opposent au fait d'offrir des aliments sains aux en-

Travaux des subsides

fants dans les écoles. Ils se disent contre un programme national d'alimentation dans les écoles qui nourrit les enfants, en particulier ceux qui en ont besoin.

Le programme est fondé sur des données probantes. Nous étions auparavant le seul pays au monde à ne pas avoir de programme national d'alimentation dans les écoles. Les conservateurs ne comprennent manifestement pas les économies d'échelle. Ils n'ont manifestement pas visité une école récemment pour voir comment les écoles fonctionnent, et ils n'ont manifestement pas parlé à beaucoup de parents ou d'enseignants, qui savent que lorsque des repas et des collations saines sont offerts en classe, les résultats scolaires sont meilleurs, la santé physique et mentale des élèves s'améliore, leur assiduité augmente et tout le monde y gagne.

Le programme est fondé sur des données probantes. Je suis stupéfait de voir les conservateurs le rejeter encore une fois.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, un programme d'alimentation scolaire, c'est bien, mais quand on parle de vouloir aider les citoyens de chez nous à vivre avec cette inflation, je trouve ça un peu dommage que les libéraux nous ramènent au fait qu'ils aident les enfants dans les écoles. C'est comme lorsqu'on nous répondait qu'ils aidaient les aînés, car ils donnaient plus d'argent aux banques alimentaires. Quel manque de vision de la part du gouvernement libéral.

Cela étant dit, on sait qu'il y a eu une hausse du prix des aliments, en particulier depuis la fin de la pandémie de la COVID. Cela a bondi de 26 %. Qui s'en est mis dans les poches? Ce sont beaucoup les géants de l'alimentation. Mon collègue de Berthier—Maskinongé en parlait ce matin: il faudra qu'on se penche inévitablement sur cette question du manque de concurrence, du manque de joueurs dans le domaine de l'alimentation. Cela a un impact sur les prix de l'alimentation.

Pour aider aussi à diminuer les prix, il faut aider notre milieu agricole. Que pense mon collègue des idées du Bloc québécois, comme celle de stimuler la production locale en serre pour diminuer et réduire la dépendance aux importations ou celle de protéger la gestion de l'offre? Oui, il y a une loi, mais il faudra rester vigilant...

Le vice-président adjoint (John Nater): Je dois interrompre la députée afin de laisser suffisamment de temps pour la réponse.

L'honorable secrétaire d'État a la parole.

L'hon. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, le Québec est un leader par rapport aux autres provinces en ce qui a trait aux programmes d'alimentation dans les écoles. Au cours de la dernière décennie, il y a eu au Québec beaucoup d'exemples d'écoles où on offrait un petit-déjeuner, une collation ou d'autres aliments, et de nombreuses données montrent que ce type de programme fournit de bons résultats pour les étudiants.

Je suis d'accord avec ma collègue. La cupidité des entreprises est un problème lorsqu'il est question du logement ou du coût de la vie.

[Traduction]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, le nouveau gouvernement a été élu pour prendre de vraies mesures afin de rendre la vie des Canadiens plus abordable. Cela comprend des solutions concrètes à des problèmes tels que l'insécurité alimentaire, comme la mise en place d'un programme national d'alimentation dans les écoles.

Travaux des subsides

Nous sommes déterminés à aider les enfants et les familles à avoir accès à des aliments sains. Quelle incidence positive le programme a-t-il sur les collectivités?

[Français]

L'hon. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, je veux remercier mon collègue de sa question en anglais. Je suis très heureux de lui offrir une réponse en anglais aussi.

[Traduction]

Monsieur le Président, j'ai visité des écoles un peu partout dans ma circonscription et j'ai apporté mon aide, dans la mesure du possible, aux programmes d'alimentation dans les écoles. J'ai constaté que ces programmes ont une incidence très positive sur l'apprentissage, la nutrition et la santé, et qu'ils permettent également aux familles de faire des économies. Certains chercheurs indiquent que ces économies peuvent atteindre 200 \$ par mois lorsque les programmes alimentaires scolaires sont vraiment bien mis en œuvre dans les écoles du pays. Je suis très fier que le gouvernement ait pris cette mesure.

David Bexte (Bow River, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui et à maintes reprises ces derniers temps, nous savons que les Canadiens ont désespérément du mal à mettre du pain sur la table. En août dernier, l'inflation alimentaire surpassait de 84 % l'inflation globale. Une famille moyenne de quatre personnes dépense maintenant près de 17 000 \$ par année uniquement pour payer l'épicerie. C'est plus de 800 \$ de plus que l'année dernière.

Selon Abacus Data, 61 % des Canadiens ne sont pas convaincus qu'ils auront les moyens de payer l'épicerie dans six mois. Pour les ménages qui gagnent moins de 50 000 \$, ce chiffre passe à 73 %. Il ne fait aucun doute que les jeunes Canadiens ressentent les effets de la crise plus que la plupart des gens, car 81 % des personnes de 18 à 29 ans s'inquiètent régulièrement de ne pas pouvoir subvenir à leurs besoins essentiels. Il s'agit de nos voisins, de nos amis et de nos familles, qui souffrent des mauvaises politiques libérales à l'origine de cette inflation alimentaire néfaste.

Les libéraux veulent nous faire croire qu'il s'agit d'un problème mondial. Les libéraux veulent nous faire croire qu'on peut résoudre ce problème en multipliant les programmes gouvernementaux et en alourdissant la bureaucratie. Cependant, la réalité, c'est que le prix des aliments a augmenté 48 % plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis, alors quelle est l'excuse du premier ministre?

Les réserves des banques alimentaires s'épuisent partout au pays, et selon le plus récent sondage annuel de Banques alimentaires Canada, au cours des cinq dernières années, l'Alberta a connu l'une des plus fortes augmentations du taux de fréquentation des banques alimentaires au Canada, avec une augmentation de 92 %. Aujourd'hui, le tiers des bénéficiaires des banques alimentaires en Alberta sont des enfants. À Toronto, la Daily Bread Food Bank a enregistré environ 3,5 millions de visites en 2024, ce qui représente une augmentation de 273 % par rapport à avant la pandémie. En Ontario, 25 % des utilisateurs des banques alimentaires ont un emploi à temps plein. C'est absolument renversant. Même en ayant un emploi à temps plein, des Canadiens n'ont toujours pas les moyens de faire l'épicerie.

Pour donner un exemple concret, ma famille a la chance de pouvoir faire don d'un quartier de bœuf à la banque alimentaire locale

chaque année depuis de nombreuses années. Auparavant, cette quantité de bœuf pouvait durer plus d'une semaine, mais maintenant, elle disparaît en moins d'une journée. On peine à imaginer une telle demande.

La situation dans les épiceries n'est pas plus encourageante. Depuis mars, le prix de la surlonge de bœuf a augmenté de 33 %, celui des soupes en conserve, de 26 %, celui du café, de 22 %, et celui des produits de base comme les pommes de terre et les oignons, de 16 % et 11 % respectivement. Une grande partie de ces aliments est produite localement et leur prix continue d'augmenter, mais il ne faut pas s'en soucier.

Les familles qui gagnent 75 000 \$ ou moins consacrent désormais 57 % de leur revenu à des dépenses essentielles. La pauvreté et l'insécurité alimentaire ont augmenté de 40 % en deux ans. Pourquoi? L'inflation y est pour beaucoup. Avec leurs programmes, les libéraux ont dépensé sans compter, ils ont fait fonctionner la planche à billets à plein régime, ils ont plombé notre taux de change et ils ont rendu tout plus cher. Tous les intrants agricoles et tous les aliments importés que nous consommons sont beaucoup plus chers qu'auparavant.

Une autre politique libérale infructueuse contribue à cette situation. La taxe sur le carbone pour les industries écrase les agriculteurs canadiens. Elle écrase également les camionneurs et les transformateurs alimentaires canadiens. Chaque étape de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de la culture des récoltes au transport des marchandises, en passant par la gestion des épiceries, est touchée par des coûts plus élevés. Ces coûts ne disparaissent pas. Ils sont répercutés directement sur les familles canadiennes, qui doivent payer des prix plus élevés à la caisse.

Les taxes et les restrictions sur les engrais font augmenter les coûts pour les agriculteurs et obligent ces derniers à se tourner vers des cultures qui produisent moins. Cela accroît la dépendance envers les importations, qui coûtent plus cher, elles aussi, en raison du problème du taux de change. Les importations en provenance de pays qui n'imposent pas de taxe massive sur le carbone à leurs industries rendent la situation intenable, tant sur le plan de la concurrence que de la rentabilité.

La situation est aggravée par l'interdiction des plastiques et les nouvelles exigences en matière d'emballage imposées par les libéraux. Selon Deloitte, l'interdiction des plastiques visés par l'avis P2 pourrait faire augmenter le coût des fruits et légumes frais de 34 % en raison du gaspillage et de la détérioration, ce qui réduirait l'offre de plus de 50 % et entraînerait le gaspillage d'un demi-million de tonnes de nourriture. Les émissions de gaz à effet de serre pourraient augmenter de 50 %, et les coûts de santé liés aux maladies d'origine alimentaire pourraient s'élever à plus de 1 milliard de dollars par an.

● (1545)

Ce sont les Canadiens des régions rurales qui seront les plus durement touchés. L'industrie se débat avec des changements à l'éti-quetage sur le devant des emballages et avec des coûts de conformité d'une valeur de 8 milliards de dollars et, une fois de plus, ces coûts seront refilés aux familles.

Comme je l'ai mentionné il y a une minute, les agriculteurs souffrent. Dans ma province, le revenu net d'une exploitation agricole de taille moyenne a diminué de près de 41 %, ce qui est beaucoup plus élevé que la moyenne nationale. Les agriculteurs de ma circonscription, Bow River, nous ont alertés au fait que la taxe sur le carbone pour les industries fait exploser leurs coûts d'exploitation, comme l'électricité et le carburant requis pour faire fonctionner les pivots et la machinerie, pour chauffer leurs granges et leurs ateliers et pour sécher leurs grains.

Selon Statistique Canada, le revenu net réalisé des agriculteurs canadiens a chuté de 3,3 milliards de dollars, soit une baisse de près de 26 %. Le revenu agricole net total a diminué d'un peu plus de 40 % depuis 2023. Parallèlement, l'endettement agricole a augmenté de 14 %, ce qui représente la plus forte hausse depuis 1981. Les agriculteurs canadiens sont taxés, réglementés et forcés de mener leurs activités dans des conditions impossibles, tandis que les familles paient plus cher pour leur épicerie.

Le premier ministre a déjà dit qu'il serait tenu responsable des prix que les Canadiens paient à l'épicerie. Eh bien, la facture est arrivée et les Canadiens n'ont pas les moyens de la payer.

En tant que conservateurs, nous allons agir: nous supprimerons la taxe sur le carbone punitive qui est imposée aux agriculteurs, aux camionneurs et au reste des travailleurs de ce secteur industriel. Nous éliminerons les restrictions sur les engrais qui étranglent le secteur agricole canadien. Nous annulerons les taxes sur les emballages alimentaires et les plastiques qui rendent les fruits et légumes frais plus chers.

Je tiens à souligner que la meilleure manière pour les familles d'avoir les moyens de se nourrir est de le faire à domicile, de ne pas avoir à composer avec une inflation élevée et de ne pas subir une réduction de leur pouvoir d'achat. Pourtant, le gouvernement libéral croit en la mentalité de la nounoucratie, ce qui mène à l'illusion qu'une bureaucratie à grande échelle représente la solution optimale. Nous croyons que les familles sont mieux équipées pour prendre soin d'elles-mêmes tant que le gouvernement ne leur met pas des bâtons dans les roues et qu'il cesse de rendre leur vie moins abordable.

Le coût des aliments n'est pas qu'une statistique abstraite. La réalité, c'est que des parents sautent des repas pour que leurs enfants puissent manger à leur faim. Des aînés doivent faire un choix déchirant entre leur épicerie et leurs médicaments. La réalité, c'est que des parents travaillent à temps plein, mais qu'ils doivent quand même avoir recours aux banques alimentaires.

Les libéraux ont échoué. Les conservateurs vont rendre de nouveau la vie plus abordable en défendant les agriculteurs, les familles, ainsi que le droit des Canadiens de se nourrir.

• (1550)

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, c'est un peu fort d'entendre les conservateurs parler d'abordabilité.

Le chef de l'opposition n'a jamais occupé un véritable emploi de sa vie, il n'a jamais contribué à l'économie canadienne, il vit dans un logement financé par les fonds publics et il a touché un salaire payé par les contribuables pendant toute sa carrière. Il a été congédié par les habitants de sa circonscription et il joue maintenant à l'Albertain.

Travaux des subsides

Les députés d'en face n'ont-ils pas honte de parler de l'abordabilité et du prix des aliments? Pourquoi appuient-ils encore le chef de l'opposition, qui est une honte pour les familles de travailleurs canadiens?

David Bexte: Monsieur le Président, c'est un peu fort de la part des députés d'en face. L'ancien premier ministre était enseignant d'art dramatique, et le premier ministre actuel...

Une voix: Enseignant, c'est un travail.

David Bexte: Monsieur le Président, enseignant, c'est un travail, certes, mais, enseignant d'art dramatique, est-ce un véritable travail? L'actuel premier ministre a une attitude élitiste et n'achète pas ses propres fraises.

Cela ne change rien à l'attaque des députés d'en face contre l'abordabilité des aliments. Les Canadiens en arrachent, et ce, à cause de l'inflation, qui, dans l'ensemble, est attribuable aux politiques adoptées par les gouvernements libéraux de la dernière décennie. C'est tout simplement inacceptable.

[Français]

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours.

Pour lutter contre la hausse des prix, il y a toutes sortes de solutions qui ont été proposées à la Chambre, particulièrement celle de ma collègue de Shefford. Il y en a une qu'il ne faut pas oublier, et c'est l'augmentation du pouvoir d'achat des aînés. Aujourd'hui, ceux qui reçoivent seulement leur pension de la Sécurité de la vieillesse sont très vulnérables. Ils n'ont pas les moyens de payer le loyer et leur épicerie. Souvent, ils doivent faire des compromis en ce qui a trait à leurs médicaments.

Mon collègue est-il d'accord pour dire qu'il est temps que les libéraux cessent la discrimination à l'endroit d'une des deux catégories d'aînés et qu'ils augmentent la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés âgés de 65 ans et plus?

• (1555)

[Traduction]

David Bexte: Monsieur le Président, les aînés sont probablement parmi les personnes les plus vulnérables de la population, en particulier les aînés à faible revenu.

Cette situation ne change toujours pas le fait que la valeur du dollar canadien a baissé en raison de l'inflation, des dépenses excessives du gouvernement au cours de la dernière décennie et du maintien des prévisions selon lesquelles le déficit doublera et qu'il faudra donc accélérer l'impression d'argent. C'est ce qui réduit encore plus la valeur du dollar canadien et le pouvoir d'achat qu'il offre. Ces conséquences continueront à rendre la vie plus inabordable. Nous devons corriger ces politiques et dépenser selon nos moyens afin que le dollar canadien ait de nouveau de l'importance et qu'il permette d'acheter la nourriture dont tous les habitants du pays — les enfants, la classe moyenne, les aînés, tout le monde — ont besoin pour survivre.

Travaux des subsides

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, voilà maintenant que les libéraux veulent changer le narratif. Ils veulent noyer le poisson. Ils veulent parler du prix de l'alimentation en se fiant à ce que disent les analystes, aux rendements agricoles et à la météo. Ce n'est pourtant pas ce que le premier ministre a promis. Il n'a pas dit qu'il suivrait les analystes, les rendements ou les conditions météorologiques. Il a dit de le juger en fonction du prix du panier d'épicerie.

Le député convient-il que le premier ministre fait chou blanc non seulement dans ce dossier, mais aussi dans d'autres, notamment le commerce international, l'économie et l'emploi?

David Bexte: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord.

Le premier ministre a fait chou blanc. Le premier ministre fournit d'excellentes citations et il se fait citer. C'est indélébile. Il a été on ne peut plus clair: il serait évalué en fonction des prix à la caisse. Il a fait chou blanc. Les prix augmentent à tous les points de vue, dans toutes les catégories et dans tout le pays. La vie continue de se détériorer pour tous les groupes démographiques et pour tout le monde, aussi bien dans les régions éloignées que dans les centres urbains, et rien ne laisse présager que la situation va s'améliorer. Selon toute vraisemblance, le premier ministre a lamentablement manqué à cet engagement.

[Français]

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part au débat cet après-midi.

Aujourd'hui, c'est une journée de l'opposition et je suis toujours content d'avoir l'occasion de discuter avec mes collègues conservateurs et d'aborder certains points qui se trouvent dans le texte de leur motion. Aujourd'hui, la motion de l'opposition porte sur l'alimentation et le coût de la vie, ce qui inclut la question de l'agriculture.

À Kings—Hants, nous avons un héritage très riche en matière d'agriculture. Je crois que la circonscription du Président, Perth—Wellington, est celle qui compte le plus grand nombre de fermes sous gestion de l'offre en Ontario. Dans ma circonscription, c'est la même chose. C'est dans ma circonscription que l'on retrouve la plus grande concentration de fermes sous gestion de l'offre à l'est du Québec.

Le secteur des légumes est aussi très important. On produit beaucoup de pommes, de pommes de terre et de vin, entre autres. Je suis très fier de nos producteurs et de nos productrices, qui font croître et qui cultivent nos produits partout au pays. Je sais que c'est la même chose pour les autres députés à la Chambre des communes.

[Traduction]

L'agriculture est un sujet important. Nous devons en parler. Lundi, j'ai eu l'occasion de participer au débat sur une motion de l'opposition. J'ai rappelé aux Canadiens à la maison et aux parlementaires que même si les conservateurs posent parfois des questions sur l'alimentation, l'agriculture et les agriculteurs, leur programme d'avril 2025 ne contenait à peu près rien par rapport aux agriculteurs.

Pendant que le député de Battle River—Crowfoot avait la parole, j'ai consulté le programme des conservateurs. Celui-ci mentionne quatre fois les agriculteurs, mais ne contient rien de concret sur ce que ferait le Parti conservateur pour aider les agriculteurs. Il y a

beaucoup de fanfaronnades et d'échanges à la Chambre, mais pas grand-chose au sujet des politiques publiques qui comptent.

Je dirais en toute objectivité que, lors des dernières élections, le Parti libéral du Canada a présenté un programme plus complet sur ce qu'il allait faire pour les agriculteurs une fois porté au pouvoir. Une partie de nos efforts portent leurs fruits. Pensons à ce que nous faisons pour aider les agriculteurs. Nous avons l'occasion d'en parler à la Chambre aujourd'hui. Il a beaucoup été question du soutien aux programmes sociaux et aux banques alimentaires, mais parlons aussi des agriculteurs, de ce que nous faisons et, disons-le franchement, de ce que je serais heureux que les conservateurs fassent un peu plus.

Lorsque les conservateurs auront l'occasion de poser des questions après le débat, j'aimerais qu'ils ne se contentent pas d'une vague référence aux gains en capital. Le gouvernement actuel a annulé la hausse du taux d'inclusion des gains en capital que le gouvernement précédent avait prévue. Le gouvernement actuel l'a éliminée.

Qu'y avait-il d'autre à propos de l'agriculture? Il n'y avait rien au sujet de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ni de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire. Il n'y avait rien sur la réforme réglementaire nécessaire pour aiguillonner l'industrie. Il n'était pas question de fonds supplémentaires pour soutenir des missions commerciales internationales.

Le ministre du Commerce international se concentre beaucoup sur cette question. Le ministre et moi avons eu l'occasion d'échanger avec la Fédération canadienne de l'agriculture cette semaine au sujet du travail du ministre et de la perspective agricole qui s'y rattache. Nous voulons parler de la réduction du prix de l'alimentation au Canada. C'est un enjeu tout sauf statique qui requiert une intervention réfléchie et axée sur ce que nous faisons au niveau des exploitations agricoles, et l'opposition conservatrice ne propose rien de tel. Il n'en est pas question dans le texte de la motion d'aujourd'hui. Il y a quelques allusions superficielles, mais rien de concret sur ce que les conservateurs feraient pour les agriculteurs du pays. C'est extrêmement important.

Je sais que grâce au leadership de la présidence, et peut-être à celui d'autres députés de l'opposition, ce point pourrait être abordé avec le député de Battle River—Crowfoot, maintenant qu'il représente une circonscription fondamentalement plus agricole que Carleton.

● (1600)

[Français]

Il est aussi important de soulever la question du Règlement sur les combustibles propres. Ce règlement offre aux grandes compagnies diverses options pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, ou GES. Il y a beaucoup d'occasions et de façons de s'acquitter de cette obligation, qui est importante dans le contexte des changements climatiques.

C'est aussi important pour la prospérité rurale. Voici un exemple. Pour les producteurs de canola et d'autres produits de l'Ouest du Canada, il est certain que l'accès au marché chinois et aux autres marchés internationaux est très important. Encore une fois, le gouvernement concentre ses efforts sur ces questions, mais les politiques intérieures relatives au secteur des biocombustibles sont aussi cruciales.

[Traduction]

J'ai posé la question, et les conservateurs n'ont pas réussi à faire la quadrature du cercle. Ils insinuent que les agriculteurs n'ont rien à faire de ces politiques; pour ma part, je dirais le contraire. Je suis allé en Saskatchewan et en Alberta, dans les provinces des Prairies, et les agriculteurs sont conscients que les politiques que nous mettons en place constituent des signaux de prix déterminants pour le prix de leurs produits.

J'espère que les conservateurs réfléchiront sérieusement à ce qui motive leur opposition à une politique qui fait baisser les émissions, qui donne un élan aux carburants propres et qui favorise la prospérité rurale partout au pays, y compris dans les régions rurales de l'Ouest du Canada, à un moment où les agriculteurs auraient vraiment besoin de signaux de prix supplémentaires et de politiques pertinentes. Les conservateurs s'y opposent.

Cette semaine, j'ai demandé au député de Winnipeg-Nord si les conservateurs proposaient une politique qui conjuguerait prospérité économique des régions et réduction des émissions. En six ans, je n'ai rien entendu de tel.

Le gouvernement chevauche la délicate frontière entre sa volonté de stimuler la prospérité économique et sa prise en compte des cibles de réduction des émissions qu'il s'est fixées. Or, même en ce qui concerne les mesures qui sont bénéfiques pour leurs circonscriptions et leurs concitoyens, les conservateurs n'ont rien à proposer. Les conservateurs se sont opposés à la politique que nous avons mise en place pour améliorer l'efficacité énergétique des habitations. Les mesures comme celle-là font baisser les dépenses en énergie dans tout le pays tout en réduisant les émissions. Tout le monde y gagne; pourtant, les conservateurs s'y opposent.

Je demande aux députés d'en face — et il y a de bonnes idées partout à la Chambre — de nous donner un exemple où ils concilient ces deux priorités importantes de façon à changer les choses. À une époque où les discussions tournent autour des prix et de l'aide apportée aux agriculteurs qui finirait par se rendre jusqu'aux épiceries, nous devons soutenir les agriculteurs. Ce sont des politiques qui font les deux et qui requièrent un dialogue constructif.

Le gouvernement a également mis en place le Code de conduite du secteur des produits d'épicerie. Je pense que tous les députés appuient ce genre de mesure. À l'heure actuelle, on ne sait pas encore de quoi il retourne.

• (1605)

[Français]

Pour aborder la question de l'abordabilité au Canada, il est essentiel de discuter également du programme national de garderies. Il convient d'examiner les différentes approches adoptées par le Parti libéral, le Parti conservateur et les autres partis en matière de programmes sociaux à l'échelle nationale.

Les conservateurs sont contre les différents programmes sociaux, comme le programme d'assurance-médicaments, le programme national de garderies et, bien sûr, le programme national d'alimentation dans les écoles. Les conservateurs sont contre toutes ces mesures.

En fait, mon honorable collègue de Battle River—Crowfoot a dit lors de la précédente législature que le programme national d'alimentation dans les écoles n'avait pas encore permis de livrer de repas. J'ai de bonnes nouvelles pour le chef de l'opposition: ce pro-

Travaux des subsides

gramme joue un rôle crucial partout au pays pour améliorer l'accès à une alimentation saine, et il permet de livrer des repas santé aux étudiants en Nouvelle-Écosse et partout au pays.

[Traduction]

Les conservateurs s'opposent aux mesures de ce genre. Comment peuvent-ils parler du prix des aliments et d'abordabilité tout en s'opposant aux programmes mis en place, comme le Programme national d'alimentation scolaire, qui contribue à soutenir les produits et les agriculteurs canadiens et à obtenir des résultats dans les écoles?

Je pense vraiment que nous devons avoir une conversation plus approfondie sur le fait que les conservateurs n'ont rien dit au sujet des agriculteurs dans leur dernier programme électoral, et que c'est là leur position officielle. Si elle a changé, que quelqu'un ait l'obligance de m'en informer. Nous devons discuter plus en détail des programmes qui ont une incidence sur l'abordabilité dans notre pays.

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion cet été de visiter la Nouvelle-Écosse, qui est une province magnifique. Je me trouvais dans Acadie—Annapolis, où j'ai rencontré un groupe qui vient en aide aux personnes âgées. L'une des histoires que j'ai entendues m'a beaucoup troublée, car il y avait cette personne âgée qui devait choisir entre chauffer sa maison et acheter de la nourriture. Elle n'avait pas les moyens de faire les deux. Soyons honnêtes. Le nombre de personnes qui ont recours aux banques alimentaires en Nouvelle-Écosse a augmenté de 68 %, et 169 000 personnes qui les ont visitées au cours du premier semestre de 2024.

Comment le député explique-t-il à cette personne âgée, qui n'a pas les moyens de payer toutes ses factures, qu'elle doit choisir entre se chauffer en hiver pour survivre ou manger?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je suis d'accord avec ma collègue pour dire que la Nouvelle-Écosse est une magnifique province. Le député d'Acadie—Annapolis est un homme honorable, et nous sommes d'excellents voisins en Nouvelle-Écosse.

Il y a des défis partout au pays. Personne au Parlement ne dit que tout est parfait. Le gouvernement essaie d'améliorer la situation à laquelle nous sommes confrontés.

Lorsque la députée d'en face a discuté avec des aînés de la Nouvelle-Écosse, leur a-t-elle expliqué qu'elle avait voté contre des programmes qui auraient aidé la personne âgée dont elle a parlé à passer à une autre source de chauffage qu'un combustible fossile comme le mazout, à réduire sa facture d'énergie et à rendre le coût de la vie plus abordable? A-t-elle expliqué à cette personne pourquoi elle pensait que c'était une mauvaise politique et pourquoi elle a voté contre les mesures d'abordabilité qui sont importantes pour les aînés de tout le pays?

Voilà la question que je poserais à mon tour à la députée.

Travaux des subsides

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguuj, BQ): Monsieur le Président, je suis content que nous puissions parler du coût de la vie, parce que c'est vrai qu'il y a beaucoup d'insécurité financière. Je l'ai peut-être déjà dit, mais, avant d'être député, j'étais avocat à l'aide juridique. Je m'occupais des gens les plus vulnérables. J'ai en tête une de mes clientes, qui avait entre 65 ans et 75 ans, qui habitait seule et qui avait de la misère à payer son prêt hypothécaire. Je me suis battu à ses côtés pour qu'elle ne perde pas sa maison et qu'elle ne se retrouve pas sans-abri. Ce n'est pas qu'elle ne voulait pas payer son prêt hypothécaire, c'est qu'elle n'avait pas assez de revenus. Compte tenu de l'augmentation du coût de la vie qui faisait rage dans les épiceries, il manquait des sous à la fin du processus.

J'aimerais savoir ce que mon confrère pense de notre proposition d'augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les gens de 65 ans à 74 ans.

• (1610)

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, les questions concernant nos personnes âgées sont bien sûr très importantes dans ma circonscription. J'imagine que c'est la même chose dans la circonscription de mon collègue.

En ce qui concerne les personnes âgées entre 65 ans et 74 ans, nous avons promis d'augmenter le Supplément de revenu garanti. Nous comprenons l'importance de ce programme, particulièrement pour les personnes âgées à faible revenu dans cette catégorie.

Je suis d'accord sur l'importance de soutenir nos personnes âgées. Ce gouvernement va répondre aux attentes.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, comme mon collègue, j'ai un intérêt très vif pour l'agriculture. J'ai eu le privilège d'aller avec lui à la rencontre d'agriculteurs de sa circonscription, entre autres à la suite de l'ouragan *Fiona*, qui a frappé la Nouvelle-Écosse en 2022.

J'aimerais que mon collègue nous parle davantage des répercussions des changements climatiques sur les agriculteurs, des mesures que notre gouvernement prend et de l'effet que cela a sur le prix des aliments.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, ma collègue est vraiment une championne à la Chambre des communes et dans sa circonscription pour les fermiers et les producteurs et les productrices.

La mesure concrète que le gouvernement a mise en place, c'est une bonification des programmes de gestion des risques. Le taux d'indemnisation du programme Agri-stabilité est passé de 80 % à 90 %. Il y a aussi eu une élimination des autres limites des marges de référence.

Nous avons un plan concret et nous avons mis en place des programmes concrets pour nos fermiers, parce que cette question est des plus importantes. De plus, pendant la dernière élection, le Parti libéral avait un plan plus concret que celui des conservateurs en ce qui concerne l'agriculture.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, je suis reconnaissante d'avoir l'occasion de prendre la parole dans le cadre du débat d'aujourd'hui. Je partagerai mon temps de parole avec la députée de Pickering—Brooklin.

Mes collègues de l'autre côté de la Chambre et moi-même partageons une même préoccupation pour le coût de la vie. C'est un sujet

dont j'entends régulièrement parler dans ma circonscription, Compton—Stanstead. Tant pendant la campagne électorale que durant l'été, j'ai visité les 36 municipalités de ma circonscription. J'ai parcouru 5 000 kilomètres carrés. J'ai rencontré des gens qui m'ont parlé de leurs défis, de leurs difficultés. J'ai écouté plusieurs représentants d'organismes qui les accompagnent. Je peux dire qu'il y a des défis importants. Ces rencontres, ces histoires que j'ai entendues ainsi que l'espoir de ces gens sont l'une des raisons qui m'ont encouragée à me lancer en politique et à poursuivre l'œuvre qui avait été entamée par ma prédécesseur.

Je souhaite que nos institutions soient présentes pour soutenir mes concitoyens quand ils en ont le plus besoin, mais également de la façon dont ils en ont besoin. En parcourant ma circonscription, j'ai entendu la confiance des gens de chez nous à l'égard des engagements du Parti libéral et à l'endroit du leadership de celui qui est devenu notre premier ministre. Au printemps dernier, les gens de ma circonscription avaient manifestement deux choix opposés: soit un parti sérieux avec un leadership responsable et un plan solide pour traverser une époque qu'on confirme et qu'on considère comme difficile, soit un parti qui mise sur la division et les slogans partisans. Je veux sincèrement remercier les gens de chez nous qui m'ont offert la plus grande majorité jamais vue dans la circonscription de Compton—Stanstead. C'est une marque de confiance de leur part que je prends vraiment au sérieux, et je m'engage à être à la hauteur de leurs attentes.

Bien franchement, je pense que notre gouvernement est en train de leur offrir le plan ambitieux auquel ils ont le droit pour rendre la vie plus abordable. C'est le plan que nous avons promis pendant la campagne électorale et nous le leur offrons. Cela fait 151 jours maintenant que nous avons formé le nouveau gouvernement. Déjà, il y a plusieurs mesures concrètes annoncées qui vont avoir une incidence directe sur les gens de chez nous et sur les tous les Canadiens. Nous allons continuer à mettre en avant de nouvelles mesures. Par exemple, l'un des défis majeurs auxquels nous faisons face, c'est le coût du logement. Nous sommes manifestement devant une crise du logement. C'est la raison pour laquelle nous mettons en œuvre une nouvelle approche ambitieuse pour augmenter l'offre de logements partout au Canada, y compris à l'extérieur des grands centres urbains, dans des communautés comme celles qu'il y a chez nous.

Le premier ministre a récemment annoncé une nouvelle agence fédérale qui va avoir comme mandat de construire des logements abordables à grande échelle. L'agence s'appelle Maisons Canada. Avec Maisons Canada, nous allons lutter contre l'itinérance en bâtissant des logements supervisés et des logements de transition en partenariat avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones. Pas plus tard que la semaine dernière, à Sherbrooke, quelqu'un me parlait de l'intérêt pour les maisons modulaires et les habitations modulaires pour les personnes en situation d'itinérance afin de les aider à faire la transition vers d'autres types de logements. C'est le genre de projet qui pourrait être soutenu par Maisons Canada. Répondre aux besoins des gens de chez nous, c'est ce que nous visons à faire.

Travaux des subsides

L'organisme va aussi bâtir des logements communautaires et très abordables pour les ménages à très faibles revenus et va s'associer à des promoteurs privés pour bâtir des logements abordables destinés à la classe moyenne. Comme je le disais, je suis d'une région à l'extérieur des grands centres urbains. Une chose que nous y entendons souvent, c'est que les programmes ne reflètent pas la réalité des régions avec un nombre d'unités qui est parfois trop grand ou de la paperasse à laquelle les gens des municipalités ne peuvent pas s'attaquer. C'est un fardeau trop lourd. Notre nouvelle approche prend en compte cette réalité, c'est-à-dire les besoins des plus petites communautés qui ont des ressources limitées et qui ont aussi besoin de moins d'unités, mais qui sont tout aussi importantes. Pas besoin de construire des centaines d'unités et de remplir de la paperasse à n'en plus finir, on a 13 milliards de dollars qui vont pouvoir servir à construire des logements tant à Montréal qu'à Stanstead.

● (1615)

On sait aussi qu'un des enjeux importants pour arriver à construire plus de logements, c'est d'avoir des infrastructures qui peuvent soutenir ces habitations. Les municipalités font face à un grand manque sur le plan des aqueducs et des systèmes d'égout. C'est la raison pour laquelle nous avons engagé 1 milliard de dollars supplémentaires pour les aider à relever ces défis de façon à ce qu'elles puissent enfin construire des logements pour les gens de chez nous.

J'ai confiance que nous allons arriver à une entente avec le gouvernement du Québec pour pouvoir rapidement respecter ces engagements et vraiment donner du répit aux gens de chez nous pour qu'ils aient accès plus rapidement à des logements abordables.

Je veux aussi dire que, chez nous, il y a des jeunes qui rêvent de s'établir et d'acheter une nouvelle maison, mais qui ont de la difficulté à accéder à ces nouvelles propriétés. Nous avons donc proposé d'éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première habitation neuve d'une valeur de moins de 1 million de dollars. Cela correspond à beaucoup d'habitations dans ma région. Nous allons aussi réduire la TPS pour les premiers acheteurs d'une habitation neuve d'une valeur comprise entre 1 million et 1,5 million de dollars.

Par ailleurs, comme les Canadiens l'ont demandé, nous avons remis de l'argent dans leurs poches en réduisant les impôts. Depuis le 1^{er} juillet, les gens de chez nous et les gens de partout au Canada, tous ceux qui paient des impôts, bénéficient d'une réduction de 1 % sur la première tranche d'imposition. Concrètement, pour une famille à deux revenus, cela représente des économies allant jusqu'à 840 \$ par année. C'est un allègement fiscal qui bénéficie à 22 millions de Canadiennes et de Canadiens, qui peuvent dorénavant garder une plus grande part de leur chèque de paie et l'utiliser selon leurs propres priorités.

Une des plus grandes préoccupations dans ma circonscription, qui borde le Vermont et le New Hampshire, c'est les tensions commerciales avec les États-Unis et les répercussions que cela peut avoir sur la population de chez nous. Les entreprises de ma région sont particulièrement inquiètes. Elles ont peur de perdre des contrats, de devoir supprimer des quarts de travail et de subir les conséquences sur les emplois. C'est donc essentiel de continuer à soutenir ces entreprises pour maintenir les emplois. Nous voulons que les exportateurs puissent continuer à exporter et que les travailleurs soient soutenus.

Depuis le début du conflit, je n'ai pas entendu parler de façon mesurée de gens qui ont perdu leur emploi. Je pense que c'est rassu-

rant. Dès le départ, nous avons mis en place un ensemble de programmes de soutien économique. Par exemple, nous avons temporairement éliminé la période d'attente d'une semaine pour les prestations d'assurance-emploi. Nous avons aussi temporairement suspendu les règles qui entourent le traitement des indemnités de cessation d'emploi pour éviter que les travailleurs épuisent leur indemnité de départ avant de toucher à leur prestation d'assurance-emploi.

Nous avons facilité l'accès à l'assurance-emploi en augmentant pour six mois le pourcentage de chômage appliqué aux régions. Nous avons facilité l'accès au programme de Travail partagé aux employeurs et aux travailleurs touchés par les droits de douane.

Notre nouveau gouvernement a aussi annoncé une série de mesures ciblées visant à soutenir les industries canadiennes de l'acier, de l'aluminium et du bois d'œuvre. Par exemple, nous allons investir 70 millions de dollars dans les Ententes sur le développement du marché du travail pour fournir de la formation et des mesures de soutien du revenu à près de 10 000 travailleurs du secteur de l'acier qui sont touchés par le conflit.

Nous aidons l'industrie du bois d'œuvre, qui est très importante au Québec, à se transformer et à faire face à la concurrence. Nous offrons jusqu'à 700 millions de dollars en garanties de prêt pour alléger les pressions actuelles que subit le secteur du bois d'œuvre. Nous bâtissons une économie qui privilégie l'emploi de matériaux canadiens dans la construction. Nous avons modifié le processus des marchés fédéraux pour que les entreprises qui ont un contrat avec le gouvernement fédéral s'approvisionnent en bois canadien. C'est comme ça que notre gouvernement s'assure que les travailleurs du Canada bénéficient de nos investissements dans une période qui est, avouons-le, tumultueuse.

J'entends mes collègues de l'autre côté de la Chambre décrier le prix des aliments. Oui, il y a de l'inflation alimentaire, mais ils semblent oublier que les agriculteurs sont les premiers frappés par les défis climatiques. Les sécheresses et les pluies diluviennes se répercutent sur les récoltes. Quand nous voulons aider les agriculteurs à devenir plus résilients, les conservateurs sont aux abonnés absents.

J'espère que, lorsque nous allons présenter notre budget ambitieux le 4 novembre prochain, nos collègues de l'autre côté de la Chambre vont nous appuyer pour bâtir l'économie la plus forte du G7, pour maintenir les emplois au Canada, pour nous aider à devenir plus indépendants et plus résilients et pour faire en sorte que notre économie se porte mieux.

● (1620)

[Traduction]

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC): Monsieur le Président, comme la députée d'en face a parlé des agriculteurs, j'aimerais lui rappeler le bilan du gouvernement libéral. Elle n'était pas ici pour voir le gouvernement imposer deux niveaux de taxe sur le carbone, qui ont représenté des centaines de milliers de dollars pour les exploitations agricoles, tout en conservant les normes sur les combustibles propres et sans accorder le moindre crédit aux agriculteurs pour la réduction des émissions de CO₂ absorbée par leurs cultures. Il y a eu les droits de douane sur les engrais et les restrictions relatives aux engrais, qui les empêchent d'obtenir le rendement requis au chapitre de leur production alimentaire, de même que tous les droits de douane imposés par la Chine sur le porc, le bœuf et le canola, un dossier où le gouvernement reste les bras croisés.

Travaux des subsides

Le voilà, le bilan du gouvernement libéral. Que compte faire la députée pour contribuer concrètement à faire baisser le coût des aliments?

[Français]

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, je trouve cela intéressant qu'on parle de cette façon du bilan libéral, alors que les libéraux ont suivi un gouvernement conservateur qui avait sabré dans la science, laquelle peut permettre à nos agriculteurs d'avoir accès à de meilleures technologies. Le gouvernement conservateur avait aussi fait des compressions dans les programmes de gestion des risques et dans le Partenariat canadien pour une agriculture durable. C'est à partir de ces coupes que notre gouvernement a reconstruit et qu'il tente d'aider les agriculteurs à devenir beaucoup plus résilients face aux changements climatiques afin qu'on puisse réduire le coût des aliments.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je suis très content d'entendre ma collègue parler entre autres de changements climatiques. Je suis content qu'elle fasse le lien entre le coût des aliments et les phénomènes météorologiques extrêmes comme les vagues de chaleur et les sécheresses, qui ont une influence majeure sur l'inflation et le prix des aliments. Au Bloc québécois, nous proposons des solutions. Le gouvernement s'était engagé par le passé à abolir certaines subventions accordées aux compagnies pétrolières et gazières, mais cela n'a pas été fait.

Les subventions versées en 2024 aux compagnies pétrolières et gazières totalisaient 28,5 milliards de dollars. On pourrait utiliser cet argent pour aider les gens à lutter contre l'augmentation du coût de la vie. Selon mon honorable collègue, est-ce que ce serait une bonne solution?

• (1625)

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, j'éprouve toujours une grande fierté lorsque je parle d'agriculture et que je souligne à quel point nos agriculteurs du Québec sont des leaders en matière d'agriculture durable. Ils en font beaucoup, et ils ont l'aide à la fois du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial. Ils rencontrent de grandes difficultés à cause des changements climatiques. Je pense qu'avec l'aide des deux paliers de gouvernement, la volonté des agriculteurs et les nombreuses initiatives scientifiques comme les laboratoires vivants, un projet exceptionnel, nous avons les moyens de bâtir une agriculture résiliente. J'espère que cela se poursuivra dans les années à venir.

[Traduction]

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, je me présente à la Chambre en tant que médecin. En médecine, si on refuse de traiter la cause sous-jacente d'un problème, je peux vous garantir que ce problème s'aggravera. À la Chambre, il me semble que les libéraux veulent sans cesse inventer de nouveaux programmes plus compliqués pour traiter les symptômes de ce problème. La cause de ce problème est une question d'économie de première année. Comme on le dit dans un manuel d'économie de première année, « les prix augmentent lorsque le gouvernement imprime trop d'argent ».

Les libéraux ne reconnaissent-ils pas que leurs déficits massifs sont la cause de la crise de l'abordabilité? S'ils reconnaissent ce truisme contenu dans un manuel d'économie de première année, pourquoi refusent-ils de traiter le problème à la racine, ou même d'en parler?

[Français]

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, l'une des plus grandes causes de l'inflation alimentaire, ce sont les changements climatiques. Mes collègues de l'autre côté de la Chambre semblent refuser de l'avouer. L'impact des changements climatiques sur l'agriculture est incroyablement important. J'ai hâte que mes collègues de l'autre côté de la Chambre le reconnaissent et qu'ils appuient nos efforts visant à aider les agriculteurs à devenir de plus en plus résilients.

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, ma collègue et moi partageons la même passion pour l'agriculture. Comme elle le dit si bien, les changements climatiques changent la pratique de l'agriculture.

Ne serait-il pas temps d'adapter les programmes de soutien pour les agriculteurs et d'arrêter de faire des programmes uniformes puisque chaque province vit les répercussions des changements climatiques de manière différente?

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, je suis d'accord avec ma collègue. Un des grands défis du secteur agricole, c'est de faire en sorte que les provinces, le gouvernement fédéral et les territoires s'entendent sur la mise en place de programmes qui sont importants pour l'ensemble du Canada. Je pense que tout le monde doit réussir à s'entendre pour que les programmes soient adaptés à la réalité de chacune des régions.

[Traduction]

Juanita Nathan (Pickering—Brooklin, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de participer au débat sur la motion conservatrice concernant les mesures prises par le gouvernement pour rendre les aliments plus abordables et faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à des aliments et à d'autres produits de première nécessité à des prix abordables.

Le gouvernement estime que l'abordabilité des aliments est un problème grave auquel tous les Canadiens sont confrontés aujourd'hui. Pour les Canadiens, l'inflation n'est pas qu'une simple statistique; ils en subissent les effets à l'épicerie. C'est pourquoi nous tenons à respecter notre engagement d'améliorer l'abordabilité, en mettant fortement l'accent sur l'allègement de la pression financière que subissent les Canadiens.

Le gouvernement s'est activement engagé à améliorer l'abordabilité pour tous les Canadiens dans le but d'alléger le fardeau financier qui pèse sur eux. Nous avons présenté au Parlement le projet de loi C-4, la Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, qui prévoit une réduction d'impôt pour la classe moyenne afin que les ménages à deux revenus puissent économiser environ 800 \$ par an. La réduction des coûts pour les Canadiens est au cœur du plan présenté dans le discours du Trône. Cet allègement fiscal profiterait à près de 22 millions de Canadiens et les aiderait à conserver une plus grande partie de leur salaire durement gagné pour qu'ils puissent le dépenser là où cela compte pour eux.

Travaux des subsides

Nous sommes également bien conscients que, pour faire face à l'augmentation du coût des biens essentiels, y compris les produits alimentaires, il faut un solide secteur de la défense des intérêts des consommateurs, ainsi que des recherches indépendantes effectuées en temps opportun sur les questions de consommation. C'est pourquoi le gouvernement a pris des mesures pour investir dans les efforts de défense des intérêts des consommateurs. L'Initiative canadienne de protection des consommateurs a permis la réalisation de recherches indépendantes pour obtenir des renseignements sur les pratiques d'établissement des prix dans le commerce de détail comme la réduflation et la déqualiflation dans le secteur de l'épicerie. Dans le cadre d'un récent appel de propositions portant sur l'alimentation, les sujets prioritaires étaient entre autres l'abordabilité, la consommation durable, les obstacles à la concurrence dans le secteur de l'épicerie et la protection des consommateurs contre les frais cachés et les prix abusifs. En plus de soutenir les recherches indépendantes, ce programme soutient la création de ressources pour sensibiliser les gens à l'alimentation, en particulier en ce qui concerne les questions de durabilité.

En fournissant un financement supplémentaire pour la défense des intérêts des consommateurs, nous veillons à ce que les organismes de défense des intérêts des consommateurs soient soutenus pour qu'ils défendent efficacement les intérêts des Canadiens. Des sujets prioritaires comme l'abordabilité, la consommation durable, les obstacles à la concurrence dans le secteur de l'épicerie et la protection des consommateurs contre les frais cachés et les prix abusifs étaient des priorités clés dans le dernier appel de propositions ouvert de l'Initiative canadienne de protection des consommateurs. Compte tenu de ces priorités, un projet financé à la suite d'un précédent appel a soutenu un mouvement national de consommateurs qui s'est adressé aux Canadiens d'un bout à l'autre du pays en leur offrant des outils pratiques pour décoder les stratégies d'établissement des prix des produits d'épicerie et en donnant aux consommateurs les moyens de faire des choix éclairés à la caisse.

Le gouvernement continue de réaffirmer son engagement à donner aux Canadiens les outils et les données dont ils ont besoin pour faire des choix éclairés sur le marché. Le gouvernement s'est donné comme priorité de maintenir le Carrefour de données sur les prix des aliments afin de fournir aux Canadiens des renseignements à jour et détaillés sur le prix des aliments, de manière à les aider à prendre des décisions éclairées au sujet de leurs options pour l'achat d'aliments. De plus, la page Web Épicerie à prix abordable du gouvernement vise à accroître la transparence entourant le prix des aliments, dans le but de favoriser la concurrence et d'aider les consommateurs à participer aux marchés avec plus de confiance.

Tout récemment, le Carrefour de données sur les prix des aliments a publié les plus récentes données de l'indice des prix à la consommation, ou IPC, pour août 2025. Ces données indiquent que l'inflation à l'épicerie est passée d'un sommet de 11,4 % en janvier 2023 à 3,5 % en août 2025. Cela signifie que les Canadiens bénéficient d'une baisse de l'inflation alimentaire depuis janvier 2023. Même s'il s'agit d'une tendance encourageante, le gouvernement du Canada continue de travailler fort pour régler les problèmes d'abordabilité et prendre des mesures afin de rendre les aliments plus abordables pour tous les Canadiens.

Nous avons fait des progrès pour atteindre la stabilité des prix des aliments dont les Canadiens ont besoin et qu'ils méritent. Afin qu'ils continuent de payer des prix équitables pour l'épicerie, nous poursuivons nos efforts en vue de financer le travail des organismes qui défendent leurs droits et protègent leurs intérêts. Nous

continuerons de nous assurer que les Canadiens disposent de l'information dont ils ont besoin pour faire des choix éclairés à l'épicerie. Nous prendrons des mesures pour améliorer la concurrence et, ce faisant, nous obligerons les entreprises à rendre des comptes.

● (1630)

Voilà pourquoi, ces dernières années, le gouvernement du Canada a modernisé la Loi sur la concurrence pour améliorer la capacité du Bureau de la concurrence d'enquêter sur les comportements qui nuisent à la concurrence ainsi que sur les pratiques commerciales trompeuses. Par exemple, la loi modifiée oblige les commerçants à être plus honnêtes dans leurs publicités et reconnaît qu'afficher un prix sans mentionner les frais en sus est une forme de malhonnêteté. L'affichage de prix partiels fait qu'il est plus difficile pour le consommateur de comparer les prix et de trouver le produit ou le service le plus avantageux, en plus de punir les commerçants qui affichent avec honnêteté le véritable prix de leur produit ou service.

En outre, les modifications apportées à la Loi sur la concurrence par la voie du projet de loi C-56, Loi sur le logement et l'épicerie à prix abordable, auront une incidence sur la capacité du Bureau de la concurrence d'examiner les pratiques potentiellement anticoncurrentielles telles que le contrôle de l'utilisation des biens immobiliers commerciaux. L'utilisation répandue de contrôles de propriété aux fins de la concurrence peut faire en sorte qu'il soit plus difficile pour les entreprises de pénétrer un nouveau marché ou de prendre de l'expansion, ce qui réduit les choix offerts aux consommateurs canadiens. Depuis l'adoption de ces modifications, nous avons vu un certain nombre de concessions de la part de grands épiciers. Par exemple, certains ont volontairement retiré une partie de leurs contrôles et ouvert ces marchés. C'est nettement avantageux à la fois pour les consommateurs canadiens et pour les futurs nouveaux joueurs dans le marché de l'alimentation.

Nous savons toutefois que la stabilisation des prix des aliments ne peut se faire que dans un esprit de coopération. Il faut mobiliser l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Notre dialogue avec l'industrie est axé sur l'amélioration continue de l'abordabilité des aliments.

Grâce à une collaboration continue avec les ministres provinciaux et territoriaux de l'Agriculture et à une vaste mobilisation de l'industrie, nous avons été heureux d'annoncer qu'en juillet 2024, tous les grands détaillants en alimentation se sont engagés à respecter le Code de conduite du secteur des produits d'épicerie. Le Code est une bonne mesure pour amener les partenaires de la chaîne d'approvisionnement à suivre des règles de base et à améliorer l'équité, la transparence et la prévisibilité dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada, dans l'intérêt des consommateurs.

Nous reconnaissons que les pressions mondiales et externes comme les droits de douane imposés par les États-Unis contribuent également aux augmentations de coûts et de prix qui touchent les consommateurs, les travailleurs et les entreprises au Canada. Ces pressions augmentent l'importance d'une approche coordonnée et à long terme en matière d'abordabilité des aliments et de résilience économique. Nous continuerons de travailler à la mise en place d'une solide culture de défense des consommateurs et à veiller à ce que les Canadiens disposent des outils dont ils ont besoin pour pouvoir bien s'informer sur les prix des aliments et faire des achats judicieux.

Travaux des subsides

Le gouvernement demeure déterminé à enquêter sur les pratiques préjudiciables qui ont une incidence sur les Canadiens, à assurer une collaboration continue dans les domaines de compétence partagée avec les responsables provinciaux et territoriaux de la protection des consommateurs, à travailler au renforcement de la concurrence dans le secteur canadien de l'alimentation et à continuer de fournir aux Canadiens des renseignements exacts et à jour sur les prix des aliments au Canada.

● (1635)

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, j'ai entendu la députée dire dans son discours que les libéraux travaillent de concert avec l'industrie. Ce que nous avons observé chez le gouvernement, à la suite de l'orientation stratégique qu'il nous a donnée au cours des 10 dernières années, c'est que 63 milliards de dollars d'investissements ont quitté le Canada jusqu'à présent cette année.

Je me demande simplement quel est le plan de la députée pour tenter de récupérer ces 63 milliards de dollars. Je me demande quelles mauvaises politiques libérales des 10 dernières années elle est prête à supprimer pour récupérer cet argent.

Juanita Nathan: Monsieur le Président, les Canadiens ont confié au gouvernement le mandat clair de bâtir une économie plus forte et plus résiliente. Tandis que l'opposition ne cesse de parler des voyages du premier ministre aux quatre coins du monde, celui-ci parcourt le globe pour tenter d'attirer plus d'investissements au pays.

Une voix: Cela ne semble pas fonctionner.

Juanita Nathan: Monsieur le Président, nous devons faire preuve de patience et laisser le processus suivre son cours.

Nous avons obtenu environ 60 milliards de dollars d'investissements jusqu'à présent. Le budget de 2025 s'appuiera sur ces mesures en saisissant une rare occasion de transformer l'économie canadienne au moyen d'un programme ambitieux...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous poursuivons les questions et observations. La députée de Shefford a la parole.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue, avec qui j'ai commencé à travailler au Comité permanent de la condition féminine. Je lui souhaite la bienvenue à ce comité.

En ce moment, je suis sincèrement très inquiète des tentatives d'ingérence du fédéral dans les champs de compétence du Québec, encore une fois, au lieu d'agir concrètement pour sortir les femmes de la pauvreté. Je donne un exemple: il y a des femmes qui restent dans des situations de violence parce qu'elles ont peur de se retrouver à la rue, et, cet été, il y a du financement pour des maisons d'hébergement qui a été bloqué.

Je tiens d'ailleurs à saluer mon collègue le député d'Abitibi—Témiscamingue, car c'est lui qui m'a dit qu'Ottawa retenait en ce moment des sommes pour des maisons d'hébergement. C'est le cas chez lui en Abitibi, à Rouyn-Noranda, ainsi qu'ailleurs au Québec. Le gouvernement a tardé à débloquer ces sommes. Résultat: des femmes et des enfants ont été forcés de retourner vivre avec leur agresseur.

Au lieu d'essayer de s'ingérer dans les champs de compétence du Québec, que le gouvernement transfère l'argent, parce que nous en

avons besoin pour nos maisons d'hébergement. La santé et les services sociaux, c'est au Québec que ça se passe.

[Traduction]

Juanita Nathan: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec les propos de ma collègue d'en face sur les femmes qui sont dans des situations de violence. En tant qu'ancienne conseillère dans ce domaine, je comprends parfaitement ce dont elle parle.

Tout comme le gouvernement, je suis déterminée à protéger le financement destiné aux femmes, aux organismes qui les soutiennent et aux secteurs où œuvrent des femmes. On pourra le constater dans le budget qui sera présenté en novembre.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, la députée a fait un discours très intéressant. Elle est très active dans sa région, et c'est une personne dévouée.

Selon la députée, quelles sont les initiatives du gouvernement qui auront les plus grands effets sur le coût de la vie dans sa région?

● (1640)

Juanita Nathan: Monsieur le Président, selon moi, c'est la sécurité alimentaire et le secteur agricole qui auront la plus grande incidence sur ma circonscription, Pickering—Brooklin. La moitié de ma circonscription est rurale.

Au cours des prochains jours et des prochains mois, j'ai hâte de voir ce que le gouvernement fera pour renforcer la sécurité alimentaire du Canada en investissant dans les serres, la culture hydroponique et l'agriculture en milieu contrôlé, qui nous permettraient de cultiver une plus grande variété d'aliments ici, chez nous, ce qui réduirait certainement beaucoup les files d'attente devant les banques alimentaires.

Nous devons chercher à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire, à soutenir l'innovation et à modifier le mandat de l'Agence canadienne d'inspection des aliments en lien avec ses décisions réglementaires concernant la sécurité et le coût des aliments, sans compromettre la santé et la sécurité.

Le vice-président adjoint (John Nater): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député d'Elgin—St. Thomas—London-Sud, La sécurité publique; l'honorable député de Bruce—Grey—Owen Sound, La sécurité publique; l'honorable députée de Sentier Carlton—Eagle Creek, Les services publics et l'approvisionnement.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, avant de commencer, je tiens à préciser que je partagerai mon temps de parole avec le député d'Acadie—Annapolis.

C'est toujours un honneur de prendre la parole au nom des gens formidables du Sud-Ouest et du Centre-Ouest de la Saskatchewan. J'aimerais prendre un instant pour souligner qu'il s'agit d'une semaine exceptionnelle, car lundi, le 22, c'était le 13^e anniversaire de ma fille Jada. Nous avons beaucoup fêté pendant la fin de semaine, avant mon départ.

Je tiens également à souligner que la Saskatchewan célèbre le 120^e anniversaire de son entrée dans la Confédération. Notre province s'est développée rapidement et continue de croître grâce à des générations de dur labeur sous le grand ciel des Prairies. Les Saskatchewanais sont assez robustes pour surmonter les hivers les plus froids et les sécheresses les plus longues. La résilience des Prairies est une réalité. Nous sommes habités par le bon sens et la décence. Nous sommes entourés par la beauté de la nature et nous prenons bien soin de la terre. Nous sommes le grenier du monde.

C'est une année particulièrement bonne pour les Roughriders. Ils connaissent une excellente saison, car ils occupent le premier rang de la Ligue canadienne de football en ce moment.

Tandis que nous célébrons notre histoire, nous sommes tournés vers l'avenir, qui nous apportera de plus belles réussites encore. J'aurai toujours à cœur de défendre fièrement les intérêts de ma province, la Saskatchewan, de l'Ouest du pays et de tout le Canada. Voilà l'objet de la motion conservatrice d'aujourd'hui.

Les Saskatchewanais sont reconnus pour bien des choses, que ce soit leur capacité à produire la grande majorité des exportations canadiennes de légumineuses, d'être des chefs de file dans la culture du canola ou de surmonter les difficultés de la vie dans le triangle de Palliser, ce qui est tout un exploit, je ne saurais trop le souligner. Dans mon coin de pays, les premiers pionniers et colons pensaient que la région était inhabitable en raison de son paysage inhospitalier, de la météo imprévisible et de l'absence d'eaux de surface. À l'époque, John Palliser avait déclaré que la région était un désert et qu'il ne faudrait jamais s'attendre à y voir s'installer des colons.

Il y a deux principaux cours d'eau dans l'Ouest de la Saskatchewan: la rivière Frenchman, près de l'endroit où j'ai grandi, et la rivière Saskatchewan Sud, qui se trouve juste au nord de l'endroit où j'habite maintenant. Leurs particularités sont très intéressantes.

La rivière Frenchman descend vers le sud, à travers le Sud-Ouest de la Saskatchewan, pour aller se jeter dans la rivière Missouri, puis dans le fleuve Mississippi, avant d'atteindre le golfe du Mexique. La rivière Saskatchewan Sud, qui se situe à moins de deux heures de route au nord de la rivière Frenchman, coule vers le nord. Elle se jette dans la rivière Saskatchewan Nord près de Prince Albert, et celle-ci coule jusqu'à la baie d'Hudson. Ce phénomène correspond à ce qui s'appelle le partage des eaux laurentien, et l'ironie ne m'échappe pas. De notre point de vue, dans l'Ouest, le mot « laurentien » a toujours une connotation intéressante.

Je parle beaucoup d'agriculture parce que ma circonscription est surtout rurale et essentiellement agricole. Elle couvre à elle seule une vaste zone géographique, dont la majeure partie se trouve dans le triangle de Palliser, que John Palliser décrivait comme un désert pratiquement aride et impropre à toute culture. Le Sud-Ouest et le Centre-Ouest de la Saskatchewan se trouvent en plein cœur du triangle de Palliser, mais, depuis longtemps déjà, des agriculteurs y travaillent la terre un peu partout et en obtiennent un rendement formidable. Comment cela est-il devenu possible? Les agriculteurs qui se sont installés dans la région ont choisi l'emplacement de leurs terres selon deux critères: la proximité des sources d'eau et du chemin de fer.

Les députés se demandent sans doute pourquoi je leur donne une brève leçon d'histoire sur la Saskatchewan. Il a fallu une grande vision et une volonté absolument inébranlable pour arriver à bâtir notre province, nos villes et nos collectivités. On ne sait trop comment, les agriculteurs ont réussi à faire fonctionner les choses,

Travaux des subsides

même dans le triangle de Palliser. Ils avaient une solide éthique de travail, combinée à de la créativité et de l'ingéniosité, ce qui leur a permis de réaliser l'impossible. Grâce à l'innovation et à l'amélioration des techniques, l'agriculture s'est développée et des défis majeurs ont été surmontés contre toute attente. Tout cela s'est produit sans aucune intervention d'un gouvernement tentant d'imposer sa vision radicale à la société.

Les agriculteurs ont toujours compris l'importance de prendre soin des terres et de respecter la nature, car cela va de pair avec leur réussite en affaires. Ils n'ont pas besoin de réinventer la roue ni d'écouter les discours du gouvernement. La réussite du triangle de Palliser se poursuit depuis plus d'un siècle. Au fil du temps, chaque nouvelle génération a ajouté sa pierre à l'édifice.

Il y a eu bien sûr quelques revers au fil du temps, notamment la Grande Dépression. Nous avons connu de graves sécheresses. Nous avons assisté à une perte considérable de terre arable en raison de la sécheresse, des vents violents et de certaines pratiques agricoles de l'époque. C'était pendant la période de reprise après la Première Guerre mondiale, mais aussi au début de la Seconde Guerre mondiale.

Ces dernières années, il y a eu moins de pluie en Saskatchewan qu'au cours de la sombre période des années 1930. Nous avons cependant assisté à un miracle des temps modernes avec des rendements plus élevés. Ces fermes produisent plus avec moins. La conservation des sols, la technologie et les pratiques exemplaires se sont améliorées au fil du temps pour composer avec la sécheresse du climat.

● (1645)

Par le passé, cela s'est fait sans l'intervention du gouvernement. Maintenant, cela se produit en dépit du fait que le gouvernement libéral a rendu la vie plus difficile à l'industrie agricole dans son ensemble.

Les libéraux devraient laisser les agriculteurs faire ce qu'ils font le mieux pendant qu'ils s'emploient à résoudre le problème des droits de douane que la Chine impose sur les produits du canola et les pois jaunes du Canada. Il est navrant que les agriculteurs, qui ont dû en faire plus avec moins et ont quand même obtenu de meilleures récoltes cette année, voient leurs profits s'envoler en fumée à cause des droits de douane. Au lieu de faire la morale aux agriculteurs, les libéraux ont beaucoup à apprendre de la façon dont les agriculteurs ont su concilier l'économie et l'environnement, et ils devraient suivre leur exemple. Ils auraient aussi d'autres choses à apprendre.

Tout le travail qui a été consacré à de grands projets de construction, comme le chemin de fer national ou le barrage Gardiner, a été accompli sans que l'on ait besoin d'une initiative comme le Bureau des grands projets. Les choses étaient différentes à l'époque. De nos jours, pour construire des projets qui aideraient ma région du pays, l'industrie devrait probablement faire face à des obstacles comme la taxe sur le carbone des libéraux et d'autres politiques désastreuses pour l'Ouest.

Travaux des subsides

Aujourd'hui, dans le cadre du débat sur cette motion, je vais me concentrer sur la taxe sur le carbone pour les industries qui frappe l'acier, le secteur manufacturier et l'industrie lourde. La taxe sur le carbone cause la destruction de nombreuses entreprises qui étaient autrefois florissantes. Les politiques libérales passées et actuelles ont des effets dévastateurs sur les entreprises. Par exemple, l'aciérie Evraz, à Regina, a dû réduire de moitié ses effectifs, en grande partie à cause de mauvaises politiques libérales, qui ont fait en sorte qu'aucun projet ne peut être mené à bien au Canada. Alors que ces industries doivent déjà composer avec des droits de douane, le gouvernement canadien continue de les taxer davantage.

Les libéraux d'en face devraient se demander s'il est logique d'imposer ce qui est essentiellement une autre forme de droits, en plus des droits de douane qui frappent déjà les entreprises canadiennes. S'ils commençaient à y réfléchir de cette façon, ils finiraient peut-être par soutenir les emplois canadiens et abandonner leur taxe sur le carbone pour les industries. S'il n'y a pas de grands projets de construction au Canada, alors l'acier canadien n'est pas nécessaire, ce qui signifie moins d'emplois. À cela s'ajoute la taxe sur le carbone pour les industries, qui a un impact immédiat sur ces entreprises.

Il y a également des répercussions sur d'autres secteurs de l'économie et sur les grands fabricants de machineries agricoles des Prairies. J'ai discuté récemment avec le directeur général d'une de ces grandes entreprises, qui m'a expliqué à quel point la taxe pour les industries était dévastatrice pour de nombreuses raisons.

Cela dit, le Canada n'est pas le seul pays à avoir une telle taxe. Je suis conscient que d'autres pays en ont également une, mais il s'agit de pays qui doivent importer des produits pour fabriquer les leurs. Pour eux, la taxe sur le carbone pour les industries représente en grande partie un coût caché, un coût qu'ils doivent assumer et qu'ils finissent par refiler au consommateur, qui se retrouve à payer plus cher.

Ce sont les producteurs qui portent le poids des coûts liés à la production alimentaire et à l'élevage, mais ce sont les consommateurs qui, en fin de compte, devront payer plus cher à l'épicerie. Les efforts nécessaires pour bâtir les infrastructures essentielles dans ce pays révèlent bien les conséquences de mauvaises politiques, comme la taxe sur le carbone pour les industries.

Le problème commence avec le gouvernement libéral, dont l'attitude dit: « Pour tout le reste, il y a un contribuable » ou « Commençons par taxer, on posera des questions plus tard ». Cela donne le ton dès le départ, mais cette façon de faire a toujours un coût, et ce coût finit par être refilé au consommateur. La différence, c'est que, contrairement à un gouvernement cupide, les entreprises canadiennes sont obligées de facturer davantage pour tenter de survivre. Au bout du compte, le consommateur se fait frapper de toutes parts. En effet, les Canadiens ordinaires doivent payer des prix plus élevés en raison de l'inflation, puis payer des taxes plus élevées sur tout le reste. À chaque étape, le gouvernement en profite, alors que tous les autres y perdent au change.

Je sais que les libéraux vont dire qu'ils ont éliminé la taxe sur le carbone, et ils l'ont fait, d'une certaine manière. Ils ont éliminé la taxe pour les consommateurs, que les gens payaient sur le chauffage de leur maison et le carburant de leur véhicule. Comme je l'ai expliqué, toutefois, la taxe sur le carbone pour les industries est, en fait, une taxe sur le carbone pour les consommateurs, et non seulement les libéraux l'ont conservée, mais ils l'augmentent.

Voici un autre élément à prendre en considération: la taxe sur le carbone pour les industries était équivalente à la taxe sur le carbone pour les consommateurs, qui augmentait le prix de l'essence de 17 ¢ le litre avant d'être abolie. Si la taxe sur le carbone pour les consommateurs avait continué à augmenter, elle aurait ajouté 21 ¢ le litre. Même si ce n'est pas le cas actuellement, la taxe sur le carbone pour les industries, elle, a augmenté, et elle se répercute sur toute l'économie, comme l'aurait fait la taxe pour les consommateurs. Cependant, il s'agit d'un coût caché parce que nous sommes aux prises avec une inflation alimentaire, ainsi qu'avec une crise du coût de la vie qui touche nos fabricants, les consommateurs, nos agriculteurs et les créateurs d'emplois pour l'économie canadienne. C'est dévastateur.

Il est temps que les libéraux votent pour notre motion, qui abolirait la taxe sur le carbone pour les industries.

• (1650)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme j'ai grandi dans les Prairies, la toute première exploitation agricole que j'ai visitée était Stoin Farm, dans la région de Moose Jaw.

Je suis d'accord avec bon nombre des déclarations que les députés ont faites ici cet après-midi au sujet de l'importance du rôle que jouent les agriculteurs en fournissant des aliments non seulement aux habitants des Prairies, mais aussi à tout le Canada. En fait, nous nourrissons le monde de bien des façons.

Nous avons un gouvernement national, en particulier un ministre de l'Agriculture, qui travaille sans relâche avec les collectivités agricoles pour trouver des moyens d'accéder à un plus grand pourcentage du marché mondial. Cela comprend le canola, qui est si important pour le Manitoba et la Saskatchewan. Qu'en pense le député?

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, comme le sait le député, l'agriculture est véritablement une industrie tributaire du commerce et dictée par le marché mondial. Pour faire lever les droits de douane, le premier ministre doit intervenir.

Cela dit, comme je l'ai mentionné dans mon discours, tout ce qui entre dans les exploitations agricoles coûte plus cher. Ce sont les innovations des agriculteurs qui permettent en grande partie au secteur de réaliser des progrès, que ce soit au chapitre de la fabrication ou des pratiques agricoles exemplaires. Le problème en ce qui a trait à la taxe sur le carbone pour les industries, c'est qu'il s'agit de coûts cachés pour les producteurs lorsqu'ils doivent faire l'achat d'une pièce de machinerie. Cette taxe ajoute également aux frais de transport, car l'équipement de transport routier et la production d'asphalte ou de béton, par exemple, sont assujettis à la taxe sur le carbone pour les industries. Cela crée un scénario problématique pour les agriculteurs.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, la Banque du Canada, l'autorité incontestable en matière d'inflation, a évalué que la hausse prévue de la taxe sur le carbone cette année aurait fait augmenter les prix de 0,1 % au Canada, où la taxe s'appliquait. Je rappelle qu'elle ne s'appliquait pas au Québec.

Au Québec, la hausse prévue était de 0,01 %, ce qui est marginal. C'est un centième de 1 %, ou 1 ¢ par 100 \$ d'achat. On parle d'épicerie ici.

J'aimerais savoir si mon honorable collègue a les mêmes chiffres, puisque la Banque du Canada est très claire en disant que ce n'est pas majeur, au contraire.

[Traduction]

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, le problème que le député ignore, c'est que le Québec ne produit pas tout ce dont il a besoin sur son territoire. Le Québec, tout comme le Canada, doit importer des marchandises. Si les marchandises provenant des pays européens sont assujetties à une taxe sur le carbone industrielle ou si les marchandises provenant d'autres régions du Canada sont touchées par cette taxe, ce sont les consommateurs qui devront la payer. Elle ne figurera peut-être pas sur la facture, mais elle sera intégrée au prix, comme je l'ai dit dans mon discours.

De nombreuses personnes le soulignent depuis longtemps. Comme il s'agit d'un coût caché, nous ne pouvons pas quantifier pleinement son incidence, car le chiffre n'est pas immédiatement disponible, mais nous pouvons constater que les coûts ne cessent d'augmenter. Quand les fabricants paient leurs factures, ils voient ce chiffre, mais ils ne l'affichent pas lorsqu'ils sont obligés d'augmenter le coût des produits qu'ils vendent aux consommateurs.

• (1655)

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue et voisin de Swift Current—Grasslands—Kindersley. Il est un excellent représentant non seulement de sa circonscription, mais aussi de la province de la Saskatchewan et du Canada.

Mon collègue a parlé de la taxe sur le carbone. Les libéraux semblent penser que celle-ci a disparu. Ce que j'ai constaté, c'est que la taxe sur le carbone a été transférée à d'autres ordres de gouvernement. Elle a été transférée aux provinces par l'intermédiaire des commissions scolaires et des hôpitaux, qui ont dû la percevoir et la payer. Elle a également été transférée aux municipalités, où les tarifs des installations municipales ont augmenté.

Qu'en pense le député? Pense-t-il que le gouvernement libéral va rembourser cet argent aux contribuables?

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, je remercie sincèrement de sa question le plus fameux des députés de la Chambre. C'est un grand ami et un député formidable pour sa région.

Nous avons un grave problème: les municipalités n'étaient pas en mesure de récupérer cet argent. Nous savons que le gouvernement fédéral ne versera pas cet argent parce que son idéologie fanatique l'en empêchera. Il souhaite que les municipalités soient punies, et c'est justement pour cette raison que la taxe sur le carbone a été mise en œuvre.

Cette taxe rend la vie beaucoup plus inabordable pour les habitants des régions rurales du Canada, puisqu'ils doivent parcourir de plus grandes distances, que ce soit pour leur vie personnelle, leur vie professionnelle ou pour des raisons liées à l'industrie. C'est un énorme problème. La taxe sur le carbone imposée aux industries représente aussi un gros problème pour les municipalités rurales, compte tenu de l'équipement lourd qu'elles utilisent et des grands projets qu'elles...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons le débat. Le député d'Acadie—Annapolis a la parole.

Chris d'Entremont (Acadie—Annapolis, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley de partager son temps de parole avec moi.

Travaux des subsides

Voilà trois ans que je n'ai pas eu l'occasion de prendre la parole au sujet d'une motion de l'opposition à la Chambre, en raison de mes anciennes fonctions d'occupant du fauteuil. Tout d'abord, je tiens à dire à quel point je suis fier de prendre la parole pour représenter la magnifique circonscription d'Acadie—Annapolis. Je remercie mes concitoyens de leur soutien continu.

Mon équipe de campagne et mes bénévoles sont les meilleurs. C'est grâce à eux que nous avons réussi à me faire élire trois fois depuis 2019. Je remercie ma famille: mon épouse, Anne, et mes fils, André et Alec, de leur soutien indéfectible tout au long de ma carrière politique. Bien entendu, je remercie de tout leur soutien ma mère et mon père, qui nous regardent probablement ce soir. Je remercie mon formidable personnel du bureau de Yarmouth, Joellen et Krista, Agnes, qui était à mon bureau de Kingston, Esther, qui est là en ce moment, et mes deux employés ici sur la Colline, Isabelle et Mikhail, qui sont prodigieux et qui assurent l'excellence de notre bureau.

Je tiens à remercier les bénévoles. Cette année, comme les députés le savent, ma circonscription, Acadie—Annapolis, dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, a été durement touchée par une saison des incendies particulièrement intense. Nous avons connu le plus grand feu jamais enregistré dans la province. Je remercie les bénévoles, la municipalité d'Annapolis, la province de la Nouvelle-Écosse, les pompiers et les premiers intervenants pour leur travail remarquable lors des feux de forêt à Long Lake. Près de 8 500 hectares ont été ravagés, 20 maisons détruites, et les résidents de West Dalhousie ont dû quitter leur domicile pendant plus de 40 jours. Ils viennent tout juste de rentrer chez eux.

Quelqu'un peut-il imaginer perdre sa maison ou être contraint de la quitter pendant plus de 40 jours? Au nom de tous les députés de la Chambre des communes, je leur souhaite bon courage et je tiens à leur dire que nous pensons à eux. Nous espérons pouvoir les soutenir à plus long terme, lorsque la province aura décidé de l'aide qu'elle demandera au gouvernement fédéral.

Dans un autre ordre d'idées, j'aimerais remercier tous ceux et celles qui m'ont fait parvenir des souhaits de prompt rétablissement lorsque je me suis cassé la clavicule. J'ai malheureusement dû réapprendre une leçon importante apprise à l'école primaire: la première loi de l'inertie. Tout corps conservera son mouvement rectiligne uniforme, sauf s'il est soumis à l'action d'une force extérieure. Dans ce cas-ci, j'étais le corps... et la piste cyclable, la force extérieure.

[Français]

Je remercie tous ceux qui m'ont souhaité un prompt rétablissement.

[Traduction]

Passons maintenant au sujet dont il est question aujourd'hui. Je tiens à prendre la parole pour appuyer la motion conservatrice parce que les Canadiens souffrent. Des familles sont contraintes de réduire considérablement leur budget d'épicerie pour pouvoir joindre les deux bouts, et, bien franchement, cela m'attriste et me met en colère.

[Français]

Le Canada est un pays riche, mais, sous le gouvernement libéral actuel qui a mal géré, les contribuables sont mis à rude épreuve et leur argent durement gagné est gaspillé.

Travaux des subsides

● (1700)

[Traduction]

Dans le Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse, où j'ai vécu toute ma vie, les gens travaillent dur. Ils veulent être en mesure d'acheter une maison, de nourrir leurs enfants et de leur offrir une bonne éducation, et peut-être de partir en vacances de temps en temps. Malheureusement, depuis 2015, tout a changé.

Depuis que j'ai été élu en 2019, le coût de la vie a explosé. Déjà à ce moment-là, les familles dans la circonscription de Nova-Ouest, qui s'appelle maintenant Acadie—Annapolis, éprouvaient des difficultés. Nous avons prévenu les libéraux que leurs dépenses incontrôlées et leurs énormes déficits étaient irresponsables, mais évidemment, ils n'ont pas écouté. Aujourd'hui, six mois après l'élection d'un nouveau premier ministre, qui a promis de faire preuve de discipline financière, les Canadiens attendent toujours. Le premier ministre a dit qu'il faudrait le juger en fonction du coût du panier d'épicerie. Eh bien, les Canadiens ont rendu leur jugement, et ils ne sont pas impressionnés.

Plutôt que d'alléger le fardeau des Canadiens, le gouvernement a retardé le dépôt du budget, qui se fait toujours attendre. Nous n'avons pas eu de budget depuis un an et demi parce que le premier ministre prévoit un déficit de plus de 92 milliards de dollars. C'est un fardeau monstrueux et irresponsable pour les générations futures. Je suis certain que les libéraux diront qu'ils font un « investissement générationnel », peut-être pendant la période des questions. En vérité, il s'agit d'une dette générationnelle qui entraîne l'inflation et des coûts supplémentaires pour les générations futures, et que mes enfants, leurs enfants et leurs petits-enfants devront rembourser d'une manière ou d'une autre.

Bien que le gouvernement se vante de supprimer la taxe sur le carbone, il a maintenu la tarification du carbone pour les industries, qui s'applique aux engrais et au matériel agricole. Ce n'est pas une mesure d'allègement, c'est juste de la politique. Il en résulte que l'inflation alimentaire est 70 % plus élevée que ce que la Banque du Canada avait prévu. Depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux, le prix des aliments a augmenté de 40 %. Nous l'avons entendu à maintes reprises à la Chambre aujourd'hui. C'est délibéré et inacceptable. C'est inhumain pour un pays du G7. Nous sommes un pays riche. Nous sommes un pays nourricier. Nous pouvons produire toute la nourriture de nombreuses personnes dans le monde et, pour une raison quelconque, nous pouvons à peine nous nourrir.

Les gens se trouvent à court d'argent. Ils doivent faire un choix difficile entre nourrir leurs enfants, chauffer leur logement ou acheter le matériel scolaire nécessaire, puis inscrire leurs enfants à des activités sportives, s'ils sont chanceux. Malheureusement, le panier d'épicerie coûte beaucoup trop cher. Dans ma circonscription, les banques alimentaires sont débordées, et je suis sûr qu'il en va de même pour toutes les banques alimentaires de la Nouvelle-Écosse. Le recours aux banques alimentaires a augmenté de 142 % au Canada. Alors que le gouvernement prétend permettre aux contribuables de garder plus d'argent dans leurs poches, il continue de le leur en soutirer par de nombreux autres moyens. Les Canadiens à faible revenu consacrent une plus grande partie de leur revenu à des produits de première nécessité comme la nourriture et le loyer. Pourtant, ces produits sont ceux dont le prix augmente le plus rapidement. Où sont les mesures d'allègement?

Dans ma province, la Nouvelle-Écosse, la situation est désastreuse. En 2023, 28,9 % des habitants étaient en situation d'insécu-

rité alimentaire. En 2024, ce chiffre est passé à 29,3 %. La situation ne s'est pas améliorée, elle a empiré. Il y a 71 000 enfants qui vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire. Feed Nova Scotia, un organisme qui soutient de nombreuses banques alimentaires en Nouvelle-Écosse, vient en aide à 23 000 personnes chaque mois. Il s'agit d'une augmentation de 52 % par rapport à 2022. Ces chiffres sont déchirants et nous obligent à prendre des mesures concrètes. Nous devons protéger notre souveraineté alimentaire.

La situation est difficile en Nouvelle-Écosse. Beaucoup de choses peuvent être produites dans la vallée de l'Annapolis, près de Truro et jusqu'au Cap-Breton, mais une grande quantité doit être transportée par camion depuis d'autres régions du pays. Il faut soutenir les agriculteurs que nous avons. Il faut soutenir les producteurs des quatre coins du Canada. Il faut soutenir les producteurs et les camionneurs afin que les produits se rendent dans les épiceries. Encore une fois, ce sont les contribuables qui finissent par payer la note. Ce sont les gens qui vont au magasin qui constatent que toutes ces choses sont beaucoup plus chères et, la plupart du temps, hors de portée lorsqu'ils en ont besoin.

Je m'en voudrais de ne pas parler des défis auxquels le principal moteur économique de ma circonscription est confronté. Il s'agit de la pêche et, plus précisément, de la pêche au homard. La dernière saison a été difficile. Un certain nombre de nouveaux venus n'ont pas réussi à se tailler une place sur le marché en raison du prix de tout. Il y a les droits de douane, mais il y a aussi le coût des intrants et les taxes. Je pourrais passer des heures à expliquer pourquoi les pêcheurs estiment que le gouvernement fait tout son possible pour que l'entièreté de l'industrie de la pêche échoue. Au lieu d'être traitée comme la source de nourriture sûre et saine qu'elle est, on l'étouffe avec des initiatives fédérales concurrentes qui ne tiennent pas compte des collectivités côtières, qui sont éloignées de beaucoup de services offerts en zone urbaine, mais qui fournissent des produits alimentaires sûrs pour la consommation. Lorsqu'on additionne tous ces éléments, et cela ressemble à ce que les agriculteurs disent, il est très difficile de boucler son budget.

Cette motion conservatrice demande au gouvernement d'éliminer la taxe sur le carbone sur les engrais et le matériel agricole. Ce n'est pas seulement une question de politique, c'est une question de survie. Nous avons besoin d'aliments abordables et d'une gouvernance responsable. Il faut cesser de taxer le panier d'épicerie. En tant que législateurs à la Chambre des communes, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour alléger le fardeau que les Néo-Écosseis et les Canadiens doivent porter à l'épicerie. C'est exactement le contraire qui se produit.

J'exhorte les députés à voter avec nous. Travaillons ensemble. C'est ce que nous entendons souvent à la Chambre des communes, en particulier de la part du gouvernement, qui dit que nous devrions simplement travailler avec lui. L'opposition, que ce soit les conservateurs, les bloquistes ou d'autres députés de l'opposition, a formulé un certain nombre de suggestions pour trouver des moyens de travailler avec le gouvernement, mais celui-ci continue de faire la sourde oreille et de ne pas écouter les bonnes idées des députés de l'opposition. Travaillons ensemble pour les Canadiens, pour notre économie et pour notre avenir.

Travaux des subsides

● (1705)

Will Greaves (Victoria, Lib.): Monsieur le Président, je suis très encouragé d'avoir entendu le député et son collègue conservateur qui a pris la parole plus tôt parler des répercussions des changements climatiques dans leurs discours à la Chambre. C'est un changement rafraîchissant. Nous entendons beaucoup de critiques de la part de nos collègues conservateurs au sujet d'à peu près toutes les politiques de lutte contre les changements climatiques et de réduction des émissions que le gouvernement a mises en place.

J'aimerais que le député nous fasse part de ses suggestions sur la façon dont, dans sa collectivité, dans sa circonscription et dans le Canada atlantique, nous pourrions mettre en œuvre des politiques qui s'attaqueraient à la cause profonde des changements climatiques et qui amélioreraient l'adaptation aux changements climatiques d'une manière que le député jugerait acceptable.

Chris d'Entremont: Monsieur le Président, en toute honnêteté, la vallée de l'Annapolis est aux prises avec un énorme problème de sécheresse, et nous devons faire preuve de résilience face à ces phénomènes qui continueront de se produire au cours des prochaines années. Il nous faut des programmes d'adaptation pour pouvoir aider les agriculteurs à cultiver les produits dont nous avons besoin à l'épicerie.

La deuxième chose que je dirais au député, puisque nous proposons de bonnes idées, c'est la résilience aux changements climatiques à l'égard des quais. Nous savons que les produits alimentaires provenant de la mer sont extrêmement importants. Or, des quais sont abandonnés parce que les bateaux ne peuvent pas s'y amarrer. Il nous faut donc un programme d'infrastructures qui reconnaîtrait les répercussions des changements climatiques et qui rendrait les infrastructures plus solides et plus efficaces pour leur utilisation future.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, s'il y a un point sur lequel mon collègue et moi sommes d'accord, c'est la mauvaise gestion des finances publiques. C'est clair.

Le gouvernement est mené par quelqu'un qui est arrivé en poste en se présentant comme le grand banquier en chef au cours de la dernière campagne électorale. Il se vantait d'être capable de contrôler l'état des finances publiques. Ce qu'on a vu, c'est qu'il s'est privé de revenus en baissant les impôts et en se privant des revenus des GAFAM. D'un côté, il se prive de revenus, et de l'autre, il annonce des investissements. Le résultat, c'est qu'il tarde à présenter un budget, et les chiffres que l'on entend n'ont aucun sens. On parle d'environ 100 milliards de dollars de déficit. On ne sait pas vers où on s'en va le 4 novembre.

Comment peut-on demander aux gens de se serrer la ceinture et demander aux gens de la classe moyenne d'en arracher tout en laissant aller l'état des finances publiques?

Chris d'Entremont: Monsieur le Président, la difficulté que tous les gouvernements ont, c'est de donner un peu de certitude en ce qui concerne l'économie et de fournir à temps des budgets qui ont du bon sens et qui répondent aux besoins. Or il faut éviter de dépenser tout l'argent pour toutes sortes de projets par-ci par-là qui sont moins importants. Le gouvernement ne peut pas régler tous les problèmes de tout le monde.

J'espère que je vais voir un budget équilibré. Ce ne sera pas le cas cet automne, mais j'aimerais voir, au printemps, un budget dans lequel on prend de bonnes décisions en matière d'économie.

● (1710)

[Traduction]

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, ce dont nous débattons aujourd'hui, c'est le fait que le premier ministre a promis que les Canadiens le jugeraient en fonction du coût des aliments à l'épicerie. Au lieu de se concentrer là-dessus, les libéraux ont fait dévier les discussions sur le coût de la vie et sur la disponibilité des aliments à l'échelle nationale dans les écoles.

Un des députés d'en face a fait une observation, et j'aimerais qu'il précise sa pensée. Il a essentiellement dit que les parents devraient être reconnaissants parce qu'ils économisent 200 \$ par mois sur l'épicerie parce que les libéraux consacrent l'argent de leurs impôts à un programme qui couvre essentiellement tout le pays, que ce soit ou non la meilleure façon pour eux d'aider les parents à nourrir leurs enfants.

Chris d'Entremont: Monsieur le Président, je suis heureux que la députée ait posé cette question parce que, même si le programme d'alimentation en milieu scolaire est nécessaire dans certaines collectivités, ce qui s'est passé en Nouvelle-Écosse est un peu honteux. Quand une province prend les choses en main, on essaie d'uniformiser dans tout le pays.

Je pense à un groupe communautaire qui fournissait des repas aux élèves d'une merveilleuse école primaire, à Cornwallis. Ces bénévoles qui faisaient un excellent travail ont été mis à la porte quand le programme provincial a été mis en place. Depuis, la moitié des enfants jettent leur repas à la poubelle. Ce système centralisé ne permet pas de fournir des repas à tous les enfants. Ce que nous devrions faire, c'est aider leurs parents et aider nos collectivités à mettre des aliments frais dans leur estomac, car il est plus important que les enfants mangent à la maison au lieu de voir ce malheureux gaspillage à l'école.

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Madawaska—Restigouche.

[Français]

Je remercie tous les députés à la Chambre de leur engagement commun à l'égard de la sécurité alimentaire, ainsi qu'envers les agriculteurs et les transformateurs d'aliments du Canada.

De toute évidence, notre nouveau gouvernement veille à ce que les prix demeurent abordables pour les Canadiens et les Canadiennes. Il en fait une priorité absolue. Devant des menaces commerciales sans précédent et injustes, nous travaillons fort pour renforcer et faire croître l'économie et les emplois du Canada, au bénéfice de tous et de toutes.

Comme le premier ministre l'a dit, nous travaillons à bâtir l'économie la plus forte du G7. L'agriculture joue d'ailleurs un rôle très important à cet égard. Il est temps que notre secteur agricole et agroalimentaire obtienne le crédit qu'il mérite en tant que moteur important de notre économie. En fait, lorsqu'on observe l'ensemble du système agricole et agroalimentaire, on constate qu'il s'agit d'une force économique. D'ailleurs, ce secteur emploie 2,3 millions de personnes, crée un emploi sur neuf, génère plus de 100 milliards de dollars en exportations, et contribue au PIB à hauteur de 150 milliards de dollars. Un secteur agricole et alimentaire vigoureux qui fait passer le Canada d'abord est essentiel à la sécurité alimentaire des Canadiens et des Canadiennes et à l'abordabilité des prix qui leur sont offerts.

Travaux des subsides

Nous sommes dans une période où les agricultrices et les agriculteurs sont très occupés. Dans les champs et sur les fermes partout au Canada, c'est le temps des récoltes. Chaque jour dans notre grand pays, près de 200 000 agriculteurs et membres de leur famille sont dans leurs champs et leurs étables bien avant le lever du soleil, travaillant fort pour mettre des aliments frais et nutritifs sur nos tables. Ensemble, ils ont contribué à faire reconnaître le Canada comme un chef de file mondial de la production alimentaire durable.

En 2024, le Canada était le cinquième exportateur mondial de produits agroalimentaires et de produits de la mer. Nos transformateurs alimentaires jouent également un rôle essentiel. Ils sont le plus gros client de nos agriculteurs, achetant plus de 40 % de la production agricole du Canada en vue de sa transformation chez nous, tout en créant plus d'emplois que tout autre secteur manufacturier au pays. Il y a un potentiel incroyable à l'horizon pour nos produits alimentaires et agricoles de calibre mondial, un potentiel qui pourrait contribuer à soutenir la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

L'honorable ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire apporte une perspective économique et concurrentielle à l'agriculture et à l'alimentation. Nous voulons un système alimentaire solide, abordable et résilient pour les Canadiens et les Canadiennes, tout en soutenant nos agriculteurs et nos transformateurs de calibre mondial. Dans l'ensemble, nous nous efforçons d'élargir et de renforcer nos échanges commerciaux avec les principaux marchés; de libérer le potentiel du Canada en réduisant la bureaucratie; et d'investir dans la technologie, l'innovation et l'intelligence artificielle. Nous renforçons le commerce avec nos clients actuels, tout en ouvrant de nouveaux débouchés dans des secteurs qui présentent un grand potentiel. Nos agriculteurs et nos transformateurs fournissent aux consommateurs du monde entier les meilleurs produits agricoles et alimentaires qui soient, tout en soutenant l'économie canadienne.

Un secteur agricole et alimentaire fort et prospère signifie un système alimentaire plus résilient pour les Canadiens et les Canadiennes. Il y a quelques semaines, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture se sont réunis afin de discuter du prochain cadre stratégique pour l'agriculture et de faire avancer les efforts de collaboration visant à soutenir un secteur agricole résilient, durable et compétitif. Tout au long de la conférence, les discussions ont porté sur la nécessité de veiller à ce que les programmes de gestion des risques de l'entreprise soient durables et reflètent les besoins des producteurs.

Nous cherchons activement de nouveaux débouchés à l'échelle mondiale, tout en travaillant à régler les problèmes d'accès à d'autres marchés clés. Il est tout aussi important de souligner que nous bâtissons une économie canadienne unifiée grâce à l'amélioration du commerce intérieur. J'ajouterais que le gouvernement du Canada a effectué des modifications réglementaires qui ont mis fin à l'application de la redevance sur les combustibles, en date du 1^{er} avril 2023. Grâce à ces modifications, les redevances sur les combustibles destinés au secteur agricole sont désormais entièrement exonérées de la tarification fédérale de la pollution.

• (1715)

Nous savons également que les emballages alimentaires durables sont une priorité pour les consommateurs, tout comme des prix abordables. C'est pourquoi Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille en étroite collaboration avec Environnement et Changement climatique Canada, en partenariat avec l'industrie alimentaire,

afin de mieux comprendre les approches de l'emballage des aliments qui réduisent l'utilisation du plastique tout en limitant les répercussions sur l'industrie alimentaire et les consommateurs.

J'aimerais prendre quelques instants pour parler de la politique alimentaire pour le Canada et l'une de nos initiatives phares: le Fonds des infrastructures alimentaires locales.

Au cours des cinq dernières années, le Fonds a affecté 71 millions de dollars à près de 1 200 projets liés à la sécurité alimentaire partout au Canada, dont plus de 250 projets dans des communautés autochtones, soit environ 40 % du financement total. Les projets incluaient des jardins communautaires, des serres, des réfrigérateurs-chambres et des congélateurs-chambres, ainsi que des véhicules réfrigérés pour le transport et la distribution d'aliments. Nous avons injecté près de 63 millions de dollars sur trois ans pour renouveler et étendre ce programme afin d'aider les organismes communautaires partout au pays à investir dans les infrastructures alimentaires locales.

La politique alimentaire du pays a également préconisé la mise en place d'un programme national d'alimentation scolaire. Nous investissons 1 milliard de dollars sur cinq ans, ce qui devrait nous permettre de fournir des repas à quelque 400 000 enfants chaque année. Le programme devrait permettre à la famille moyenne participante ayant deux enfants d'économiser jusqu'à 800 \$ par an en frais d'épicerie, les familles à faible revenu étant celles qui en bénéficient le plus. Le programme établit des liens entre les écoles et les organisations alimentaires locales, tout en créant des occasions pour les agriculteurs, les transformateurs de produits alimentaires et les chasseurs-cueilleurs au Canada.

Plus important encore, le programme permettra aux enfants de rester des enfants et soulagera des parents d'une partie de la pression qu'ils subissent. Notre investissement de 1 milliard de dollars comprend plus de 20 millions de dollars destinés au tout premier Fond pour l'infrastructure alimentaire scolaire. Les investissements réalisés au moyen de ce fond contribuent à garantir que les organisations disposent de l'équipement et de l'infrastructure dont elles ont besoin pour produire, entreposer et distribuer des aliments sains et sûrs aux écoliers de tout le pays. Il s'agit véritablement d'une approche communautaire. Les fonds iront directement à des organisations à but non lucratif. Celles-ci les dirigeront à leur tour vers des organisations locales qui connaissent mieux que quiconque les besoins de leur communauté, qu'il s'agisse de fournisseurs de cuisine ou de fourgons de livraison pour acheminer les denrées alimentaires dans des écoles. Ce financement contribuera à couvrir une partie des coûts des infrastructures.

D'autres mesures ont été prises depuis le début de cette période de fluctuation économique mondiale. À la fin de l'année dernière, nous avons adopté à la Chambre la Loi sur le logement et l'épicerie à prix abordable. Cette loi permet au Bureau de la concurrence de faire avancer ses enquêtes sur l'utilisation par les grands détaillants de restrictions anticoncurrentielles, connues sous le nom de « contrôles de propriété ». À terme, le travail du Bureau de la concurrence permettra une concurrence plus saine dans le domaine de la vente au détail des produits alimentaires.

Statistique Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada ont également mis au point le carrefour de données sur les prix des aliments. Il s'agit d'un nouvel outil tout-en-un qui regroupe les données existantes pour permettre aux Canadiens et aux Canadiennes d'obtenir plus facilement un aperçu global des prix et des tendances en matière d'alimentation. Il comprend les prix de détail moyens, les articles essentiels, un calculateur de taux d'inflation personnel et d'autres outils permettant aux Canadiens et aux Canadiennes de vérifier l'exactitude des prix à la caisse.

En conclusion, la sécurité alimentaire est une préoccupation tant à l'échelle mondiale que locale. Nous devons absolument continuer de soutenir les agriculteurs, les chasseurs-cueilleurs et les transformateurs et investir en ceux-ci, car ils sont essentiels à l'économie et à la sécurité alimentaire du Canada.

• (1720)

[Traduction]

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, toute la journée, nous avons entendu les libéraux parler d'abordabilité des aliments en réponse à la motion de l'opposition, mais, pour moi, c'est du déjà-vu. Je suis ici depuis six ans et j'entends les libéraux répéter sans cesse qu'un programme va enfin résoudre le problème de l'inflation et s'occuper, par exemple, du logement, des infrastructures, de la résilience de la chaîne d'approvisionnement et de notre retard en matière de productivité. Aujourd'hui, nous entendons dire que les libéraux ont enfin un programme pour résoudre le problème de l'abordabilité des aliments, mais l'inflation alimentaire est deux fois plus élevée que l'indice des prix à la consommation et la demande auprès des banques alimentaires est en forte hausse.

Pourquoi les Canadiens devraient-ils avoir le moindre confiance dans la capacité des libéraux à résoudre le problème de l'inflation alimentaire?

[Français]

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question, qui est pertinente.

Il faut savoir que l'inflation n'a pas touché uniquement le Canada. Elle a touché plusieurs pays dans le monde. La question de la proactivité et de la réactivité est très importante dans la réponse.

J'ai parlé des programmes, qui sont des éléments beaucoup plus réactifs. Par contre, quand on travaille avec les organismes de manière beaucoup plus directe et que l'on consacre du financement à cette question, c'est beaucoup plus proactif. Je pense que le gouvernement actuel du premier ministre est un gouvernement qui est beaucoup plus proactif et qui fait face à ce genre de situation.

Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ): Monsieur le Président, nous débattons depuis le début de la journée de l'inflation et de la hausse des prix des aliments. Comme je le disais plus tôt à un député conservateur, c'est intéressant et c'est important parce que c'est vrai que ce n'est pas facile pour les personnes et les familles d'arriver et de boucler leurs fins de mois.

Cependant, il y a quelque chose qui me touche, et c'est qu'on ne parle pas de la perte du pouvoir d'achat des aînés qui reçoivent seulement la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti.

Travaux des subsides

Je ne sais pas si le député est au courant, mais ce montant est d'environ 1 700 \$ par mois. Aujourd'hui, comment un aîné peut-il vivre, payer son loyer et ses aliments, dont le prix a augmenté grandement en raison de l'inflation, et payer ses médicaments avec 1 700 \$ par mois? Ce sont souvent des gens qui n'ont pas eu la chance d'avoir des régimes d'assurance privés avec une convention collective leur permettant d'avoir un régime privé de retraite.

Le député est-il d'accord avec nous qu'il est temps d'augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les...

Le vice-président adjoint (John Nater): Je dois donner un peu de temps au député pour qu'il puisse répondre.

L'honorable député de Bourassa a la parole.

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de cette question très pertinente.

Est-ce que je suis au courant de la situation? Oui, dans ma circonscription, Bourassa, il y a entre 25 % et 30 % de personnes âgées. C'est un élément que je trouve très important. Les aînés ont été beaucoup plus touchés par l'inflation. J'en suis persuadé et je suis tout à fait d'accord.

Maintenant, doit-on augmenter la pension ou plutôt essayer de réduire les prix? Je vais laisser le ministre des Finances présenter un budget qui sera solide. J'espère qu'il va prendre en considération les personnes âgées. Je suis tout à fait d'accord avec ma collègue.

• (1725)

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, j'ai été très heureux d'entendre mon collègue parler de l'importance de l'agriculture dans son discours.

Dans ma circonscription, Madawaska—Restigouche, il y a des fermes maraîchères, des agriculteurs qui cultivent des patates dans la région de Grand-Sault et des fermes avicoles dans le Haut-Madawaska.

J'aimerais que mon collègue nous parle de l'importance de nos différentes mesures pour sauver l'agriculture, non seulement dans des circonscriptions rurales comme la mienne, mais aussi dans l'ensemble de notre pays.

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, comme je l'ai dit tout à l'heure, beaucoup de programmes ont été mentionnés.

Je remercie mon collègue, parce qu'il me donne encore une fois l'occasion de parler des programmes que nous voulons mettre en place. Au-delà de la nécessité d'aider les agriculteurs et de reconnaître l'importance des agriculteurs et de l'agroalimentaire, je pense qu'il est très important de voir la fin de la chaîne d'approvisionnement. Il faut faire en sorte que les aliments qui sont produits au Canada arrivent sur la table des Canadiens et des Canadiennes à un prix abordable.

Je pense que ce gouvernement a une vue d'ensemble beaucoup plus systémique, qui est très importante et qui va permettre d'aborder cette question avec vraiment beaucoup de sérieux. Nous pourrions ainsi aider nos agriculteurs et, en même temps, faire en sorte que les Canadiens et les Canadiennes aient accès à des aliments à des prix vraiment abordables.

Travaux des subsides

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous sommes réunis pour débattre d'une motion qui, sous couvert d'inquiétudes légitimes sur le coût de la vie et la sécurité alimentaire, propose malheureusement une vision que je qualifierais de simpliste et qui est déconnectée de la réalité économique et sociale du Canada.

Cette motion fait abstraction du contexte économique global. Elle ignore également les efforts réels, concrets et responsables que notre nouveau gouvernement déploie pour rendre la vie plus abordable, protéger les familles, soutenir les travailleurs et bâtir un avenir durable. Il ne s'agit pas ici d'un débat abstrait, mais du bien-être de millions de Canadiennes et de Canadiens qui comptent sur des politiques publiques solides, réfléchies, équilibrées et tournées vers l'avenir.

Lors des dernières élections, les Canadiennes et les Canadiens ont fait le choix d'élire un gouvernement libéral doté d'un plan clair, responsable et ambitieux pour protéger et faire croître notre économie. Ils nous ont confié un mandat clair: bâtir une économie plus forte et plus résiliente.

Devant les inquiétudes liées au coût de la vie, notre gouvernement a agi avec détermination en prenant des mesures concrètes pour alléger le fardeau fiscal des Canadiennes et des Canadiens. Nous avons abaissé les impôts pour près de 22 millions de personnes. Cela signifie que des millions de familles disposent désormais de plus d'argent dans leurs poches, une mesure qui a un impact direct sur leur quotidien.

Nous avons supprimé la TPS sur les premières maisons neuves. Acheter une maison est l'un des investissements les plus importants dans la vie d'une famille. En éliminant la taxe sur les produits et services pour les premières maisons neuves d'une valeur allant jusqu'à 1 million de dollars, nous facilitons ainsi l'accès à la propriété pour de nombreuses familles, contribuant ainsi à bâtir leur avenir. Nous avons également supprimé la taxe sur le carbone pour les consommateurs, témoignant encore une fois de notre engagement à réduire le coût direct pour les ménages.

Ces mesures concrètes et tangibles démontrent clairement que notre gouvernement est à l'écoute des familles canadiennes et agit pour améliorer leur quotidien. Les conservateurs, quant à eux, ont régulièrement voté contre les mesures visant à rendre la vie plus abordable, que ce soit l'élargissement des soins dentaires, l'assurance-médicaments ou les ententes historiques de financement des services de garde d'enfants.

Ce sont les libéraux qui ont mis en place un programme de services de garde d'enfants abordable. Depuis 2021, plus de 900 000 enfants bénéficient de services de garde de qualité. Cela permet aux familles d'économiser en moyenne des milliers de dollars par an. En protégeant et en renforçant ce programme, nous permettons à de nombreux parents, surtout des mères, de concilier vie professionnelle et vie familiale, renforçant ainsi la population active et l'économie nationale. Nos collègues conservateurs s'y sont opposés. De notre côté, nous savons que quand les familles sont fortes, l'économie est forte, et nous rendons le Canada fort.

Ce sont aussi les libéraux qui ont instauré l'Allocation canadienne pour enfants, qui aide les familles à subvenir aux besoins de leurs enfants. Depuis son introduction en 2016, près de 650 000 enfants ont été retirés de la pauvreté. Par exemple, dans ma circonscription, Madawaska—Restigouche, c'est plus de 40 millions de dollars par année qui sont versés aux familles.

De plus, pour aider les familles à faire face au coût de la vie, nous avons élargi l'admissibilité au Régime canadien de soins dentaires à tous les groupes d'âge. Aujourd'hui, environ 8 millions de Canadiens et de Canadiennes peuvent bénéficier de soins dentaires abordables, ce qui leur permet d'économiser en moyenne plus de 800 \$ par année. C'est un autre progrès concret qui améliore la santé et le bien-être de nos concitoyens.

Nous ne pouvons pas parler d'abordabilité sans évoquer la sécurité alimentaire. Notre gouvernement a mis en place des programmes concrets pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Je pense ici à notre investissement de 1 milliard de dollars sur cinq ans pour un programme national d'alimentation scolaire, qui permettra à 400 000 enfants supplémentaires de bénéficier de repas nutritifs à l'école. Ce programme garantit que les enfants ne passent pas leur journée en salle de classe le ventre vide.

Nous avons conclu des accords avec l'ensemble des provinces et des territoires. Par exemple, dans ma province, le Nouveau-Brunswick, nous investirons plus de 11 millions de dollars pour élargir l'accès aux programmes de repas scolaires, touchant plus de 57 000 enfants supplémentaires.

Le chef de l'opposition officielle est contre les repas en milieu scolaire depuis le premier jour, tout comme il est contre les services de garde abordables. Concernant le programme d'alimentation scolaire, il affirme cyniquement qu'il sert à nourrir la bureaucratie plutôt que les enfants. Nous répondons fermement que ce sont des centaines de milliers d'enfants qui bénéficient de repas sains à l'école.

Conscients de l'importance cruciale de la sécurité alimentaire, nous allons aussi, dans les mois à venir, prendre plusieurs autres mesures. Nous allons notamment investir dans les serres. La culture hydroponique et d'autres activités agricoles en environnement contrôlé nous permettent de cultiver plus de types d'aliments ici, au Canada.

● (1730)

Nous allons accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire et soutenir l'innovation. Nous allons aussi modifier les mandats de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire afin de nous assurer qu'elles tiennent compte de la sécurité alimentaire et du coût des aliments dans toutes leurs décisions réglementaires, sans compromettre la santé et la sécurité.

Nous sommes également déterminés à préserver l'engagement du Canada envers la gestion de l'offre et les secteurs qui y sont soumis, notamment les produits laitiers, la volaille et les œufs. Ce système permet de protéger des emplois canadiens et d'assurer la stabilité de notre approvisionnement alimentaire devant les fluctuations des coûts de production, tout en garantissant aux agriculteurs un prix minimum pour leurs produits. Le système de gestion de l'offre revêt une importance particulière pour ma circonscription, où, par exemple, les fermes avicoles sont au cœur de l'économie du Haut-Madawaska. Je représente d'ailleurs à la Chambre Saint-François-de-Madawaska, qui est connu comme la capitale du poulet.

Contrairement à ce que laisse entendre la motion, notre gouvernement prend très au sérieux sa responsabilité en matière de gestion financière. Nous avons été très clairs: notre nouveau gouvernement met l'accent sur la discipline financière. Au cours des trois prochaines années, nous équilibrerons les dépenses de fonctionnement, tout en réduisant le ratio dette-PIB. Le Canada conserve une cote de crédit AAA, une reconnaissance internationale qui témoigne de la confiance des investisseurs dans notre économie. Cette confiance est cruciale pour attirer les investissements nécessaires à notre croissance.

Notre approche repose sur un examen exhaustif des dépenses ministérielles afin d'éliminer les inefficacités et les duplications, tout en maintenant les transferts aux provinces et aux particuliers. C'est une gestion responsable qui vise à réduire les dépenses de fonctionnement quotidiennes, tout en investissant davantage dans les priorités qui bâtissent l'économie de demain.

Le budget de 2025, que nous déposerons le 4 novembre prochain, incarne cette vision claire: transformer notre économie grâce à des investissements ambitieux, mais aussi grâce à une discipline rigoureuse. Ce budget appuiera le logement abordable, l'infrastructure moderne, la modernisation gouvernementale, ainsi que des partenariats public-privé pour catalyser d'importants investissements.

Avec ce budget, nous répondrons à des préoccupations réelles de la population canadienne. Par exemple, cet été, de nombreux citoyens et des élus municipaux d'un bout à l'autre de ma circonscription m'ont fait part des besoins en matière de logement dans leur communauté. Ce message a été entendu. Grâce au plan ambitieux de notre nouveau gouvernement en matière de logement, qui sera mis en œuvre par l'entremise de Maisons Canada, nous verrons une accélération des mises en chantier partout au pays, en mettant à profit la technologie canadienne, les travailleurs canadiens et le bois d'œuvre canadien.

Notre objectif est clair: bâtir l'économie la plus forte du G7, assurer la prospérité des Canadiennes et des Canadiens et protéger notre planète. À ce sujet, j'aimerais aussi rappeler à mes collègues de l'opposition que la lutte contre les changements climatiques est non seulement une obligation morale, mais aussi un impératif économique. La demande mondiale pour des technologies à faible émission de carbone, des ressources durables et des infrastructures résilientes aux changements climatiques augmente rapidement. Les entreprises canadiennes sont déjà à l'avant-garde de la mise en œuvre de ces solutions. En intégrant les considérations climatiques dans notre planification économique, nous stimulons l'innovation, ouvrons de nouveaux marchés et positionnons les entreprises canadiennes comme des chefs de file à l'échelle mondiale. C'est ainsi que nous assurons un avenir durable pour nos enfants, tout en saisissant de nouvelles opportunités économiques.

Notre gouvernement a pris des décisions courageuses et responsables, qui équilibrent l'urgence de rendre la vie plus abordable et la nécessité de préparer un avenir durable. Nous avons réduit les impôts pour la classe moyenne, soutenu les familles, renforcé la sécurité alimentaire, et nous investissons dans l'innovation. Je suis fier de notre nouveau gouvernement, un gouvernement qui comprend l'importance d'une économie forte pour rendre la vie plus abordable et qui est guidé par la conviction selon laquelle l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tous.

Le Canada nous a élus pour bâtir un pays plus fort, et c'est exactement ce que nous ferons.

Travaux des subsides

• (1735)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous passons aux questions et aux observations.

Je vais honorer le député en tentant de prononcer adéquatement le nom de sa circonscription. L'honorable député de Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk a la parole.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Madame la Présidente, Akiawenhrahk, c'est le nom wendat pour « rivière », qui représente le Wendake et les Wendats qui habitent à Wendake. Cette rivière traverse l'ensemble de la circonscription. On sait que les Wendats ne sont pas uniquement sur ce qu'on appelait autrefois la réserve; ils se retrouvent plutôt partout dans la région de Québec, partout au Québec, partout au Canada et partout en Amérique. Je vous remercie de m'avoir permis de préciser cette réalité.

Je tiens à remercier mon collègue de son discours. Je prends bonne note qu'il habite dans la capitale du poulet. Me voilà bien instruit. Mon collègue a vanté ce qu'il estimait être les mérites du gouvernement actuel. La réalité, c'est que depuis 10 ans, on a vu sous les libéraux le prix de l'alimentation augmenter de 40 %. Or depuis l'entrée en fonction du premier ministre il y a six mois, l'augmentation des prix au Canada a été 50 % plus rapide que celle observée aux États-Unis.

Comment explique-t-il que les Canadiens paient plus cher que les Américains, alors que si on l'écoute, tout va très bien au Canada, selon lui?

Guillaume Deschênes-Thériault: Madame la Présidente, je précise que je n'habite pas à Saint-François-de-Madawaska, mais que je représente à la Chambre Saint-François-de-Madawaska, qui est reconnu comme la capitale du poulet en raison de son importante industrie avicole.

Pour revenir à la question de mon collègue, nous avons été élus avec un mandat clair: rendre la vie plus abordable pour les Canadiens et les Canadiennes et renforcer notre économie. Ces deux éléments vont de pair, parce qu'une économie nous permet de financer des mesures pour rendre la vie plus abordable.

Ce sont des mesures auxquelles les conservateurs se sont souvent opposés, malheureusement. Je pense aux votes contre le Régime canadien de soins dentaires, contre les services de garde abordables et contre le Programme national d'alimentation scolaire du Canada, qui permet à des enfants d'avoir quelque chose dans le ventre en salle de classe. De notre côté, nous comprenons l'importance de ces mesures, nous les appuyons et nous travaillons à bâtir une économie forte pour être capables de conserver ces mesures et de maintenir la vie abordable pour toute la population.

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Madame la Présidente, je veux saluer mon collègue, qui est mon voisin de circonscription. Entre mon collègue et moi, il y a la magnifique baie des Chaleurs.

Nous avons en commun une autre chose: il y a des populations vieillissantes dans nos circonscriptions. La précarité financière touche beaucoup les aînés, qui, la plupart du temps, n'ont pas la capacité d'augmenter leurs gains. L'augmentation du coût de la vie les frappe donc durement. Cela les met devant des choix qui sont pratiquement impossibles.

Travaux des subsides

Au Bloc québécois, nous proposons d'augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans. C'est 3 milliards par année. C'est quelque chose de structurant pour aider les aînés. Qu'en pense mon collègue?

Guillaume Deschênes-Thériault: Madame la Présidente, je suis heureux que mon collègue ait fait référence à la baie des Chaleurs, qui est l'hôte cette semaine du Congrès des plus belles baies du monde. J'ai très hâte d'y participer à mon retour dans ma circonscription, dès demain.

Pour revenir à la question, nous comprenons l'importance de maintenir un coût de la vie abordable et d'aider nos personnes âgées. C'est pourquoi, il y a quelques années, nous avons augmenté la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Nous avons aussi mis en place d'autres mesures pour rendre la vie plus abordable, comme l'élargissement de l'accès au Régime canadien de soins dentaires, une mesure qui permet de faire économiser plusieurs centaines de dollars par année.

[Traduction]

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Madame la Présidente, bon retour.

Selon CBC, 33 % des utilisateurs des banques alimentaires dans la province de mon collègue sont des enfants. En mars 2024, les banques alimentaires ont enregistré plus de 2 millions de visites en raison du coût élevé de la vie. Les libéraux vantent leurs merveilleux programmes, que ce soit leur programme d'alimentation dans les écoles ou leur programme de soins dentaires.

Or, pourquoi ce chiffre est-il si ridiculement élevé malgré tous les programmes mis en place, qui n'aident pas la population du Nouveau-Brunswick?

• (1740)

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault: Madame la Présidente, j'aimerais souligner avec intérêt le fait que ma collègue a cité la CBC, notre diffuseur national, qui permet d'avoir de l'information de qualité.

La question de la sécurité alimentaire est une priorité pour nous. C'est pourquoi nous prenons des mesures concrètes. Je pense au Programme national d'alimentation scolaire du Canada. Si c'est un enjeu important pour ma collègue, pourquoi est-ce que son parti a voté contre ce programme?

J'espère que les partis de l'opposition vont aussi travailler avec nous pour mettre en place les différentes autres mesures que nous prévoyons prendre en matière de sécurité alimentaire, comme nos investissements dans les serres, la culture hydroponique et d'autres cultures d'aliments au Canada.

[Traduction]

Kevin Waugh (Saskatoon-Sud, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Mission—Matsqui—Abbotsford.

J'ai été heureux d'appuyer la motion conservatrice présentée en cette journée de l'opposition, car, il y a six mois, le premier ministre a demandé aux Canadiens de le juger en fonction des prix à l'épicerie. Il se trouve que, ces six derniers mois, les Canadiens ont pris note du prix des aliments. Nous y reviendrons dans un instant.

Je prends la parole aujourd'hui au nom de tous les Canadiens que nous représentons. Ils vivent de graves difficultés à cause de l'échec des politiques mises en œuvre par les libéraux au cours des 10 dernières années. Les libéraux prétendent former un nouveau gouvernement, mais c'est faux. C'est le même gouvernement qui est arrivé au pouvoir en 2015. Le gouvernement libéral n'est pas à l'écoute de la population. Comme nous l'avons entendu toute la journée, les libéraux disent aux Canadiens qu'ils n'ont jamais eu la vie aussi belle.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire au pays ont augmenté de près de 40 % au cours des deux dernières années. La réalité est très sombre. Les députés qui vont à l'épicerie locale pour nourrir leur famille savent à quel point la situation est devenue absurde. Quand je suis à l'épicerie, je vois des familles qui commencent par chercher les aliments au rabais, puis les aliments à moitié prix, et enfin, les aliments qui sont à prix réduit parce qu'ils sont périmés. Dans la ville d'où je viens, Saskatoon, quand je vois les gens dans les épiceries, je trouve la situation ahurissante. Je suis vraiment inquiet et j'ai peur pour les parents. Je me demande s'ils ont assez d'argent à la fin du mois pour bien nourrir leur famille.

Comme nous le savons tous, l'inflation alimentaire est de 70 % supérieure à la cible fixée par la Banque du Canada. Le prix des aliments a augmenté de 40 % depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux il y a 10 ans. Le premier ministre a dit aux Canadiens qu'ils pouvaient mesurer son rendement en fonction des prix à l'épicerie. C'est pour cela que nous avons présenté cette motion de l'opposition.

Les prix les plus scandaleux à l'épicerie sont ceux au comptoir des viandes. Lorsque les gens passent par là, ils s'arrêtent un instant pour voir s'ils ont les moyens de se payer un rôti. Ils ouvrent le congélateur, puis le referment. Pourquoi? C'est parce que le prix du bœuf est inabordable. Il a augmenté de 33 %. Je l'ai observé dans les épiceries d'un bout à l'autre du pays.

Nous avons entendu les chiffres, mais prenons le temps de bien les digérer. Aujourd'hui, si quelqu'un prépare un ragoût dans sa mijoteuse, il devra payer entre 11 et 33 % pour tous les ingrédients. Normalement, on mettrait dans la mijoteuse du bœuf de qualité inférieure, mais cela représente tout de même une augmentation de 11 à 33 %.

J'ai observé les gens faire leur épicerie. Je viens de parler de la viande et du fait qu'ils n'ont manifestement pas les moyens d'en acheter. Cependant, ce n'est pas juste la viande. Dans l'ensemble, les prix des produits que nous achetons à l'épicerie ont augmenté de 9 à 33 %.

La Saskatchewan, la province où j'ai l'honneur d'habiter, est depuis longtemps considérée comme le grenier du monde. La Saskatchewan nourrit non seulement notre pays, mais le monde entier. Je tiens à saluer un groupe de personnes. Dans ma province, la récolte est terminée à 68 % en ce moment, ce qui signifie que de nombreuses familles sont toujours dans les champs. Nous leur souhaitons une saison des récoltes sûre et prospère. Il reste encore plus de 30 % des récoltes à entreposer dans les silos. Nous leur souhaitons tout le meilleur.

Nos agriculteurs ont plus que jamais du mal à produire les aliments dont nous avons besoin non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Le revenu agricole total net a diminué de 5,2 milliards de dollars en 2024. C'est plus de 40 % par rapport à l'année précédente. En Saskatchewan, le revenu agricole total net a diminué de 36,1 %. Comment pouvons-nous nous attendre à ce que les agriculteurs survivent et prospèrent alors qu'ils ont perdu le tiers de leur revenu au cours des deux dernières années? Selon Statistique Canada, le revenu net réalisé des agriculteurs canadiens a chuté de 3,3 milliards de dollars, soit de 25 %, pour atteindre 9,4 milliards de dollars rien qu'en 2024. Cette diminution est attribuable à de nombreux facteurs, et nous allons les aborder plus en détail.

• (1745)

Ma femme Ann et moi avons eu l'honneur, en août dernier, d'être invités dans une colonie huttérite de la Saskatchewan. Je ne dirai pas laquelle, mais elle est située dans le Sud de la province. J'ai beaucoup d'amis dans la communauté huttérite, que je vois souvent à Saskatoon, mais c'était la première fois que je mettais les pieds dans une colonie huttérite. Nous y sommes restés longtemps, toute une journée. C'était vraiment intéressant et nous avons beaucoup apprécié cette expérience. J'ai beaucoup appris.

L'agriculture est en pleine mutation. Elle subit d'énormes changements. La colonie doit désormais se diversifier. Elle élève des poulets et les vend à Lilydale, à Wynyard, en Saskatchewan, pour exportation. Tous les 37 jours, les poulets sont transportés jusqu'à Wynyard, les granges sont nettoyées, puis le processus recommence. Je dois ajouter que tout dans cette installation est automatisé, qu'il s'agisse de l'approvisionnement en eau ou de l'alimentation. D'ailleurs, la colonie de la Saskatchewan produit elle-même les aliments pour animaux, car cela revient beaucoup moins cher. C'est un excellent moyen de cultiver et de produire de la nourriture pour tous les habitants de la Saskatchewan. De plus, Costco achète tous les poulets de la colonie dans l'Ouest du Canada.

Toutefois, la colonie a dû diversifier sa production. Elle produit maintenant de l'acier, car le prix des céréales et du canola a baissé. Lorsque j'ai partagé un repas avec les membres de la colonie, ils m'ont dit que l'agriculture leur semble tout simplement trop risquée de nos jours, notamment en raison du prix des terres et de la location, des aléas du climat et des frais d'assurance. En ce moment, la colonie loue neuf moissonneuses-batteuses, qui sont renouvelées tous les deux ans. Elle n'a pas les moyens d'acheter neuf moissonneuses-batteuses, mais elle peut payer un bail de deux ans.

Les politiques libérales ont un effet majeur sur cette colonie de la Saskatchewan. Je tiens à le mentionner, car on passe souvent près de ces colonies quand on se déplace en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba. Elles ont l'air grandes et belles, et elles le sont, mais elles aussi sont sous pression en raison des politiques libérales.

Parlons maintenant de la banque alimentaire de Saskatoon, la ville où je vis. Je viens de dire à la Chambre que ma province est au sommet des producteurs alimentaires dans le monde. Pourtant, le nombre de personnes ayant eu recours à la banque alimentaire de Saskatoon a augmenté de 25 % en 2024. Nous nourrissons la planète entière, mais en raison des politiques libérales, la banque alimentaire de Saskatoon voit son utilisation croître de 25 %, et 43 % de ses clients sont des enfants. Cela reflète le taux élevé de pauvreté chez les enfants à Saskatoon.

La directrice générale, Laurie O'Connor, a déclaré que la banque alimentaire de Saskatoon recevait 23 000 visites par mois, pour en-

Travaux des subsides

viron 8 000 paniers. De plus en plus de familles qui ont des revenus associés à la classe moyenne se rendent à la banque alimentaire de Saskatoon, ce qui entraîne une hausse de la demande. La banque alimentaire est également utilisée par des personnes âgées et des étudiants. Les étudiants sont de retour à l'université, à l'École polytechnique de la Saskatchewan, et ils se rendent désormais eux aussi à la banque alimentaire. Ils n'ont tout simplement pas les moyens de payer leurs dépenses quotidiennes.

Presque toutes les épiceries de notre province ont un bac à la porte pour les dons alimentaires, qui sont remis à la banque alimentaire de chaque collectivité. Les 23 000 visiteurs par mois sont un record absolu de fréquentation. J'ai fait du bénévolat pour la banque alimentaire de la ville où je vis, et je ne me serais jamais attendu de ma vie à ce que 23 000 personnes franchissent la porte de la banque alimentaire de Saskatoon.

J'espère que le premier ministre est à l'écoute aujourd'hui. Michael Kincade est le directeur général des Banques alimentaires de la Saskatchewan. Il a très bien résumé la situation quand il a dit: « Quand quelqu'un a recours à une banque alimentaire [dans ma province], c'est qu'il a déjà connu la faim. » Nous devrions y réfléchir.

• (1750)

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Madame la Présidente, c'est fascinant de voir se succéder les discours truffés de formules régurgitées par ChatGPT et d'entendre encore et toujours la même vieille cassette.

Les niaiseries, c'est assez. Le chef de l'opposition fait maintenant semblant de venir de l'Ouest. Je suppose qu'il se prend maintenant pour un agriculteur. Comment le chef de l'opposition a-t-il été jugé par les électeurs de sa propre circonscription? Ses propres concitoyens l'ont congédié.

L'opposition ne serait-elle pas mieux servie par un chef qui a déjà occupé un vrai job? L'opposition ne serait-elle pas mieux servie par un chef qui aide les Canadiens en appuyant les solutions efficaces?

Kevin Waugh: Madame la Présidente, n'est-ce pas révoltant? Ce monsieur vient d'Hamilton, la capitale sidérurgique du Canada. Le chômage est endémique dans sa région. Dès le début de mon discours, j'ai mentionné qu'il allait porter sur les conditions extrêmement difficiles dans notre pays. Malgré tout, le député n'a fait ni une ni deux en posant une question sur le fait que mon chef se soit présenté en Alberta. C'est sans importance. Il a été élu. Il représente le Parti conservateur au Canada. Il est le chef de l'opposition. Il fait beaucoup de discours à la Chambre des communes.

Le député devrait avoir honte envers les gens d'Hamilton ce soir, car bon nombre d'entre eux ont été licenciés au cours du dernier mois. Nous voulons savoir ce que le député et le Parti libéral ont fait pour l'industrie sidérurgique.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, je partage avec mon collègue cet aspect de ruralité. La circonscription de Shefford a beaucoup de milieux ruraux.

Il y a un aspect économique qui a été moins abordé ici aujourd'hui, mais qui peut avoir un impact sur l'inflation, c'est la question de la main-d'œuvre.

Travaux des subsides

Cet été, au mois de juillet, des entrepreneurs de l'Estrie m'ont convoquée à un dîner pour me parler de leur réalité et de la pression financière causée par la question des travailleurs étrangers et son incidence. Ils ont besoin de cette main-d'œuvre pour produire, alors cela va finir par avoir un effet sur l'inflation.

En août, j'ai rencontré Marielle, du potager Mont-Rouge. Je la salue. Elle m'a aussi parlé de l'importance des travailleurs étrangers et à quel point ils sont une main-d'œuvre essentielle. À un moment donné, un problème de main-d'œuvre a un impact sur les prix.

J'aimerais donc entendre mon collègue sur ce sujet que nous avons moins abordé aujourd'hui, soit l'impact de la main-d'œuvre sur l'inflation et la hausse des prix.

[Traduction]

Kevin Waugh: Madame la Présidente, la députée du Bloc a soulé un très bon point. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons déjà parlé des travailleurs étrangers temporaires. On les a exclus du secteur agricole. Nous savons que les aliments sont précieux au Canada. Nous avons besoin de travailleurs. Dans ma province, seulement 68 % des récoltes ont été ensilées.

Je tiens toutefois à dire une chose. Cet été, un député de l'Ontario est venu en Saskatchewan. Il a regardé par la fenêtre alors que l'avion atterrissait en Saskatchewan, puis il m'a demandé: « Qu'est-ce que ce truc jaune là-bas? Tous les champs sont jaunes. » Les députés peuvent-ils deviner de quoi il s'agissait? C'était du canola. Qui a inventé le canola? Qui a fait des recherches sur le canola? C'était la Saskatchewan, et nous allons même accorder une part du mérite au Manitoba.

Aujourd'hui, alors que les droits de douane sont élevés et que les prix baissent, nous n'avons reçu que peu ou pas de soutien de la part du gouvernement libéral pour compenser les droits de douane imposés par la Chine et causés par les véhicules électriques au Canada.

• (1755)

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Madame la Présidente, je tiens simplement à dire à mon collègue qu'il a très bien décrit le travail remarquable qui est accompli en Saskatchewan, où nous accordons une grande importance à la terre et à l'environnement.

Cependant, de l'autre côté de la Chambre, l'intervenant précédent a fait une observation. Je l'ai notée, car je n'arrivais pas à y croire. Il a dit que les libéraux étaient heureux de pouvoir soulager les parents de la pression liée à l'alimentation de leurs enfants grâce au programme national d'alimentation dans les écoles. Suggérer de quelque manière que ce soit que des politiques du gouvernement soulageront la pression sur les parents qui n'ont pas les moyens de nourrir leurs enfants, cela dépasse les bornes.

J'aimerais savoir ce qu'en pense le député.

Kevin Waugh: C'est intéressant, madame la Présidente. J'ai été commissaire d'école pendant 10 ans en Saskatchewan, ainsi que membre de l'association des conseils scolaires de la Saskatchewan. Dans notre ville, nous avons un programme, appelé CHEP, qui nourrit les enfants des quartiers défavorisés. Il existe depuis des décennies.

Puis, le gouvernement fédéral est intervenu et a déclaré vouloir lancer un programme national d'alimentation. Les députés peuvent-ils deviner la suite? La bureaucratie passe avant tout. Lorsque nous

avons lancé le programme alimentaire, c'était parce qu'il y avait un besoin dans les quartiers défavorisés. En raison des programmes et des mauvaises politiques du gouvernement au cours des 10 dernières années, le programme alimentaire doit maintenant s'étendre à la banlieue de Saskatoon, car personne n'a plus les moyens de se nourrir.

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Madame la Présidente, à un moment donné, le gouvernement doit faire des concessions. Les Canadiens ne peuvent tout simplement pas continuer à ce rythme. Le premier ministre lui-même a dit que les Canadiens devraient le juger en fonction du coût de l'épicerie. À cet égard, il est déjà en train d'échouer. Le prix des aliments a augmenté de 40 % depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux, et l'inflation alimentaire dépasse maintenant de 70 % les objectifs de la Banque du Canada.

En ce qui concerne le débat d'aujourd'hui et ce que j'ai entendu des deux côtés, d'entrée de jeu, je tiens à saluer les nombreuses personnes qui travaillent dans les banques alimentaires et dans les services sociaux, ainsi que les bénévoles dans les églises et les gurdwaras de ma circonscription, qui font beaucoup pour compenser la faiblesse de notre économie. Ils se dévouent corps et âme pour aider les familles de nouveaux immigrants, les mères seules en difficulté et les enfants qui ont besoin d'un meilleur soutien que ce que leurs parents peuvent leur offrir, souvent sans que ce soit la faute de ces derniers.

Malgré la partisanerie à la Chambre, je pense qu'il ne faut pas perdre de vue l'essentiel, à savoir que quelque chose doit changer. Le gouvernement doit faire quelque chose de différent parce que les statistiques dont je vais parler, et dont bien d'autres personnes ont parlé, s'en vont dans la mauvaise direction. Partout au Canada, des familles croulent sous le poids du coût de la vie. En 2025, les familles dépensent 800 \$ de plus à l'épicerie qu'en 2024. Pour bon nombre d'entre elles, cela équivaut à un mois entier de l'Allocation canadienne pour enfants qu'ils recevaient l'année précédente et qui sert désormais à payer uniquement l'épicerie.

Il s'agit d'un coup dur pour le portefeuille de tant de gens. C'est pourquoi les Canadiens se tournent vers les banques alimentaires en nombre record. Chaque mois, il y a plus de 2 millions de visites, ce qui représente une augmentation de 90 % dans l'ensemble du Canada depuis 2019 et, durant la même période, de 81 % en moyenne en Colombie-Britannique. La banque alimentaire Daily Bread prévoit qu'il y aura 4 millions de visites en 2025 et estime que 25 % des ménages canadiens sont en situation d'insécurité alimentaire. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux 18 % de 2023.

Les élections fédérales ont eu lieu il n'y a pas si longtemps, et, en faisant du porte-à-porte, nous avons tous rencontré des parents et des familles en difficulté qui font tout ce qu'ils peuvent pour s'en sortir, mais pour qui les choses ne semblent pas leur être favorables. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le chef de l'opposition officielle voulait que nous parlions des produits alimentaires aujourd'hui, car ils sont devenus hors de portée pour plus de gens qu'il ne devrait.

Travaux des subsides

Dans ma circonscription, la situation est accablante. La banque alimentaire Archway d'Abbotsford sert 6 000 personnes par mois, soit près du double d'il y a trois ans. À Mission, un sondage a révélé que 26 % des ménages dépendent de l'aide alimentaire chaque mois ou presque. À la banque alimentaire St. Joseph's de Mission, les bénévoles sont à bout de souffle, car les besoins augmentent chaque semaine.

Je dirai que je fréquente l'église St. Joseph, où se trouve la banque alimentaire, et les files d'attente sont horribles. Nous voyons les files d'attente les jours où ils distribuent de la nourriture, et c'est triste à voir. Il est vraiment triste de constater que, dans un pays aussi riche et prospère que le Canada, mon église, les gurdwaras et de nombreuses autres églises dans Mission—Matsqui—Abbotsford doivent en faire autant alors qu'avant, les gens pouvaient subvenir à leurs besoins, peu importe leurs antécédents, leur pays d'origine ou le temps écoulé depuis leur arrivée au Canada. C'était tout simplement plus facile. Je demande aux députés ministériels d'en face de bien vouloir le reconnaître. La situation n'était pas si désastreuse auparavant, et il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi à nouveau.

Le gouvernement doit faire des choix difficiles pour réduire les impôts et améliorer la vie des Canadiens de façon mesurable. Nous voulons appuyer des politiques qui réduiront le fardeau fiscal global en vue de donner un plus grand pouvoir d'achat aux familles canadiennes. Ces députés ont entendu les mêmes histoires que celles que j'ai entendues en faisant du porte-à-porte.

Le budget s'en vient. Nous devons être très prudents avec ce budget. Oui, nous subissons des pressions internationales, mais nous devons tous manger et avoir les moyens de nous payer un repas nutritif, et nos enfants méritent ces repas nutritifs. Le budget doit en tenir compte dans les semaines à venir.

● (1800)

Nous n'avons pas assez parlé des agriculteurs aujourd'hui. La taxe sur la nourriture peut prendre de nombreuses formes et être imposée par tous les ordres de gouvernement. Je vis en Colombie-Britannique, où nous avons une réserve de terres agricoles. C'est une mesure que j'appuie fortement. Elle a été mise en place il y a plus de 50 ans afin de protéger les principales terres agricoles de la province pour la production alimentaire. Il est toutefois très difficile de construire les installations nécessaires pour augmenter la production alimentaire en raison des administrations municipales, de la commission provinciale des terres agricoles et des différents règlements fédéraux sur les émissions, comme ceux sur le gaz naturel qui chauffe nos serres, sans oublier les règles provinciales.

Je suis allé à Windset Farms, à Delta, une entreprise qui a vu le jour à Abbotsford. J'ai parlé au président de Windset Farms, l'un des plus grands conglomerats de commercialisation de tomates de serre en Colombie-Britannique, et il m'a dit qu'il avait fallu près d'une décennie pour agrandir une nouvelle installation. Cette installation crée une gamme de tomates et d'autres produits maraîchers de calibre mondial qui sont fort prisés dans les épiceries et sur lesquels comptent les Canadiens de tout l'Ouest du pays. Malgré cela, le gouvernement a laissé l'agrandissement d'une installation s'étirer sur près d'une décennie, en raison de formalités administratives et de divers fardeaux administratifs et fiscaux provenant de tous les ordres de gouvernement. Si nous voulons bâtir un Canada plus fort, plus résilient et plus autonome, il faut commencer par donner aux gens la possibilité d'acheter des produits canadiens. À l'heure actuelle, notre travail dans ce domaine laisse à désirer.

La semaine dernière, j'ai discuté avec Bimbo Canada, une entreprise mexicaine de produits céréaliers canadiens qui est l'un des plus grands fabricants de pain au Canada. L'entreprise a une belle histoire à raconter en matière de responsabilité sociale. L'une des belles réussites de l'accord de libre-échange entre le Canada et le Mexique est la présence de Bimbo au Canada et les investissements qu'elle y réalise. Un représentant m'a parlé du registre sur les plastiques et du fardeau excessif que celui-ci fait peser sur des entreprises comme la sienne. Quelles sont ses répercussions? Il fait augmenter les coûts administratifs, ce qui entraîne une hausse des coûts globaux pour le Canada. Si l'entreprise ne bénéficiait pas des économies d'échelle dont elle dispose, il lui serait difficile de continuer à investir au Canada. Aujourd'hui, j'ai rencontré un autre représentant d'une entreprise qui n'appartient pas au secteur alimentaire, mais qui m'a fait part du fardeau que représentent les politiques gouvernementales en matière d'enregistrement des plastiques.

En conclusion, les conservateurs croient qu'il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. La motion dont nous sommes saisis demande au gouvernement d'éliminer certains des principaux obstacles qui rendent le coût de la vie moins abordable et qui nuisent à la capacité des Canadiens de subvenir à leurs besoins et de vivre pleinement leur vie. Nous devons continuer de parler du coût des aliments à la Chambre, et nous devons, en toute bonne foi, proposer des politiques qui donneraient de nouveau aux Canadiens la possibilité de subvenir à leurs besoins. Ce n'est pas avec le programme d'alimentation en milieu scolaire qu'on y arrivera. Aucun programme gouvernemental ne peut faire cela. Il faut adopter des politiques économiques générales qui touchent tout le monde de façon égale, et cela implique de réduire de façon générale le fardeau fiscal, le fardeau réglementaire et le fardeau en matière d'infrastructures pour que nous puissions bâtir les installations dont nous avons besoin, exploiter la terre et vivre pleinement nos vies.

● (1805)

Tom Osborne (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, Lib.): Madame la Présidente, tout d'abord, permettez-moi de féliciter le député d'en face. J'ai en fait écouté avec intérêt ses observations. Nous sommes moins de 350 ici. Lorsque je siégeais à l'Assemblée législative de Terre-Neuve-et-Labrador, je disais toujours, en tant que ministre, que si quelqu'un me posait une vraie question, il obtiendrait une vraie réponse, et s'il me posait une question politique, il obtiendrait une réponse politique. Le député a prononcé un discours digne de ce nom. Il a évoqué les problèmes. Nous pouvons être d'accord ou non avec lui sur ces problèmes, mais le député a parlé de la situation avec sincérité. Je tenais à le féliciter de son discours.

Pour être justes envers le premier ministre, nous devons lui laisser du temps. Le gouvernement actuel est en place depuis moins de six mois. La vague qui déferle actuellement ne touche pas seulement le Canada, mais aussi d'autres pays. Nous constatons une hausse de l'inflation et du coût de la vie dans plusieurs pays. Par exemple, je ne suis pas retourné en Floride depuis l'année dernière, mais je peux dire que, à ce moment-là, les prix à l'épicerie avaient augmenté de façon exponentielle.

Donnons une chance au premier ministre. Le budget sera présenté le 4 novembre. Attendons de voir ce qu'il contient.

Brad Vis: Madame la Présidente, c'est la première fois que le député de Terre-Neuve et moi débattons au cours de la présente session parlementaire. J'apprécie ses commentaires de bonne foi.

Travaux des subsides

Le premier ministre a ouvert la voie à l'urgence et je crois que cette urgence doit s'appliquer à la production alimentaire et à la souveraineté alimentaire au Canada. Il y a beaucoup de choses que le gouvernement fédéral peut faire en ce moment et qui, je l'espère, seront incluses de bonne foi dans le budget, car les Canadiens ont besoin de répit. Les Canadiens souffrent et je ne pense pas que le député le comprenne moins que moi. J'espère que des politiques seront mises en place pour réduire le fardeau fiscal global des familles canadiennes afin de leur donner d'abord et avant tout un plus grand pouvoir d'achat.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, c'est simple. Si on veut s'attaquer véritablement aux prix élevés dans l'alimentation, on doit s'attaquer aux vraies causes. La cause principale en Amérique du Nord, le premier facteur de la hausse des prix, c'est le dérèglement du climat, ce sont les sécheresses, les inondations et les pertes de récoltes. On a encore des problèmes cette année.

Là, on assiste à un concours entre les conservateurs et les libéraux, à savoir qui est le plus propétre et progaz. Or, je n'entends absolument rien comme proposition ou mesure pour s'attaquer à la lutte contre les changements climatiques et s'y adapter.

Mon collègue peut-il me dire une seule mesure pour laquelle les conservateurs sont en faveur?

[Traduction]

Brad Vis: Madame la Présidente, je peux affirmer avoir vécu davantage de catastrophes naturelles causées par les changements climatiques que n'importe quel autre député ici présent. En 2021, ma collectivité, Abbotsford, a été frappée par une inondation de 33 jours qui a anéanti les terres agricoles les plus fertiles de tout le Canada.

L'une des mesures de lutte contre les changements climatiques que j'ai préconisées auprès des ministres aujourd'hui consiste à fournir à la Colombie-Britannique les infrastructures nécessaires pour s'adapter aux changements climatiques afin que nous puissions continuer à produire des aliments de grande qualité dans la vallée du Fraser et ne pas craindre les conséquences des changements climatiques et d'autres catastrophes naturelles. Voilà la première mesure que nous devons prendre. Le Canada est un immense pays. Nous avons la plus grande forêt boréale au monde. Nous procédons massivement à la séquestration du carbone, mais nous avons besoin des infrastructures en place parce que le climat change, à Abbotsford probablement plus que partout ailleurs au pays en ce moment.

• (1810)

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Madame la Présidente, quand j'étais jeune, ma mère a dû recourir aux banques alimentaires, et c'était à l'époque où Trudeau père était au pouvoir. Sa situation personnelle ne s'est pas améliorée avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement Mulroney.

Chaque fois que nous posons une question sur le recours aux banques alimentaires, les députés d'en face nous parlent toujours de ce qu'ils font dans les écoles. Qu'est-ce qui est le plus important: que les parents soient en mesure de nourrir leurs propres enfants, ou que les écoles s'en chargent?

Brad Vis: Madame la Présidente, en tant que parent, ma première responsabilité est de nourrir mes enfants. Ce n'est pas la res-

pensabilité du gouvernement ni de qui que ce soit d'autre — c'est la mienne.

Il faut prendre soin de sa famille, et il est regrettable que certains parents ne soient pas en mesure de le faire aujourd'hui au Canada. Toutefois, le programme d'alimentation scolaire ne règlera pas le problème. La solution doit venir de politiques économiques qui donnent à chacun les mêmes chances de mener la meilleure vie possible et de prendre soin de ses enfants.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Madame la Présidente, je suis très heureuse d'avoir ce temps de parole aujourd'hui pour répondre à la question que nous posons à savoir pourquoi le premier ministre nous invite à le juger en fonction du prix des aliments à l'épicerie. Nous n'avons rien entendu ce soir qui explique pourquoi il n'a pas réussi à faire baisser ces prix pour les Canadiens.

Je vais me concentrer sur l'agriculture, qui constitue une énorme industrie dans ma région. Hier, j'ai reçu un appel d'un agriculteur. Nous avons passé la journée à manquer l'appel de l'autre, notamment parce que nous avions deux heures de décalage. Il vaquait à ses occupations dans le champ et je faisais ma besogne. Finalement, nous avons réussi à nous entretenir par téléphone le soir venu, alors qu'il travaillait toujours, au volant de sa moissonneuse-batteuse. Il cultive le canola. Il a dit que les choses allaient plutôt bien et qu'il allait avoir une belle récolte, mais que les droits de douane imposés sur le canola, les pois, le poisson, les fruits de mer et le porc canadiens par la Chine ont fait baisser le prix de son produit à un tel point que la vente de sa récolte ne lui procurera pas un revenu suffisant pour couvrir ce qu'il lui en coûterait pour poursuivre ses activités agricoles la saison prochaine.

L'agriculteur a dit qu'il devait acheter son engrais d'automne, mais le gouvernement a rendu l'achat d'engrais plus difficile. Il y a des droits de douane sur l'engrais dont il a besoin pour la saison prochaine. Il m'a dit qu'il se demandait s'il devait l'acheter, sachant qu'il n'aurait probablement pas l'argent nécessaire pour les intrants et que, s'il l'achetait, il n'aurait aucune garantie. Il se demandait ce qu'il devait faire.

En tant qu'agricultrice, je peux dire aux députés que ce qu'ils ont entendu ce soir au sujet des agriculteurs est vrai. Ils sont résilients. Ils sont créatifs. Ils sont innovateurs. C'est grâce à eux que nous pratiquons la culture sans labour, et ce, depuis plus de trois décennies, alors que le reste du monde commence tout juste à s'y intéresser. La situation de cet agriculteur est mauvaise, et qu'est-ce que le gouvernement a dit qu'il ferait pour l'aider à composer avec les droits de douane imposés par notre propre pays et par la Chine? Il a dit qu'il va lui accorder un prêt.

Nos agriculteurs n'ont pas besoin de s'endetter davantage. Ce dont ils ont besoin, c'est que le gouvernement cesse de les pénaliser de toutes les façons possibles, que ce soit en augmentant les droits de douane ou en leur disant qu'ils doivent utiliser moins d'engrais. En passant, le gouvernement veut que les agriculteurs obtiennent des rendements plus élevés afin qu'ils puissent nourrir le monde entier et contribuer à la fabrication d'additifs pour l'essence. Les agriculteurs sont pris entre des ministères qui visent des objectifs contradictoires.

Je compatis vraiment avec cet agriculteur. Il doit relever des défis en matière de productivité à cause de son propre gouvernement et cela ne devrait jamais être le cas, car les agriculteurs en ont plein les bras avec les conditions météorologiques et toutes les autres difficultés liées à leur métier. Cet agriculteur veut que le gouvernement arrête de nuire à sa capacité de faire pousser ses cultures, de nourrir sa famille et de nourrir le monde. Cet agriculteur ne veut pas subir de stress causé par un gouvernement qui met en place des politiques qui lui nuisent.

• (1815)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Comme il est 18 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

[Français]

Le vote porte sur la motion suivante. Puis-je me dispenser d'en faire la lecture?

Des voix: Non.

[La présidence donne lecture de la motion.]

[Traduction]

Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Harb Gill: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote par appel nominal est différé jusqu'au mercredi 1^{er} octobre, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je pense que si vous demandez l'opinion la Chambre, vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 18 h 30, afin que nous puissions commencer le débat d'ajournement.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): D'accord?

Des voix: D'accord.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Madame la Présidente, il n'y a pas si longtemps, j'ai eu l'occasion de prendre la parole à la Chambre pour poser une question au ministre de la Sécurité publique à propos du fléau de la criminalité dans les rues de ma circonscription et de tout le pays. Ce problème de criminalité endémique est en grande partie une conséquence directe des politiques de remise en liberté sous caution du gouvernement libéral. Ces politiques permettent le retour dans les rues de récidivistes souvent violents, parfois quelques heures à peine après leur arrestation et leur inculpation, puis leur mise en liberté.

Motion d'ajournement

Cette situation contrarie énormément les policiers. Nous réclamons des mesures, tout comme les provinces, les municipalités, les services de police, les groupes de défense des droits des victimes et les entreprises. Tout le monde demande au gouvernement d'agir. Le gouvernement continue de faire allusion à une sorte de réforme de la mise en liberté sous caution que les députés ministériels nous annoncent pour bientôt. Toutefois, le gouvernement s'est montré terriblement avare de détails sur la nature de cette réforme et, surtout, sur la question de savoir si elle mettra fin au principe de la retenue. Il s'agit de l'article que la loi libérale sur la mise en liberté sous caution, le projet de loi C-75, a ajouté au Code criminel et qui oblige les juges à remettre les délinquants en liberté aux conditions les moins sévères possible et à la première occasion.

En ce qui concerne tous les problèmes systémiques que notre parti et les Canadiens ont soulevés, tels que la libération de délinquants violents et l'arrestation de personnes pour des infractions graves alors qu'elles étaient en liberté sous caution, la démonstration a été faite. On peut établir un lien direct entre ces situations et le principe de retenue énoncé dans le projet de loi C-75. C'est important, car j'ai interrogé la ministre de la Sécurité publique à ce sujet, en lui donnant l'exemple d'un itinérant récidiviste de St. Thomas, en Ontario, qui a été libéré sous caution avec la condition de rentrer chez lui avant 22 heures, alors qu'il n'avait pas de domicile. C'est une condition de libération sous caution impossible à respecter, que la police n'a aucun moyen de faire respecter.

Cela est important, car la représentante du ministre de la Sécurité publique, la secrétaire d'État à la Lutte contre la criminalité, a eu l'audace de dire que le gouvernement sévit contre la criminalité. Elle a déclaré sans sourciller que le gouvernement « sévit contre la criminalité », alors que le gouvernement est le seul acteur au pays à ne pas reconnaître qu'une crise liée à la mise en liberté sous caution fait rage. Lorsque les chefs néo-démocrates, les chefs conservateurs et les chefs libéraux provinciaux se sont dissociés de la position de leurs homologues fédéraux irresponsables, laxistes envers la criminalité et les criminels, ils ont tous convenu que le gouvernement actuel n'est pas un gouvernement qui sévit contre la criminalité. Il s'agit plutôt d'un gouvernement qui sévit contre les victimes, un gouvernement qui place les droits des délinquants au-dessus des droits des victimes.

Nous avons une bonne idée des priorités du gouvernement, même s'il prétend qu'un projet de loi sur la mise en liberté sous caution sera présenté à un moment donné, peut-être après le budget. Qui sait? On parle ici d'un gouvernement selon lequel interdire les transactions de sommes importantes en espèces était une priorité. Il a décidé qu'interdire aux gens d'acheter une voiture d'occasion de plus de 10 000 dollars est plus important que réformer de la mise en liberté sous caution. Il a décidé que confisquer les armes à feu des propriétaires d'armes à feu respectueux des lois est plus important que réformer la mise en liberté sous caution. Il a annoncé qu'il allait de l'avant à toute vapeur dans ce dossier, même si le ministre de la Sécurité publique, alors qu'il était enregistré à son insu, s'est rangé à nos arguments selon lesquels ce programme est inutile.

Ma question pour le gouvernement est la suivante: comment ose-t-il prétendre sévir contre la criminalité alors qu'il fait fi des appels lancés par pratiquement tout le monde l'exhortant à s'attaquer sérieusement et de façon urgente à la réforme de la mise en liberté sous caution et, une fois pour toutes, à accorder la priorité aux droits des victimes?

Motion d'ajournement

● (1820)

[Français]

Jacques Ramsay (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de répondre à l'honorable député d'Elgin—St. Thomas—London-Sud, même s'il mélange les pommes et les oranges. C'est un peu n'importe quoi.

Je vais me permettre d'abord de souligner la frustration légitime de nombreuses personnes au Canada lorsqu'elles entendent des histoires de récidivistes mis en liberté sous caution. Ces cas soulèvent de sérieuses questions sur l'équilibre entre la sécurité publique et les droits individuels, mais il faut quand même veiller à ne pas confondre les symptômes et les causes.

L'exemple qui a été évoqué, celui d'un sans-abri mis en liberté sous caution avec un couvre-feu, ne démontre pas qu'une loi a été mal rédigée. En effet, le droit actuel, tel qu'il est énoncé dans le Code criminel et confirmé par la Cour suprême, précise que les conditions de libération doivent être raisonnables et adaptées. En l'occurrence, pour le tribunal, le fait d'exiger un couvre-feu pour un sans-abri était pour le moins imprudent et irréaliste. Quand la loi est claire, ce n'est pas au Parlement de la modifier; c'est aux tribunaux de guider ceux qui prennent des décisions sur le terrain.

Soyons clairs: protéger la sécurité des Canadiens exige la collaboration de tous les ordres de gouvernement. Notre gouvernement avance en proposant des réformes ambitieuses du Code criminel, mais les provinces doivent aussi apporter leur contribution. Un trop grand nombre de leurs tribunaux et de leurs prisons sont sous-financés ou surpeuplés. Les faits sont clairs: les juges de paix qui rendent la majorité des décisions en matière de mise en liberté sous caution sont nommés par les provinces, pas par Ottawa. Les procureurs provinciaux, qui peuvent et doivent contester les décisions laxistes, sont débordés et manquent de ressources. Les policiers comme les procureurs ont besoin de soutien adéquat des provinces pour que les délinquants dangereux demeurent derrière les barreaux.

En ce qui a trait au fédéral, notre gouvernement a déjà agi. En 2023, avec l'ancien projet de loi C-48, nous avons resserré les règles pour les récidivistes violents et ceux qui utilisent des armes, tout en renforçant la protection de victimes de violence conjugale. Ces réformes ont été appuyées à l'unanimité par toutes les provinces et tous les territoires, y compris ceux avec des gouvernements conservateurs. Voici le leadership fédéral en action: rassembler les Canadiens et trouver des solutions qui fonctionnent.

Nous irons plus loin. Cet automne, nous déposerons un projet de loi pour resserrer encore la mise en liberté sous caution et la détermination des peines, notamment pour le crime organisé, pour les vols d'automobiles et pour la traite des personnes.

Contrairement à l'opposition, nous ne croyons pas aux slogans creux comme la loi du « retrait sur trois prises ». Cette rhétorique qui vise à marquer des points politiques ne règle rien. Cette idée a échoué partout où elle a été essayée aux États-Unis. Même les conservateurs semblent l'avoir compris après avoir perdu les dernières élections. En fait, bien qu'ils aient fait campagne sur cette proposition, ils ne l'ont même pas incluse dans leur projet de loi C-242, qui porte sur la liberté sous caution. Je donne l'occasion au député de se lever et de dire clairement aux Canadiens qu'il s'est trompé et que cette proposition était bel et bien absurde.

Notre gouvernement libéral s'est engagé à bâtir un système qui protège les communautés et qui s'attaque aux causes de la récidive. Cela exige des lois plus fortes. Cela exige aussi des investissements en santé mentale, en traitement des dépendances et en programmes communautaires. Nous ferons notre part et nous espérons que les provinces feront la leur.

● (1825)

[Traduction]

Andrew Lawton: Madame la Présidente, il est très important de parler des causes du récidivisme, notamment la cause la plus importante, à savoir le gouvernement libéral et les lois sur la mise en liberté sous caution, qui ont permis à cette situation de prendre une telle ampleur.

Il y a à peine deux heures, un policier qui a témoigné devant le comité de la justice a dit que le projet de loi C-48 n'a rien fait pour améliorer la sécurité publique. Selon les experts chargés d'appliquer et de faire respecter la loi, le gouvernement aime s'appuyer sur son bilan tout en faisant fi des conséquences de ce dernier.

J'ai des solutions à proposer. Je suis fier d'appuyer le projet de loi du député d'Oxford, le projet de loi des conservateurs sur la prison, et non la mise en liberté sous caution, et j'espère que le secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique fera de même au lieu de s'opposer aux vraies solutions dont la Chambre est saisie en ce moment.

Il est honteux que, lorsqu'ils sont confrontés aux faits, le secrétaire parlementaire et ses collègues libéraux fassent chaque fois la même chose, à savoir rejeter le blâme sur quelqu'un d'autre et pointer du doigt les provinces au lieu de se regarder dans le miroir. Quand arrêteront-ils d'agir ainsi?

[Français]

Jacques Ramsay: Madame la Présidente, je vais me permettre d'être clair. Le gouvernement fédéral s'est engagé à présenter un projet de loi visant à renforcer le système de mise en liberté sous caution afin de lutter contre les crimes violents et le crime organisé. Si quelqu'un est libéré sous condition et n'a nulle part où aller, ce n'est pas un échec d'une loi fédérale. C'est l'échec de ceux qui administrent le système judiciaire, et cela relève des provinces. Cela signifie aussi que les provinces et les territoires doivent investir dans des programmes de soutien et de surveillance en santé mentale et en toxicomanie pour rendre les conditions de mise en liberté sous caution exécutoires et significatives.

En ce qui a trait à la proposition conservatrice, la loi du « retrait sur trois prises », je note que le député n'a pas assumé la volte-face des conservateurs. Cela dit, les Canadiens et les Canadiennes dormiront mieux ce soir en sachant que les conservateurs, qui avaient promis cette approche, l'ont finalement reniée en ne l'incluant pas dans leur projet de loi C-242...

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député de Bruce—Grey—Owen Sound a la parole.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Madame la Présidente, je suis ici ce soir pour revenir sur une question que j'ai posée au ministre de la Justice en juin dernier:

[...] le nombre d'actes criminels violents perpétrés s'est accru de 32 % depuis que les libéraux ont formé le gouvernement en 2015.

Cette hausse touche tout le Canada, y compris ma circonscription, où l'on peut lire des manchettes telles que « Arrêté de nouveau » pour « participation à une organisation criminelle », « Défaut de se conformer à une ordonnance de probation », « Onze chefs d'accusation pour possession non autorisée d'une arme à feu de façon délibérée », « Deux chefs d'accusation pour désobéissance à une ordonnance du tribunal » et « Deux chefs d'accusation pour violation d'une ordonnance d'interdiction d'armes ».

[...] Quand abrogeront-ils leurs politiques clémentes envers les criminels?

Je suis désolé. C'est une question que j'ai posée au gouvernement en 2022.

Passons à la bonne question. J'ai posé la question suivante au gouvernement:

[Le gouvernement] a souligné [...] la nécessité d'améliorer notre système actuel de mise en liberté sous caution. Des changements s'imposent.

Je n'ai que deux questions simples à lui poser: [le gouvernement est-il] d'accord pour dire que le problème est urgent? Combien de temps faut-il, en étant réaliste, pour s'attaquer à ce problème urgent et apporter les changements nécessaires à notre système de mise en liberté sous caution au Canada?

Voici la réponse que j'ai obtenue du gouvernement:

Aucune mesure législative ne réglera à elle seule la question de la réforme des libérations sous caution dans notre pays. Comme j'ai essayé de le faire comprendre, c'est un problème à multiples facettes. [Le gouvernement doit] collaborer avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et régionaux, et [il doit s'] assurer qu'ils disposent du soutien dont ils ont besoin pour administrer la justice.

Au cours des sept dernières années, [le] gouvernement [libéral] a peu à peu mis en place des mesures législatives qui contribuent à améliorer le système et le régime de mise en liberté sous caution au Canada [...]

Toutes mes excuses, c'est une question que j'ai posée en février 2023.

La vraie question que j'ai posée en juin est celle-ci:

[...] depuis que les libéraux sont au pouvoir, la criminalité est en hausse dans ma circonscription, et on tarde trop souvent à rendre justice aux victimes. Selon le dernier rapport annuel du service de police d'Owen Sound, le nombre de crimes violents a augmenté de 14,6 %. Les gens de ma circonscription sont inquiets. Pire encore, dans plus de 10 % des cas, les délais dépassent maintenant la limite établie dans l'arrêt Jordan, ce qui met la justice encore plus hors de portée.

Quand le gouvernement libéral va-t-il annuler les mesures législatives laxistes en matière de criminalité pour plutôt adopter un plan plein de bon sens afin que l'on garde les délinquants violents derrière les barreaux et que l'on rende justice aux victimes et à leurs familles, comme elles le méritent?

Dans sa réponse, le ministre de la Justice semblait penser que l'heure était aux « bonnes nouvelles ». Il a dit que les libéraux feraient adopter des réformes pour « resserrer les procédures de mise en liberté sous caution ainsi que des peines plus sévères pour les récidivistes violents ». Il a précisé qu'on pouvait s'attendre à voir ces modifications plus tard cette année. Cette réponse n'était pas satisfaisante.

Comme je l'ai souligné, c'est un problème urgent. Je suis loin d'être le seul député conservateur à avoir soulevé cette question au cours des quatre dernières années. Il s'agit d'un problème urgent qui doit être réglé.

Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai relancé le secrétaire parlementaire en lui posant la même question au sujet « du mythique projet de loi sur la réforme de la mise en liberté sous caution ». Je lui ai demandé si l'automne signifiait avant le 12 décembre et si nous pouvions en être certains. Le secrétaire parlementaire a refusé de répondre à la question. Il s'est contenté de dire que le projet de loi serait présenté cet automne.

Tout ce que je demande, c'est d'obtenir des précisions sur le moment au cours de l'automne où le gouvernement présentera ce projet de loi urgent sur la réforme de la mise en liberté sous caution. Je

Motion d'ajournement

veux simplement connaître le calendrier, car il faut du temps pour faire adopter une mesure législative au Parlement. Le gouvernement libéral n'a pas vraiment fait ses preuves pour ce qui est de présenter des mesures législatives bien rédigées du premier coup, alors je suis convaincu qu'il faudra apporter des modifications et des améliorations au projet de loi pour qu'il soit efficace.

La Chambre peut-elle s'attendre à ce que cette réforme du système de mise en liberté sous caution soit présentée demain, la semaine prochaine ou avant la fin de novembre, ou le gouvernement la déposera-t-il le 12 décembre, soit le dernier jour de la session d'automne?

● (1830)

[Français]

Jacques Ramsay (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Madame la Présidente, je prends aujourd'hui la parole pour parler du système de mise en liberté sous caution et de la politique de justice pénale. Les récents événements tragiques, marqués par des crimes violents commis par des récidivistes, rappellent de façon douloureuse les répercussions que ces actes ont sur nos collectivités. Ces situations sont inacceptables.

Je tiens d'abord à offrir mes plus sincères condoléances aux familles des victimes, notamment celles de Bailey McCourt, à Kellowna, et d'Abdul Aleem Farooqi, à Vaughan.

Soyons clairs: notre gouvernement libéral est déterminé à lutter contre la criminalité et à protéger la sécurité des Canadiens et des Canadiennes. Dans notre plateforme de 2025, nous avons promis de resserrer les règles de mise en liberté sous caution pour des crimes graves et organisés, et nous le ferons.

Les Canadiens nous ont donné un mandat clair pour agir et nous allons le faire, tant pour ce qui est du vol d'automobiles, des crimes liés au crime organisé, de l'entrée par effraction dans les domiciles, de la traite des personnes, du passage des clandestins. Le premier ministre et le ministre de la Justice ont également réitéré cet engagement: cet automne, nous déposerons un projet de loi pour resserrer la mise en liberté sous caution et la détermination des peines. J'espère que mon honorable collègue sera satisfait.

Comme on le sait, le système pénal est une compétence partagée avec les provinces et les territoires, qui sont responsables de l'administration du système de justice pénale d'un bout à l'autre du pays. Le gouvernement fédéral travaille en étroite collaboration avec les provinces et les territoires, y compris avec les représentants des organismes d'application de la loi, afin de répondre aux préoccupations concernant le système de mise en liberté et d'élaborer des solutions efficaces. Ces questions seront également au cœur des discussions entre les ministres en octobre lors de la réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de la justice et de la sécurité publique.

L'an dernier, avec l'ancien projet de loi C-48, nous avons déjà resserré les règles pour les récidivistes violents et ceux qui utilisent des armes. Ce projet de loi a également renforcé la protection des victimes de violence conjugale. Toutes les provinces et tous les territoires ont appuyé ces réformes à l'unanimité, y compris les conservateurs.

Motion d'ajournement

Nous savons toutefois qu'il reste du travail à faire, bien entendu. Notre gouvernement reconnaît la nécessité de continuer à renforcer les dispositions du Code criminel relatives à la mise en liberté sous caution. Je peux dire avec une grande confiance que le gouvernement continue d'être à l'écoute et d'apporter les changements nécessaires pour répondre aux préoccupations soulevées.

Je tiens quand même à souligner qu'il est pour le moins curieux de voir la stratégie choisie par les conservateurs quant aux recommandations concernant la réforme du système de liberté sous caution. La motion qu'ils ont présentée la semaine dernière sur la « loi des trois coups » est absurde. Cette proposition a échoué partout où elle a été essayée. Cette idée nous vient tout droit des États-Unis. Je ne sais pas si l'opposition officielle a suivi la dernière élection qu'elle a pourtant perdue de façon si décisive, mais les Canadiennes et les Canadiens veulent des lois faites ici au Canada.

Nous convenons qu'il faut agir pour que les récidivistes violents ne se retrouvent pas dans nos rues, mais ici c'est le Canada, pas les États-Unis, et les citoyens et les citoyennes de La Prairie—Atateken que je représente veulent que cela reste ainsi.

Cet automne, nous déposerons un projet de loi pour resserrer notre système de mise en liberté sous caution, et j'appelle tous les partis à mettre de côté la partisanerie et à travailler avec nous pour offrir les solutions fondées sur des données probantes que les Canadiens et les Canadiennes attendent et méritent.

• (1835)

[Traduction]

Alex Ruff: Madame la Présidente, le secrétaire parlementaire n'a pas répondu à ma question. En fait, sa réponse était très semblable à la solution que j'ai énoncée dans mon discours précédent, à savoir que nous devons travailler sur cette question et en débattre.

Il a éclairci certains points. Il a dit qu'il y aurait une réunion fédérale-provinciale-territoriale en octobre. Cela me porte à croire, selon toute vraisemblance, que nous n'aurons pas de réponse à cette question et que nous ne verrons pas cette réforme du système de mise en liberté sous caution avant au moins le mois de novembre. Il m'a donné une légère précision.

Ce que je veux dire, c'est qu'il y a urgence. C'est le même enjeu que j'ai soulevé en 2022 et en 2023. Nous avons besoin de cette réforme dès maintenant. Je demande au gouvernement de bien vouloir la déposer afin que nous puissions travailler ensemble pour obtenir la meilleure réforme possible du système de mise en liberté sous caution. Nous en avons besoin pour le Canada et pour assurer la sécurité des Canadiens.

[Français]

Jacques Ramsay: Madame la Présidente, j'entends bien l'urgence dans la voix de mon honorable collègue. Nous partageons les attentes qu'il a.

Je lui rappelle toutefois que d'ici là, nous avons quand même le projet de loi C-2 à appuyer et adopter, et que les projets de loi suivront dans l'ordre, mais avec la célérité que la Chambre voudra bien leur donner. J'invite mes collègues de l'autre côté de la Chambre à participer aux travaux et à collaborer entièrement.

Nous avons de meilleures données sur les mises en liberté sous caution. Nous sommes désormais à même de proposer des mesures qui feront en sorte que nous pouvons garder les récidivistes en sécurité dans nos établissements.

[Traduction]

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Madame la Présidente, au début de la présente législature, j'ai demandé au gouvernement d'expliquer pourquoi, sous les libéraux, les Canadiens dépensent-ils autant et obtiennent-ils si peu.

Les libéraux ont donné des millions de dollars à GCStrategies, alors que les ministères fédéraux n'ont pas pu prouver si le moindre travail avait été effectué avant d'autoriser les paiements. Malgré les enquêtes réalisées, les libéraux n'ont toujours pas récupéré le moindre cent que GCStrategies a volé aux contribuables. Pendant ce temps, ils multiplient les dépenses. Ils ont dépensé des millions de dollars pour tenter de transformer des espaces de bureau en logements, mais cela a donné très peu de résultats.

Dans le rapport d'une vérification qu'elle a effectuée, la vérificatrice générale se dit préoccupée que le gouvernement semble mesurer sa réussite en fonction de ses engagements plutôt que des résultats produits. Le gouvernement a dépensé plus de 1 milliard de dollars en lien avec la promesse qu'il a faite à nos alliés comme quoi il allait doter nos pilotes d'une flotte d'appareils aptes au combat. Or, la vérificatrice générale a signalé que le coût de ces appareils a augmenté de 50 %, passant de 19 milliards de dollars à 27,7 milliards de dollars, et qu'au moins 5,5 milliards de dollars supplémentaires seront nécessaires pour équiper les chasseurs afin qu'ils soient prêts pour les opérations. Son rapport révèle également qu'après avoir tardé pendant des années à conclure un marché d'approvisionnement, le gouvernement a approuvé la construction sur les bases militaires alors qu'il lui manquait des renseignements essentiels, ce qui a retardé davantage l'achèvement des travaux et entraîné un dépassement des coûts.

Les familles canadiennes ne connaissent que trop bien le coût des dépenses inflationnistes des libéraux. Elles le connaissent parce qu'elles en font les frais à l'épicerie, où les prix ont augmenté 50 % plus rapidement qu'aux États-Unis. Elles le connaissent parce que beaucoup trop de gens ont été exclus du marché immobilier et sont incapables de payer leur hypothèque ou leur loyer. Elles le voient dans chaque reportage qui fait état de la mauvaise gestion des fonds accordés aux initiés libéraux et à des consultants grassement payés.

Les recettes proviennent toutes de la même source: les vaillants Canadiens qui doivent payer pour tous les échecs du gouvernement. Les Canadiens ont respecté leur part du marché. Des millions de dollars provenant des contribuables ont été versés à GCStrategies sans qu'il y ait vraiment de preuve que le travail avait été fait, des millions de dollars ont été dépensés pour transformer des bureaux sans grand résultat et des milliards de dollars de plus que prévu ont été dépensés pour l'achat d'une flotte afin d'équiper les militaires avec le nécessaire pour assurer la sécurité des Canadiens.

Je répète la question que j'ai posée en juin. Pourquoi les Canadiens qui paient autant reçoivent-ils si peu du gouvernement libéral?

[Français]

Jacques Ramsay (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Madame la Présidente, je me permets de commencer en affirmant que ce nouveau gouvernement croit fermement à l'équité, à l'ouverture et à la transparence dans la gestion des approvisionnements de tous types.

Nous sommes pleinement conscients des problèmes survenus par le passé relativement aux contrats et paiements, notamment ceux versés à GC Strategies et à ses prédécesseurs dans le cadre d'enquêtes antérieures.

Le dernier rapport révèle que de nombreux contrats et paiements allaient à l'encontre du cadre politique applicable et que ces contrats n'offraient pas un bon rapport qualité-prix, ce qui est totalement inacceptable.

Tous les gouvernements ont la responsabilité de dépenser l'argent des contribuables en s'engageant clairement à optimiser les ressources, et le nouveau gouvernement poursuivra cet engagement. Cet engagement est plus important que jamais, alors que nous nous lançons, comme la députée l'a si bien dit, dans une série de nouveaux projets de construction pour bâtir la nation. Ce sont des projets qui nous rassembleront et transformeront notre économie.

C'est pourquoi, sous le gouvernement actuel, le ministre responsable des Travaux publics et de l'Approvisionnement s'est vu ajouter le titre de « Transformation du gouvernement ».

Nous avançons à une vitesse inégalée depuis plusieurs années pour mettre en œuvre les grands projets qui permettront de libérer tout le potentiel économique du Canada et de construire un pays fort. Pour construire le type de pays dont nous avons besoin aujourd'hui, nous devons changer la façon dont nous travaillons pour les Canadiens, ce qui signifie changer la façon dont nous acquérons les biens et les services afin d'être plus rapides et plus efficaces.

En même temps, nous devons aussi nous assurer que les règles sont respectées. À la suite des nombreuses enquêtes et des nombreux rapports concernant le développement d'ArriveCAN, Services publics et Approvisionnement Canada continue de mettre en œuvre des mesures visant à renforcer l'approvisionnement fédéral, particulièrement en ce qui concerne l'acquisition de services professionnels.

D'ailleurs, pas plus tard que cette semaine, la vérificatrice générale du Canada a dit au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires qu'elle était satisfaite des mesures mises en place.

Ces mesures, rappelons-le, comprennent notamment la mise en place d'un certain nombre de dispositions visant à renforcer la surveillance de l'approvisionnement; le renforcement des exigences en matière d'évaluation afin de garantir que les ressources soient dûment qualifiées pour les fonctions qu'elles accomplissent; l'obligation pour les fournisseurs d'être plus transparents sur leurs prix et les sous-traitants auxquels ils font appel; et l'amélioration de nos propres pratiques en matière de documentation lors de l'attribution de contrats et l'autorisation de tâches.

J'ajouterai qu'à la suite d'une évaluation approfondie de GC Strategies menée par le nouveau Bureau de l'intégrité et de la conformité des fournisseurs, l'entreprise s'est vu interdire de conclure des contrats ou des ententes sur des biens immobiliers avec le gouvernement du Canada pendant sept ans, la pénalité la plus forte.

Lorsqu'il s'agit de recouvrer des fonds, que ce soit une fraude ou simplement une surfacturation, nous intenterons une poursuite judiciaire ou nous collaborerons avec les services policiers.

En tant que gardiens des fonds publics, nous savons que les dépenses gouvernementales doivent en tout temps respecter les normes les plus élevées en matière de reddition de comptes. C'est la

Motion d'ajournement

promesse que nous avons faite aux Canadiens et aux Canadiennes. Ils ne méritent pas moins.

● (1840)

[Traduction]

Kelly Block: Madame la Présidente, la vérificatrice générale a comparu devant le comité il y a quelques jours à peine pour parler des rapports qui ont été déposés en juin dernier concernant les récents échecs du gouvernement. La vérificatrice générale a constaté que, dans ses efforts pour réduire la taille des terres fédérales et les transformer en logements abordables, le gouvernement ne se contente pas de mesurer le succès des ententes signées avec la promesse d'être achevées, mais qu'il ne remplit pas son propre objectif de fournir des logements abordables aux Canadiens qui en ont le plus besoin.

Dans le cas de GC Strategies, on a constaté que les ministères fédéraux avaient fréquemment fait fi des politiques visant à garantir que le travail était effectué, et que les habilitations de sécurité appropriées avaient été émises.

Ce ne sont pas des cas isolés, et le gouvernement n'est pas nouveau. C'est du pareil au même. C'est une tendance qui se répète sans cesse. Promettre encore une fois de respecter les règles ne suffit pas.

[Français]

Jacques Ramsay: Madame la Présidente, notre nouveau gouvernement s'est engagé à veiller à ce que l'approvisionnement fédéral soit ouvert, équitable et transparent.

Nous remercions la vérificatrice générale du Canada d'avoir entrepris ces examens importants et d'avoir formulé des conclusions et des recommandations. Je rappelle à l'honorable députée que la vérificatrice générale du Canada a finalement dit au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, pas plus tard que la semaine dernière, qu'elle était satisfaite des mesures mises en place.

Nos travaux significatifs nous aideront à poursuivre l'évaluation de nos processus et à trouver des moyens de toujours renforcer l'intégrité de l'approvisionnement.

Nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire, mais je tiens à assurer à la Chambre que nous améliorons nos processus d'approvisionnement pour que soient respectés les règles et les processus et qu'ils soient correctement documentés, sans exception.

C'est plus important que jamais, alors que nous agissons de manière définitive pour faire passer notre économie de la dépendance à la résilience et réaliser les grands projets qui permettront de libérer tout le potentiel économique du Canada et bâtir un pays fort.

Motion d'ajournement

• (1845)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée.

La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 45.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 25 septembre 2025

AFFAIRES COURANTES

Les affaires étrangères

Fortier 2083

Loi sur le commissaire à la mise en œuvre des traités modernes

Alty 2083

Projet de loi C-10. Présentation et première lecture 2083

Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi 2083

Les délégations interparlementaires

Oliphant 2083

Questions au Feuilleton

Lamoureux 2083

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — La taxation des aliments

Barlow 2083

Motion 2083

Leitão 2085

Perron 2085

Doherty 2085

Rood 2086

Kayabaga 2088

Perron 2088

Thomas 2088

Bardeesy 2088

Ross 2090

Champoux 2091

O'Rourke 2091

Viersen 2091

Gazan 2091

Carr 2091

Bardeesy 2092

Shipley 2092

Bardeesy 2092

Perron 2092

Larouche 2092

Roberts 2093

Lamoureux 2094

Perron 2094

Perron 2094

Viersen 2096

O'Rourke 2096

Larouche 2096

Gourde 2097

Leitão 2098

Fortin 2098

Wagantall 2099

Hoback 2099

Gerretsen 2101

Champoux 2101

Wagantall 2101

Lamoureux 2102

Doherty 2103

Chang 2103

Kramp-Neuman 2104

Church 2104

Goodridge 2105

Champoux 2105

Gerretsen 2106

Poilievre 2106

Gerretsen 2107

Champoux 2107

McCauley 2108

Epp 2108

Leitão 2110

Fortin 2110

Kelly 2110

Lamoureux 2110

MacDonald (Cardigan) 2110

Lamoureux 2111

Seeback 2112

Fortin 2112

Gerretsen 2112

Goodridge 2113

Champoux 2114

Vis 2114

Bragdon 2114

Lamoureux 2115

Champoux 2116

Wagh 2116

Généreux 2117

Brunelle-Duceppe 2118

Doherty 2118

Fortin 2119

Tolmie 2119

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La reconnaissance de l'État palestinien

Al Soud 2120

Les jeunes hommes au Canada

Jivani 2120

Le retour des enfants ukrainiens

Klassen 2120

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

Schmale 2120

Le drapeau franco-ontarien

Lalonde 2120

Le drapeau franco-ontarien

Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk) 2121

La tuberculose

Ramsay 2121

La Coupe du monde de rugby féminin	
Vis	2121
La Journée internationale des aînés	
Larouche	2121
Le drapeau franco-ontarien	
Fortin	2121
Le bien-être des animaux	
Anderson	2122
La violence contre les femmes	
Morrissey	2122
L'économie	
McCauley	2122
Le Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes	
Mingarelli	2122
Le premier ministre du Canada	
Ho	2123
Les relations entre le Canada et l'Irlande	
Maloney	2123

QUESTIONS ORALES

La sécurité publique	
Poilievre	2123
Champagne	2123
Poilievre	2123
Champagne	2123
L'économie	
Poilievre	2124
Hajdu	2124
Poilievre	2124
Champagne	2124
Poilievre	2124
Hajdu	2124
Poilievre	2124
Champagne	2124
Postes Canada	
Normandin	2124
Lightbound	2125
Normandin	2125
Lightbound	2125
Gaudreau	2125
Lightbound	2125
Les armes à feu	
Lantsman	2125
Anandasangaree	2125
Lantsman	2125
Anandasangaree	2126
Calkins	2126
Anandasangaree	2126
La sécurité publique	
Bezan	2126
Anandasangaree	2126
Patzner	2126
MacKinnon	2126

Paul-Hus	2126
MacKinnon	2126
Paul-Hus	2127
Anandasangaree	2127
La justice	
Fortin	2127
Fraser	2127
Fortin	2127
Fraser	2127
L'économie	
Hallan	2127
Hajdu	2128
Hallan	2128
Hajdu	2128
Jackson	2128
MacKinnon	2128
Lefebvre	2128
MacKinnon	2128
Lefebvre	2128
MacKinnon	2129
Les affaires autochtones	
McKinnon	2129
Alty	2129
L'économie	
Anstey	2129
Long	2129
Anstey	2129
Thompson	2129
Cobena	2129
van Koeverden	2130
Thomas	2130
Gainey	2130
Thomas	2130
Gainey	2130
Steinley	2130
Belanger (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill)...	2130
Steinley	2130
Sahota	2130
Kuruc	2131
Long	2131
Kuruc	2131
Sidhu (Brampton-Est)	2131
La défense nationale	
Watchorn	2131
McGuinty	2131
L'économie	
Van Popta	2131
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)	2131
DeRidder	2131
Chartrand	2132
Hardy	2132
MacDonald (Malpeque)	2132
Les femmes et l'égalité des genres	
Hirtle	2132
Valdez	2132
L'économie	
Mahal	2132

Long	2132
L'emploi	
Boulerice	2132
MacKinnon	2133
Les ressources naturelles	
Boulerice	2133
Dabrusin	2133
Présence à la tribune	
Le Président	2133
Les travaux de la Chambre	
Scheer	2133
MacKinnon	2133

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Taxation des aliments

Motion	2133
Tolmie	2133
Lamoureux	2134
Larouche	2135
Vis	2135
van Koeverden	2135
Wagantall	2137
Larouche	2137
Deschênes-Thériault	2137
Bexte	2138
Danko	2139
DeBellefeuille	2139
Ross	2140
Blois	2140
Roberts	2141
Deschênes	2142
Dandurand	2142
Dandurand	2142
Gladu	2143
Bonin	2144
Strauss	2144
DeBellefeuille	2144
Nathan	2144

Patzer	2146
Larouche	2146
Dandurand	2146
Patzer	2146
Lamoureux	2148
Bonin	2148
Tolmie	2149
d'Entremont	2149
Greaves	2151
Larouche	2151
Wagantall	2151
Sari	2151
Van Popta	2153
DeBellefeuille	2153
Deschênes-Thériault	2153
Deschênes-Thériault	2154
Deltell	2155
Deschênes	2155
Roberts	2156
Wagh	2156
Danko	2157
Larouche	2157
Wagantall	2158
Vis	2158
Osborne	2159
Bonin	2160
Tolmie	2160
Wagantall	2160
Report du vote sur la motion	2161

MOTION D'AJOURNEMENT

La sécurité publique

Lawton	2161
Ramsay	2162

La sécurité publique

Ruff	2162
Ramsay	2163

Les services publics et l'approvisionnement

Block	2164
Ramsay	2164

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>